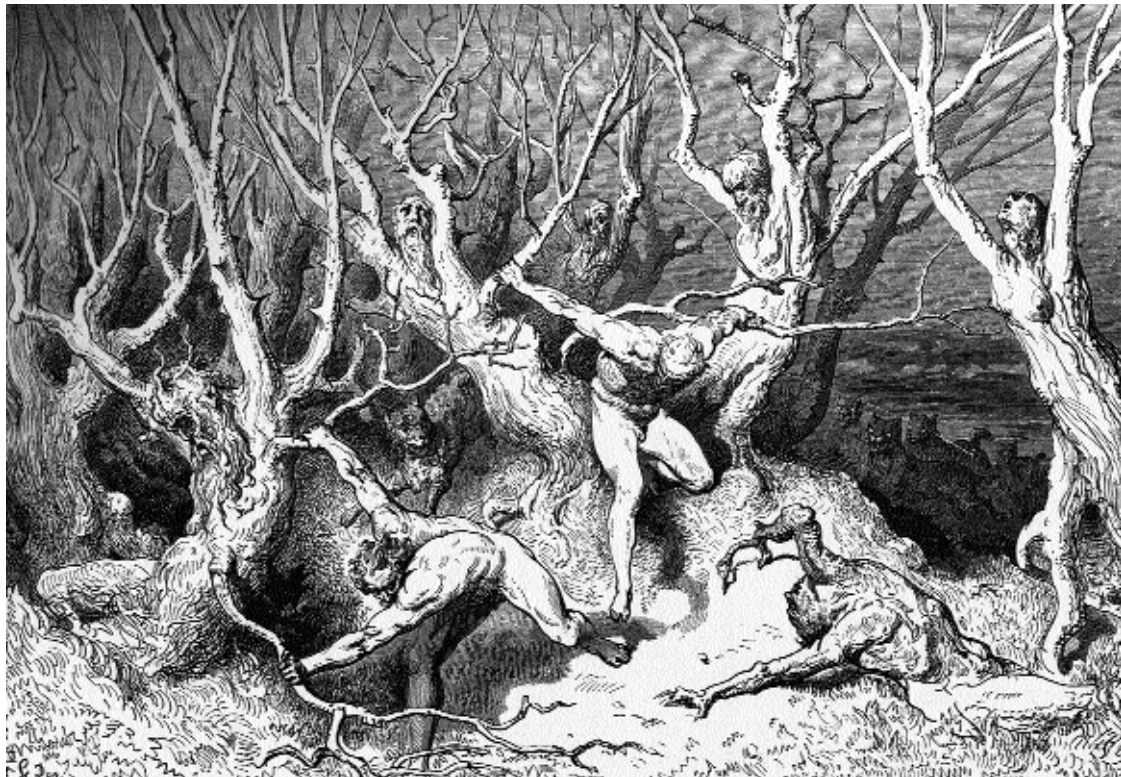


CETTE SEMAINE

Onzième année – Bimestriel – 2004 – n°87 – Prix libre ou abonnement

FÉVRIER/MARS



PARIS FLAMBE à travers la nuit farouche et noire
Le ciel est plein de sang, on brûle de l'Histoire,
Théâtres et couvents, hôtels, châteaux, palais
Qui virent les Fleurys après les Triboulets,
Se débattent parmi les tourbillons de flammes
Qui flottent sur Paris comme les oriflammes
D'un peuple qui se venge au moment de mourir.

LE FEU DE POURPRE et d'or monte comme un soupir
Vers les appartements secrets des Tuileries,
Lèche les plafonds peints et les chambres fleuries,
Et dévorant, au fond des boudoirs étoilés,
Les meubles précieux, les coffrets ciselés,
Les laques, les tableaux et les blanches statues
Dont l'orgueil virginal enfle les gorges nues,
Il montre dans la nuit au monde épouvanté
Comment tombe Paris drapé dans sa fierté.

CE LOURD ENTASSEMENT qu'étaient des faits sombres,
Le Louvre aussi flamboie et s'écroule en décombres
Avec ses murs de marbre et ses portes d'airain
L'ancre où rôdait encor l'ombre de Mazarin,
Et qui frémit le jour qu'à la voix de Camille
Le peuple décida qu'on prendrait la Bastille,
Le palais de Philippe-Egalité n'est plus.
(...)

CETTE TORCHE, là-bas, jaunâtre et violette,
Qui tremble au vent, c'étaient les docks de la Villette.

Ici près, c'est la Cour des Comptes qui se tord
Dans un embroisement farouche qui la mord,
Et qui broie, en courant, ses piliers, ses toitures
Et sa bibliothèque où des larves impures
Dormaient sur les dossiers du monde impérial ;

ET PLUS LOIN L'OURAGAN vengeur du Prairial
A sur les Gobelins déchaîné la tempête :
La soie en fleur le long des métiers toute prête
Fond en frisant ainsi que des cheveux d'enfant.
L'incendie est partout, immense, triomphant ;
Il danse sur le toit et rampe dans la cave ;

LE PLOMB EN NAPPES coule ainsi que de la lave,
Et sur les pavés noirs s'étale en flots d'argent.
Mais, tout à coup, un feu gigantesque émergeant
Du milieu de la ville effrayante, domine
La grandiose horreur du canon, de la mine
Eclatant en faisant sauter tout un quartier,
Et du mur qui chancelle et s'abat tout entier
Avec le grondement prolongé du tonnerre,
Les voix, les pleurs, le bruit des bas, les cris de guerre,
Et l'on voit s'élançer vers les astres surpris
La grande âme de la cité que fut Paris :
La flamme impitoyable éteint l'Hôtel-de-ville !
O souvenirs ! Histoire héroïque ou servile !
(...)

PARIS EST MORT ! Et sa conscience abîmée
A tout jamais s'évanouit dans la fumée !
Et bien ! quand l'incendie horrible triomphait,
Une voix dans mon cœur criait : Ils ont bien fait !

Eugène Vermersch
Les incendiaires I

Bruxelles, août/Londres, septembre 1871

« Il est certain que le prolétariat et la bourgeoisie sont dans un état de guerre inévitable, et qu'il faut que l'un ou l'autre périsse dans la bataille : reste à savoir si les 35 millions de prolétaires auront toujours la résignation de se laisser décimer et dévorer par 200 mille familles fainéantes. Mais au moins qu'ils le sachent bien : jamais, jamais entre eux et la bourgeoisie, il n'y aura de réconciliation sincère. Les protestations les plus ardentes des privilégiés ne sont autre chose que d'effrontés mensonges dictés par l'effroi de la première heure, et le peuple qui s'y laisse prendre n'est qu'un peuple de dupes »

Londres, 1er janvier 1873

Eugène Vermersch (1845-1878) a participé à la Commune de Paris de 1871, ville en partie incendiée par quelques communards voyant la défaite arriver.

LIBERTÉ POUR MARCO !

LIBERTÉ POUR TOUTES ET TOUS !

Plus de 40 perquisitions ont eu lieu en Italie et en Suisse : une à Silvestre (Pise), une à Cascina, à Varda, deux à Tirrenia, sept à Pise, une à Cecina, deux à Livourne, trois à Carrare, deux à Querceta, huit à Pietrasanta, une à Isola d'Elba, trois à Florence, une à La Spezia, une à Bergame, une à Ari (Ch), deux à Verbania, une à Sondrio, deux à Turin, quatre à Milan, une à Sarzana, Biella, Cuneo, Bologne et une en Suisse.

LA VAGUE de perquisitions a concerné l'aire anarchiste et libertaire avec Len plus trois autres perquisitions : les deux de Pietrasanta concernent un compagnon et une compagne du *Laboratorio Marxista* [Laboratoire Marxiste] et celle de Sarzana un compagnon communiste.

Parmi tous les perquisitionnés, treize ont reçu des "avis de garantie" [mise sous enquête] pour association subversive, article 270bis du code pénal : un a été notifié à Marco Camenisch dans sa cellule suisse de Pfäffikon, un autre à sa femme, quatre à Pietrasanta, trois à Pise, un à Rosignano, Ari (Ch), Verbania, Sondrio.

Ce sont les chiffres froids de l'opération "black-out", du nom de l'enquête conduite par les substituts du procureur de Gênes, Canepa et Canciani, et par les ROS [service d'investigation des carabinieri].

Nous ne voulons dire que quelques mots, mais qu'ils soient clairs : nous continuerons à parler du rebelle écologiste Marco Camenisch, qui à la fin des années 70 a pratiqué le sabotage pour s'opposer à la mort nucléaire des centrales suisses et a été condamné pour cela à dix ans de prison après avoir repris sa liberté en s'évadant puis en disparaissant dans la nature.

Sous le nom de Martino, il a accompagné la vie quotidienne de certainsEs d'entre nous, partageant les émotions et la pensée critique contre cette civilisation toxique basée sur la pollution, la mort et l'exploitation. Nous l'avons accompagné au cours de ses onze années de prison en Italie et continuons à être solidaires à l'heure où Marco subit l'isolement dans les prisons suisses aseptisées.

Nous n'oublions pas son humanité, sa cohérence profonde et son sentiment d'appartenir à une nature toujours plus violente au quotidien, nous sommes avec lui tous les jours pour exiger la liberté de tous les prisonniers. Sans avoir l'intention de bouger d'un millimètre de ces positions, nous réaffirmons que la solidarité est une pratique militante et aussi qu'aucune intimidation, aucune hypothèse répressive ne pourra jamais provoquer de black-out sur notre conscience critique, notre affection et notre identité.

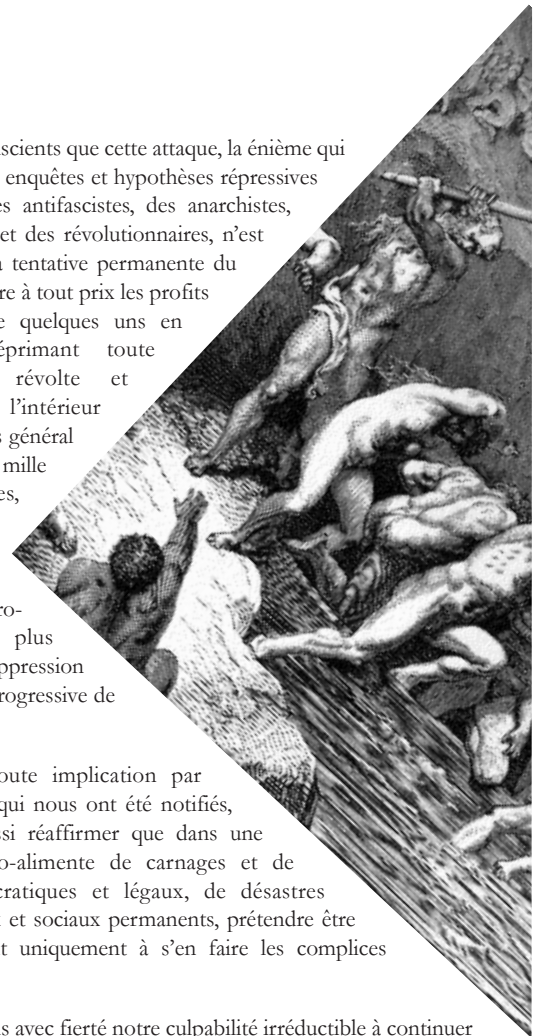
Nous sommes conscients que cette attaque, la énième qui s'ajoute aux autres enquêtes et hypothèses répressives qui impliquent des antifascistes, des anarchistes, des communistes et des révolutionnaires, n'est rien d'autre que la tentative permanente du pouvoir de défendre à tout prix les profits et les intérêts de quelques uns en piétinant et réprimant toute expression de révolte et d'antagonisme à l'intérieur d'un parcours plus général de lutte qui, par mille pratiques diverses, s'oppose à cette démocratie moderne libre-échangiste, qui provoque toujours plus d'exploitation, d'oppression et la destruction progressive de la nature.

Tout en niant toute implication par rapport aux faits qui nous ont été notifiés, nous voulons aussi réaffirmer que dans une société qui s'auto-alimente de carnages et de massacres démocratiques et légaux, de désastres environnementaux et sociaux permanents, prétendre être "innocent" revient uniquement à s'en faire les complices résignés.

Nous revendiquons avec fierté notre culpabilité irréductible à continuer à rêver à une société plus juste, libérée de l'exploitation de l'homme, de la nature, des animaux.

Pour un monde sans prisons.

Des compagnons et des compagnonnes mis en examen
11 octobre 2003



ACTIONS ET MOBILISATIONS AUTOUR DE MARCO CAMENISCH ...

11 DÉCEMBRE : De la peinture est répandue sur la mairie de Pfäffikon et, le jour suivant, sur l'entrée du parquet de Zürich, ville dans laquelle Marco vient d'être transféré.

16 NOVEMBRE : Deux banderoles ont été accrochées sur des ponts à Istanbul, où on pouvait lire "Liberté pour les prisonniers de Thessalonique" et "Liberté pour le prisonnier écologiste Marco Camenisch — Pour la destruction des prisons".

16 NOVEMBRE : "Ce dimanche 16 novembre, nous avons cadenassé et barricadé la porte de la Chambre de commerce suisse, 24 rue des Nations à 1050 Bruxelles, en solidarité avec Marco Camenisch".

5-6 NOVEMBRE : "Dans la nuit du 5 au 6 novembre 2003, l'agence d'interim Adia située 5 square de

l'Opéra Louis Juvet (75009 Paris) a reçu des cocktails molotovs. Le texte suivant a été laissé sur place : Contre les exploités et les matons en tous genre : Feu ! Solidarité avec Marco Camenisch et tous les prisonniers en lutte".

3 NOVEMBRE : Rassemblement devant la chancellerie de Suisse à Bruxelles à l'appel de l'ABC Gand et le Secours Rouge/APAPC.

2 NOVEMBRE : Slogans bombés en solidarité avec Marco à Mar del Plata (Argentine).

OCTOBRE : Le procès de Camenisch pour le supposé homicide d'un douanier en 1992 est repoussé de décembre à début 2004.

24 SEPTEMBRE : Vague de perquisitions dans toute l'Italie, 13 personnes mises sous enquête.

17 SEPTEMBRE : Perquisition aux domiciles toscan

et verbanais de Manuela, la compagne de Marco. Le même jour, sous la conduite du procureur de Gênes (et sur autorisation du tribunal donnée le 22 juillet), la cellule de ce dernier est perquisitionnée, son ordinateur portable, sa correspondance avec son avocat et privée, ses documents et ses courriers sont saisis.

27 MARS : Marco Camenisch est retransféré à la prison de Pfäffikon en isolement.

19 FÉVRIER : un relais de téléphone cellulaire Omnitel brûle au lieu-dit S. Silvestro sur le territoire d'Amelia (région de Terni, Italie). On retrouve l'inscription "Libero Marco, liberi tutti".

12 FÉVRIER : à Paris "dans la nuit du mercredi 12 au jeudi 13 février, plusieurs boutiques à capital suisse ont été visées. Les agences d'interim Adia et

UN BLACK-OUT DANS LA CERVELLE

CE MATIN À 6 HEURES, les ROS ont perquisitionné avec des chiens "anti-explosifs" douze habitations des compagnons de Silvestre et du groupe anarchiste *Incontrolados* (huit à Pise et dans sa province, deux à Livourne et dans sa province, un à Florence, un à Milan) ainsi que le siège des groupes concernés, notifiant également quatre "avis de garantie" [mise sous enquête]. La demande de perquisitions a été effectuée par les ROS de Livourne et signée par le parquet de Gênes (procureurs Canepa et Canciani).

Les décrets de perquisition ont été émis "en rapport avec les délits mentionnés dans les articles 270bis du code pénal et suivants (commis à Massa Carrara et autres lieux, entre août 2002 et la date actuelle) (...) relevant que selon l'enquête menée jusqu'à la date actuelle par la Police Judiciaire, émergent des éléments concrets indicatifs de la l'implication des mis en examen à une association criminelle à finalité de terrorisme et de subversion en lien avec la réalisation de nombreux attentats à la dynamite et/ou incendiaires au préjudice d'objectifs comme des pylônes de distribution de l'énergie électrique, des installations de relais de téléphonie mobile, des incinérateurs de déchets et des installations de remontée mécanique pour skieurs".

Le nom de Marco Camenisch apparaît explicitement dans les décrets de perquisition montrés aux compagnons, lui qui a été perquisitionné quelques jours avant dans la cellule à Pfäffikon (sa femme Manuela a également subi une perquisition).

Cette "brillante" opération dénommée Black-out a conduit à séquestrer cinq ordinateurs, environ 250 CD, différentes vidéo-cassettes, un nombre énorme de lettres, brochures, bombes de peinture, pétards, agendas, textes variés etc. L'impression qu'ont eue les compagnons est que les flics recherchaient avant tout des documents relatifs aux contacts personnels, dans le but de "construire" le réseau habituel de relations prouvant l'existence d'une fantomatique association subversive.

L'opération Black-out n'éteindra certainement pas les luttes qui se développent sur le territoire en défense de la planète, parce que celles-ci sont la conséquence nécessaire de la dégradation toujours plus évidente de la planète. Frapper les quelques dizaines d'activistes qui s'exposent directement par des initiatives de lutte et de propagande ne pourra pas clore une bataille qui tend à s'élargir et assume des caractères variés et des contenus divers.

Notre première riposte à ces intimidations sera d'organiser une initiative publique pour parler à nouveau de Marco Camenisch et de tous les prisonniers écologistes que l'Etat enferme et torture.

Il Silvestre

Gruppo Anarchico Incontrolados
24 septembre 2003

Au cours de la perquisition du 24 septembre dernier, les carabinieri ont également séquestré à notre siège l'adresse des personnes qui reçoivent *Terra Selvaggia*. Il nous semblait important de préciser cette séquestration-là, c'est-à-dire la liste qui contient tous les noms et adresses des personnes à qui nous expédions le journal et/ou d'autre matériel. Nous avons ensuite appris que de nombreuses autres perquisitions ont eu lieu le même jour dans notre région, y compris dans les maisons d'amis ou de leurs parents qui d'une manière ou d'une autre ont été ou sont proches de nous. Nous exprimons notre solidarité à tous ceux qui ont reçu ces visites désagréables et nous la renouvelons comme d'habitude également à Marco Camenisch.

(*I silvestri* — 30.9.03).

... ACTIONS ET MOBILISATIONS AUTOUR DE MARCO CAMENISCH

Adecco (appartenant au même groupe suisse), et *Lloyd continental* (groupe suisse) ont eues leurs serrures bouchées à la soudure à froid ou au mastic aux endroits suivants : *Adia*, 5 rue Meyerbeer (9e) ; *Adia*, 5 square Opéra Louis Jovet (9e) ; *Adecco*, 129 boulevard Magenta (10e) ; *Adia*, 124 boulevard Magenta (10e) ; *Adia*, 111 boulevard Magenta (10e) ; *Adia*, 29 bis rue Rocroy (10e) ; *Lloyd continental* (groupe suisse), 4 rue des petits pères (2e). Par ailleurs, certaines de leurs vitrines et murs adjacents ont été bombés de "Marco Libero", "Solidarité avec les prisonnières en lutte", "Marco, la suisse te détruit, nous abîmons la suisse".

11 FÉVRIER : des câbles de la société de téléphones portables Omnitel brûlent au lieu-dit Lovegno sur le territoire de Pieve di Teco (région de Imperia, Italie). L'inscription "Marco Libero" est retrouvée sur une cabine du coin.

9 FÉVRIER : manifestation d'une cinquantaine de personnes contre les prisons et en solidarité avec Camenisch à Chur (Suisse).

4 FÉVRIER : Marco Camenisch est transféré à Coira (Chur) où il arrête sa grève de la faim après vingt jours. Il a obtenu la fin de l'isolement, la possibilité de participer aux activités avec les autres prisonniers, 15 minutes de téléphone par semaine, un courrier plus fréquent, tous types d'aliments nécessaires à son rétablissement.

1ER FÉVRIER : manifestation d'une centaine de personnes à Milan (Italie) devant le consulat suisse, puis rassemblement devant un magasin Benetton ainsi qu'à Florence. On pouvait lire sur les banderoles de la première : "vos attentats ce sont les prisons", "non au 41bis, à l'isolement, à la torture" et "les éco-attentats ce sont les usines chimiques, les désastres environnementaux sont les œufs [référence explicite au sabotage

d'Abetone qui a ravagé les œufs du téléphérique] de l'opulence". Le tract distribué devant le consulat réclamait notamment la liberté pour Camenisch et pour tous.

1ER FÉVRIER : la succursale barcelonaise de la multinationale suisse des assurances, Zürich, a reçu dans la nuit une visite : sabotage de la serrure, vitrines maculées tandis que les murs ont été recouverts de : "Prision abolicion" (abolition des prisons), "Camenisch libre y salvaje" (Camenisch libre et sauvage) et "Acabemos con las nucleares" (à bas le nucléaire).

31 JANVIER : un relais de télévision de la Rai brûle dans la nuit à Maresana (colline qui surplombe Bergame, Italie). L'inscription "Marco, Marina e Vincenzo liberi" [Marina Cugnaschi et Vincenzo Vecchi font partie des anarchistes arrêtés le 4 décembre en relation avec les émeutes de Gênes

Le 4 octobre 2003 se tenait la conférence intergouvernementale sur la Constitution européenne à Rome. Au cours des affrontements, des vitrines ont été brisées et un flic en civil tabassé.

Le 18 octobre 2003, Massimo Leonardi était arrêté à Viterbo, accusé du tabassage d'un carabinieri en civil et d'atteinte aux biens. Trois autres perquisitions à Rome et Viterbo se déroulaient en même temps.

Le 22 octobre, un rassemblement de solidarité à Cagliari (Sardaigne) était chargé par les flics, 12 personnes arrêtées dont 4 qui ont passé une nuit en prison (l'un a été hospitalisé pour traumatisme crânien). Leur procès a été renvoyé au 21 janvier.

AUJOURD'HUI 18 OCTOBRE, notre compagnon Massimo Leonardi a été arrêté aux premières lueurs de l'aube. Vers cinq heures du matin, les chacals en uniforme de la préfecture de police de Rome ont sonné à sa porte pour lui délivrer un mandat d'arrêt émis par le parquet de Rome, plus précisément par le substitut du procureur Salvatore Vitello, avec la collaboration —comme toujours dans cet infâme travail— de la Digos de Viterbo.

Massimo est accusé de "dommages aggravés de biens publics et privés", de "violence" et "agression" contre un carabinieri infiltré dans la manifestation du 4 octobre à Rome. L'ordre de capture a été émis suite aux affrontements qui se sont déroulés au cours de la manifestation contre la signature de la Constitution européenne.

Au même moment, trois autres habitations de compagnons de Rome et Viterbo ont été perquisitionnées, ils sont également accusés de dommages en relation avec la même manifestation.

Nous, anarchistes et compagnons de Massimo, voulons lui exprimer toute notre solidarité, ainsi qu'à ceux qui luttent quotidiennement comme lui, cherchant à rendre cette vie digne de ce nom, c'est-à-dire libérée de toute forme de contrôle et d'humiliation.

Nous hurlons notre complicité avec ceux qui, comme Massimo, n'acceptent pas de se soumettre et combattent directement les responsables de ce monde-prison.

En outre : nos vœux les plus sincères de non-guérison au flic infiltré et, à toute personne qui a contribué à le faire enfler, nos remerciements les plus chaleureux.



Les compagnons de Massimo

Le 25 octobre, un autre rassemblement en solidarité avec Massimo et tous les prisonniers devant la prison de Rebibbia à Rome subissait le même sort, se terminant par 14 arrestations. Ils passeront trois nuits en prison avant d'être jugés en comparution immédiate pour "résistance", "manifestation non autorisée" et "lésions".

Enfin, **le 3 décembre**, deux squats (la Cascina et Torre Maura) et trois habitations de Rome ont été perquisitionnées tandis que Marco "Tombolino", un compagnon de Viterbo, était arrêté à Naples et incarcéré à Rome avec les mêmes accusations que Massimo.

Massimo est libéré sous contrôle judiciaire le 18 décembre et Marco le 8 janvier 2004, leur procès fixé respectivement au 27 janvier et 1er mars.

SAMEDI 25 OCTOBRE avait lieu un rassemblement pour Massimo, notre compagnon arrêté et détenu à la prison de Rebibbia à Rome, où —forme supplémentaire d'acharnement à son égard — il a été transféré vendredi soir pour empêcher notre solidarité active par une mobilisation, déjà rendue publique, au pied de la prison de Regina Coeli. Cette sale manœuvre n'a pas fonctionné parce que les compagnons se sont déplacés aux pieds de celle de Rebibbia pour revendiquer leur complicité avec Massimo et tous les exploités séquestrés dans les lagers de l'Etat.

C'est là que la férocité répressive de l'Etat est pleinement entrée en action ; les compagnons sortaient à peine de la station de métro pour distribuer des tracts qu'ils ont subi une charge violente de la volaille décidément nombreuse, suivie d'une chasse à l'homme. Les compagnons ont été traqués et poursuivis dans toute la zone de Rebibbia et Casal dei pazzi. C'est uniquement la solidarité des prolétaires et des habitants de la zone qui, en offrant refuge et hospitalité aux manifestants, a empêché que le nombre de 14 compagnons arrêtés ne soit plus élevé. Une plainte pour "résistance", "lésion" et "jet de matériel explosif" a été déposée contre tous, en droite ligne de ce qui s'était déjà produit mercredi 22 à Cagliari où un rassemblement pour Massimo avait aussi été chargé et dispersé avec, pour finir, 5 arrestations.

Nous ne sommes pas ici pour nous plaindre de ce qui s'est passé, ni faire appel au manque total de preuves à propos des délits en question, encore moins pour discuter de culpabilité ou de l'innocence présumée de notre compagnon, discours que nous laissons aux flics et aux magistrats.

Nous sommes ici pour souligner le climat général de contrôle et de répression qu'on respire quotidiennement, surtout pour ceux qui désirent dans leur cœur que l'existant soit bouleversé et non pas simplement réformé. Nous ne souhaitons pas un monde dans lequel existeraient des lois plus justes mais nous luttons ardemment pour un monde dans lequel les lois ne devraient plus exister.

**Liberté pour Massimo — Liberté pour tous
Feu aux prisons et aux matons
Que le procureur Vitello et ses compères soient rôtis**

Les compagnons et compagnonnes de Massimo

ACTIONS ET MOBILISATIONS AUTOUR DE MARCO CAMENISCH ...

de juin 2002 et emprisonnés dans cette ville] et "relais = mort" sont retrouvées sur un mur du coin.

FIN JANVIER : Marco Camenisch est transféré du bunker de haute-sécurité à la prison de Pfäffikon où il est mis en isolement, mais où les "conditions de détention" sont forcément "meilleures".

25 JANVIER : intervention au micro du mediacenter pour Camenisch à Davos (Suisse), nombreux graffitis et banderole sur un train. Banderole de solidarité à La Spezia (Italie) lors de la manifestation antimilitariste.

22 JANVIER : incendie d'un relais de téléphone Wind à Marina di Pietrasanta (province de Lucca, Italie). Sur un mur voisin, on pouvait lire "Marco Libero" ainsi qu'un A cerclé. Action revendiquée :

" *Attaque incendiaire de l'antenne via Unità d'Italia à Pietrasanta.*

L'éco-terroriste est celui qui pollue et empoisonne pour son profit et non pas celui qui se révolte contre cela.

Solidarité ardente avec l'écologiste radical suisse Marco Camenisch soumis à un très dur régime carcéral d'anéantissement psycho-physique.

Assez de l'isolement et des traitements inhumains et humiliants pour Marco et pour tous les prisonniers".

Un autre relais, de la même entreprise, est incendié à Pian del Lupo à Castiglioncello (province de Livourne, Italie). Selon la presse, une trentaine de relais de téléphonie mobile ont été sabotés ces deux dernières années en Toscane.

21 JANVIER : incendie d'un relais de téléphone

Albacom à Santa Lucia (région de Carrare, Italie). Action revendiquée en solidarité avec Camenisch :

" *Pour la libération de toute forme et structure de pollution et d'empoisonnement, contre une société qui garantit du profit à quelques-uns et produit des tumeurs et des venins pour tous les autres (voir le dernier cas en date, celui du prion).*

Solidarité active avec l'écologiste Marco Camenisch, emprisonné en Suisse, soumis à un dur isolement et à la torture blanche.

A l'écho solidaire de la dynamite, la charge de faire parvenir notre cri d'amour et de lutte à tous les damnés de la terre, emprisonnés dans n'importe quel endroit du monde.

Nous revendiquons l'attaque contre le répéteur de Santa Lucia à Carrare".

QUELQUES CONDAMNATIONS ET ENQUÊTES EN COURS

✎ **LE 1ER JUILLET 2003**, Luca a été condamné à Turin à 8 mois de prison fermes pour "résistance", "tentative de favoriser la fuite" d'une personne et "refus de présenter un papier d'identité". Acquitté le 6 mars en appel de l'accusation d'avoir tabassé un journaliste (Genco, lors de l'enterrement d'Edoardo Massari, anarchiste mort en prison en 1998. Par contre l'autre compagnon, Arturo Fazio, —dans la nature— a vu sa peine de 3 ans et 8 mois confirmée), il était arrêté l'après-midi même suite aux bombages des locaux du journal *La Stampa*. Un passant, intervenu lors de l'intervention des flics contre la petite troupe, a pris 6 mois et 20 jours avec sursis pour "résistance" et "violence à agent". Il avait accepté la procédure de *partegiamento*, un deal avec le juge. La troisième personne arrêtée est en attente de jugement.

✎ **LE 11 JUILLET**, près de 50 perquisitions se sont déroulées en même temps dans toute l'Italie. Le procureur de Bologne a monté une nouvelle "association subversive" (article 270bis), impliquant cette fois des compagnons avec des camarades du milieu communiste, qui a été nommée CRAC, *Centro di ricerca per l'azione comunista*.

"Aussi, pour parler clairement, non seulement nous refusons, comme beaucoup de personnes ont l'habitude de faire dans ce genre de cas, de "prendre de la distance" ; mais au contraire, nous confessons que si le CRAC était réellement une association en mesure d'accomplir de tels travaux précieux ("subversion de l'ordre démocratique"... "combattre le capitalisme"... "détruire l'Etat"), nous n'aurions certainement pas hésité à en faire partie. Mais malheureusement, il n'en est pas ainsi. Et non pas à cause de l'incapacité des amis et compagnons du CRAC ; plutôt pour le simple fait que la révolution sociale n'est pas la mise en acte d'un projet élaboré par un groupe politique, par une avant-garde, par un parti, armé ou moins que ça, mais bien plus un processus historique, une catastrophe de l'époque, le fruit d'une explosion des contradictions internes à une organisation sociale en déclin."

[extrait du communiqué du centre de documentation *Porfido* à Turin]

✎ **LE 10 NOVEMBRE**, un compagnon de Trieste a reçu un avis de fin d'enquête préliminaire du procureur Casson, de Venise. Il est accusé d'avoir téléphoné le 17 novembre 2001 à un journal de Venise pour communiquer l'emplacement d'un document de 18 pages des Nuclei territoriali armati, (organisation marxiste-léniniste apparue en 1995 dans le Veneto).

"Avec cette déclaration, j'entreprends quelque chose qui me paraît avoir quelque chose de surréaliste : contraindre un anarchiste à expliquer qu'il ne serait pas prêt à écrire ni à défendre un texte comme celui que vous m'avez gracieusement rendu disponible le 10 novembre (date à laquelle on m'a notifié la conclusion de l'enquête préliminaire). Je pense que la *Digos* est suffisamment informée à propos de mes lectures, de mon mode de pensée et de mes fréquentations anarchistes. (...) Comment expliquer tant d'acharnement, vu que sur 107 pièces à conviction, pas moins de 95 sont des textes (livres, opuscules, revues) anarchistes ? Comment expliquer la cécité de ceux qui ne comprennent pas qu'entre l'usage de termes comme "bourgeoisie impérialiste" et "exploiteurs", il n'y a pas

seulement une différence de langage, mais qu'il s'agit aussi de contenus, analyses, projets, tensions et rêves différents ; que celui qui recherche des affinités avec les autres compagnons n'est pas le moins du monde intéressé à se faire embrigader dans quelque organisation que ce soit, un parti combattant qui se pose en avant-garde pour conquérir le pouvoir. Poursuivre [ce texte], je le répète, me semble pour le moins surréaliste : je devrais continuer à critiquer un texte qu'on m'attribue (ou que j'aurais contribué à rédiger, ou seulement à publier, je n'ai toujours pas compris) pour faire comprendre que je suis totalement étranger à cette affaire ? (...) Je présume qu'en ne classant pas l'enquête, Casson me considère coupable d'association subversive, etc. Ou, autre hypothèse, il ne l'intéresse pas de savoir si j'ai fréquenté, connu ou soutenu quelques militants de cette organisation combattante (mon usage des initiales en majuscule est beaucoup plus modéré que dans le communiqué dont on m'attribue la paternité), mais il voulait seulement trouver quelqu'un à qui faire porter le chapeau. Peu importe qui, l'essentiel est qu'il y en ait un."

[extrait de la déclaration de Fabio Sgarbul, novembre 2003]

✎ **LE 1ER DÉCEMBRE**, le tribunal de Cunéo a renvoyé au 15 janvier le procès d'un compagnon accusé d'"incitation à la haine et à la violence entre êtres humains de différentes ethnies". Il avait tagué le 5 septembre 2002 des slogans antisémites, un autre contre Benetton et un dernier contre la police.

"Mis à part que je ne sois absolument pas convaincu de l'existence d'un critère de différenciation des êtres humains en ethnies, et que cela suscite ainsi en moi une forte impulsion de suspicion et de répulsion, je voudrais bien connaître celui qui a formulé à mon encontre l'accusation d'"incitation à la haine et à la violence ethnique" et quel serait le groupe ethnique contre lequel je m'exciterais avec tant d'aigreur. A moins que je me sois choisi pour ennemi une inexistante ethnique "sioniste" (comme si on pouvait parler d'une ethnique fasciste ou socialdémocrate) dont ferait partie la famille Cavaglion [proprio d'un des magasins tagué], à moins qu'il y ait aussi une improbable "ethnie flicarde" (analogue à l'ethnie inédite "policrière" ou "magistrate") dont feraient partie les personnes enrôlées dans les forces de répression, ou encore, enfin, une surprenante "ethnie vénitienne" [la famille Benetton est du Veneto] dont les Benetton seraient les preux porte-drapeaux à travers le monde ?"

[extrait de l'opuscule de Guido Mantelli, *Une accusation insolite*]

Les textes sont en général disponibles en italien sur :

<http://guerrasociale.org>

<http://anarcotico.net>

... ACTIONS ET MOBILISATIONS AUTOUR DE MARCO CAMENISCH

21 JANVIER : une partie du nouveau (décembre 1999) téléphérique de la station d'Abetone (province de Pistoia, Italie) brûle, le feu part de quatre cabines. On retrouve l'inscription suivante sur un mur "Feu aux destructeurs, liberté pour Marco !". L'acte est revendiqué par une lettre envoyée à l'Ansa [AFP italienne] de Florence :

" Nous attaquons ceux qui transforment la montagne en argent en la détruisant impunément. Ceux qui l'aiment se rebellent et, en s'armant par n'importe quel moyen, stoppent le massacre des exploités.

Solidarité avec Marco Camenisch qui a aimé la montagne et y a vécu et qui, prisonnier en ce moment et en grève de la faim dans la grisaille des quatre murs d'une prison suisse, ne peut plus s'y promener. Avec le désir qu'un jour tu puisses reconquérir la liberté, une embrassade à toi et à

tous les prisonniers enfermés dans les prisons du monde entier.

Matériel incendiaire dans quatre cabines de la structure de remontées [...mécaniques = téléphérique] de l'Abetone. "

18 JANVIER : Camenisch entame une grève de la faim dans la prison de Thorberg. Collage de tracts à Buenos Aires (Argentine) sur Swiss Air et aux alentours de l'ambassade suisse. Rassemblement devant l'ambassade suisse à Bruxelles (Belgique) à l'initiative de l'ABC Gand et du Secours rouge/APAPC, évoquant Camenisch mais également les prisonniers turcs en lutte contre les prisons de type F et les FIES espagnols. Rassemblement à Chur (Suisse) avec blocage du bureau des peines et sabotage de la serrure de la porte d'entrée.

16 JANVIER : " Dans la nuit du 16 au 17 janvier 2003, "Feu aux prisons", "Marco Libero", "Free Camenisch", "Vol, pillage, sabotage", "liberté pour toutes et tous", "contre ce monde et ses prisons", des logos de bombe et des A cerclés ont été tagués à Paris sur les façades du centre culturel suisse (32/38 rue des Francs-bourgeois - Paris 4e), l'ambassade suisse (142 rue de Grenelle, Paris 7e) et la Chambre de commerce suisse (10 rue des Messageries, Paris 10e) et dans leurs alentours ".

16 JANVIER : collage de solidarité avec Camenisch dans la ville de Gand (Belgique).

[Chronologie établie à partir de la brochure n°4 (mai 2003, pp.11-13) et n°5 (février 2004, p.24) de *Tout le monde dehors !*, et du site <http://freecamenisch.net/>]

QUI SONT LES TERRORISTES ?

LA "GUERRE AU TERRORISME" est une arme de propagande formidable des Etats pour légitimer à la fois toute agression militaire à l'extérieur et en même temps tout dissensus interne. C'est au nom de la "lutte contre les terroristes" qu'on a justifié —et c'est seulement le début— les massacres des populations afghanes et irakiennes, lutte dont l'objectif réel était et reste toujours le contrôle des ressources énergétiques de ces zones. *La politique est l'art de travestir les faits en changeant les mots.* Alors c'est vrai, le terrorisme ce n'est pas de tuer plus d'un million de civils (uniquement en Irak). Le terrorisme, ce n'est pas contraindre des millions de personnes à vivre dans des conditions inacceptables. Le terrorisme, ce n'est pas bétonner les forêts, raser les montagnes, polluer l'air et aller jusqu'à vendre l'eau. Le terrorisme, ce n'est pas continuer une recherche scientifique et technologique qui rend nos vies toujours plus artificielles, pénètre nos corps, modifie la nature de façon irréversible. Le terrorisme, ce n'est pas frapper et torturer des manifestants [référence à Gênes], ce n'est pas enfermer et déporter des êtres humains dont l'unique faute est consisté à n'avoir pas de papiers en règle. Tout ceci, ils l'appellent l'économie, la civilisation, le progrès, l'ordre public. Dans ce monde à l'envers, les terroristes ce sont les guérilleros irakiens, les terroristes ce sont les BR [Brigades rouges] qui tuent un économiste qui passait ses journées à étudier comment pressurer encore plus les travailleurs pour le compte des patrons. Les terroristes ce sont les gens qui s'opposent à la dévastation de l'environnement en sabotant des pylônes, des remonte-pentes, des antennes-relais de téléphones portables. Les terroristes, ce sont les compagnons et les milliers d'insurgés de ce monde qui opposent la violence à la violence policière. Mais qu'est-ce vraiment que le terrorisme ?

Si le terrorisme est —selon sa définition historique— "*l'usage de la violence indiscriminée à fin de conquérir, consolider ou défendre le pouvoir politique*", alors les terroristes ce sont les Etats, les patrons, leurs esclaves à gage et leurs laboratoires de mort. Celui qui s'insurge, qui se rebelle —même avec violence— pour se libérer, lui et les autres, n'est pas un terroriste. Il y a un abîme qui sépare la violence révolutionnaire de celle du pouvoir. Cette dernière est toujours indiscriminée.

L'ÉTAT D'EXCEPTION PERMANENT

LE 8 NOVEMBRE 2003, des anarchistes de Rovereto (une petite ville du nord de l'Italie dans la province du Trentino) ont réoccupé pour la troisième fois un hangar vide, le Bocciodromo occupato. Il s'en sont fait expulser le 14 novembre, les 9 personnes présentes envoyées en prison (les 7 hommes à Bolzano, province de l'Alto Adige, les deux femmes à Vérone). Le procureur a requis jusqu'à trois ans de prison pour "vol aggravé d'énergie électrique" et "occupation illégale" le 17 novembre. Deux ont été acquittés, 6 condamnés à 6 mois avec sursis et un à 8 mois (parce que "récidiviste"). Miroslav Bogunovic est resté en prison une semaine supplémentaire, les flics l'accusant en plus de "vol aggravé" parce qu'il aurait, la veille de l'expulsion, dérobé la disquette d'un photographe local (Fulvio Fiorini) venu photographier les lieux. Il est en attente d'une date de procès et interdit de séjour à Rovereto.

Le préfet du Trentino, Francesco Colucci (célèbre pour sa gestion du G8 à Gênes où il était alors en fonction) a fait lors de son court séjour son bonhomme de chemin : outre l'expulsion du lieu, la condamnation des 7 personnes puis la détention prolongée d'un compagnon à présent en attente de procès, 16 personnes venues faire un coucou bruyant à Bolzano aux emprisonnés ont reçu une interdiction de séjour dans cette ville de deux ans, un compagnon espagnol et un suisse ont reçu une interdiction à vie de toute l'Italie, et une douzaine d'interdictions de séjour et transit à Rovereto (où se trouvent la gare, mais aussi les centres administratifs et surtout leurs affinités) pour trois ans ont été notifiées aux anarchistes du coin qui vivent dans les petits villages des alentours et n'ont pas leur résidence administrative dans cette ville.

NOUS SOMMES REVENUS. Malgré les expulsions et la répression, malgré la tentative de criminalisation, nous sommes de nouveau là, au Bocciodromo.



Nous sommes revenus parce que la répression fait moins peur que l'horreur de ce monde, est moins mortelle que la pollution et le bétonnage, que les organismes génétiquement modifiés, elle fait moins peur que l'idée de ne pouvoir rien faire pour changer tout cela.

Tous les jours, au nom de l'argent et du pouvoir, des milliers de personnes sont tuées, enfermées et torturées, on déforeste et on empoisonne. Ceux qui le font, ce sont la police, l'armée, les usines, les automobiles et tous les produits de l'industrialisation, ce sont les lois qui permettent des tragédies comme celle de Lampedusa. C'est ce que nous appelons, nous, le terrorisme, celui qu'exercent les Etats et les multinationales de l'économie (il n'existe pas de différence entre eux), et ceux qui nient cela sont des crétins ou des hypocrites qui marchent sur ce monde pourri, sur la vie de merde qui enserre les autres.

L'occupation est un des modes que nous avons trouvé pour réussir à arracher un espace où nous pouvons nous confronter sur ces questions, un espace qui soit réellement libre, autogéré, où recréer la socialité et la solidarité que ce monde est en train de détruire, mais

aussi où se divertir. Un lieu où chercher collectivement des solutions aux problèmes collectifs, sans le mécanisme de la délégation, où reprendre en main nos vies, parce que nous en sommes privés depuis trop longtemps.

Le propriétaire du lieu a l'intention de le démolir et il restait inutilisé jusqu'à aujourd'hui, comme des milliers d'autres. Parmi ceux-ci, il y avait également l'ex-Peterlini que nous avons occupé l'année dernière et qui a été immédiatement expulsé parce que propriété de la province, c'est-à-dire de tous, c'est-à-dire de personne, parce que PERSONNE ne peut l'utiliser (et aussi parce que la police et les pompiers, lorsqu'ils l'ont expulsé, l'ont détruit pour éviter que quelqu'un ne l'utilise), un bel exemple de bien "public".

Comme d'habitude, le Bocciodromo sera ouvert à toute personne qui veut faire vivre ses propres idées, ses propres élans, et sera évidemment fermé à la police, aux chacals politiques et journalistiques qui participent chaque jour à construire cet état des choses.

Cherchons une voie de sortie avant qu'il ne soit trop tard.

Nous vous invitons à une assemblée publique
samedi 8 novembre à 15h
Au Bocciodromo occupato, via Parteli, Rovereto
Pour discuter du futur du Bocciodromo
(châtagnes et vin chaud)

Les occupants

A PROPOS DU PROCÈS DES 9 COMPAGNONS DE ROVERETO

HIER, 17 NOVEMBRE, s'est tenu à Rovereto le procès contre les 9 compagnons arrêtés vendredi après-midi dernier au cours de l'expulsion du Bocciodromo, un endroit réoccupé pour la troisième fois la semaine dernière. Dans un climat répressif général, un simple branchement abusif d'électricité a suffi comme prétexte pour arrêter les compagnons. Devant un tribunal blindé (au moins 150 flics selon les journaux), un rassemblement de solidarité a eu lieu à partir de dix heures du matin, auquel ont participé une cinquantaine de compagnons et amis des arrêtés. La sentence est arrivée vers 18h30 : deux des arrêtés sont acquittés, six condamnés à 6 mois de prison, un à 8 mois, tous avec sursis ce qui fait qu'ils sont sortis de prison dans la soirée. Tous, excepté Bogu, pour lequel le juge a ordonné la prison préventive suite à une autre procédure : ce compagnon est en fait accusé de "vol aggravé" [Ndlr : "rapina aggravata"] sur la base d'une identification faite par un photographe qui travaille pour le journal *Trentino*. Les faits sont les suivants : le photographe en question, venu au *Bocciodromo* pour prendre des photos, a été délogé fermement après qu'un compagnon l'ait invité plusieurs fois et vainement à s'en aller, et après que nous ayons dit (et à lui aussi en particulier) et écrit mille fois que nous ne voulions pas de journalistes dans les pattes. Le "vol" consisterait en la soustraction d'une disquette (l'équivalent de la pellicule dans les appareils digitaux). Aujourd'hui, on finit en prison pour ça. D'autre part, le procureur avait demandé trois ans pour le "vol aggravé d'énergie électrique". Même les peines finalement données par le juge, en tenant compte que le procès se tenait selon la procédure de "rito abbreviato" (1) (qui prévoit la réduction automatique d'un tiers de la peine), ne sont que trop parlantes.

Une fois le procès terminé, les compagnons dehors sont partis en cortège spontané vers le centre ville, où quelques interventions au mégaphone ont eu lieu. Lors de la dispersion, la place s'est remplie de flics qui ont encerclé les manifestants. Seule la présence intriguée des gens nous a permis de partir sans donner de papiers d'identité.

A présent commence la bataille pour libérer Bogu, contre la presse du régime et ses photographes. (...)

Rajoutons une mauvaise nouvelle. Un des compagnons arrêtés, Juan, est un espagnol qui vivait depuis un an à Rovereto. Le nouveau préfet de Trento, Colucci, déjà préfet à Gênes lors du G8, a signé un décret d'expulsion contre lui, en tant que citoyen indésirable au regard des plaintes accumulées en Italie. Nous avons écrit plusieurs fois que les frontières qui séparent le résident d'ici de l'étranger, le "régulier" du clandestin, le membre de la communauté européenne de l'extra-communautaire disparaissent et s'amenuisent en fonction des exigences des patrons et de leur police. Cette mesure, qui risque de devenir effective d'ici quinze jours en est la confirmation.

Contre toutes les expulsions, on ne touche pas à Juanito !

Des compagnons de Rovereto et Trento

1. Procédure rapide qui se fait sur base essentiellement écrite, un équivalent de la comparution immédiate.

[Extrait du communiqué du 18 novembre 2003]



C'est justement pour cela que cette guerre à l'intelligence qu'ils appellent "guerre au terrorisme" (et qui en pratique signifie : moins de droit de grève, moins de possibilité de critique, plus de contrôle, plus de police, plus de prisons) ne doit pas passer. Autrement, tout dissensus réel deviendra du "soutien au terrorisme", et le terrorisme des dominants sera sans frein.

Il n'est pas surprenant que les syndicats d'Etat —dont les travailleurs ont appris à connaître le sens de la collaboration sur leur propre dos— descendent la semaine prochaine dans la rue pour manifester "contre le terrorisme", ni qu'il y aura même à leur côté des membres du gouvernement. Les dirigeants politiques et syndicaux ont tout à perdre des luttes qui les dépassent, c'est pour cela qu'ils les diffament et les répriment dès leur apparition. Ce sont les ennemis historiques de toute émancipation.

Ce qui donne la nausée, en fait, c'est que des travailleurs soient prêts à se rassembler derrière eux. *On ne nous terrorisera pas* affirmait une banderole syndicale après l'assassinat de Biagi. On peut faire toutes les critiques que l'on veut aux Brigades Rouges, à leur stalinisme, et même critiquer l'usage de la violence révolutionnaire. Mais ce qui est indigne et répugnant est d'affirmer que les BR (pour rester sur cet exemple) voulaient et veulent terroriser les travailleurs. Lesquels ? Les mêmes travailleurs qui descendaient dans la rue contre la "loi Biagi", une loi qui détériorera encore plus leurs conditions de vie ? Les intérêts des travailleurs s'identifient-ils à ceux des patrons et de leurs serfs ?

N'attendons pas que quelqu'un d'autre dénonce cette escroquerie. Dans un pays où les intellectuels sont parmi les plus serviles du monde, les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes [Ndlr : il en irait de même dans le cas inverse].

Que les syndicats et le gouvernement fassent eux-mêmes leurs parades répressives et anti-prolétaires. Nous avons bien d'autres morts à pleurer —au travail, dans les rues et les prisons— et bien d'autres combats à mener.

Quelques anarchistes

[tract d'appel à un débat au Bocciodromo le 11 novembre 2003, la veille de l'explosion d'une bombe tuant 19 carabinieri en Irak et en blessant une dizaine. Une banderole sur le toit du lieu occupé disait : "On récolte ce qu'on sème. Troupes hors d'Irak, forces armées hors du monde?"]

A PROPOS D'UN PHOTOGRAPHE "ANARCHISTE"

LES FAITS

Jeudi 13 novembre, le photographe du Trentino, Fulvio Fiorini, s'est présenté au Bocciodromo occupato pour prendre quelques photos. Les occupants ont déjà écrit mille fois sur leurs affiches et tracts que cet espace est ouvert à toute personne qui veut se confronter, mais fermé aux partis, aux flics et aux journalistes. Ils l'ont dit mille fois dans les rues, les rassemblements et les manifestations. Certains occupants, qui le connaissent personnellement, l'avait également déjà dit à ce même Fiorini. Malgré tout cela, et malgré un lynchage médiatique qui a atteint ces derniers mois un niveau sans précédent, Fiorini, celui qui assaisonne -même indirectement- avec ses photos les articles contre les anarchistes, s'est présenté au Bocciodromo et a commencé à photographier sans rien demander à personne. Avec l'arrogance typique des gens de son espèce, il pense pouvoir disposer, au nom du "droit à la chronique", de la volonté de ses "sujets". Un compagnon l'a invité à plusieurs reprises bien qu'inutilement à s'en aller, recevant en échange des insultes et l'immanquable "je fais seulement mon travail". A ce moment, il a été éloigné sans ménagement et est reparti sans sa disquette (l'équivalent de la pellicule pour les appareils digitaux) : il n'y a pas eu de tabassage. Il a immédiatement prévenu les journalistes puis est parti à la caserne des carabinieri pour leur rendre quelque service photographique. Là, se rendant compte qu'il n'avait plus la disquette, il a raconté l'incident (c'est-à-dire sa version) aux carabinieri. Ceux-ci ont engagé une procédure d'office contre un compagnon. Encouragées par la presse qui parlait d'un photographe "frappé et dévalisé", les forces de la répression expulsent le Bocciodromo le lendemain et arrêtent les neuf compagnons présents, pour "vol aggravé d'énergie électrique". Trois jours après, sept d'entre eux seront condamnés à 6 et 8 mois de prison sous ce chef d'inculpation. Bénéficiant de la conditionnelle, ils sont ensuite sortis de prison. Un compagnon, Bogu, est à l'inverse toujours emprisonné. Fiorini, invité comme toujours et cette fois encore à photographier l'expulsion, a ensuite été appelé à la caserne pour reconnaître Bogu comme étant son "voleur". Et lui l'a reconnu. Le lendemain, lors d'une interview dans laquelle il affirme n'avoir pas été invité à s'en aller, mais au contraire immédiatement frappé, le photographe se vante de n'avoir dénoncé personne, et ceci sur la base de ses "principes moraux et idéologiques". Nous, ignorant tout, avons pensé : "Beh, on doit au moins reconnaître que celui-là a de la dignité". Puis nous avons compris comment les choses se sont réellement passées. Effectivement, il n'a pas porté plainte (ndlr : en italien, dénoncer et porter plainte se traduisent par le même mot) de façon formelle. Il a seulement joué à l'espion pour le compte des carabinieri puis reconnu la personne contre laquelle les militaires avaient procédé d'office. Chacun comprendra la grande différence. Surtout notre compagnon qui est encore en prison à cause de lui. Au cours de la même interview, Fiorini, qui se considère encore comme anarchiste, donne des leçons d'anarchisme aux occupants du Bocciodromo, qu'il définit comme des "squadristes" (1), des "fascistes" et "politiquement des cadavres". Les politiciens -de droite et de gauche- ainsi que l'Ordre des journalistes ont exprimé leur solidarité au photographe, "véritable anarchiste" et "citoyen exemplaire".

DE L'AUTRE CÔTÉ

S'il est quelque chose qui enflamme le cœur des anarchistes, c'est bien la haine des uniformes et de la prison. Fiorini a envoyé quelqu'un en prison. Il peut se définir comme il veut, mais il n'est certainement pas anarchiste. Nous ne doutons pas que les carabinieri l'aient coincé puis fait chanter, comme ils l'ont fait de nombreuses fois contre nous. Nous n'en doutons pas, justement parce que nous savons qu'un photographe qui travaille pour les journaux ne peut se permettre d'entretenir des relations inamicales avec les forces de l'ordre : nombre de leurs services sont en fait basés sur un

échange direct entre les forces de police, la rédaction et les invitations personnelles aux journalistes. Mais tout ceci ne justifie rien et devrait au contraire faire réfléchir plus avant sur la responsabilité qu'assume une personne qui choisit un tel travail. Juste pour donner un exemple : les photographes sont prévenus d'une expulsion avant qu'elle n'advienne. Ils font, pour ainsi dire, partie de l'opération. Les compagnons, eux, sont de l'autre côté, derrière le cordon de CRS.

Fiorini insiste sur le fait qu'on peut rester plus ou moins honnête en faisant un travail comme le sien. Nous le savons, et son comportement par le passé l'a montré plusieurs fois, comme le savent ceux qui le connaissent depuis de nombreuses années. Mais arrive un moment où la distinction s'amenuise toujours plus, parce que les luttes se radicalisent et que croît la répression. Il arrive un point où —face à une identification—, on doit décider si on est des hommes ou des photographes, des hommes ou des espions, des hommes ou des balances. Et l'"anarchiste" Fiorini a choisi.

La rage face à son arrogance nous a laissé comme un goût amer dans la bouche. Mais aujourd'hui un compagnon est en prison, et c'est le photographe qui l'y a expédié.

Nous avons écrit à propos des carabinieri tués en Irak (2), que l'"on récolte ce que l'on sème". Ceci n'est pas seulement valable pour ces militaires, assassins de profession qu'aucune propagande nationaliste ne nous fera jamais appeler des héros. Ceci vaut pour chacun de nous, parce qu'on ne peut pas attribuer la responsabilité de nos actions à l'histoire, au destin ou au bouc émissaire de service. Nous n'attendons pas que l'autorité et les médias disent du bien de nous. Nous ne récitons pas le scénario des éternelles victimes. Ceux qui sont payés pour défendre ce système chercheront toujours à nous le faire payer. On est pas anticapitaliste et antiautoritaire impunément. De la même façon, on ne peut pas travailler pour des journaux qui calomnient les anarchistes, sans jamais faire de signe de protestation public, et prétendre ensuite que ceux-ci t'accueillent à bras ouverts. On n'envoie pas un compagnon en prison en parlant ensuite de principes anarchistes. Nous appelons un chat un chat, et un indicateur un indicateur.

UN CERTAIN GROUPE SERANTINI

L'ironie veut que Fulvio Fiorini ait fait partie au cours des années 70 du groupe local Serantini, dont le nom est un hommage à un compagnon anarchiste que les CRS ont battu jusqu'au sang puis laissé crever en prison, parce qu'il s'était opposé à un rassemblement fasciste à Pise en mai 1972. Si on lit la presse de Rovereto de l'époque, on trouve contre le groupe Serantini et les "extra-parlementaires" en général les mêmes mensonges et calomnies (dont celle d'être des squadristes et des fascistes) que l'on peut lire contre les anarchistes d'aujourd'hui. De plus, au cours d'une grève générale en mars 1976 contre la vie chère, les compagnons du groupe Serantini avaient frappé et allégé de sa pellicule un photographe surpris en train de prendre en photo les vitrines brisées d'un supermarché. Et alors, qui a changé ? Ceux du groupe Serantini de l'époque qui ont aujourd'hui des professions libérales, ou ceux qui continuent à refuser de faire carrière tout comme ils refusent les photographes des journaux ? Qui est "politiquement un cadavre" ? Ceux qui persistent dans leur inimitié éthique et pratique contre les fondements de cette société et de ses institutions, ou celui qui est qualifié de "citoyen exemplaire" par les politiciens et les journalistes. Nous, on nous appelle voyous et terroristes. Nous préférons cela.

Des anarchistes de Rovereto

1. *Squadristi* : nom donné aux fascistes mussoliniens qui tabassaient les gens dans la rue.
2. Le 12 novembre 2003, 19 militaires italiens sont morts dans l'explosion d'une bombe en Irak, et de nombreux autres ont été blessés, provoquant de nouvelles grand-messes autour d'un consensus nationaliste autour de ces "héros morts pour la patrie".

[extrait d'un opuscule publié vers le 21 novembre 2003. Disponible à *Adesso*, CP 45, 38068 Rovereto (TN), Italie]



LES RAISONS D'UNE INIMITIÉ

Les médias sont partie intégrante de la domination. Tout comme cette dernière, ils font participer, ils excluent, ils récupèrent et ils répriment en même temps.

Ils font participer. Tout le monde doit croire que la seule réalité est celle que journaux et télévisions façonnent tous les jours, la réalité de l'Etat et de l'économie. Les médias sont un instrument indispensable pour imposer le consensus. Ils sont la version moderne du mythe, c'est-à-dire la représentation qui unit exploités et exploités. Les médias socialisent les gens.

Ils excluent. Les pensées et les actions hostiles à cette société ne doivent pas apparaître. Il faut les taire, les falsifier ou les rendre incompréhensibles. Les taire quand leur existence est elle-même une attaque contre l'ordre établi. Les falsifier quand ce qu'on ne peut pas taire doit être opportunément reconstruit. Les rendre incompréhensibles quand il est nécessaire d'accorder à la révolte quelques vérités partielles afin que s'en échappe le sens global. Les médias soustraient à tous les sans-pouvoir tout moyen d'expression autonome. L'unilatéralité de l'information est le contraire de la communication entre individus.

Ils récupèrent. Ils invitent à dialoguer avec les institutions, ils créent des porte-parole, ils intègrent toutes les idées et les pratiques subversives, une fois rendues inoffensives, en les séparant de leur contexte, en les faisant consommer sans les vivre, en les étouffant avec l'ennui du déjà-vu.

Ils répriment. Ils collaborent avec la police en dénonçant et calomniant, ils lui préparent le terrain avec des alarmismes opportuns, en la justifiant publiquement l'œuvre. Parfois, ils répriment en donnant raison — ce que quelqu'un appelait "répression laudative" —, c'est-à-dire en présentant comme subversif ce qui ne l'est point, lointain ce qui est au coin de la rue, terminé ce qui vient juste de commencer.

Bien souvent, on ne saisit des médias que l'œuvre de falsification et de répression, c'est-à-dire les aspects les plus ouvertement calomnieux et crimina-

lisateurs. Mais la rage contre le mensonge journalistique a l'haleine courte, pouvant être liquidée dans des périodes moins conflictuelles par une série d'articles suffisamment corrects. Le problème, ce n'est pas l'honnêteté de tel ou tel journaliste ou la fidélité des articles, mais bien l'action sociale des médias. Dans la machine médiatique, les qualités intellectuelles et les normes déontologiques sont emportées par la masse des informations, par le "totalitarisme du fragment" qui est le véritable visage de la nouvelle. L'intelligence critique se construit à travers l'association, l'analogie, la mémoire. La nouvelle, au contraire, est le produit de la séparation, du détail, du présent éternel. La passivité médiatique n'est que le reflet de la passivité salariale et marchande. On le sait, la vie qui nous échappe revient au galop sous forme d'image et de scoop. Plus on est informés, moins on connaît, c'est-à-dire moins on vit.

Personne ne peut faire aujourd'hui de la politique sans vendre sa propre image. Celui qui ne veut pas rompre avec la représentativité politique sous toutes ses formes (y compris celles antagonistes) ne peut pas rompre avec la représentation médiatique. Il pourra insulter les journalistes pendant quelques semaines, dans l'impossibilité de faire autrement, puis il recommencera à dialoguer. Pour médiatiser avec le pouvoir, les médias sont nécessaires. Ce sont eux-mêmes — et les faits récents le confirment — qui poussent au dialogue en favorisant ainsi la répression de ceux qui ne dialoguent pas avec leurs ennemis. Dans le bavardage du consensus, le fichage policier commence contre celui qui se tait. C'est pourquoi couper court avec la presse et la télévision, ainsi qu'avec les images et les étiquettes qu'elles nous collent sur les yeux, signifie couper court avec la politique. La conclusion, pourtant, ne peut pas être celle de l'autisme du ghetto, mais celle d'une rébellion qui se donne ses propres moyens de communication autonome.

TEMPS DE GUERRE

LES CONDITIONS ACTUELLES de vie et de travail ne peuvent être imposées que par un usage toujours plus massif de la terreur. Terreur de rester au chômage, terreur de ne pas pouvoir payer des loyers toujours plus exorbitants, terreur de la police, terreur de la prison. Parce qu'au fond, dernière carte et ultime déesse, la répression est toujours ce qui garantit les rapports sociaux actuels. Même lorsqu'elle s'abat sur des individus bien précis, c'est à l'ensemble de la population qu'elle adresse son message. Ceux qui pensent n'être pas concernés se trompent à son propos : face à l'indifférence, les patrons ont des prétentions toujours plus élevées (salaires encore plus bas, contrats encore plus précaires, contrôle encore plus diffus, etc.).

Un exemple est ce qui vient d'arriver à Rovereto. Non contents d'avoir expulsé un espace occupé, d'avoir arrêté 9 personnes et d'en avoir condamné sept à 6 et 8 mois de prison ; non contents de garder en prison un anarchiste accusé d'avoir éloigné un photographe de presse d'un espace antogéré ; non contents d'avoir ordonné l'expulsion à vie de toute l'Italie à un compagnon espagnol qui vit en ville depuis un an ; non contents d'avoir infligé une interdiction de séjour de deux ans à Bolzano à 16 personnes venues saluer les prisonniers de cette ville - l'autorité et les forces de l'ordre prennent à présent des mesures typiques du Ventennio (1). Quatre anarchistes, tous résidents de communes limitrophes (comme Isera et Villa Lagarina) se sont vus notifier une interdiction de séjour de trois années à Rovereto. Nous n'expliquerons pas ce que veut dire concrètement une telle interdiction de séjour et de transit (les attaches personnelles, travail, corvées bureaucratiques, "vie sociale", prendre le train, etc.). La police sait parfaitement que de telles mesures d'"ordre public" tombent face à des recours administratifs. Mais ceux-ci coûtent des milliers d'euros et prennent des années. En fait, ils mettent au ban les indésirables qui ne baissent pas la tête. Dans leur caractère absolument discrétionnaire, ces mesures peuvent frapper quiconque, même sans délit précis. Ceci nous rappelle que le sort de nombreux immigrés sans papiers enfermés et expulsés à vie sur seule décision policière s'étend à tous les individus dérangeants (pour ce qu'ils disent, les gens qu'ils fréquentent, etc.). Ceci nous rappelle que nous vivons tous dans un état d'exception permanente, que la "guerre de basse intensité au terrorisme" est partout, parce que ses Ennemis - de l'Irak aux villages de la vallée d'ici (2) - sont partout : l'ennemi est toute personne qui fait obstacle, d'une façon ou d'une autre, à la marche radieuse du capital, des forces armées, des pétroliers en Irak ou des constructeurs d'un incinérateur à Ischia Podetti.

Cette guerre a trouvé en Francesco Colucci, nouveau préfet de Trento, son porte-drapeau et son fonctionnaire. Déjà préfet de Gènes au cours du G8, grand responsable des coups de matraque dans les rues, de l'irruption dans l'école Diaz, des tortures à Bolzaneto, de l'assassinat de Carlo Giuliani, il s'est posé ici pour effectuer son sale boulot. La répression contre les compagnons est sa carte de visite. Aujourd'hui c'est nous qu'il frappe, mais demain ce peut être toute personne qui s'écarte de la propagande médiatique, sur les lieux de travail ou dans les rues. Que chacun, sur son propre mode et avec ses moyens, réagisse à ce nouveau fascisme démocratique. Ne rien dire, c'est être complice.

Nous ne subissons pas cette déclaration de guerre en baissant la tête. Aucune interdiction de séjour n'expulsera notre rage et notre joie de lutter.

Des anarchistes de Rovereto

1. Ventennio : les années 20 et 30 du régime fasciste de Mussolini.
2. ...dont le nom est Vallagarina

APPELONS UN LAGER UN LAGER

Définir comme *lager* les “centres de séjour temporaire et d’assistance” [Cpt, centres de rétention] pour immigrés en attente d’expulsion —centres introduits en Italie en 1998 par le gouvernement de gauche avec la loi Turco-Napolitano, en conformité avec les accords de Schengen— n’est pas de l’emphase rhétorique, comme le pensent aussi au fond de nombreuses personnes qui utilisent cette formulation. Il s’agit d’une définition rigoureuse. Avant de devenir des centres d’extermination méthodiques, les lagers nazis ont été des camps de concentration dans lesquels vivaient reclus les individus que la police considérait, même en l’absence de conduite pénalement répréhensible, comme dangereux pour la sécurité de l’Etat. Cette mesure préventive —définie “détention protectrice” (*Schutzhaft*)— consistait à priver certains citoyens de tous leurs droits civils et politiques. Qu’ils fussent réfugiés, juifs, tziganes, homosexuels ou opposants politiques, il revenait à la police, après des mois ou des années, de décider quoi en faire. Ainsi, les lagers n’étaient pas des prisons dans lesquelles on arrivait à la suite d’une condamnation pour quelque délit (dans sa définition totalitaire plus ou moins aberrante), et ne constituaient pas une extension de droit pénal. Il s’agissait de camps dans lesquels la Norme fixait sa propre *exception* ; en bref, une suspension légale de la légalité. La définition d’un *lager*, donc, ne dépend ni du nombre d’internés ni de celui d’assassinés (entre 1935 et 1937, avant le début de la déportation des juifs, il y avait 7500 internés en Allemagne), mais bien de sa nature politique et juridique.

Les immigrés finissent aujourd’hui en centres de rétention indépendamment d’un éventuel délit, sans aucune procédure pénale : leur internement, à la discrétion du préfet, est une simple *mesure de police*. Exactement comme c’était le cas en 1940 sous le régime de Vichy, lorsque le préfet pouvait enfermer les individus “dangereux pour la défense nationale ou la sécurité publique” ou “les étrangers en surnombre par rapport à l’économie nationale”. On peut aussi se référer à la détention administrative dans l’Algérie française, à l’Afrique du Sud de l’*apartheid*, aux ghettos actuels créés par l’Etat d’Israël pour les palestiniens ou aux différents Guantanamo à travers le monde.

Ce n’est pas un hasard si, au regard des conditions infâmes de détention dans les centres pour immigrés, les bons démocrates ne revendiquent pas l’application d’une loi quelle qu’elle soit, mais bien celle des *droits de l’homme* (et dans les limites des différentes conventions internationales signées pour

“*Tempi di guerra est né pour satisfaire une exigence, celle de mettre en concordance les différentes formes de lutte contre les expulsions et leur monde.*”

“Ce bulletin aura comme angle d’attaque les *lager* pour clandestins —ceux que la bureaucratie appelle par euphémisme “centres de séjours temporaires et d’assistance”— et tout ce qui les fait exister et fonctionner. Nous trouvons tout simplement répugnant que des êtres humains soient internés uniquement parce qu’ils n’ont pas les bons papiers. Nous savons que, si cette infamie particulière est le produit d’une infamie générale, les responsabilités sont toutefois bien concrètes et spécifiques, et nous ne sommes pas disposés à fermer les yeux. Nous ne voulons pas de *lager* plus humains, plus colorés, plus respectueux des droits et de la légalité. Nous voulons les voir rasés, un point c’est tout.

A travers les pages du bulletin, nous chercherons à faire parler les idées et les pratiques de cette inimitié sans médiations, dans une perspective qui refuse toute logique institutionnelle et qui met en discussion, avec les *lager*, le monde qui les génère. Nous fournirons le plus de documentation possible sur comment fonctionne la machine à expulser —structures et engrenages, gestionnaires et *collabos*— afin de comprendre qu’il ne s’agit pas d’une machine invincible.”

Tempi di guerra, corrispondances entre les luttes contre les expulsions et leur monde, bulletin apériodique, n°1, janvier 2004, 16 p.

**CP 1244 — 10100 Torino — Italie
tempidiguerra@libero.it
<http://digilander.libero.it/tempidiguerra>**

les défendre). Les droits de l’homme sont l’ultime masque face aux femmes et aux hommes auxquels il ne reste rien d’autre que la simple appartenance à l’espèce humaine. Comme on ne peut pas les intégrer comme citoyens, on fait mine de les intégrer comme Humains. Sous l’égalité abstraite des principes, croissent partout des inégalités réelles.

De ce point de vue, l’introduction de la loi Bossi-Fini n’en a pas modifié la substance mais a seulement aggravé une situation déjà existante. La loi Bossi-Fini a circonscrit l’octroi d’un permis de séjour à la durée exacte du contrat de travail (hors

de son être force-de-travail, l’immigré n’a aucune raison d’exister), a doublé les limites de séjour dans les lagers (de 30 à 60 jours) et a transformé la clandestinité en délit —dans la mesure où celui qui viole un décret d’expulsion peut être incarcéré—, alors qu’il s’agissait auparavant d’une simple violation administrative passible d’une amende.

Les nouveaux centres de rétention sont construits dans différentes régions afin de rendre plus efficace la machine à expulser. Le gouvernement et les administrations locales n’en sont pas les seuls responsables. Une telle machine de l’abjection a besoin pour fonctionner du concours de nombreuses structures publiques et privées (de la Croix Rouge qui gère les lagers aux firmes qui fournissent les services, des compagnies aériennes qui déportent les clandestins aux aéroports qui organisent les “zones d’attente”, en passant par les associations dites caritatives qui collaborent avec la police). Il s’agit, au sens historique du mot, de *collabos* qui s’enrichissent des rafles, de la captivité et des déportations, qui plus est au nom de principes humanitaires. C’est au nom de l’humanité, en effet, qu’aujourd’hui on bombarde, qu’on crée des camps de réfugiés, qu’on sème le désespoir et la mort. Aux côtés des militaires et de la police travaillent des centaines d’organisations non-gouvernementales qui se gardent bien de dénoncer les causes des désastres dans lesquels elles interviennent, intéressées comme elles le sont à en exploiter les conséquences. Le marché de l’humanitarisme est l’un des marchés du futur, il suffit de penser que les ONG représentent déjà, prises toutes ensemble, la septième puissance économique mondiale. Ces chacals peuplent et composent à divers titres cette *zone grise* dont a parlé Primo Levi en se référant aux internés et à tous les allemands qui collaboraient activement avec les nazis.

Toutes ces responsabilités sont bien visibles et bien attaquables. Des actions contre les centres de rétention (comme c’est arrivé il y a quelques années en Belgique lorsqu’une manifestation s’est conclue par la libération de quelques clandestins) à celles contre les “zones d’attente” (comme en France aux dépends de la chaîne d’hôtels Ibis qui fournit des chambres à la police) ou pour empêcher les vols de l’infamie (à Francfort, un sabotage de câbles à fibres optiques avait mis hors d’usage, il y a quelques années, tous les ordinateurs d’un aéroport pendant plusieurs jours), il y a mille pratiques qui peuvent être réalisées contre les expulsions. L’hostilité contre les “centres de séjour temporaire” est un premier pas.

S.L.

[Traduit de l’italien :
Tempi di guerra n°1, janvier 2004, p.3]

UN PRINTEMPS À TURIN

• **FIN MARS** [2003], un rassemblement contre la guerre en Irak se termine par de lourdes charges de la police. En plein centre-ville, les gendarmes enfoncent le groupe formé pour la plupart par des femmes et des enfants immigrés et frappent quiconque s'interpose. Juste après, à Porta Palazzo, le quartier de Turin qui abrite le plus d'étrangers, des poubelles incendiées accueillent l'arrivée de la police à la recherche d'autres manifestants à matraquer. L'imam Bouchta présente des excuses publiques à la préfecture et, en même temps, convainc ses coreligionnaires de ne plus participer à des rassemblements, désormais trop dangereux pour les immigrés : à partir de maintenant, lui seul pourra les représenter dans la rue. La semaine suivante, toujours à Porta Palazzo, des italiens et des étrangers brûlent ensemble le drapeau italien et celui des autres Etats impliqués dans le conflit : les journalistes qui rapportent cette nouvelle y joignent la condamnation prononcée par un autre imam citoyen, préoccupé par les conséquences que ce geste pourrait avoir dans les relations entre les différentes nationalités présentes à Turin.

• **AUX MOIS D'AVRIL ET DE MAI**, de petits épisodes de résistance de rue aux expulsions qui s'étaient déjà diffusés dans la ville les années précédentes réémergent. A deux reprises, dans la zone de Piazza Vittorio Veneto, des maghrébins protègent à coups de pierres des compatriotes arrêtés par des patrouilles de flics. Dans le quartier populaire de Porta Palazzo, en même temps, les gendarmes qui effectuent des arrestations se retrouvent encerclés par une petite foule multicolore déchaînée et dans au moins un cas sont contraints à changer d'air pour se libérer de l'impasse.

• **DÉBUT MAI**, le propriétaire d'une parfumerie du quartier de San Salvario déclare vouloir vendre son commerce : la zone est tellement pleine de jeunes criminels étrangers —explique-t-il aux journalistes— qu'aucun de ses vieux clients n'a plus le courage de fréquenter la boutique. Divers représentants politiques de la ville et l'association des commerçants accourent pour lui offrir leur solidarité, le maire s'engage pour sa

part à nettoyer la zone. C'est ainsi qu'ont commencés des mois de rafles et de chasse à l'homme. Cette affaire de parfumeur, en n'est en réalité que l'occasion d'inaugurer une nouvelle phase des opérations décidées par le Ministère de l'Intérieur (nommée, en fonction des cas, *impact élevé, voies libres, routes propres*) pour frapper les clandestins sous prétexte de criminalité. Jusqu'alors, les différents moments de l'opération *voies libres* avaient déjà conduit, dans la seule ville de Turin, à l'arrestation de 627 personnes et à l'expulsion de 715 clandestins, parmi lesquels 334 renvoyés de force. Les rafles de mai sont dures et volontairement spectaculaires, avec des quartiers entiers militarisés, des tabassages au milieu de la route et des courses-poursuites. Le maire en personne se rend sur place pour consoler les policiers, épuisés par tant d'efforts. Le parfumeur, au même moment, raconte avec désappointement aux journalistes que seuls des blacks et des chinois sont prêts à racheter son prestigieux commerce et accuse les arabes de la zone d'avoir cloué au cours de la nuit l'entrée de sa boutique. Les rafles continueront encore quelques mois, vidant la ville de beaucoup de ses hôtes indésirables et remplissant le Cpt [centre de rétention] de Cso Brunelleschi.

• **FIN MAI**, cinq anarchistes tentent de s'interposer au cours d'une rafle à San Salvario et sont arrêtés avec les immigrés. Une petite foule muette assiste à la scène. Certains indifférents, certains satisfaits, d'autres apeurés : personne n'intervient. De la trentaine d'étrangers arrêtés, certains

sont expulsés, les cinq sont quant à eux incarcérés à la prison de Vallette. Quelques jours après, le juge les renvoie en procès et les fait sortir. La Ligue du Nord, indignée par le laxisme de la magistrature, annonce un rassemblement dans le quartier pour le samedi suivant. Mario Borghesio —eurodéputé lèguiste— et quelques militants participent au rassemblement, protégés par un cordon de police. De l'autre côté de la rue, une cinquantaine de rebelles les insulte avec slogans et railleries. Le même après-midi, des inconnus pénètrent au siège du *Torino Cronaca*, le journal de la ville qui se distingue depuis des années par sa propagande raciste : quelques ordinateurs de la rédaction sont endommagés et les murs remplis de tags.

• **EN JUIN**, un certain bruit se répand autour de l'arrestation de carabinieri habituellement en patrouille à San Salvario. Ils sont accusés d'être consommateurs et trafiquants de stupéfiants et d'avoir racketté la mère d'une personne toxico-dépendante. L'enquête sera vite enterrée, mais désormais et pour quelques années dans les rues de certains quartiers turinois, tout le corps des carabinieri sera connu pour ses vols aux dépens des immigrés clandestins, pour ses chantages contre les présumés trafiquants et pour les séquestrations à fins privées de substances illégales.

Quelques habitants de S. Salvario

[Traduit de l'italien :
Tempi di guerra n°1, janvier 2004, p.6]



LA PROTECTION DE LA COMMUNAUTÉ

Pour résoudre le si grave problème du rapatriement des jeunes étrangers entrés en Italie sans leurs parents, la commune de Turin se pose en avant-garde. Le 8 janvier 2004, le délégué aux services sociaux Stefano Lepri fait une proposition au conseil municipal —immédiatement transformée en vote à l'unanimité— qui demande "l'activation d'une structure communautaire protectrice à caractère expérimental" ; ou comment avec l'excuse de la prévention contre l'exploitation de ces enfants et adolescents on les enfermera là afin de les réexpédier à la maison. En fait, les structures communes d'accueil des mineurs en danger ne sont pas adaptées à cet objectif parce qu'elles manquent de contrôle et sont insuffisamment pourvues de barreaux et de cadenas ; c'est pour cela que les chenapans qui y sont menés fuient la nuit, selon les constats de l'Ufficio di Pronto Intervento Minori [Bureau d'intervention rapide pour les mineurs].

La "communauté protectrice", située rue La Salle, héberge uniquement de jeunes marocains et roumains car selon d'improbables analyses, ce sont principalement les jeunes de ces deux nationalités qui créent l'insécurité par des délits divers qui, ne peuvent être punis, notamment à cause de l'âge de ceux qui les commettent. Plus prosaïquement, la commune de Turin n'a signé des accords qu'avec la Roumanie et le Maroc, dont les

consulats en Italie fournissent tous les papiers nécessaires au rapatriement.

Les jeunes sont expulsés, dans les 60 jours, même si leurs parents ne résident pas au pays ; il suffit que les accords économiques et de réadmission signés avec les gouvernements en question précisent que les jeunes seront enfermés à leur retour dans des Centres d'assistance, des orphelinats ou des prisons, pour les récidivistes.

Parmi ceux qui tirent un profit notable de cette ultime horreur créée par la loi Bossi-Fini se trouve la société Imprese Cooperative Sociali (I.C.S.).

Contrairement à l'ensemble des autres coopératives sociales, cette espèce de

mafia des entreprises à but non lucratif est la seule à s'être proposée et à avoir obtenu l'adjudication pour la gestion de ce lager.

I.D.

[Traduit de l'italien :
Tempi di guerra n°1, janvier 2004, p.7]

Ndlr : Suit la liste complète des "coopératives sociales" qui composent l'I.C.S. avec leurs adresses, et le nom de la banque qui transfère l'argent pour le compte de la commune de Turin : UniCredito Italiano.



CHRONIQUE de 2003

3 avril, Modène. Le soir, sept immigrés réussissent à s'évader du Cpt inauguré en novembre 2002. Parmi eux, un jeune ghanéen qui avait déjà essayé en vain. Ils parviennent à sortir en passant par le conduit d'aération. Jusqu'à octobre 2003, il y aura 38 évasions du Cpt de Modène, dont 8 de l'hôpital.

14 avril, Brindisi. Deux jeunes roumains tentent de s'évader du Cpt de Restinco. Un réussit tandis que l'autre se blesse en franchissant le mur d'enceinte.

26 avril, San Foca. Quatre roumains tentent de s'évader de Regina Pacis, frappant deux carabinieri intervenus sur leur passage.

3 mai, San Foca. Un petit groupe de maghrébins détruit la salle à manger du Cpt pour protester contre la notification imminente du décret d'expulsion. Huit carabinieri blessés.

10 mai, Lecce. Juste avant le départ du Tour cycliste d'Italie [le Giro], on trouve sur l'asphalte et sur les murs de quelques routes du trajet : "Immigrati liberi" et "Ruppi assassini".

11 juin, Lecce. Incendie du portail de l'accès latéral de la cathédrale. On trouve sur les murs : "Liberté immédiate pour les immigrés du lager. Ruppini et Lodeserto, canailles criminelles". Rappelons que l'évêque Ruppini et son "bras

droit" Lodeserto sont les responsables du centre de rétention pour immigrés Regina Pacis de San Foca.

20 juin, Trapani. Une trentaine d'immigrés enfermés dans le Cpt Serraino Vulpitta s'opposent au transfert vers celui de San Foca et à leur expulsion imminente, lançant des objets contre les policiers, dont la réaction sera très dure.

29 juin, Turin. Deux révoltes éclatent dans le Cpt Cso Brunelleschi, une la nuit et la seconde l'après-midi, suite à la protestation d'immigrés contre l'imminent rapatriement forcé d'un groupe. Les flics interviennent avec de violents tabassages : résultat, deux personnes blessées, des vitres cassées, des matelas incendiés et divers dégâts.

Le même jour, dans le Cpt de via Corelli à Milan, un petit groupe d'immigrés transférés du Cpt de Bari Palese entrent en grève de la faim pour protester contre le rejet de leur demande d'asile et contre leur expulsion imminente.

27 juillet, Bari. Un groupe de manifestants pénètre dans le Cpt de Bari Palese en pratiquant un passage dans le grillage d'enceinte, favorisant la fuite d'une vingtaine d'immigrés emprisonnés.

28 juillet, Turin. Révolte puis évasion de 22 personnes du Cpt : la moitié d'entre elles est encore en liberté, les autres sont immédiatement reprises par la police.

ACCUEIL ?

Centre de rétention "Regina Pacis" de San Foca : lieu d'accueil et de solidarité chrétienne selon ses responsables et gestionnaires, monseigneur Cosmo Francesco Ruppi et don Cesare Lodeserto. Dans la réalité de tous les jours, un endroit de négation de la liberté et de la dignité pour chaque individu qui y est enfermé, lieu de torture si intolérable qu'il ne laisse d'autre voie de sortie, pour certains, que le suicide.

De temps en temps, quelques faits (...les plus éclatants) soulèvent la chape de silence dans les médias locaux. C'est ainsi qu'on a su qu'en l'espace de seulement trois jours, entre vendredi 3 et dimanche 5 octobre, deux immigrés enfermés là ont tenté de mettre fin à leurs jours, cas extrêmes d'une tendance diffuse à l'automutilation ; c'est ainsi qu'apparaît la pratique continuelle de tabassages par les flics et celle des médicaments que des médecins distribuent à pleines mains pour endormir les esprits.

Sur les deux, "sauvés par le personnel", l'un n'a pu aller à l'hôpital parce qu'il aurait pu "tenter de s'y échapper" (un crime gravissime que de désirer ardemment la liberté), et l'autre a été enfermé en département psychiatrique (il est emblématique ce passage de témoin entre les matons en soutane de Regina Pacis et les matons en blouse blanche que sont les psychiatres).

A peine quinze jours plus tard, le 19 octobre, un autre marocain a tenté de se blesser au poignet avec une lame après une forte altercation avec le personnel médical, puis a menacé de le refaire face aux carabinieri qui tentaient de l'arrêter ; il a ensuite été pris.

Les gestionnaires du centre continuent de dire que "ces épisodes ne sont que des tentatives de leur part pour se faire admettre à l'hôpital afin de retarder le rapatriement ou une occasion pour s'évader facilement". Le moindre doute ne les effleure même pas sur le fait que là où la liberté est enchaînée, les sens se désolent et les désirs sont niés, et qu'il peut ensuite se produire de telles choses.

Mais la torture, la dépersonnalisation, la soumission, l'humiliation ne sont pas l'exception ; ce sont des données centrales, fondamentales qui seront toujours présentes dans chaque lieu de réclusion, peu importe qu'il s'agisse d'une prison, d'un CPT ou de départements psychiatriques. Nous ne pensons pas qu'on puisse trouver la solution en désignant un commissaire à Regina Pacis comme l'a demandé misérablement un parlementaire après en avoir dénoncé les aspects les plus bestiaux, pas plus que dans la salle d'un tribunal aux mains d'un juge illuminé (les instigateurs mêmes de ces ségrégations) qui ferait le tri entre les flics tabasseurs et ceux à visage humain.

Il ne s'agit pas de dénoncer une gestion trop inhumaine du centre de San Foca, mais bien de comprendre ce que nous voulons, ce que nous désirons, pour quels rapports entre individus nous sommes prêts à nous mettre en jeu.

Nous pensons que la question est sociale et qu'elle doit être posée hors des lieux du pouvoir, dans les rues, sur les places, entre les gens, pour briser le silence et la résignation du "je voudrais bien mais je ne peux pas".

Voulons-nous et sommes-nous prêts à nous battre pour la liberté, celle qui est entière, absolue, donc aussi pour la liberté de mouvement de tous, sans exclusive ?



C'est justement cette liberté de mouvement qui est en définitive déniée dans le CPT aux individus qui, indésirables pour l'Etat, sont définis comme des "immigrés clandestins". S'en est assez pour considérer comme intolérable la seule existence de lager "d'accueil". C'est pour cette raison que nous sommes prêts à nous opposer à leur existence. C'est pour cela que, simplement, nous y donnerons un coup de balai définitif pour obtenir la liberté de tous.

Des ennemis de toute frontière
c/o Spazio Anarchico
Corte dei Petraroli 2 — 73100 Lecce

[Traduit de l'italien :
Tempi di guerra n°1, janvier 2004, p.13]

CHRONIQUE de 2003

Vers 1h30 du matin, les détenus ont réussi à escalader les murs d'enceinte de huit mètres et à gagner la sortie du Cpt de Cso. Brunelleschi. La fuite survient après une manifestation qui a bloqué la serrure de la structure. Au cours de la visite de quelques conseillers régionaux éclate une révolte : matelas incendiés et quelques filets déracinés.

15 août, Lamezia Terme (TZ). Une quarantaine d'immigrés s'évadent du Cpt mais sont immédiatement interceptés.

30 août 2003, Trapani. Un incendie est allumé dans le secteur des carabinieri du Cpt Serraino Vulpitta, suite au tabassage d'un jeune détenu. Après environ une heure, un autre incendie éclate dans le secteur de la police.

Septembre/octobre, Lecce. Les journaux locaux informent que les façades de quelques églises et bâtiments du centre ville sont l'objet d'écrits permanents contre le Cpt de San Foca et leurs gestionnaires, don Cesare Lodeserto et monseigneur Ruppi, et pour la liberté de tous ceux qui y sont enfermés.

Fin octobre, Lecce. Quatre tentatives de suicide dans le Cpt Regina Pacis en moins de quinze jours.

8 novembre, Lecce. Au cours de la nuit, rue Ariosto et dans la province (à Lequile), deux distributeurs de la Banca Intesa, complice de la gestion du Cpt Regina Pacis, sont incendiés et détruits. A Lequile, les billets de banque du

guichet brûlent également, la fumée noircit aussi les parois internes de la banque. L'enseigne est brisée à coups de pierres. Des tracts contre le Cpt sont retrouvés sur place.

9 novembre, Lecce. Rue Oberdan, un autre distributeur de billets de la Banca Intesa est mis hors d'usage avec de la colle.

24 novembre, San Foca (LE). Un algérien détenu dans le Cpt agresse don Cesare Lodeserto avec une masse, le blessant au poignet.

3 décembre, Calimera (LE). Affiches et tags dans toute la région contre la doctoresse Catia Cazzato, impliquée dans le Cpt Regina Pacis. Suite au tabassage de quelques immigrés, elle avait rédigé de faux certificats médicaux soutenant que les prisonniers s'étaient fait des blessures accidentellement au cours d'une tentative d'évasion. L'affiche comporte son numéro de téléphone en invitant à lui exprimer son mépris.

12 décembre, Agrigento. Huit maghrébins tentent de s'évader du Cpt San Benedetto, creusant patiemment pendant deux jours un trou dans le mur. Malheureusement, le bruit du coup d'épaule final fera accourir trop rapidement leurs gardiens.

[Traduit de l'italien :
Tempi di guerra n°1, janvier 2004, pp.8-9]

Brèves du désordre

2003

8 MAI, Casciana Terme (Pise). Incendie d'un relais de téléphones portables *Wind*.

14 JUIN, Dorgali (Nuoro). Incendie volontaire contre un relais *Omnitel*. L'installation est hors d'usage, ses câbles ayant été bien endommagés.

17 AOÛT, Sissa (Parme). Des inconnus lancent au cours de la nuit plusieurs bouteilles incendiaires contre des panneaux de commande de l'entreprise qui régule les lignes informatisées de semis de maïs pour le compte de *Pioneer Hi-Bred Italia*. Sur les parois d'un silo, on retrouve l'inscription : "*Pioneer empoisonne les semences. Feu aux OGM*".

19 AOÛT, Rovereto (TN). Incendie vers 23h de cinq motos des carabinieri stationnées dans une cour de l'atelier de réparation *Trinco* rue Halbherr.

21 AOÛT, Cecina (LI). Une vingtaine d'inconnus à visages couverts font irruption au siège du quotidien *Il Tirreno* : tags contre la presse et l'entreprise *Solvay*.

24 AOÛT, Assemini (CA). Une bombe endommage la nuit le siège d'*Alleanza Nazionale*.

25 AOÛT, Cagliari. Incendie dans la nuit de la permanence d'*Azione Giovani* dans la rue San Gregorio.

1 SEPTEMBRE, Rovereto (TN). Les câbles d'un relais de téléphone *Omnitel* brûlent vers 22h à Mossano, entre Isera et Mori. Le quotidien *l'Adige* reçoit une lettre de revendication : "*Sabotons les répéteurs, l'OMC est aussi ici. Pas de pollution, pas de contrôle par satellite*". [Ndlr : un sommet européen préparatoire à la conférence de l'OMC à Cancun (Mexique) se tenait non loin de là du 4 au 6 septembre].

7 SEPTEMBRE, Trieste. Incendie volontaire dans la nuit des câbles d'une antenne de téléphone portable dans le quartier de Servola, particulièrement infesté par ces appareils. Il y avait eu quelques manifestations de protestation contre eux au cours des derniers mois.

17 SEPTEMBRE, Ponteginori (PI). Juste après minuit, l'incendie d'une cabine électrique qui alimente quatre bassins destinés à l'extraction du salgamma (?) de la mine de

Affronter la répression :



L SOUFFLE UN VENT MAUVAIS, inutile de se le cacher. Tellement mauvais que même parmi les belles âmes de la gauche serpente une certaine inquiétude. On dénonce avec toujours plus de véhémence l'instauration d'un "régime" [fasciste] de la part du gouvernement actuel. C'est vrai qu'à droite ils n'ont jamais oublié leur penchant traditionnel pour l'huile de ricin et la matraque. Mais reste le fait que répressions, censure et interdictions forment le pain quotidien que nous administrent tous les gouvernements, quels qu'ils soient. En réalité, au-delà de la faction politique momentanément chargée de l'administrer, c'est ce monde à sens unique qui exige une vie à sens unique, fait d'une pensée à sens unique et d'un comportement à sens unique... dans une authentique cohérence de l'abjection. Jusqu'à la mise au ban de toute critique, de tout désaccord, de toute opposition, qui là où ils s'expriment sont ponctuellement isolés, circonscrits, calomniés, étouffés, enfermés.

Il suffit de jeter un coup d'œil sur ce qu'il se passe un peu partout en Italie au cours de cette dernière période. A l'intérieur du "mouvement", enquêtes, arrestations, perquisitions, coups et mises en garde se succèdent et sont en train d'atteindre tout le monde, des têtes chaudes aux plus froides, en passant par les tièdes. Les portes des prisons se referment sur tous : il suffit d'être accusé d'avoir commis un attentat, constitué l'énième association subversive, fait obstacle à un contrôle d'identité ou à une arrestation, éloigné un infiltré d'une manifestation, participé à un rassemblement, occupé un immeuble et bientôt la simple accusation d'avoir repeint des vitrines débordantes de marchandises deviendra un motif suffisant pour finir derrière les barreaux. En même temps, ils utilisent à fond les mille possibilités données par le code pénal pour faire obstacle de façon veloutée à

toute forme d'activité, prodiguant des feuilles d'expulsion et interdisant l'accès aux villes à des compagnons résidant dans les villages alentours (gracieuse version moderne et édulcorée du vieux bannissement). Il est facile de prévoir l'accroissement de telles pratiques répressives.

Mais ce qui importe le plus, ce n'est pas seulement que le mouvement — dans ses multiples nuances — soit dans le viseur de la répression, mais bien que la société toute entière subisse un étroit serrage de vis. L'interdiction de critiquer la présence des troupes italiennes en Irak a atteint des niveaux incroyables : un club de foot ¹ disqualifié parce que ses supporters n'ont pas manifesté leur deuil pour les militaires morts à Nassiriya ² ; des lycéens amenés au commissariat pour interrogatoire après avoir accroché des banderoles contre la guerre ; des étudiants perquisitionnés à leur domicile pour avoir diffusé des tracts ; le brouillage d'un site d'information comme Indymedia demandé au parlement parce qu'il a hébergé des voix hors du chœur national. Plus généralement, on passe au peigne fin des écoles entières à la recherche de drogues, on expulse du pays des étrangers en quelques heures parce qu'ils sont suspectés de qui sait quoi, on les expulse de leurs maisons par centaines au cœur de l'hiver, on censure des émissions satiriques parce que trop satiriques... on pourrait continuer davantage. Les exemples ne manquent pas. Au contraire, ils vont aller en augmentant, tout comme la réaction délirante à la grève de l'ATM ³ à Milan qui a obligé la ville à marcher à pied toute la journée : si à droite on évoque de dures punitions pour les grévistes, à gauche certains demandent la réquisition de l'armée en cas de nouvel arrêt du service des transports. Il est également facile d'imaginer ce qui va se passer lorsque la nouvelle loi sur les drogues sera appliquée ⁴. Face à ça, il semble urgent d'avoir un débat public, avant que tout espace de parole et d'action ne nous devienne totalement interdit.

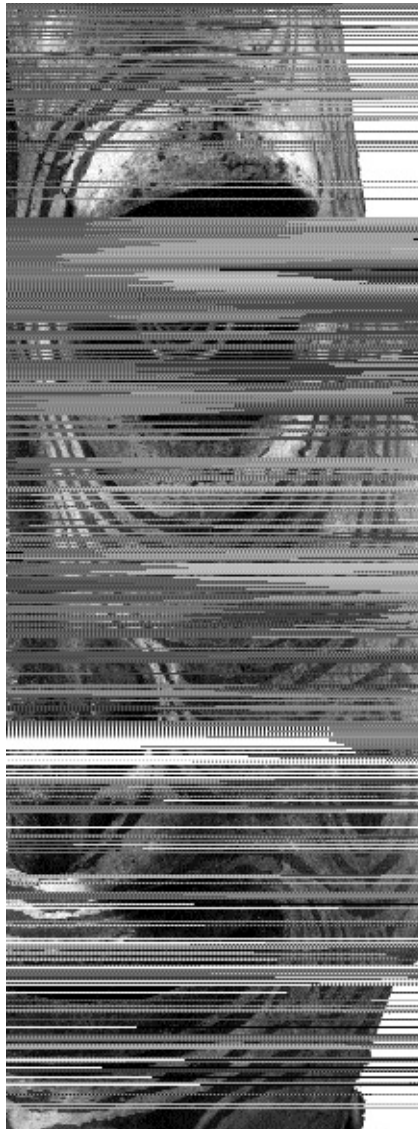
Réflexe conditionné ou mouvement volontaire ?

Brèves du désordre

Commençons par un préliminaire. Le fait qu'aujourd'hui quiconque n'est pas prêt à bondir au garde-à-vous finisse dans le viseur de la répression, signifie que la division entre "les bons" à dorloter et les "méchants" à punir a fait son temps. Tout ça ne servira certainement pas à unir les différents esprits du mouvement —en bonne paix avec tous ceux qui prônent l'œcuménisme— divisés par bien d'autres choses que la note de bonne conduite à obtenir sur le bulletin de l'Etat, mais pourrait contribuer à balayer un vieux lieu commun, stupide et par trop diffusé, selon lequel la répression équivaldrait à un certificat de radicalité : "Je suis réprimé, donc je suis". Conviction qui porte certains à croire que plus on est réprimé et plus on est, dans un délire d'autosatisfaction qui chaque fois touche au sacrifice. Il est évident qu'au moment où la répression s'étend à tous les secteurs de la société, il devient ridicule de penser qu'elle touche seulement ceux qui portent atteinte à la sûreté de l'Etat. Cela signifie, contrairement à ce que pensent les chefs mafieux des différents rackets militants, que l'augmentation de la répression ne correspond en rien à l'accroissement de la menace révolutionnaire du mouvement ou de l'une de ses composantes. Pour être sincère, il nous semble que le mouvement, entendu en son sens le plus large, est en train d'atteindre un de ses points les plus bas, d'un côté totalement occupé à conquérir les rivages médiatiques et institutionnels et, de l'autre, à se débattre dans une carence de perspectives chronique. Même l'explosion de Gênes il y a quelques années semble plus liée à un ensemble de circonstances, produites essentiellement à un niveau international, qu'à une hypothétique maturité que le mouvement ici en Italie aurait atteinte (le reflux qui a immédiatement suivi en est la preuve).

Mais alors, si le mouvement n'est en fait pas aussi fort, pas aussi dangereux pour le sommeil des riches, pourquoi assistons-nous à cette succession d'arrestations et d'intimidations ? De notre point de vue, c'est la situation sociale dans son ensemble qui est désormais tellement faible qu'elle ne permet pas de courir le moindre risque. L'édifice est encore debout dans toute sa monumentale majesté, mais ses fondations sont pourries et les craquements se font de plus en plus bruyants. Nous ne sommes pas plus réprimés parce que nous sommes plus forts, décidément non, mais parce qu'eux sont plus faibles. Soyons clairs, nous ne disons pas que cet ordre social ne serait pas en mesure d'imposer son vouloir, qu'il serait vulnérable militairement ou d'autres choses. Seulement qu'il avance plus par mouvement d'inertie que par une action propulsive, en s'appuyant plus sur une résignation passive que sur un consensus actif, dans un contexte totalement déchiré qui ne garantit plus aucune stabilité durable. En somme, la précarité est en train d'affliger également la domination. Consciente de sa faiblesse, elle est obligée de crier fort et d'intimider ses ennemis, qu'ils soient vrais ou présumés : elle le fait maintenant parce qu'elle peut encore se le permettre. Ceci l'amène aussi à exagérer tous les événements pour créer l'inquiétude capable de justifier publiquement des mesures autrement impossibles, mais aussi pour provoquer cette panique qui nécessite une dose de sécurité capable de l'encourager.

Comme nous l'avons déjà dit, ce grognement des chiens de garde du pouvoir inspire certes la peur, mais révèle aussi une certaine fragilité. Ceci devrait nous faire réfléchir quant aux possibilités qui s'ouvrent à nous, sur la manière de contourner les bulldogs pour étendre nos



l'entreprise *Solvay Italia*, enclenche l'alarme qui bloque les machines.

Trois bidons d'essence munis d'amorces sont retrouvés sur place, ainsi qu'un écrit : "*Sabotons Solvay*".

30 SEPTEMBRE, Pise. Le portail de la maison d'un élu d'*Alleanza Nazionale* brûle dans la nuit.

2 OCTOBRE, Rovereto (TN). Incendie de la salle communale qui aurait dû accueillir le lendemain un meeting d'*Alleanza Nazionale*. Un tract sur place précise : "*Basta des fascistes, basta de la police*".

4 OCTOBRE, Rome. Au cours de la réunion de la Conférence intergouvernementale à propos du projet de Constitution européenne, un groupe de compagnons a détruit les vitrines de quelques commerces du quartier de San Paolo (dont une agence *Adecco* incendiée).

6 OCTOBRE, Oristano. Des inconnus incendient les bureaux du commandement de la police municipale. Des archives papier et informatiques et une partie du décor sont détruits.

9 OCTOBRE, Bologne. Incendie volontaire d'un entrepôt de la direction générale de la chaîne *Conad*, situé dans un immeuble de trois étages à la périphérie de la ville.

10 OCTOBRE, Turin. Diverses actions contre les prisons : le magasin *Ikea* reçoit des fioles nauséabondes, de la poudre urticante et certains meubles exposés sont repeints tandis qu'une banderole précise : "*Les meubles d'Ikea sont fabriqués en exploitant des prisonniers*". La façade du B.I.T. qui abrite UNICRIM/Master en criminologie reçoit des œufs de peinture tandis que des banderoles précisent : "*Flics européens pour une nouvelle inquisition*" et "*école de répression*". Enfin, après avoir noirci la caméra de vidéosurveillance, des inconnus bloquent le portail de l'hôpital psychiatrique *Villa Cristina* et laissent un tag : "*Ici sont pratiqués internement d'office et collaboration avec la police et les matons. Non aux lobotomisations, non aux taules psychiatriques. Détruisons les prisons*". Cinq personnes arrêtées passeront 3 jours en prison.

18 OCTOBRE, Budduso (SS). Un engin rempli de poudre noire explose devant une caserne de carabinieri, détruisant le portail d'entrée et les vitres des fenêtres.

Brèves du désordre

25 OCTOBRE, Gênes. Un supermarché brûle dans le quartier de San Fruttuoso. La veille, des inculpés des affrontements du G8 en 2001 avaient une audience au tribunal.

7 NOVEMBRE, Rovereto. Les vitrines de cinq agences immobilières sont détruites à coup de pierres.

20 NOVEMBRE, Bergame. Un transformateur de l'Enel [EDF italienne] explose à Marne à l'aide d'un tube métallique rempli de poudre couplé à des bidons d'essence. Le transformateur alimentait l'usine chimique *Bayer*. Un tag laissé à côté précise : "Non à la biotechnologie. Bayer, abandonne le marché des OGM".

25 NOVEMBRE, Altri (TE). La porte d'entrée du tribunal est incendiée, on trouve à côté sur le mur : "Massimo Leonardi Libero" (voir p.4).

3 DÉCEMBRE, Riva del Garda (TN). Des inconnus endommagent les vêtements à l'intérieur d'un magasin *Benetton* tandis que deux compagnons passaient en procès à Cles pour des faits identiques commis le 17 décembre 2002. Ils seront condamnés à 200 euros d'amende.

4 DÉCEMBRE, S. Isidoro di Narlo (LE). Le central d'un relais *Tim* est incendié.

2004

24 JANVIER, Alessandria. Incendie du siège provincial d'*Alleanza Nazionale* : porte à moitié détruite, murs noircis.

26 JANVIER, Forlì. Cinq bonbonnes de gaz provoquent une déflagration vers 1h du matin qui endommage l'usine *Kws*, une des plus grande firme au monde spécialisée dans la sélection des plantes, un des principaux laboratoires microbiologiques pour les études microcellulaires, spécialisé dans le traitement des semences, du maïs, des bettes. A Forlì se trouve le siège administratif et le Centre de production de *Kws Italia Spa*.

29 JANVIER, Pontedera (PI). Molotovs contre le siège d'*Azione Giovani*.

30 JANVIER, Pise. Second incendie volontaire en deux ans contre l'agence d'interim *Men At Work*.

[Toutes ces brèves du désordre sont traduites du site : <http://guerrasociale.org>]

mains sur ce qu'ils protègent. A l'inverse, il semble que leurs aboiements soient devenus obsessionnels pour beaucoup de compagnons, faisant que certains s'occupent exclusivement de soigner leurs blessures infectées par ces morsures et que d'autres les défient pour le seul plaisir de l'affrontement ou parce qu'incapables de voir plus loin. Nous voulons faire observer comment, dans ces deux cas, un glissement de nos objectifs et donc aussi de nos pratiques a lieu, comment notre fin change, puisque de la lutte contre l'existant on passe à la lutte contre les forces qui le défendent. C'est la même chose ? Non, ça ne l'est pas, à moins de confondre cause et effet. Combattre et se défendre contre les forces de police ne signifie pas en soi subvertir les rapports sociaux de domination. Et dans une période où les rapports sociaux sont particulièrement instables, c'est là qu'il faut porter notre attention, notre critique théorique et pratique, en évitant le plus possible d'être poussé uniquement par un réflexe conditionné provoqué par la répression. Parce que, sinon, on finit par abandonner le terrain fertile mais inconnu des conflits sociaux pour rester dans celui stérile, mais connu, de l'opposition entre *nous* et *eux*, entre compagnons et flics, dans un affrontement riche en spectateurs mais pauvre en complices.

Désormais, par le simple fait d'enquêter et d'arrêter, l'Etat réussit souvent à donner à qui est réprimé l'illusion d'être de ce fait dangereux, d'être déjà en train de faire quelque chose de concret. Il nous donne à tous l'illusion mortelle d'être forts, que notre agitation est significative, là où en réalité nous sommes très faibles (bien que nuisibles pour la domination). De cette manière, nous pouvons nous dire satisfaits de notre activité, si limitée soit-elle, sans nous demander comment la perfectionner, en repoussant tous les débats critiques, souvent perçus comme une perte de temps. En outre, comme on le sait bien, la répression pousse le mouvement à la défensive, nous pousse tous à nous occuper des camarades arrêtés, des avocats à trouver, des sous à ramasser, des manifestations devant les prisons à organiser, des audiences auxquelles participer. Même ceux qui ont recours à des pratiques de protestations plus extrêmes, comme l'envoi de colis piégés, n'échappent pas à cette logique : l'Etat contre le mouvement, le mouvement contre l'Etat, dans une suite frénétique d'arrestations, de protestations contre les arrestations qui portent à de nouvelles arrestations, qui portent à de nouvelles arrestations... Oui, nous sommes tous réprimés. Mais pouvons-nous dire pour cela que nous sommes dangereux ? Ou bien que toute cette répression qui s'abat sur le mouvement n'est rien d'autre qu'une manière de nous empêcher de le devenir vraiment ?

C'est peut-être le moment d'éclaircir certaines questions. Le soutien matériel à celui qui finit en prison, triste éventualité qui est en train de devenir toujours plus concrète pour chacun et mériterait une meilleure considération, est et doit rester un problème technique. D'une bien autre nature est la question de ce que nous voulons faire contre ce monde intolérable. Bien que cela puisse sembler cruel, il faut repousser le chantage moral qui est exercé chaque fois qu'un compagnon est arrêté. Il n'existe aucun devoir de solidarité à respecter. Personne ne finit en prison à la place de celui qui est dehors, personne n'est hors de la prison grâce à celui qui est enfermé. Même si sa libération est une de nos principales préoccupations, elle ne peut devenir le but auquel nous devons tout subordonner. Nous ne pouvons nous arrêter de courir uniquement parce que celui qui est à côté de nous a été arrêté. Mais plutôt nous devons nous donner les moyens pour créer les conditions de sa libération et de celle des autres, n'arrêtant pas d'observer et de nous concentrer sur ce que nous voyons devant nous, mais en nous rendant imprévisibles, ne nous fixant pas sur des échéances préétablies, mais en établissant les nôtres. Notre agenda ne peut être calqué ni sur celui du gouvernement, ni sur celui de la justice, et encore moins sur celui des différents groupuscules politiques qui recherchent les projecteurs de la notoriété. En somme, plutôt que de se renfermer pour se retrouver face aux murs d'une prison à exiger la libération de qui y est enfermé, il serait mieux de continuer à courir, toujours plus forts, dans toutes les directions. Pas uniquement parce que c'est la meilleure manière d'exprimer sa solidarité, puisque la conscience qu'il y en a qui continuent le chemin entrepris est plus agréable que tous les saluts bruyants ; mais surtout parce que c'est aussi la meilleure manière de montrer l'inutilité de telles séries d'arrestations à ceux qui les ordonnent et les exécutent.

Voilà pourquoi nous pensons que la meilleure manière de débattre de ce qu'il faut faire face à la répression (à part chaque considération et accord de type technique) consiste en réalité à s'interroger constamment sur quoi faire pour nuire à cette société dans son ensemble et à trouver les réponses au cours de l'action. Parce qu'il est vrai qu'il souffle un vent mauvais, inutile de se le cacher. Mais il est aussi bien vrai que, si nous désirons vraiment le déchaînement de la tempête, ce vent qui souffle ne peut qu'être un faux problème.

[texte qui a circulé fin décembre 2003. Extrait de la brochure n°5 de *Tout le monde dehors* (21ter rue Voltaire - 75011 Paris), février 2004, pp. 14-17]

1. Quelques clubs de supporters italiens s'affirment politiquement (et pas seulement à droite).
2. En Irak, à Nassiriya, 19 carabiniers ont été tués et une dizaine blessés lors d'une attaque le 10 novembre 2003. Cet événement a été traité comme un drame national par le gouvernement.
3. Société de transport publique. Les grèves légales en Italie doivent s'adapter aux horaires de travail pour ne pas gêner la production.
4. TIG et peines de prison pour la possession de quelques grammes.

LE BRUIT DES PANTOUFLES

Pour le moment, la domination gouverne par l'impératif de la peur contre l'éventualité que ce rêve d'apocalypse devienne rêve et pratique de révolte sociale. Elle expérimente de manière de plus en plus rapide et chaotique les inquiétudes sociales pour continuer à cacher les problèmes réels et à éviter toute menace subversive. Ou bien elle oppose à tout groupe plus ou moins large qui proteste l'exigence d'un prétendu bien commun qui est toujours plus manifestement le bien de Personne, c'est-à-dire celui de l'Etat. La matraque policière, vue ainsi, n'est que le prolongement du travail des scientifiques, des urbanistes, des "techniciens de la communication" : l'isolement social. Nous vivons une époque vague, dans laquelle la catastrophe continue du Progrès cache, sous l'apparence de ses temps morts, d'énormes conflits sociaux qui couvent.

Il revient aux amants de la liberté de "bien garder leurs sens en éveil face à toute humiliation qui leur sera infligée, et à les discipliner jusqu'à ce que la (...) souffrance n'ouvre plus sur la pente rapide du découragement, mais sur le sentier en côte de la révolte".

BRISONS UN LIEU COMMUN. Une domination puissante n'est pas fondée sur la coercition pure, mais plutôt sur l'extension du consensus. Le bruit du pas cadencé des bottes sait inspirer la révérence et la peur, mais aussi déchaîner la rage et la détermination ; le silence du pas traînant des pantoufles fait tinter le son de la résignation. Aucune police au monde, même féroce, n'est comparable à une machine capable d'instiller jour après jour les valeurs dominantes. Ceci explique comment le développement récent de la technologie et des moyens de communication de masse a permis et accompagné la disparition des derniers régimes dictatoriaux à travers la planète, y substituant une démocratie de type occidental. Les paraboles satellites sur les toits des bâtiments ont remplacé les chars aux coins des rues. Pendant des années, il semblait que l'Etat n'aurait plus besoin de montrer ses muscles, étant en mesure d'obtenir ce qu'il voulait avec les flatteries et la duperie. L'usage de la matraque restait réservé aux quelques rétifs hostiles au pouvoir, alors que pour tenir en laisse la majorité des personnes, il suffisait de la babel de bavardages nommée télévision.

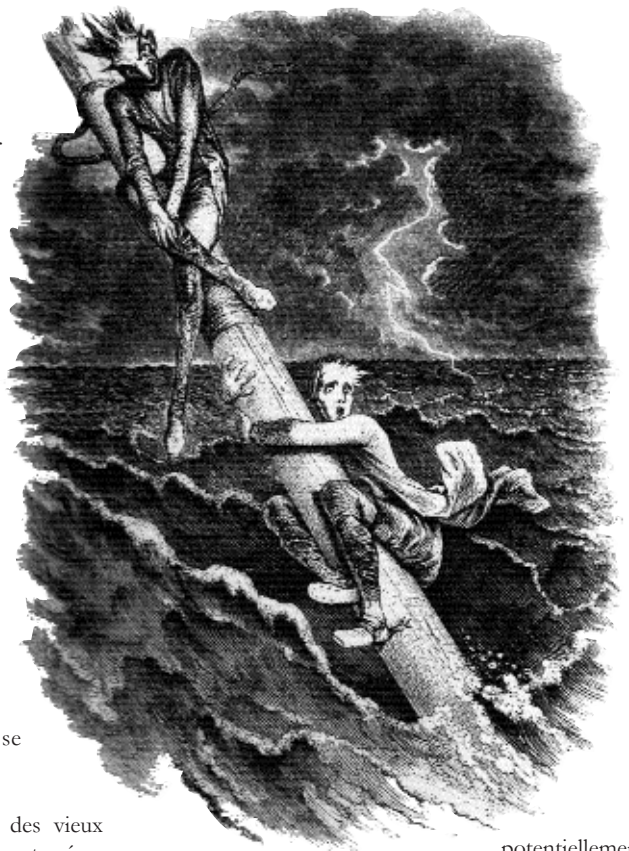
Aujourd'hui, la situation est en train de changer. Au niveau politique, le système des partis a littéralement explosé, accouchant d'une constellation d'épaves, de nouvelles formations identiques dans la ressemblance substantielle de leurs programmes et leur fadeur commune. Au niveau économique, la flexibilité, introduite pour conjuguer les exigences techniques avec celles du profit, a jeté des milliers de travailleurs et leur familles dans la précarité. Au niveau social, les rapports se sont progressivement détériorés, donnant libre cours à la violence la plus aveugle et impitoyable ; sans futur dans lequel espérer, sans même de passé à regretter, avec un présent qui renvoie en permanence à sa nullité désolante, il est impossible de créer des relations sociales exemptes de rancœur, d'ennui, de compétition, de servilité, qui naissent dans la bousculade pour

la survie dans laquelle on se piétine les uns les autres.

Si on ajoute à cela le retour des vieux fantasmes considérés comme enterrés —une guerre infinie qui s'étend à toutes les zones de la planète, une catastrophe écologique provoquée par les poisons de la société industrielle—, on comprend la raison pour laquelle la domination sent aujourd'hui le sol s'effondrer sous ses pieds. Et là où le consensus se fait le plus faible, réapparaît la répression la plus féroce.

Bien que nous ne soyons plus dans les années vingt, avec une menace révolutionnaire si forte qu'elle a poussé une bourgeoisie terrorisée à armer les chemises noires [de Mussolini] contre les subversifs, la domination a aujourd'hui aussi peur qu'à l'époque, elle se sent vulnérable. Ne pouvant compter sur aucun applaudissement pour un scénario attendu qui sera présenté de manière toujours plus médiocre, ne sachant comment inventer de nouvelles mises en scène pour pointer du doigt l'intérêt public, elle a à nouveau recours à la poigne de fer pour imposer à ses spectateurs de rester bien assis à leur place.

En 2001 à Gênes, la plus grande protestation de ces dernières années en Italie s'est terminée avec un manifestant abattu, une chasse à l'homme généralisée dans les rues de la ville, un centre de torture opérationnel à la périphérie —en parfait accord avec les candides défenseurs de l'Etat de droit. Mais les "excès" répressifs que nous devons affronter ne sont pas une réaction à quelque chose qui mettrait en péril la sécurité de l'Etat. Il s'agit plutôt d'une action préventive de *persuasion généralisée* par un pouvoir qui craint plus sa propre faiblesse que la force de ses ennemis. C'est pour cela qu'il intervient par anticipation, pour conjurer les avancées possibles de l'autre côté de la barricade. Il procède à des centaines d'arrestations de manière dissuasive, il criminalise de petits actes isolés parce que



potentiellement reproductibles, il confine les éléments indésirables pour empêcher qu'ils causent trop de désordre.

En déployant ses appareils, la domination réussit même à insinuer chez ses ennemis la conviction de leur réelle dangerosité : illusion persuasive qui voudrait nous pousser à la contemplation d'une fausse image radicale, au lieu de nous interroger sur comment pratiquer une action incisive contre ce qui nie toute forme de liberté. Plus nous sommes convaincus que nous sommes réprimés parce que nous serions déjà dangereux, plus nous voilà persuadés qu'il faut continuer de faire ce que nous faisons déjà : ce qui revient à dire rien, ou presque.

Parce que, à bien y regarder, c'est de ceci que nous devrions nous préoccuper. Comment devenir vraiment dangereux ?

[Traduit de l'italien :
Quale guerra, numéro unique, par quelques ennemis de l'intérieur, hiver 2003/2004, p.13]

IL EST FACILE D'ABATTRE UN OISEAU AU VOL UNIFORME



Penser et pratiquer différemment le concept de force — c'est le défi que la réalité est en train de nous lancer. Seul cet effort en matière d'idées et d'actions nous permettra de sauter au cœur des occasions.

Que nous suggère la guérilla en Irak, qui est en train de faire ce qu'aucune armée ne pourra jamais faire (mettre en difficulté sérieuse la plus grande puissance militaire du monde) ? Que nous suggère cette propagande, désordonnée et hystérique, contre le "terrorisme" ? Pourquoi la recherche permanente de nouvelles lois pour réprimer plus efficacement les diverses formes d'actions directes ne sont pas réductibles à la Politique et à ses rackets ?

La domination n'est pas une citadelle des puissants mais bien un rapport social. Et les forces, dans la société, ne se mesurent pas par recensements. Elles se déplacent et se rencontrent de façon imprévisible, ouvrant des brèches improvisées. Les structures de contrôle et de répression, comme celles liées à l'empoisonnement industriel, surgissent de partout. Ce qui semble lointain est constamment sous nos yeux. La même chose est valable pour la révolte et le sabotage.

Quel que soit l'angle d'attaque, toute lutte vraiment auto-organisée ne peut que mettre en discussion l'actuel mode de vivre. Aucune perspective de révolte ne peut mettre de côté la question de l'autonomie, dans ses valeurs comme dans ses moyens.

La tempête sociale ne résout pas les problèmes, elle les remue et les distribue différemment.

LORSQU'ON CHERCHE à critiquer ce monde, lorsqu'on tente d'en dévoiler les arcanes, on s'engage sur une pente escarpée. Une pente qui devient plus raide à partir du moment où on essaie d'en trouver l'issue pour tout changer et de concrétiser l'inimitié viscérale qui anime nos esprits. Parfois, pourtant, une impulsion arrive du côté le moins attendu, par des gens dont nous n'aurions jamais imaginé qu'ils puissent aider à éclaircir la situation : il s'agit carrément de nos ennemis.

Ainsi, ces tristes sires qui résident au Viminale [l'Elysée italien], en proie à la bêtise typique de celui qui sait peut-être ce qu'il est en train de faire mais pas ce qu'il est en train de dire, mettent en évidence aux yeux de tous le projet totalitaire inscrit dans l'Etat. Le ministre de l'Intérieur invoque déjà depuis quelques mois la nécessité de modifier le code pénal qui permet d'arrêter les anarchistes, en particulier ceux qu'il identifie comme "les insurrectionnalistes" qui ne peuvent être capturés avec les habituels "délits associatifs" (articles 270 et 270 bis). Le ministre explique que ces subversifs ne possèdent ni structure ni organisation hiérarchique, n'ont pas de chefs et peuvent frapper partout sur un mode autonome, et donc qu'il n'est pas possible de les arrêter s'ils ne sont pas pris sur le fait ou avec des preuves liées à quelque délit spécifique.

C'est là que l'Etat nous donne involontairement trois indications très importantes : le Droit n'a pas besoin de preuves particulières, ses codes étant une formalité modifiable en fonction des exigences de l'Etat ; lorsque Pisanu [le ministre de l'Intérieur] se lamente sur l'actuelle législation, inadéquate pour poursuivre sans preuves les anarchistes, il démontre en négatif que le garantisme de l'Etat démocratique est une bouffonnerie ; l'Etat se sent faible face à la révolte diffuse.

Nous sommes face à l'énième avancée vers le totalitarisme démocratique. Du code Rocco [à

l'époque du fascisme] à aujourd'hui, nous avons assisté à une aggravation toujours plus forte des lois contre les opposants à l'Etat, contre les subversifs et les rebelles. L'esprit et la lettre de la loi fasciste, en ce qui concerne le délit d'"association subversive" étaient plus circonscrits et plus précis. Le tristement célèbre Rocco était bien plus "garantiste" que les démocrates d'aujourd'hui, à partir du moment où le régime mussolinien violait systématiquement ses propres lois et pouvait bien lâcher quelques libertés sur le papier.

La démocratie a en revanche besoin de montrer une cohérence supérieure, au moins formellement, entre les codes et la réalité. En fait, de la fin des années soixante-dix à aujourd'hui, l'ajout de l'aggravation "... à finalité terroriste" (l'article 270bis) a permis d'allonger les peines pour tous les délits définis comme politiques, sans toutefois les reconnaître ainsi, afin d'enfermer dans ces articles du Droit toujours plus d'individus indésirables. A présent, si les nouvelles propositions législatives des ministres et magistrats passaient, le délit d'"association subversive" subirait encore un élargissement. Dans quel sens ? Cela signifie-t-il qu'ils cherchent à appliquer, comme ils prétendent, le délit associatif à tous les anarchistes qui bougent en dehors des organisations classiques ? Cela veut-il dire qu'il suffira de défendre certaines pratiques d'attaque pour être accusé d'"association subversive" indépendamment d'une participation directe à ces pratiques ? Ils ont déjà inventé, dans ce sens, le délit fantaisiste de "participation psychique" ¹... L'appliqueront-ils à tous, à commencer par les anarchistes ? Difficile de le savoir. Ce qui est certain, en revanche, c'est que tout ceci impliquera quiconque bouge dans l'aire "de l'antagonisme social" et de la "violence politique diffuse".

Ce que Pisanu affirme à propos des personnes qui "frappent puis disparaissent", de celles qui pratiquent des "attaques immédiates et

destructrices" en "petits groupes", avec des "structures minimales" et des "unités autonomes de base" indique que la révolte diffuse fait peur. Les "experts de l'anti-terrorisme" rajoutent autre chose : ils défendent que ce mode d'action est "peu perméable" (autrement dit, mal aisé pour les infiltrations). La loi doit alors permettre de résoudre cette quadrature du cercle.

Mais les conditions de vie que cet ordre social impose à des millions de personnes incitent plus à la révolte que n'importe quel groupe révolutionnaire. Même si la domination s'efforce de circonscrire le conflit social à une ou plusieurs parties du mouvement, il est évident que la pratique de l'action directe appartient à un océan d'anonymes, des hommes et des femmes qui n'ont aucune intention de continuer à subir les humiliations des puissants ni de se laisser emprisonner dans les marges étroites de la politique. La preuve ? Le nombre toujours croissant d'attaques et de sabotages qui, un peu partout, illuminent les nuits froides de notre époque.

Ces actions correspondent souvent à une rage qui n'a pas de projets politiques, d'organisations ou de sigles à publiciser, ni désir d'autocélébration. Ces pratiques n'ont aucune référence privilégiée, n'ont rien à dire à *quelqu'un* en particulier parce qu'elles sont, potentiellement, la révolte de *tous*. Si c'est cette menace que craint l'Etat, c'est la route que nous devons emprunter.

[Traduit de l'italien : *Quale guerra*, numéro unique, par quelques ennemis de l'intérieur, hiver 2003/2004, p.15]

1. Ndlr : Une invention du parquet de Gênes au cours de l'hiver 2002/2003, qui a "mis sous enquête" pour "participation psychique" certaines personnes ayant assisté aux émeutes de juillet 2001 sans y participer directement .

EN RETOUR DE SERVICE

Tout concourt à isoler les individus. Même les revendications salariales sont plus difficile à mener à partir du moment où la base du conflit est éparpillée en une myriade de contrats qui donnent aux travailleurs l'impression d'être seuls face à l'Entreprise (cet univers de contraintes et de bureaucratie qui tend à s'élargir à la société toute entière). C'est peut-être pour cela qu'émergent des formes de lutte qui consistent à bloquer la normalité sociale en soi, avec des grévistes qui abandonnent toujours plus souvent les lieux de travail pour se rendre dans les artères du capital (autoroutes, aéroports, points sensibles du trafic urbain). A partir du moment où toute solidarité matérielle et idéale a besoin d'espaces communs, les tensions individuelles et collectives faites en solidarité sont en voie de liquidation dans une société atomisée qui privatise les lieux, les vexations et les angoisses. Et lorsque la solidarité prend à nouveau forme, elle s'installe plus volontiers dans les zones vacantes de la normalité (les lieux de transit et pas de vie). Personne ne songe désormais à arracher quelque chose aux patrons pour le faire fonctionner différemment, comme dans les vieux idéaux d'émancipation ; inconsciemment chemine le sentiment qu'on peut que saboter un monde littéralement invivable et ouvrir ainsi de nouvelles possibilités. La normalité technologisée tente inutilement de stériliser la fécondité de l'imprévu.

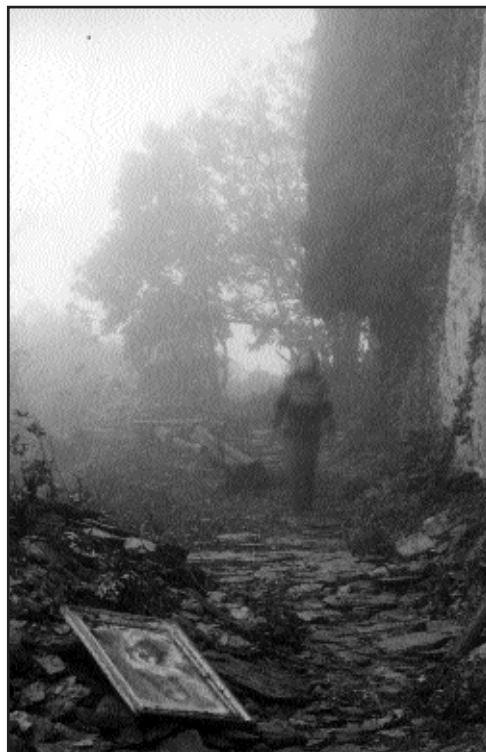
LA GRÈVE SAUVAGE EST REVENUE. Nous ne savions presque plus ce qu'elle pouvait être, nous en avions perdu la trace.

Et pourtant elle avait fait trembler les jambes des patrons pendant de nombreuses années, faisant découvrir la joie et le plaisir de l'insubordination aux forçats du travail. Finalement, une poignée d'irresponsables a décidé de dépoussiérer cette vieille amie des *enragés*, de la sortir à nouveau du coffre où la concertation responsable et le dialogue démocratique civil l'avaient enterré pour de nombreuses années. Mais ces irresponsables ont une particularité, celle d'être les conducteurs des tramways et des bus qui nous déposent tous les jours au travail, à l'école ou au supermarché. Et sans eux, tout s'arrête. C'est surtout cette impudence qui a déclenché la furie des politiciens et des patron, parvenant à réjouir le cœur de tant d'exploités qui, à travers les traminots, ont redécouvert une possibilité. Un coup de pied dans les règles imposées, une sortie de l'escroquerie des limites de la négociation syndicale, un défi qui est parti, pour une fois, de l'auto-organisation et non pas des tables de la politique.

Les traminots ont mis de côté les syndicalistes hypocrites, habitués à parler au nom de tous, le rôle dans lequel ils sont le plus compétents : celui de bureaucrate, de compilateur pointilleux des noms des rebelles (les participants à la grève et aux piquets), d'accompagnateurs empressés et complices dévots de la police. Ainsi, pour une fois, les syndicalistes —qui avaient garanti au gouvernement pouvoir contrôler et gérer la lutte— se sont retrouvés avec une poignée de vieux chiffons, les cartes syndicales que de nombreux travailleurs ont déchirées.

Pour la première fois après tant d'années, le chat sauvage [appellation historique des "grèves sauvages" dans le mouvement ouvrier du passé] a contraint les préfets à la réquisition. Et lorsque la police a fait redémarrer les trams, tout est devenu plus clair : dans la confrontation sociale, chacun obtient ce qu'il réussit à conquérir par la force. Il y a d'un côté la force des exploités qui s'organisent de façon autonome, et de l'autre côté celle de l'Etat et des patrons, de la force publique et de la propagande.

Le gouvernement, pour sa part, s'est contenté de répéter la même ritournelle, bonne pour tous et en



toute saison : "les traminots sont des terroristes urbains".

Malgré cela, la lutte des irresponsables continue et s'étend, armée de la solidarité qui la caractérise depuis le début. Les grèves sauvages qui étaient parties de Milan ont gagné la majeure partie des villes italiennes et —malgré la criminalisation, les procédures disciplinaires et pénales lancées par les dirigeants et les magistrats— il ne semble pas qu'ils aient l'intention de s'arrêter.

Pour notre part, nous qui ne sommes pas traminots, nous ne pouvons que souhaiter que le chat ait sept vies et soit un exemple pour les autres travailleurs. Profitons donc du temps que nous offrent les traminots en nous empêchant d'aller travailler, d'aller à l'école, d'enterrer notre vie dans un monde de marchandises. Empanant-nous de cette occasion de pouvoir marcher à pied pour redécouvrir un monde qui n'est plus esclave du temps, pour apprendre à goûter la saveur de l'absentéisme. Qui sait si, en regardant dans les parages et en parlant entre nous, il ne nous viendra pas une manière adéquate pour leur rendre un service en retour.

Suit la reproduction du flyer suivant :

CONTRE L'ENTREPRISE DE TRANSPORTS POUR LA GRATUITÉ DES MOYENS PUBLICS SOLIDARITÉ AVEC LE CHAT SAUVAGE

1. Se munir de deux billets. En plier un, usagé, et le pousser avec l'autre dans la fente du composteur de manière à le bloquer.
2. Utiliser une sorte de tube de colle à prise rapide (l'acier liquide est parfait) avec un bec fin et introduire la colle au fond de la fente.
3. Une méthode plus improvisée est celle de coller un chevin-gum sur la fente ou de l'enfiler un peu avec une épingle à cheveux.
4. S'organiser en groupes est toutefois la méthode la plus efficace pour mettre hors d'usage les composteurs et pour diffuser en même temps des idées subversives.

Un conseil aux vieux : le temps que vous perdez pour composer est celui qui vous fait perdre un siège où s'asseoir.

Des marcheurs solidaires

[Traduit de l'italien :

Quale guerra, numéro unique, par quelques ennemis de l'intérieur, hiver 2003/2004, p.7]

[**Note** : Les syndicats avaient signé il y a quatre ans un accord à l'échelle nationale pour tous les transports routiers d'Italie qui prévoyait pour 2002 et 2003 des augmentations de salaires en rapport avec l'inflation. Cet accord national devait être appliqué par les autorités régionales pour les transports publics de leur ressort. En fait, il n'a pas été mis en application et les travailleurs concernés n'ont jamais rien touché.

Le 1er décembre, à l'approche du renouvellement de l'accord, les syndicats organisent une grève des transports publics à Milan, pour une durée limitée comme le prévoit la loi. Les traminots, violant les consignes syndicales, dépassent le temps prévu et commencent une grève sauvage.

Le 15 décembre, les trois "grands" syndicats (CGIL, CISL, UIL) pensent appuyer la reprise des négociations en lançant une grève : 120 000 traminots la suivent en la prolongeant ou la débutant en grève sauvage. Les syndicats signent un accord le 19 décembre qui ne fait que solder la moitié des arriérés du précédent accord !

Le 21 décembre éclate dans toute l'Italie une grève sauvage et auto-organisée dans la plupart des grandes villes (Rome, Milan, Venise,...) avec blocage des dépôts. Les syndicats se désolidarisent et dénoncent les "irresponsables". La grève s'arrête pour les fêtes, et reprend avec succès de manière auto-organisée le 9 janvier. Une autre est prévue le 21 janvier, et le gouvernement via ses préfets l'a déjà déclarée illégale.]

L'Argentine est à nouveau rentrée dans l'actualité avec les émeutes des 20-21 décembre 2001 qui ont secoué tout le pays. Au-delà du regain d'intérêt pour les usines occupées, les assemblées de quartier ou le mouvement des piqueteros (chômeurs et précaires qui barrent les routes et gèrent les "plans de travail", allocations parfois arrachées à l'Etat) par l'extrême-gauche, nous avons voulu revenir sur l'antagonisme social dans ce pays en publiant plusieurs textes de compagnons sur place.

Une partie est un récit direct des émeutes, les autres font un bilan des assemblées de quartier et de la situation deux ans après.

UNE LETTRE DU GROUPE LIBERTAD

Buenos Aires, 31 décembre 2001

Compagnon-ne-s, Ami-e-s :

Vu le manque d'informations indépendantes et les mensonges que répand la propagande des "médiats" à propos de la situation argentine, criminalisant particulièrement tous les individus qui ont résisté et combattu contre la répression policière, nous vous faisons parvenir ces quelques lignes sur ce qui s'est réellement passé.

Même si l'exploitation existe depuis toujours en Argentine, la situation des travailleurs a continué à se détériorer au cours de ces dernières années jusqu'à arriver, aujourd'hui, à un point jamais vu. La mise en oeuvre du modèle néolibéral a montré le visage le plus sauvage de l'exploitation capitaliste, avec un très fort taux de chômage, l'éducation et la santé publique réduites à peau de chagrin (comme toujours...), un coût de la vie très élevé, les salaires les plus bas de l'histoire alors qu'en raison de la parité peso/dollar, les marchandises restaient au même prix. Il est impossible de vivre avec des salaires de 150 pesos mensuels quand les prix sont ceux des Etats-Unis.

Au cours de la première semaine de décembre, quelques secteurs industriels, financiers, municipaux et

de l'opposition péroniste au gouvernement De la Rúa ont commencé à défendre une proposition de dévaluation du peso par rapport au dollar, ce qui a provoqué la fuite de dizaines de milliards de dollars, mettant en crise le système financier.

Les grands groupes économiques et les hautes sphères du pouvoir, prévenus à temps par les banquiers, ont eu le temps de retirer leur argent. Le gouverneur [de la banque centrale] et le ministre de l'économie Domingo Cavallo (recyclé de la dictature militaire et du gouvernement Menem) ont pris la décision de supprimer les paiements en liquide, imposant une limite de 250 pesos (ou dollars) par semaine pour les retraits bancaires. Le manque d'argent liquide a provoqué l'effondrement de l'activité commerciale, des files interminables devant les banques et la rupture de la chaîne des paiements. Le mécontentement populaire est allé croissant, mécontentement qui s'était déjà vivement exprimé au cours des dernières élections d'octobre où, bien que le vote soit obligatoire en Argentine, l'abstention, les votes nuls et blancs avaient dépassé les 30 %.

Le parti "justicialiste" (péroniste-menemiste) a intrigué, appuyé par la CGT officielle et dissidente (syndicat majoritaire, péroniste, qui conserve une aile "dissidente"), pour déstabiliser

et faire chuter le gouvernement De La Rúa et revenir au pouvoir (comme il l'avait déjà fait en 1989 pour provoquer la chute du gouvernement radical d'Alfonsín) qu'il avait quitté en 1999. Par l'intermédiaire de ses petits chefs de quartier, il a incité aux premiers saccages de supermarchés (ce qui fut une bonne chose, comme on le sussurait déjà depuis plusieurs mois...). En deux jours, les pillages se sont répandus rapidement, échappant bruyamment au contrôle de ceux qui les avaient initiés. La partie a alors changé de mains : c'est bien connu, jouer avec le feu brûle.

Dans un pays qui compte 4 millions de chômeurs et 14 millions d'hommes et de femmes qui vivent dans la pauvreté ; où les magasins et les centres commerciaux exhibent en vitrine, dans un pur style consumériste, les produits les plus chers et les plus luxueux pour le Noël des riches [on est alors mi-décembre] qui ont fait fortune sous la dictature puis avec les privatisations et les pots-de-vin de l'époque Menem ; les saccages sont rapidement devenus massifs dans toutes les zones plus pauvres. Des caddies et des sacs remplis de viande, de pâtes, de couches, de produits ménagers mais aussi de machines-à-laver, réfrigérateurs, chaînes, téléviseurs, etc. ont été emportés au loin.

CHRONIQUE DE MILLIERS DE PERSONNES

J'AI DOUTÉ, RÉFLÉCHI, pesé le pour et le contre, jusqu'à ce que je réalise que je ne pouvais pas manquer cela, que la révolte et la spontanéité s'étaient emparées des rues.

Fatigué par une journée de travail et préoccupé par l'annonce des morts, je suis arrivé au centre-ville, et, là, j'ai trouvé des tourmentes noires agitant les airs, des tourbillons de feu, de révolte, de ciment. J'arrivais dans un parfait chaos, une véritable "anarchie" qui aussitôt bouleversa mes pensées.

Les gens érigeaient des barricades par dizaines sans se laisser effrayer par les balles ou les gaz qui, pourtant, ne diminuaient pas d'intensité. En quelques minutes, ce 20 décembre, je suis passé de mes interrogations quant à ma participation à la confrontation directe avec l'Etat et ses milliers de flics qui cherchaient à nous tuer.



Entre allées et venues, courses et affrontements, j'ai perdu mes compagnons et me suis retrouvé seul. Toujours immergé dans cette immense vague de solidarité, je me suis mis à leur recherche.

Un moment après, poussé par les circonstances, je me suis retrouvé face à un groupe de policiers complètement acculés. Le feu ne cessait de croître, la colère contenue se déchainait et ne reculait ni devant les gaz, ni devant le plomb.

Tout était désordre, tout était "anarchie" et moi, au milieu de l'avenue 9 de Julio, je n'arrivais toujours pas à comprendre ce qui se passait. A un moment, j'ai entendu quelqu'un crier "attention, les civils arrivent !" et nous avons vu approcher une camionnette et deux voitures. Elles ont été accueillies par une

Le 19 décembre, tandis que la police commençait à réprimer durement, les grandes chaînes de supermarchés se sont mises à distribuer des sacs de nourriture pour ne pas être saccagés (des sacs valant moins de 5 dollars, face aux milliards de perte au cours des expropriations).

Ceci a réussi à freiner la "contagion". La situation est néanmoins devenue de plus en plus difficile et, vers 23 heures ce même jour, le président De La Rúa a décrété l'état de siège pour 30 jours dans tous le pays. La police est sortie des commissariats, la *Casa Rosada* (palais présidentiel) et le Congrès ont été protégés par de forts déploiements de flics.

Immédiatement, les *cacerolazos* (pratique qui consiste à frapper sur des casseroles et d'autres objets pour protester) ont commencé à résonner des fenêtres des quartiers de Buenos Aires. Si, jusqu'alors, la protestation s'était concentrée dans les zones les plus pauvres, les "classes moyennes" commençaient à présent à sortir à leur tour dans la rue.

Les uns n'avaient pas d'argent, les autres ne pouvaient pas disposer de leur argent. Les gens se sont rassemblés spontanément, des femmes et des hommes avec leurs enfants, des vieux, des jeunes sont sortis sur les places, sans compter ceux qui, rentrant du travail pour aller manger chez eux ont décidé de rester dans la rue et ont commencé à confluer spontanément vers la place du Congrès et la plaza de Mayo, siège du parlement pour l'une, de la présidence pour l'autre... en somme, vers l'Etat. Les Argentins sont fatigués de la misère à laquelle ils sont contraints depuis des années et, délaissant pour la première fois leurs leaders et dirigeants traditionnels, ils se sont directement passé le mot par

les *cacerolazos*, le bouche à oreille ou le téléphone, pour bloquer les rues ; la diffusion de la nouvelle de ces mobilisations à la télévision et la radio a créé un effet de propagation. Si le gouvernement entendait par état de siège que les gens restent enfermés chez eux, il a obtenu exactement le contraire. La manifestation pacifique a débutée aux cris de "*qu'ils se mettent l'état de siège au cul*" résonnant dans tout Buenos Aires, s'élevant au milieu du vacarme des casseroles, des klaxons devenus fous des taxis et des voitures à l'unisson. Elle s'est transformée vers 3 heures du matin en un immense nuage de gaz lacrymogène et d'incendies et s'est soldée par des balles en caoutchouc, des dévastations, une centaine d'arrestations, et finalement par la démission du ministre de l'économie, Domingo Cavallo.

Le matin suivant, la plaza de Mayo s'est à nouveau remplie. Tout a commencé une fois encore pacifiquement, on pouvait entendre les *cacerolazos* auxquels participaient des enfants et des retraités... Outre l'état de siège, la répression de la veille était désormais dénoncée à son tour. Les cris de mépris n'épargnaient aucun parti politique, y compris ceux de l'opposition de gauche, et personne n'aurait toléré (comme ce fut déjà le cas la nuit et les jours précédents) que fussent brandis les drapeaux ou les drapeaux des partis. Le MAS, le PST, le PO, Izquierda Unida (le PC et le MST) ont eu un comportement honteux, même si certains militants de ces partis n'ont pas résisté à la fièvre et ont participé individuellement à l'émeute, au désespoir de leur propre organisation. Quelques groupes organisés y ont aussi pris part, sans signe distinctif particulier, dont de nombreux compagnons anarchistes.

Le discrédit de la politique était manifeste. Plaza de Mayo, on rejetait dirigeants syndicaux (véritables mafias organisées et très largement péronistes), secteur financier (dont les banques), politiciens, bureaucrates tant du gouvernement que de l'opposition et forces de l'ordre. De La Rúa se trouvait à la *Casa Rosada* et il a donné l'ordre vers midi de "nettoyer la place". Les flics se sont alors jetés de façon indiscriminée sur tout le monde, traînant les arrêtés par les cheveux pour les embarquer. Les manifestants ont résisté et tenu la place tout l'après-midi. Les lacrymogènes, les balles en caoutchouc et les charges les faisaient reculer, mais ils remontaient immédiatement d'autres barricades et tendaient des fils de fer en travers des rues pour empêcher le passage des chevaux, puis ils reprenaient la place. Les gens ont bloqué tous ses accès en s'affrontant avec la police, pendant qu'au centre *las madres de plaza de Mayo* [les Mères de la place de Mai] et les autres groupes pacifistes se faisaient violemment expulser par des policiers complètement hors d'eux.

Vers 18 heures, le centre de Buenos Aires était divisé en deux : le bout de l'avenue 9 de Julio donnant sur la plaza de Mayo était sous le contrôle de la police tandis que de l'autre côté vers le Congrès, elle se remplissait de gens et de barricades. Au milieu, les affrontements continuaient dans la fumée des barricades en feu et celle des gaz lacrymogènes (les mêmes qu'en 1983 et d'autres, ultra-modernes, qui dégagent une fumée invisible parfaitement transparente...), le tout dans le bruit des pots d'échappement des *motoqueros* qui faisaient diverses incursions du côté policier, se moquant ainsi de la répression [le SIMECA, syndicat indépendant de coursiers, a été créé peu de temps auparavant par des jeunes très aguerris et bien



dégelée de pierres. Une portière s'est ouverte et un 9 mm en est sorti, il a commencé à faire feu. Le silence s'est abattu. Instinctivement, j'ai fait demi-tour et j'ai commencé à courir. On n'entendait plus que des bruits de tirs, de gaz et de balles en caoutchouc, mais un nouveau son est venu s'y ajouter, celui que produisaient les 9 mm. Ils utilisaient des balles de plomb et nous ont obligé à reculer.

Dès lors, trois possibilités s'offraient à nous : continuer en avant, partir à gauche ou bien à droite. Sur ma droite un kiosque

à journaux présentait une excellente cachette. Je ne sais pas pourquoi je n'ai pas choisi cet abri tentant, mais je n'y suis pas allé. J'ai continué vers l'avant, presque sans raison.

C'est à l'instant suivant que le changement qui avait commencé à s'opérer en moi s'est achevé. A ma droite, à l'endroit même qui m'était apparu comme idéal pour me protéger des balles, un jeune est tombé à genoux, à un mètre de moi. Il se tenait le cou. Le sang n'arrêtait pas de couler et nous avons pu voir en nous rapprochant de lui qu'il avait aussi été touché à l'épaule. Nous l'avons soulevé pour le poser sur une moto qui l'a emmené à l'hôpital. J'ai appris plus tard qu'il était mort.

A ce moment là, j'ai compris que j'aurais pu moi aussi périr sous les balles, si j'avais simplement couru vers la droite. Il ne me restait qu'une alternative : fuir ou continuer. J'ai d'emblée écarté la première possibilité. La révolte continuait, je n'avais pas retrouvé mes compagnons, rien n'était encore



organisés ; au cours de ces émeutes, ils se sont jetés à plusieurs reprises avec leurs motos contre les rangées de flics, cavaliers compris, pendant que d'autres groupes attaquaient derrière eux en lançant des pierres et des cocktails molotovs ; deux d'entre eux en sont morts]. A ce moment là, des véhicules blindés et des jeeps sont arrivés, les policiers faisant feu par les fenêtres, suivis par d'autres flics à moto (arrivant à toute vitesse derrière les blindés et les camions à eau) qui tiraient dans le tas. Malgré la violence, les gens ne lâchaient pas la rue ; au contraire, tout autour de la plaza de Mayo plus que jamais envahie, on continuait à hurler contre la brutalité des flics. La rumeur circulait déjà que sept jeunes venaient d'être assassinés par balles. On lançait des bouteilles d'eau et des citrons par les balcons pour aider les cagoulés qui résistaient (les vieux et les enfants s'étaient déjà éloignés), le climat était euphorique et solidaire parmi les gens qui continuaient à arriver. La police a à grand-peine repoussé les manifestants du centre de la place mais n'a pas réussi à avoir le dessus sur ceux qui continuaient à détruire et saccager les symboles du capitalisme dans ses alentours immédiats : les banques, les administrations, les commissariats, les caisses de retraites privées et les Assedic, les bureaux commerciaux de l'entreprise d'électricité EDESUR, Mc Donald's, Blockbuster, la chaîne de disques Musimondo. Les avenues de Mayo et Corrientes présentaient un aspect insolite au milieu des fumées, du feu et des dévastations.

La démission de De La Rúa a été rendue publique vers 19 heures 30. Le bilan de ces deux jours était de 30 morts (la plus



grande partie tués par des commerçants au cours des saccages, les autres aux alentours de la plaza de Mayo ; ils avaient en majorité une vingtaine d'années, mais on compte aussi un homme de 57 ans et une gamine de 13 ans), des centaines de blessés, 3 000

personnes arrêtées et torturées dans les commissariats (dont certaines sont toujours emprisonnées), au moins 200 magasins pillés, un milliard de dollars de pertes pour les entreprises attaquées, dont les profits sont justement en grande partie responsables de la misère des gens. La rébellion a explosé dans tout le pays (touchant plus de 30 provinces) et s'est encore plus déchaînée quand sont parvenues les informations sur la bataille de Buenos Aires. Pour provoquer la peur dans la population, la police et la télévision ont raconté que des bandes d'émeutiers se dirigeaient vers les habitations privées pour les prendre d'assaut, invitant leurs habitants à s'armer pour se défendre contre les "vandales" (les flics ont même distribué des papiers alertant les "citoyens").

Les péronistes ont mal interprété le message des Argentins : la protestation était aussi dirigée contre eux, et pas uniquement contre les leaders syndicaux, les patrons, les banques et le FMI. Les jolis sourires de Menem, Duhalde (ex-gouverneur de la province de Buenos Aires), Rodriguez Saà (à ce moment-là gouverneur/patron de la province de San Luis), Ruckauf (gouverneur de Buenos Aires) et autres hiérarques du "justicialisme" se sont effacés la nuit du 28 décembre lorsqu'un autre *cacerolazo* s'est transformé en bataille rangée. Déjà au cours de la matinée du même jour, les cheminots avaient bloqué les rues en réclamant leurs arriérés de salaire. Ceci a provoqué l'interruption du service de transport puis la rage des gens qui, cet après-midi là, ne pouvaient plus rentrer chez eux. Les "clients" ont rejoint la grève et réclamé

terminé. De l'une des nombreuses fenêtres d'où on nous aidait en balançant de l'eau ou divers objets sur les flics, quelqu'un a crié que le président avait démissionné. Mais tout le monde s'en foutait, il ne s'agissait pas d'en virer un pour en mettre un autre à sa place. Une clameur s'est levée : "*qu'ils se barrent tous !*".

Les choses devenaient de plus en plus claires : les forces répressives, l'Etat ne voulaient pas nous voir ici, ils refusaient et refusent encore notre existence parce qu'ils n'acceptent pas qu'on leur résiste. Ils avaient proclamé l'état de siège et les gens faisaient à présent le siège de l'Etat. La solidarité et la révolte s'étaient "anarchiquement" emparées des rues et nous nous trouvions là, confrontés à tous et à tout.

La ville nous appartenait. La destruction et le chaos avançaient, remettant tout en ordre. Le paysage était aussi violent que magnifique, avec les gens dans la rue qui rejetaient l'autorité.

La nuit est tombée mais sans calmer les ardeurs. Les pillages continuaient malgré la force de la répression. Après la nuit sont venues les questions. Qui avions nous aidé ? Qui étaient les instigateurs ? Qu'y avait-il derrière tout cela ?

Evidemment, nous avons servi de chair à canon. Evidemment, différentes factions du pouvoir s'étaient livrées une guerre de palais. Evidemment, l'une

de ces factions était parvenue à prendre le trône. Mais de toute évidence, la perception des gens aussi avait changé. Ils ne considéraient plus l'Etat et la police de la même manière et surtout, l'expérience de la solidarité et de la révolte qu'ils ont faite leur a montré qu'il est possible d'affronter l'autorité, voire même de la détruire. Nous avons aussi vu que, pour ce faire, nous n'avons pas besoin que l'on nous donne des ordres.

Impossible de parler de victoire ou de défaite. Le capitalisme perdure, l'autorité subsiste, il y a eu des morts, l'Etat et le pouvoir continuent à nous assiéger. Pourtant, rien n'est plus pareil. Le calme est relatif et la révolte latente.

Lionel

Libertad n°23, mai-juin 2002



Tous les textes sont tirés de la brochure :
Recueil de textes argentins (2001-2003), éd.
Mutines Séditions, nov. 2003, 48 p.

le remboursement des billets ou de l'abonnement. Face au refus opposé par la compagnie qui gère ces trains, neuf wagons ont été entièrement incendiés et les billetteries et autres biens de l'entreprise détruits. Quand les pompiers ont tenté d'éteindre le feu, leurs lances à eau ont été sectionnées avec des tessons. Des incendies et des dévastations ont également eu lieu à la station de Castelar.

Après plusieurs jours de tranquillité apparente, au cours desquels les gens espéraient le retour de la stabilité monétaire, la protestation a regagné les rues lorsque Saà, élu nouveau président avec l'appui des péronistes, a décidé de placer à la tête du conseil municipal un certain Grosso (ex-surintendant de Buenos Aires qui avait dû quitter son poste en 1991 pour corruption ; les plaintes pour enrichissement illégal concernaient également Saà) annonçant dans la foulée la nomination d'autres vieilles figures de la corruption des années précédentes. Grosso a renoncé à son poste mais la nuit a apporté son nouveau lot de blessés et une cinquantaine d'arrestations. Au cours des affrontements, une aile du palais du Congrès a été incendiée et tout ne s'est pas bien passé pour la police : les manifestants ont gravement blessé deux agents de la répression à coups de pierres et de poings, leur occasionnant des fractures sur tout leur corps... cette fois les blessés graves étaient de leur côté.

Une fois encore, la manifestation s'était déroulée spontanément, sans banderoles de partis, et de nombreux compagnons anarchistes y ont participé. Il n'y a pas eu de morts, mais l'Etat et les forces de l'ordre ne pouvaient pas

rester les mains vides de sang. A l'aube du 29, alors que les émeutes s'achevaient, trois jeunes gens ont été tués par un retraité de la *policia federal* [police d'Etat]. L'assassin de Maxi, Christian et Adrian — un ex-chauffeur du tyran Jorge R. Videla, chef de la dictature militaire — leur a tiré dessus dans le bar qu'il surveillait. Voyant à la télévision les images des manifestants qui tabassaient les flics la nuit précédente, les trois jeunes les ont commenté avec satisfaction : "*cette fois, ça leur arrive à eux*". Le boucher-flic Belastiqui les a mitraillé sur place puis les a traînés à l'extérieur, laissant un couteau près des corps pour déclarer être intervenu contre une tentative de braquage. Les habitants de la Floresta (le nom du quartier) ont tenté de le lyncher, engageant une nouvelle bataille rangée dans tout le quartier. Ils ont décidé de manifester tous les samedis jusqu'à obtenir la fermeture définitive du commissariat de la zone. Les trois jeunes avaient entre 23 et 25 ans.

Le président Rodriguez Saà avait promis l'impossible en sept jours. Il a rencontré tout le spectre politique, de gauche à droite, y compris les *piqueteros* (qui bloquent les rues et les grosses artères commerciales, surtout dans les régions de Salta, Jujuy, Corrientes et sont depuis des années au coeur des manifestations et de la répression armée de l'Etat argentin), les syndicalistes de la CGT, ceux du Courant classiste combattant (CCC, maoïstes) et les *Madres de plaza de Mayo* de Hebe de Bonafini. Mais cette tentative de collusion s'est désintégrée lorsqu'il a perdu le soutien à l'intérieur de son propre parti. Saà a dû démissionner dès le 29. C'est Duhalde,

répresseur fameux et autoritaire de la première heure, péroniste, narco-trafiquant..., qui a pris la succession. A l'annonce de cette nomination la nuit du 1er janvier, des dizaines de milliers de personnes sont descendues dans les rues en quelques minutes, rejoignant la place du Congrès et reprenant la plaza de Mayo.

Ce *cacerolazo*, qui a duré jusqu'à trois heures du matin, est resté pacifique vu le déploiement policier devant les deux palais du gouvernement. Les médias ont complètement passé sous silence ce rassemblement énorme et spontané qui a suivi de quelques minutes la nomination de Duhalde.

La situation actuelle reste explosive. La "base" a dépassé ses propres dirigeants (qui se repentent certainement aujourd'hui d'avoir aiguillé les premiers saccages). Les politiciens, dirigeants syndicaux ou patrons ont perdu tout prestige en Argentine. Les gens chantent : "*Qu'ils s'en aillent tous, qu'il n'en reste aucun*". "*Si esto no es el pueblo, el pueblo donde està ?*", "*Sin politicias, sin militares vamos a vivir mejor*" ["Si nous ne sommes pas le peuple, alors où est le peuple ?", "Nous vivrons mieux sans politiciens et sans militaires"].

Traduit
d'une
lettre
publiée
par le
journal
italien
*Terra
selvaggia*
n°10,
mars
2002.



A PROPOS DES ASSEMBLÉES DE QUARTIER

Nous vivons dans un pays que nous n'aurions pu imaginer il y a à peine une centaine de jours. Ce n'est pas tant que la situation ait empiré —en réalité la misère ne date pas d'aujourd'hui—, mais nous sommes en train d'assister à un changement de perception du passé comme du présent. Pire même, personne ne semble s'imaginer de futur possible. Ce changement de perception a généré de nouvelles représentations de nous-mêmes et de nouvelles attitudes face à la réalité. Les *cacerolazos* et les assemblées populaires ont été et continuent d'être, après la chute de De La Rúa, l'une des réponses que les gens ont apportées. Bien sûr, les partis politiques, de gauche comme de droite, ont essayé d'en profiter pour apporter de l'eau à leur moulin, mais en réalité, ils ont dû à chaque fois se greffer sur des mobilisations spontanées. Jamais, ils n'en ont été les moteurs ni les organisateurs.

Des dizaines d'assemblées et de *cacerolazos* plus tard, le niveau de participation diminue quantitativement et qualitativement. Difficile de savoir si cette baisse de participation des secteurs populaires n'est que

momentanée, ou si elle exprime un désintérêt ou une déception toujours plus grands. Mais à l'évidence, la spontanéité, l'enthousiasme et l'élan initial ont en grande partie disparu. Les partis de gauche, dont il faut rappeler l'insignifiante et triste implication au cours des événements des 19 et 20 décembre, ont pris possession de l'assemblée interbarriale [inter-quartiers], privant progressivement les "voisins" de leur espace de discussion. Ils parlent d'organisation, de coordination, "d'élections immédiates", de nationalisation des banques... : autant de mots d'ordre qui viennent se mêler aux décisions prises en assemblées locales.

Leur méthode est bien connue : ils remplissent les assemblées de leurs militants, saturent les tours de parole et répètent sans cesse les mêmes slogans ressassés et vides de sens. Après des heures de discours préfabriqués, l'assemblée interbarriale (qui a en général lieu au *Parque Centenario*) finit par voter, à la file et par dizaines, consignes et motions de soutien ou de condamnation. Des mots, rien que des mots. Et il est toujours

POUR UN AUTRE 20 DÉCEMBRE...

POUR FAIRE CLAIR ET SIMPLE : oui nous sommes sectaires. Comme le disait un compagnon, le camp de la "révolution" se divise entre ceux qui s'accrochent à la police et ceux qui veulent la détruire, en tant qu'institution et que mentalité. Ce sain sectarisme nous amène d'ailleurs à nous unir dans l'affrontement à ceux qui désobéissent aux directives de leurs chefs, échappant ainsi à leurs calculs et spéculations.

Les politiciens qui constituent le front de la gauche du capital persistent dans la voie d'une pathétique impuissance. Leur seul objectif est d'accumuler un maximum de forces en vue de prendre un jour le Palais d'Hiver. Puis ils liquideront leurs opposants politiques, ceux-là mêmes qui furent un jour leurs alliés tactiques. On les voit donc déployer tout leur arsenal politique et faire usage des

mensonges comme de la démagogie, qu'ils justifient par des explications scientifiques et la dialectique révolutionnaire.

Or, c'est la question de l'autonomie individuelle et de la liberté, de la faim et de la justice, c'est un problème social qui est posé. Et dans la situation actuelle, il faut se demander si les réponses peuvent se réduire aux solutions institutionnelles qui se profilent du côté de la gauche la plus radicale comme du côté de la droite la plus odieuse.

Les deux faces d'une même médaille.

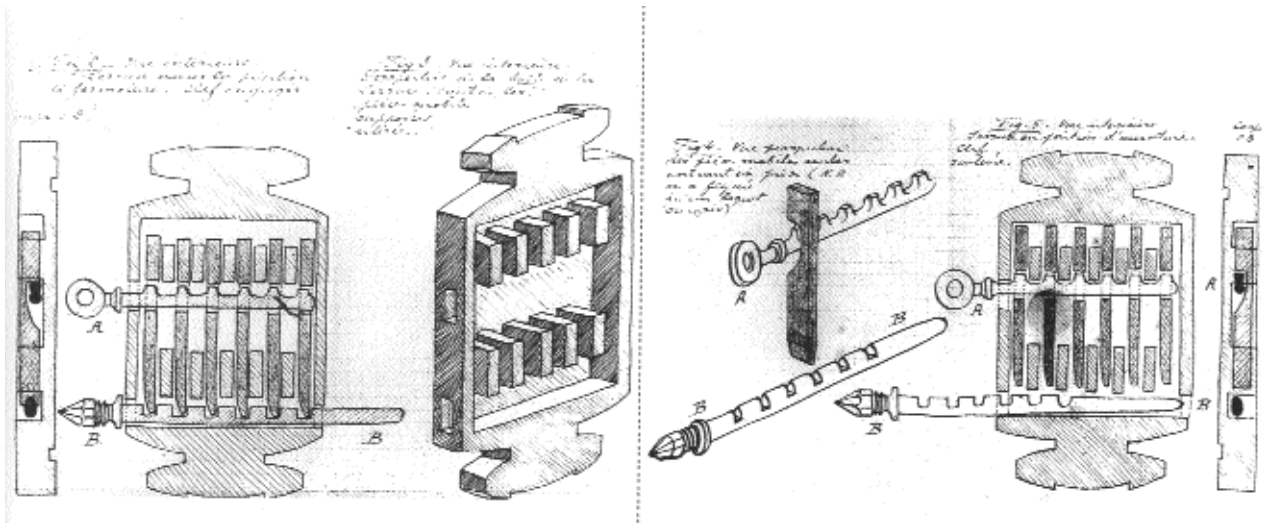
LE 20 DÉCEMBRE...

Un gouvernement totalement discrédité, le blocage des économies des épargnants, les pillages qui échappent au contrôle des péronistes, l'état de siège. C'est dans ce

contexte que les secteurs les plus pauvres se sont retrouvés dans la rue en compagnie de la "glorieuse classe moyenne, pilier du pays".

Il y a eu le refus salutaire de la présence des drapeaux, des opportunistes de toujours et des organisations politiques. Le slogan "*que se vayan todos*" [qu'ils se barrent tous !], s'adressait aussi à eux. Puis sont venues les forces de l'ordre, la résistance, les morts, le déchaînement de violence et de rage, la destruction des bâtiments publics et privés, depuis *El Banco Nacion* jusqu'au *Credicoop* du Parti Communiste.

Les pillages et toute la vie qui va avec, voilà entre autres choses ce que nous retenons de ces journées de beau et de courageux, de sain et de dangereux.



question de s'organiser, comme si les assemblées n'étaient pas elles-mêmes des formes d'organisation, et l'endroit par excellence où peut s'exprimer le peuple. Les propositions d' "unification" affluent, alors que l'aspect le plus intéressant des assemblées de quartier était précisément leur diversité, leur créativité et leur spontanéité. Cette politique qui vise à réduire toute spontanéité et "désorganisation" s'est entre autre traduite par l'instauration d'un *cacerolazo* tous les vendredis. Lorsqu'eurent lieu les premiers *cacerolazos*, il fallait être attentif : on ne savait pas quand ils commençaient —parfois pas davantage pourquoi— et encore moins comment ils termineraient. La participation populaire y était massive. Maintenant qu'ils sont prévus à l'avance et si bien organisés, ils rassemblent à peine quelques centaines de militants, incapables de mettre un minimum de désordre, ni même de salir la rue. Tout est bien ordonné et rien n'est laissé au hasard.

Dans les assemblées de quartier —à la différence de l'interbarriale— les "voisins" continuent à poser leurs problèmes quotidiens ; ils se connaissent et parlent de leur réalité concrète. On peut encore y trouver l'esprit solidaire qui anime un grand nombre de participantEs. Les assemblées discutent par exemple de l'expulsion de telle ou telle famille qui ne peut pas payer le loyer, de problèmes d'approvisionnement, de manque d'aliments au *comedor infantil* ou à l'école, et les voisins se montrent solidaires en aidant comme ils le

peuvent. Ils sont parfaitement conscients que s'ils ne le font pas, ni les autorités, ni le gouvernement ne le feront à leur place.

C'est toute la différence entre les assemblées de quartier et l'assemblée interbarriale, beaucoup plus accessible aux professionnels de la politique. Dans cette dernière, on se contente de voter des mots d'ordre, alors que les autres posent des problèmes, en discutent et agissent.

Quelle tristesse de constater cette évolution, cette dénaturation du fait des démagogues de gauche comme de droite : ils veulent transformer de vraies assemblées et les pratiques d'autogestion de celles et ceux qui ont fait partir les dirigeants en "école des dirigeants de demain", une école de futurs bureaucrates et d'opportunistes. Tant que les assemblées de quartier ne délégueront pas leur capacité de décision et d'action à des organes ou des volontés qui ne sont pas les leurs, toutes ces manœuvres et manipulations resteront vaines, et ces opportunistes connaîtront le même sort que le reste de la classe politique de laquelle seul le discours les sépare : ils ne gagneront que le mépris populaire.

Lobison
Libertad n° 23, mai-juin 2002

Mais il y a aussi eu le drapeau et l'hymne national, et nous ne pouvons oublier cette composante nationaliste, alimentée aussi bien par la gauche que par la droite, bien que la gauche tente encore de préciser la différence de "son" nationalisme.

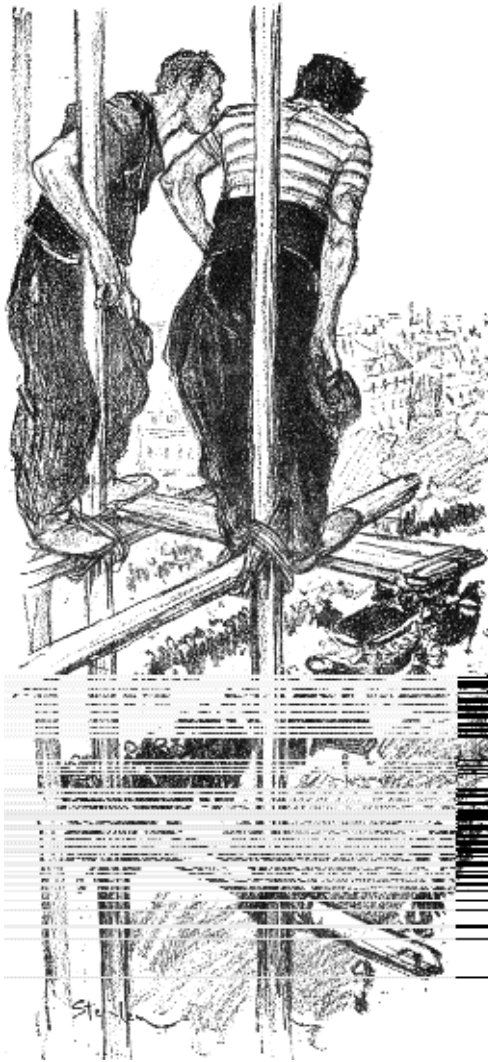
ET LA SUITE ...

On peut leur reconnaître une certaine cohérence. Rappelons-nous le rôle honteux qu'ont joué les partis, à quelques exceptions individuelles près, au cours des émeutes de décembre 2001. Ils sont restés en retrait des affrontements, se tenant soigneusement à l'écart de ceux qu'ils appelaient les "infiltrés". Puis, ils ont appliqué leur stratégie militaro-policrière aux mouvements sociaux —groupes de chômeurs ou assemblées— sur lesquels ils ont fait main basse, avec leurs responsables et leurs cordons de "sécurité", leurs lances et leurs bâtons. Comme toujours, discipline et obéissance sont à l'ordre du jour. Pourtant, on est encore surpris de voir le "flic piquetero" marcher main dans la main avec d'Elia (dirigeant de la FTV), Alderete (des CCC) et compagnie. Ce sont ces mêmes dirigeants du Bloc piquetero qui, lors des occupations de banques et de mairies, accusèrent des militants de la Coordination Anibal Veron d'être des flics. Lorsque les échos de décembre grondent à nouveau au cours d'une mobilisation et que les médias du pouvoir relaient le message de la SIDE¹ ("Il faut isoler les foyers de violence sociale pour mieux les réprimer"), la gauche reprend plus ou moins ouvertement ce même discours afin de rallier la classe moyenne organisée en assemblées.

Pour comprendre à quel point ces pratiques conviennent à cette dernière, il suffit de se souvenir des votes d'exclusion qui ont suivi l'agression d'un journaliste de Radio 10² qui assistait à l'assemblée interquartiers, et comment ils ont ensuite dénoncé l' "agresseur" à la presse internationale présente sur place (des bourgeois...). Revoyons-les aussi défiler entourés de cordes, construisant eux-mêmes leur petit enclos³, enlevant les pierres sur leur passage afin que personne n'ait l'idée de...

Certes, ils ne sont pas tous pareils, mais nous parlons ici de positions et d'attitudes que les partis et certains groupes tentent d'imposer comme dynamiques au sein des mouvements sociaux.

Le travail qu'ils ont effectué dans les assemblées mérite un chapitre à part. Ces espaces retiennent notre attention dans la mesure où s'y sont développées des pratiques intéressantes. Cependant, malgré une certaine hétérogénéité, les assemblées correspondent en général à la "crise de représentativité" que traverse la classe moyenne. Cette crise intervient au moment où le niveau d'accumulation



capitaliste atteint par la haute bourgeoisie provoque le naufrage de cette petite bourgeoisie qui est en train de se radicaliser.

Au-delà de toutes les contradictions, la gauche continue à jouer son rôle néfaste et on ne peut ignorer les conséquences de son intervention. La disparition de l'assemblée interquartiers du parc *Centenario* n'en est qu'un exemple parmi d'autres : rassemblant à ses débuts plus de 3000 personnes sans bannières, elle est brusquement passée à 20 militants (en comptant les vendeurs de *choripan*⁴) entourés par plus de 200 drapeaux et banderoles. Comme nous l'avons précisé à un militant du PO, les partis d'extrême gauche se sont comportés là d'une manière tout à fait claire : leurs interventions interminables et leurs bagarres pour accaparer le micro, la manipulation des votes passant par la reformulation incessante des propositions jusqu'à ce qu'elles soient adoptées ont fait honte aux autres participantEs, et finalement provoqué le refus de différentes assemblées de prendre part à un tel cirque. L'assemblée se réduit aujourd'hui à une commission quelconque, surgie de nulle part, composée presque uniquement de militants et axée sur les discours et les votes... une farce.

POUR UN AUTRE 20 DÉCEMBRE

La répression continue. Tous les jours, ils matraquent des chômeurs ou des membres d'assemblées. Pendant ce temps, le 19 décembre 2002, j'arrive Place du Congrès, le bus 37 est dévié de sa route et je descends. Sept "assembléistes" bloquent l'avenue Callao, une casserole et un drapeau argentin à la main.

Place de Mai, des artistes sont sur scène, il y a de la danse et des boissons... C'est organisé par la CTA et les CCC, les assemblées, Barrios de Pie etc ... C'est pathétique.

Le 20, policiers et piqueteros se sont réparti les mesures de sécurité. Ils marchent encerclés par des cordes et des bâtons ou en se tenant par la main comme à l'école...

A 18 heures, on joue le petit air "et que vienne l'explosion".

Sans parler des discours...

Vers la fin, dans un dernier sursaut, une poignée de compagnons tente d'affronter la police qui protège le Palais gouvernemental, l'institution, l'ordre et la misère de l'autre côté des barrières. Ce sont les mêmes flics qui hier encore nous canardaient dans le centre, les mêmes qui nous assassinaient et continuent à nous tuer. Et les dirigeants et partis qui en décembre 2001 attendaient à l'abri prétendent aujourd'hui tirer profit de ce qui a été fait et se gargarisent des morts... bande de lâches.

"Les incidents n'ont duré que quelques minutes car les piqueteros du service d'ordre (non pas la police) ont protégé les barrières et empêché ce groupe —à peine une poignée de jeunes— de faire dégénérer une protestation sociale impeccable et pacifique" (*Clarín*, le 21-12-2002).

A la question que lui posait un journaliste de télé *Cronica* : "ils étaient masqués, pensez-vous qu'il pouvait s'agir de policiers ?", un militant du PO a répondu que c'était fort probable.

Les imbéciles les accusent d'avoir été masqués... comme si nous ne savions pas que c'est en démocratie que se font les listes noires.

Le commissaire, pour sa part, peut être content.

Juan
Libertad n°25, mai-juin 2003

1. SIDE : police politique.
2. *Radio 10* appartient au clone du fascisme Daniel Haddad.
3. Jeu de mots sur le terme *corralito* qui désigne à la fois un petit enclos et la mesure de Cavallo qui consistait à limiter les retraits en liquide des épargnants.
4. Équivalent de nos vendeurs de merguez en manifs.

LES JOURNÉES D'ÉMEUTES QUI ONT EU LIEU EN BOLIVIE EN FÉVRIER 2003 sont un témoignage de plus de la guerre sociale présente dans le pays. En juin 2001, une grande partie des paysans endettés s'était déjà révoltée, les manifestations culminant par l'occupation de différents édifices gouvernementaux ainsi que celle de l'autorité bancaire. Les occupantEs s'étaient alors servis de cocktails molotov contre les flics et de bâtons de dynamite pour attacher les cadres séquestrés. Par ailleurs, depuis 1997 (date de la mise en place du plan " zéro coca " imposé pour le gouvernement bolivien sous la pression des Etats-Unis), les affrontements opposant les paysans cultivateurs de coca à l'armée se sont multipliés. D'un côté, l'armée patrouille en permanence dans les zones concernées, arrêtant, torturant, violant et menaçant de mort ; de l'autre, depuis plusieurs années, les paysans ont développé les blocages de routes comme mode d'action leur permettant d'instaurer un rapport de force. Ainsi, en janvier 2003, le barrage de Chimore qui a duré 14 jours a-t-il été réprimé dans le sang avec deux morts par balles, de nombreux blessés, sans compter les arrestations. La réponse à cette répression est aussi une certaine forme de radicalisation des conflits, qui se manifeste notamment dans les assemblées régulières où reviennent des propos comme " *contestar bala con bala* " : répondre aux balles par les balles.

La Bolivie en flammes...

BIEN QUE CELA puisse paraître insolite, tout a commencé, lorsque la même police qui d'habitude réprime toute tentative de rébellion, a décidé ce jour là de se révolter. Peut-être est ce dû au fait qu'ils se sont rendu compte que pour une fois ils pouvaient se retrouver de l'autre côté ou peut-être pensaient-ils qu'il n'y aurait pas d'autre police pour les réprimer. Ou peut-être est-ce parce que cette fois-ci la baisse de salaire les concernait qu'ils ont été tentés par la protestation.

Le dimanche 9 février [2003], le gouvernement de Sanchez de Lozada (surnommé aussi Goni ou El Gringo) avait préparé un nouvel impôt de 12%, suivant bien sagement les exigences du FMI. La Bolivie est le pays le plus pauvre d'Amérique du Sud et y avoir un emploi stable relève du " privilège ". C'est dans la zone rurale, où vivent plus de 3 millions de personnes que se concentre la pauvreté la plus extrême et que l'on trouve les indices les plus bas de développement. Dans la zone urbaine une grande partie de la population est en situation de sous-emploi avec des revenus très faibles, des conditions de travail d'une grande précarité et l'absence de protection sociale, il s'agit souvent simplement de survie. Mais cette réalité cohabite avec une autre, bien différente, celle des " visages pâles " et de la bourgeoisie bolivienne qui vivent dans les beaux quartiers des différentes villes et travaillent soit dans des entreprises privées, des multinationales ou des organismes de coopération, leurs salaires yankees ou européens leur assurant un mode de vie dont la grande majorité, spécialement indigène, ne saurait rêver, exclue qu'elle est de ces privilèges. Récemment, le plan " Zéro coca " imposé par les Etats Unis a provoqué la réponse de paysanNEs indigènes de El Chapare qui ont bloqué les chemins, laissant une vingtaine de mortEs dans la cruelle répression gouvernementale, tandis qu'Evó

Morales, député et chef de l'opposition reprenait ses anciennes fonctions.

A l'annonce de la nouvelle hausse d'impôts généralisée, des protestations sont venues des différents secteurs sociaux, puis, le mardi, la police s'est mutinée dans les commissariats et La Paz a passé la nuit sans patrouilles. Le mercredi matin, la police a manifesté au cri de " *la policia y el pueblo unido jamás seran vencidos* " ["*La police et le peuple unis ne seront jamais vaincus*"] jusqu'au Palais gouvernemental de la Place Murillo où convergeaient diverses autres manifestations. Il y avait aussi un groupe de jeunes étudiants du tout proche collègue Ayacucho (ceux que certains accusent maintenant d'être les instigateurs de tout) qui ont caillassé le siège du gouvernement et ont été réprimés par la garde avec des gaz. On ne sait pas très bien comment les événements se sont enchaînés ensuite : peut-être les gaz sont-ils parvenus à l'angle de la caserne du groupe spécial de sécurité (GES) où les policiers s'étaient mutinés, non loin du palais gouvernemental, ou peut-être étaient-ils tout simplement déjà en train de préparer une réponse, toujours est-il que la place s'est remplie de militaires et de policiers s'entre-tuant, aidés en cela par un grand nombre de snippers agissant depuis les toits. Jamais nous n'aurions pensé qu'il puisse être si facile d'en finir avec l'ennemi, il nous faudra prendre en compte cette devise de " *diviser pour mieux régner* " lors de prochaines occasions... Finalement 11 flics et 4 militaires y sont restés, sans compter une centaine de blessés. Cela a été la flamme et le mécontentement général accumulé a finalement fait exploser la ville.

A midi ont commencé les incendies, accompagnés de pillages. D'abord ça a été le ministère du travail et du microcrédit : après avoir sorti les meubles et les archives auxquelles on a mis le feu, l'une de ces flammes a servi

à faire cramer tout le bâtiment. A suivi le siège de la vice-présidence qui se trouve à environ 200 mètres et dont deux étages ont été détruits, puis ça a été le tour du tribunal militaire. Ensuite, alors que la nuit commençait à tomber, c'est le ministère du développement durable et de la planification qui a brûlé deux heures durant avant que n'arrivent les pompiers. Minuit passé, on voyait toujours les flammes au travers des fenêtres, tandis que des gens entraient dans la chambre du commerce, emportant tout sur leur passage. Il n'y avait ni policiers ni militaires dans les rues.

Mais les bâtiments publics ne sont pas les seuls à avoir fait les frais de la colère de la " foule de délinquants ", les sièges de différents partis ont aussi été incendiés : le MNR (au gouvernement), le MIR (mouvement de la gauche révolutionnaire), l'UCS (union civique solidaire) et l'ADN (action démocratique nationaliste), sans compter une brasserie et des galeries comme *Ismar & Handal*, entre autres commerces. A la porte du *Burger King*, les gardes montraient les dents. Plusieurs distributeurs automatiques ont été pillés et des banques attaquées comme celle de Santa Cruz et la *Financiera Aceso*. Les stars des pillages ont sans doute été les ordinateurs, mais il y a eu bien d'autres choses. Des femmes, des enfants sur le dos, emportaient des vêtements, de jeunes couples sortaient quelques meubles, un ordinateur ou une télé, des vieux et des vieilles trouvaient quelque lampe, on pouvait voir des petits garçons et filles soulever un bureau à grand peine, des ados chargés de Cds et vidéos, des " pères Noël " les mains pleines de jouets... A la radio ou à la télé, on entendait les lamentations des présentateurs qui n'arrivaient pas à croire que les gens puissent les jeter alors qu'ils essayaient de filmer les auteurEs des pillages et appelaient " *la police et les forces*



armées à accomplir leur devoir et à protéger la propriété privée".

Et pendant tout ce temps, sous les yeux stupéfaits des personnes présentes, les groupuscules de gauche faisaient leur réapparition au cri de " *Vive la Révolution !* " et en donnant des consignes comme " *brûlons l'ambassade yankee !* ". Si la révolte a pris tout le pays presque par surprise, ils ont sûrement été les plus surpris. Au dernier moment et portant quelques drapeaux, toujours à l'arrière-garde mais tentant de diriger une " masse " qui avait pourtant une idée très claire de ce qu'elle était en train de faire, ils courraient dans tous les sens sans savoir exactement quelle devait être leur place. Ceci concerne bien sûr ceux qui se risquèrent à sortir dans la rue.

Malgré tout, ce ne sont pas les magasins qui furent les plus attaqués, mais les bâtiments publics et cela n'a pas uniquement concerné la ville de La Paz. La révolte s'est étendue à l'ensemble du pays. A El Alto on a brûlé la *Alcaldia* et pillé le bâtiment des douanes en plus des bureaux d'*Electropaz* et de la compagnie des eaux d'*Illimani*. A Cochabamba, Santa Cruz, Sucre et Tarija aussi, les blocages de routes se sont à nouveau répandus. Dans le même temps, les prisonniers du pénitencier de San Pedro de la Paz se sont mutinés, exigeant des gardiens qu'ils ouvrent les portes et mettant le feu, tandis que les proches attendaient dehors que la tentative de fuite réussisse. Il a fallu un bataillon de policiers et de pompiers pour réprimer la révolte.

A minuit, les militaires sont sortis dans les rues pour " rétablir l'ordre ", arrêter des gens et fouiller chaque véhicule pour voir s'il ne transportait pas quelque chose provenant des pillages.

De la même manière, cette même police qui au début se présentait comme l' " alliée du peuple ", et l'appelait à la solidarité, n'a pas hésité, le lendemain, après que Goni leur ait jeté une poignée de bolivianos, à ressortir dans la rue, mais cette fois pour réprimer la manif qui avait lieu et arrêter pilleurs et pilleuses.

La manif, appelée par la très officielle centrale ouvrière bolivienne (COB) s'est finalement déroulée sans incidents au milieu d'un calme tendu et dans une ville déjà militarisée. La place Murillo était encerclée par des chars de l'armée et des snippers se trouvaient sur la plupart des toits. Passé midi, les affrontements avec la police et l'armée ont repris (certains ingénus demandaient des explications à la police sur son " changement d'attitude ") et ont laissé des morts et blessés en plus. Les " anarchistes " *Mujeres Creando* sont arrivées avec des tacos, un drapeau blanc et une affiche " *Non à la violence* " et se sont quasiment faites lyncher par ceux et celles qui résistaient aux gaz lacrymos. Les pillages et destructions ont repris mais cette fois les propriétaires des magasins étaient armés et toutes les forces de l'ordre se trouvaient dans la rue. En peu de temps des personnes se sont fait arrêter et finalement la répression a gagné.

Aujourd'hui, un jour plus tard, le bilan : les intellectuels pleurent le patrimoine réduit en cendres (on note qu'ils accordent plus d'importance aux meubles qu'aux humains), les ministres du travail et de la planification se lamentent de voir leurs bureaux détruits et préviennent que cela aura des conséquences sur les aides et les retraites, le salon *Villanueva* de la vice-présidence et ses tableaux de personnages illustres ne sont plus qu'un souvenir tandis que le palais gouvernemental porte encore les traces

d'impacts de balles, les *Mujeres Creando* ont recouvert les bâtiments brûlés de graffitis, comme si elles avaient eu à voir avec ce qui s'est passé, la gauche a déjà arrêté de distribuer les tracts " *Nous sommes avec le peuple dans la révolution* ", on parle de ce qui s'est passé dans les réunions entre amis, pour beaucoup cela reste quelque chose de lointain, d'incompréhensible, comme si cela avait eu lieu dans un autre pays. Les " visages pâles " et la classe dominante respirent de nouveau tranquilles et continuent à engueuler leurs employés ou à jeter 2 bolivianos au cireur de chaussures de 6 ans à peine. Il y a 120 " vandaes " en prison dont plus de la moitié sont des mineurs et 4 civils morts (dont une infirmière qui était sortie dans la rue pour soigner les blessés et a été assassinée par un sniper), le président n'a toujours pas donné signe de vie (est-il en ville ? dans le pays ? est-il quelque part ?) et la ville a retrouvé son calme, comme si rien ne s'était passé.

Mais ce calme est-il bien réel ?

Traduit de l'espagnol
d'une correspondance reçue d'une
compagnonne sur place
13 février 2003

1) La province de El Chapare qui compte quelques 35 000 cultivateurs, dont la majorité sont des planteurs de coca, a été depuis le début l'épicentre du conflit autour du plan " zéro coca ".

2) Evo Morales : dirigeant du MAS (Mouvement pour le socialisme) qu'il a fondé en 1995. Ce mouvement issu de la lutte des cultivateurs a obtenu 20% des voix aux élections présidentielles de juin 2002, 35 sénateurs et députés (sur 157), dont Evo Morales.

3) Tacos : galettes de maïs.

[Extrait de la brochure n°4 de *Tout le monde dehors*, mai 2003, pp. 25-27]

ENTRE LE 15 SEPTEMBRE ET LE 17 OCTOBRE 2003, date de la démission du président Sanchez de Lozada, la Bolivie s'est à nouveau enflammée, laissant derrière elle plus de 80 morts et des centaines de blessés et mutilés par balles. Après les émeutes des 12-13 février de cette même année suite à l'instauration d'un impôt de 12,5 % sur les salaires (voir article précédent), les boliviens sont à nouveau descendus dans la rue, affrontant cette fois les policiers et les militaires directement, à coups de pierres, cocktails molotovs et parfois de bâtons de dynamite. Si le conflit s'est surtout déroulé à El Alto, le plateau qui surplombe La Paz, c'est tout le pays (Cochabamba au centre ou El Chaco au sud) qui a été touché par les émeutes. L'article ci-dessous, traduit de l'espagnol, a été écrit en octobre par des compagnons latinos qui étaient sur place et ont participé aux événements.

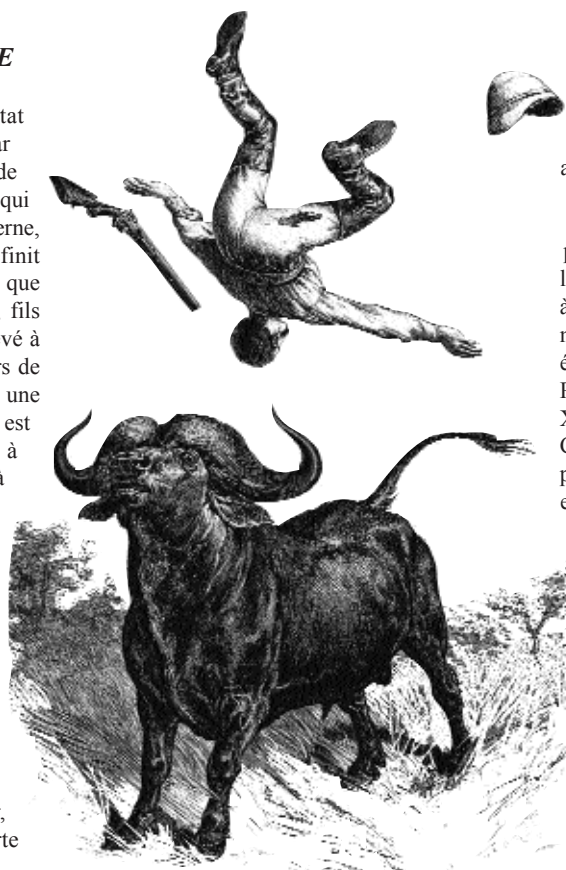
La Bolivie n'est pas seulement en flammes... elle est en pleine explosion

PRÉSENTATION DE LA BOLIVIE

LE TERRITOIRE CONTRÔLÉ par l'Etat bolivien est habité en grande partie par des personnes indigènes ou originaires de différentes cultures, alors que la minorité qui contrôle l'Etat est blanche, libérale et moderne, c'est tout au moins ainsi qu'elle se définit maintenant. Il suffit de mentionner le fait que l'ex-président Gonzalo Sanchez de Lozada, fils d'un ancien ambassadeur aux Etats-Unis élevé à Chicago et l'un des principaux entrepreneurs de Bolivie (qui possède mines, haciendas et une banque), parle à peine espagnol et qui plus est avec un fort accent américain. En 2002, il a à nouveau remporté les élections [il avait déjà été président entre 1993 et 1997] avec seulement 22 % des votes, succédant à Banzer, militaire responsable de nombreuses morts et disparitions puis reconverti en président démocrate. Sanchez de Lozada a été élu grâce au soutien américain et à la méga-coalition qu'il a formée avec le MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire ; on voit comment finit la gauche !) et il se dit que lorsque celle-ci (la Nueva Fuerza Republicana) commença à faiblir, l'ambassade yankee lui accorda une forte somme.

Cet Etat bolivien est un Etat monoculturel, colonialiste qui exclut et méconnaît [Ndlr : heureusement, manquerait plus qu'il les représente ou les intègre] les identités indigènes dont il exploite le travail et tire ses richesses. La politique et l'économie utilisent par exemple la langue espagnole, ces activités étant réservées aux Blancs, gringos et grandes familles. La population vit ensemble mais séparée en deux langues et temporalités : le mode rural et cyclique d'un côté, la culture occidentale linéaire de l'autre.

Il est également important de souligner que la Bolivie représente l'une des économies les plus pauvres d'Amérique Latine et que c'est essentiellement la population indienne qui en fait les frais par une misère énorme. Près de 80 % de la population est pauvre, les plus riches gagnent 44 fois plus que les plus pauvres. Comme dans



d'autres pays de la région, cela fait dix à quinze ans que des intellectuels, des groupes économiques locaux et internationaux, des politiques et des journalistes aux ordres préparent la voie aux privatisations. Résultat effectif jusqu'à présent : stagnation de l'économie, récession, chômage massif et plus de 80 morts au cours d'affrontements avec les forces de l'ordre.

LA QUESTION ORIGINIAIRE ET LE RACISME INTERNE

L'une des clefs pour comprendre la situation est celle des peuples originaires, comme on les appelle ici. Les quechuas représentent plus de 40 % de la population, les aymaras 30 %, 10 % sont constitués par différentes ethnies de la zone orientale, pour la plupart guaranis. Les "blancs" ou "visages pâles" n'en représentent que 5 %, sachant que par "blancs" on veut bien sûr dire moins foncés.

C'est la majorité indigène qui subit le plus directement les conséquences de la pauvreté.

Dans l'Altiplano par exemple, la dureté du climat et l'altitude (entre 3500 et 4000 mètres au-dessus de la mer) qui pouvaient auparavant être surmontés grâce à des cultures en étages sont aujourd'hui synonymes d'extrême pauvreté en raison de la désertification et de l'isolement. Dans les zones de forêt, (au Nord et à l'Est), un climat généreux permet de subsister mais les populations sont privées des équipements publics comme ceux de santé. A Potosi, ville autrefois synonyme de richesse et au XVIe siècle la plus grande ville du monde, le Cerro Rico (qui vit mourir un million de personnes réduites en esclavage par les Espagnols en creusant les veines des mines d'argent) est aussi troué qu'un morceau de gruyère mais ne donne plus à manger aux quelques mineurs et pallières (les femmes qui trient les minéraux) qui continuent à travailler dans ses entrailles dans les mêmes conditions qu'il y a quatre ou cinq siècles malgré les risques d'effondrements. Lorsque la compagnie minière d'Etat, la Comibol, s'est pratiquement désintégrée et a été privatisée en 1985, les mineurs ont presque tous été "délocalisés" par le gouvernement, c'est-à-dire licenciés. Mais pour les touristes, aller à la mine reste une "super aventure", et ils se font prendre en photo comme s'ils travaillaient dans la montagne... chose que ne ferait jamais la noblesse de Potosi, qui se dit descendante directe des Espagnols.

La fiction de l'Etat est particulièrement palpable ici : en Bolivie, les organisations sociales et économiques indigènes (antérieures au massacre du XVIe siècle, comme les aylas dans la zone des Andes et les capitánias des guaranis) coexistent avec les communautés agraires et l'organisation syndicale issue de la révolution de 1952 qui amena le MNR (renversé cet octobre 2003) au pouvoir, sans compter les mairies, préfectures et autres structures de l'appareil d'Etat. Cela signifie qu'on trouve dans toutes les communautés à la fois l'autorité communautaire (dans l'Altiplano, le *Mallku* ou *Condor* en langue aymara) et le secrétaire syndical, le curé et le maire, personnage qui compte quand même moins. En bref, les organisations indigènes datant de plus de huit siècles se maintiennent et sont

sans doute les plus représentatives sans être pour être les moins répressives, et voilà que l'on dit aux paysanNES qu'ils doivent à présent aller voter pour des présidents qui ont toujours été blancs et membres d'une minorité qui ne représente pas plus de 5 % de la population...

La région de Santa Cruz, à l'Est, est la plus développée grâce à son passage de paradis du narcotrafic à celui de ville d'affaires (dans laquelle aura lieu en novembre le sommet latinoaméricain des chefs d'Etat). Cette ville est la plus occidentale, bien que ses journaux ne cessent d'agiter la menace des "immigrants pouilleux venus de l'Altiplano" et aspire à une plus grande autonomie sous le mot d'ordre de "nation camba" (les cambas sont habitants de l'Est), précisément pour éviter une fois pour toutes "cette invasion, tout en continuant de travailler comme nous l'avons toujours fait, servant d'exemple à toute la Bolivie", selon les paroles d'un membre du Comité civique de Santa Cruz. Ce dernier se bouge peu et dénigre les "indiens" de l'Altiplano, mais quand ceux-ci mettent en échec le gouvernement, ils en profitent pour sortir leur petit drapeau de l'autonomie.

LA FEUILLE DE COCA ET LES CONFLITS DU CHAPARE

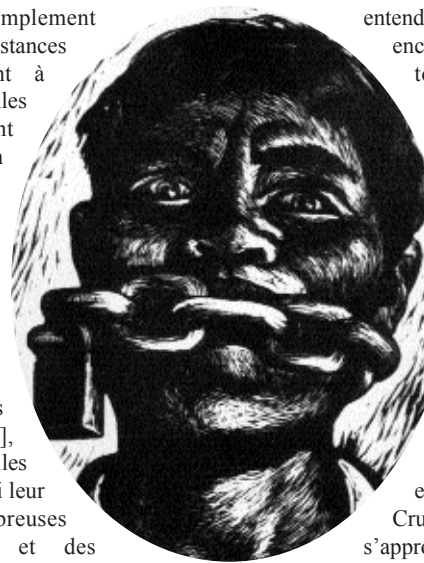
Les personnes qui se trouvent depuis quelque temps en Bolivie et bien sûr les habitants eux-mêmes, connaissent par cœur la phrase "la feuille de coca n'est pas de la drogue" qui orne tous les tee-shirts pour touristes, mais ils savent en même temps qu'il ne suffit pas que cela soit sur les tee-shirts. Selon une étude l'université d'Harvard (oui, celle qui se trouve à yankeeland et d'où ils envoient des militaires par milliers arracher les plantes), la coca n'est pas seulement une plante à infusion mais aussi un aliment. Elle contient une telle quantité de protéines, minéraux et vitamines que selon une source du musée Inca de Cuzco (Pérou), c'est à la coca qu'on doit le fait qu'en zone andine, malgré les niveaux d'extrême pauvreté, personne ne meure de faim. On a même essayé d'importer la plante en Afrique subsaharienne pour nourrir ces enfants sous-alimentés qu'on connaît bien, mais cette tentative a échoué car le climat n'était pas approprié.

Pour les personnes qui ne sont pas au courant, il nous faut expliquer que la coca n'est pas la cocaïne (bien qu'on utilise le même nom pour les deux dans plusieurs pays). La coca est à l'origine une plante sacrée aux propriétés curatives pour la culture inca et les cultures antérieures qu'elle a soumise, aymara ou kallawalla. En Bolivie, on l'utilise pour presque tout, particulièrement pour mieux supporter les grands changements d'altitude et les problèmes d'estomac, mais aussi comme emplâtre contre la douleur et les blessures. Ses propriétés alimentaires servent également à remplir l'estomac au cours des déplacements sur longue distance. L'Eglise catholique et les conquistadores espagnols l'ont finalement reconnu, après avoir accusé les boulettes de feuille de coca de faire partie des rites sataniques : ils ont changé d'avis et ont obligé les mineurs à en mâcher toute la journée pour ne pas mourir de faim dans la mine où ils passaient des années sans voir la lumière du jour. Ces boulettes ne "font pas monter", elles n'ont pas de propriétés hallucinogènes ni excitantes,

mais fonctionnent simplement comme l'ingestion de substances alimentaires qui aident à fabriquer plus de globules rouges et nourrissent l'organisme. Seul un procédé chimique qui y ajoute diverses substances peut la transformer en cocaïne. Pour cela, il est fait appel à des paysanNES (dont beaucoup sont déplacés) qui, en échange de quelques bolivianos [les centimes du pesos], doivent piétiner les feuilles pendant des heures, ce qui leur occasionne de nombreuses blessures aux pieds et des complications pulmonaires.

Les zones traditionnelles de culture de coca sont les vallées chaudes de la région de la Paz (à moins de 2500 mètres d'altitude) et le Chapare (région tropicale de Cochabamba à l'intérieur du pays). De là, la plante est amenée sur l'Altiplano d'où elle repart vers d'autres pays comme l'Argentine ou le Chili...

Les cultivateurs/trices de coca (qui n'occupent donc pas les hautes fonctions de narcotrafiants) sont actuellement l'un des groupes les plus combatifs du pays. Ils sont les héritiers des mineurs, venus s'installer dans le Chapare après la fermeture des mines en 1985, important leur manière de travailler et leurs méthodes de lutte. Le Chapare est une zone militarisée depuis longtemps. La politique des Etats-Unis y a toujours été très claire : "coca zéro" et, pour y parvenir, ils ont utilisé deux stratégies. Tout d'abord la répression (70 % du budget total alloué à ce Plan), qui consiste à détruire les champs de feuille de coca et incarcérer les "cocaleros" qui dérangent. L'objectif est que ne pousse plus aucune de ces plantes en Bolivie. Ensuite, la stratégie de la feinte par la coopération et le développement. L'Espagne et les Etats-Unis s'efforcent de convaincre les paysanNES du Chapare de planter des ananas (pour lesquels il faut attendre deux années, et pour un seul fruit par plante) et des palmiers (pour lesquels il n'existe pratiquement aucun marché et dont le prix est en chute libre). Alors que la coca pousse toute seule dans son milieu et donne plusieurs récoltes par an, ils investissent des milliers de dollars dans ce "développement alternatif" mais ces sommes tournent à vide car les paysanNES jouent bien



entendu sur les deux tableaux : ils encaissent les aides étrangères tout en déplaçant leurs plantations de coca qui leur servent à financer tout le reste.

En 2003, le mouvement cocalero a réélu comme dirigeant Evo Morales, celui qui a fini deuxième de la course à la présidentielle en 2002, malgré les pressions de l'ambassade américaine qui a officiellement appelé à voter contre ce "terroriste", et au grand effroi des habitants de Santa Cruz qui voyaient cet "indien" s'approcher du pouvoir. Depuis, si on en croit le discours officiel, Evo

Morales est l'ennemi n°1, bien que ses négociations avec le gouvernement ou avec Filemon Escobar (ex-mineur et n°2 du MAS, Movimiento al socialismo, gauche) l'amène à renier ses bases. On ne peut nier l'influence qu'exercent les Etats-Unis sur la politique de l'Etat bolivien : lorsque le MAS et le gouvernement sont parvenus à un accord en mars 2003 pour un nombre de plants de coca autorisés par famille (va savoir en échange de quoi...), un haut fonctionnaire du ministère des affaires étrangères américain est rapidement venu mettre les choses au point, c'était zéro coca, point final. Autre exemple, les Etats-Unis ont présenté en mars au gouvernement bolivien un rapport selon lequel le MAS préparerait un coup d'Etat, y figuraient mêmes le jour et l'heure précises. Les Etats-Unis ont décidé de s'attaquer à la consommation de drogue dans leur pays, le premier consommateur du monde, par une politique facile à l'extérieur de leurs frontières. On peut préciser pour l'anecdote que les Etats-Unis, et six autres pays, produisent "légalement" de la cocaïne à usage médical, ce qui reste bien sûr interdit à la Bolivie, la Colombie et le Pérou, les Nations-Unies ayant déclaré avec leur neutralité habituelle que "la feuille de coca est à l'origine du sous-développement de ces peuples et doit pour cela être totalement éradiquée".

LE CONTEXTE DES ÉMEUTES

LA GUERRE DU GAZ

Les richesses naturelles du territoire que contrôle l'Etat bolivien ont nourri tout le monde sauf les bolivienNES. La colonisation n'est pas terminée. Si on a exploité depuis la conquête espagnole des milliers d'esclaves et de peuples indigènes dans les mines d'or et d'argent puis d'étain avant de passer au caoutchouc et à l'eau, c'est au tour du gaz, qui semble être d'une qualité optimale et en abondance.

Dans un contexte de tensions énergétiques mondiales, les Etats-Unis paraissent particulièrement intéressés par l'achat de ce gaz pour approvisionner la Californie. Pour ce faire, le port le plus adapté économiquement et stratégiquement est au Chili. Bush a exercé de fortes pressions en ce sens sur les présidents



boliviens Quiroga et Sanchez de Lozada. Le FMI est allé jusqu'à poser comme condition à l'octroi d'un prêt à la Bolivie la concrétisation préalable du projet d'exportation de gaz vers les Etats-Unis [en signant avec la multinationale Pacifique LNG].

C'est dans ce cadre que le Parlement (composé aux 2/3 de membres de la coalition gouvernementale) a approuvé ce qu'on appelle la Loi sur les Hydrocarbures qui précise que le gaz appartient à la multinationale qui le découvre (puisque la Bolivie n'investit pas dans la recherche), et que la Bolivie n'en percevra que 18 % sous forme d'impôts. On peut aussi préciser que ces impôts sur le gaz sont calculés sur le cours de la monnaie locale à la sortie du gisement, mais qu'il se vend ensuite avec toute une valeur ajoutée.

Bien que le discours de Goni [le surnom du président] soit centré sur la constitutionnalité et la défense de la démocratie, cette loi est par exemple contraire à l'article 139 de la Constitution bolivienne selon lequel *"les gisements d'hydrocarbures, sous quelque forme qu'ils se présentent, sont la propriété directe, inaliénable et imprescriptible de l'Etat bolivien"*.

L'OPPOSITION, LE MAS

De nombreuses personnes pensent que la fin de l'exploitation minière est à mettre sur le compte de la baisse de rendement ainsi que sur celui d'une décision stratégique. Mais il faut savoir que les mineurs constituaient une force combatives de 50 000 personnes armées et d'idéologie marxiste, capable d'exercer une pression sur n'importe quel gouvernement en fonction du bon vouloir du dirigeant en place. Leur dirigeant le plus connu s'appelait Lechin. Lorsque les mines ont été privatisées, certaines se sont transformées en coopératives (une bonne manière de faire de chaque mineur un patron) tandis que de nombreux mineurs étaient "délocalisés", c'est-à-dire licenciés. Beaucoup d'entre eux ont émigré au Chapare pour cultiver la feuille de coca. C'est aussi là que s'est installé le bras droit de Lechin, Filemon Escobar, qui se chargea de la formation théorique d'un jeune militant cocalero, Evo Morales.

Le MAS était à l'origine un mouvement paysan qui remplissait les fonctions d'Etat paternaliste, construisant des routes ou des écoles. Aujourd'hui, c'est devenu l'un des partis politiques majeur et son principal dirigeant est le député Evo Morales. Il contrôle la plupart des municipalités du Chapare.

Au cours des émeutes des 12 et 13 février [voir article précédent], alors que le pouvoir était vacant, le MAS a négocié avec le gouvernement une loi de participation populaire pour verser des subventions directement aux municipalités. Le MAS (qui a remporté près de 200 municipalités lors des élections) a ainsi pu mettre la main sur de grosses sommes d'argent. Et, outre le fait que le moment n'était pas venu à ses yeux pour prendre le pouvoir, cette offre qui s'est révélée juteuse lui a permis sans se

mouiller de continuer à pouvoir démoniser un gouvernement avec lequel il venait de s'arranger, et ce afin de continuer à centraliser l'opposition, de gagner toujours plus de contrôle sur le pays et de devenir incontournable.

L'EX-MAJOR VARGAS

Mais le conflit des 12-13 février a donné d'autres choses. Rappelons que la police s'est "révoltée" à cette occasion car elle se trouvait touchée à son tour par la taxe de 12 % sur tous les salaires prélevée par le gouvernement, suivant les recommandations du FMI. C'est ainsi que le major Vargas qui se trouvait à la tête de la mutinerie policière contre le gouvernement est devenu l'idole d'une partie du peuple. Par la suite, contre une poignée de pesos et à la grande surprise des mêmes, la police se chargea de réprimer les désordres.

Dans ce contexte est aussi apparu le colonel Ugarte qui, après les affrontements qui ont

opposé police et militaires, a en un geste symbolique signé un manifeste populiste contre le gouvernement et donné l'accolade à Vargas. Un policier et un militaire... Tous deux ont été virés de leur fonction.

C'est terrible, mais ici la population est plutôt favorable à la police, et il faut peut-être chercher l'origine de ce sentiment dans la Révolution de 1952, lorsque les policiers et les militaires se sont affrontés à mort, les premiers se battant aux côtés du MNR (Mouvement national révolutionnaire), les autres défendant le gouvernement aux mains d'une junte militaire. Après la victoire du MNR, la répression contre les forces armées a été féroce et le président Estensoro a été jusqu'à fermer le Collège Militaire [qui formait les officiers]. En 1960, la police bolivienne, devenue toujours plus arrogante, a tenté un coup d'Etat qui cette fois a été empêché par les Forces Armées. Le MNR, toujours plus affaibli, a alors dû faire appel à ces dernières à plusieurs reprises jusqu'à finir par céder le pouvoir en 1964 au militaire René Barrientos. Ce qui est certain, c'est que le rapport de force entre la police et l'armée dure depuis des années, n'est pas résolu, et que la police bénéficie encore d'un certain soutien populaire.

C'est au major Vargas que l'on doit le fait que le thème du gaz soit parvenu à la population Aymara, qui est allée jusqu'à le reconnaître par un geste symbolique comme son "leader". Néanmoins, au cours de toutes les journées qu'a duré la guerre du gaz en février, on ne les a vu nulle part, ni lui, ni Ugarte, pas plus qu'aucun des policiers ou militaires qui prétendaient être aux côtés du peuple... disons qu'ils préféraient plutôt l'assassiner. Pendant ce temps, les gens mouraient héroïquement face aux forces de l'ordre.

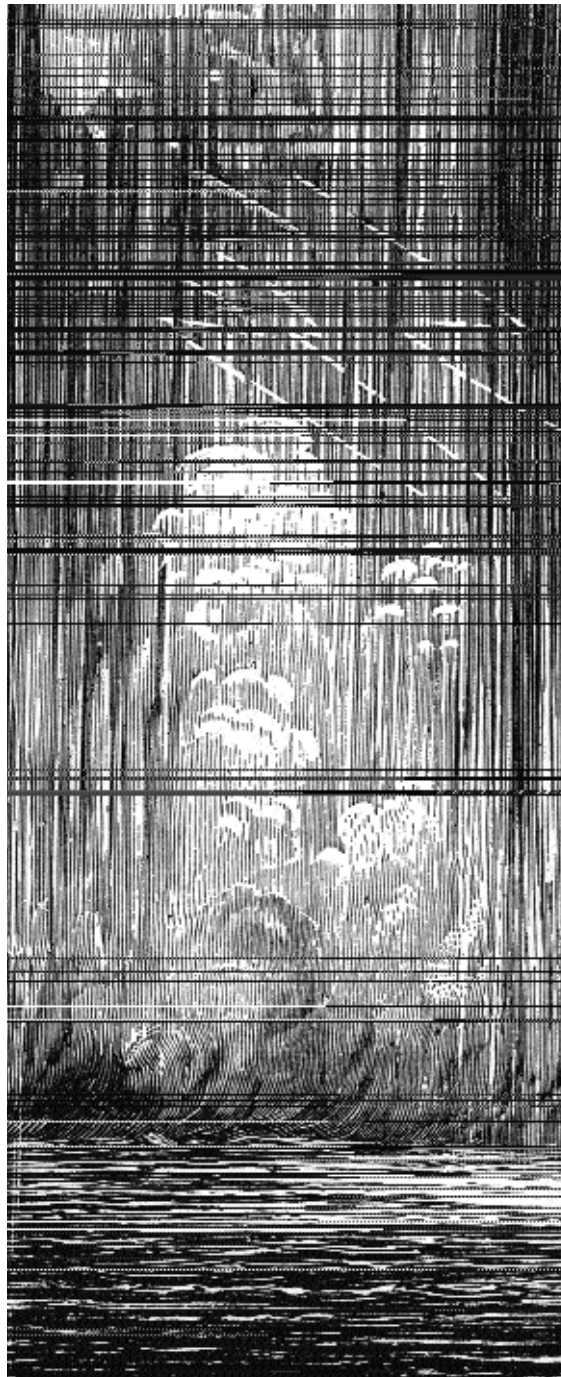
EL MALLKU

L'une des principales autorités indigènes [des aymaras], on dit "originaires" ici, est Felipe Quispe, un ancien guerillero qui a purgé de la prison pour cela, et actuel Secrétaire général de l'une des deux CSUTCB (Confédération syndicale unie des travailleurs et paysans boliviens, l'autre est contrôlée par le MAS). Ce fut l'une des premières personnes à promouvoir les barrages sur le thème du gaz dans la population paysanne de l'Altiplano. Par la suite, lorsque les conflits se sont aiguisés et que les "bases" l'ont dépassé, il s'est mis hors jeu de jeu-même en se déclarant en grève de la faim. Il n'a été rejoint que par l'Assemblée permanente des droits de l'homme (APDH), des intellectuels, des artistes et Ana Maria Romero de Campero [qui occupait à l'époque la fonction de médiatrice nationale avec le peuple !].

LA COB

La COB (Centrale ouvrière bolivienne) et ses succursales, plus combative, n'est en fait qu'une coquille vide. Elle est dirigée par le paramilitaire Jaime Solares et reste l'enjeu de luttes de pouvoir entre l'ex-major Varga, l'ex-colonel Ugarte et autres personnages lamentables. Que des gens biens...

La scission de la COB et différentes unions départementales ont tenté de contenir la protestation de différentes manières, sauf bien



sûr celle d'El Alto qui n'a pu se soustraire à la combativité et au courage de sa population, dans sa grande majorité indigène et très pauvre.

LA GUERRE D'EL ALTO

LE CONFLIT

Bien que le malaise provoqué par l'exportation du gaz existe depuis des mois (ça a par exemple été un des thèmes de la commémoration de la *Journée de la Mer*, la date anniversaire pour pleurer en chœur la perte de la voie d'accès à la mer suite à la guerre perdue contre le Chili en 1879), cette question a revêtu une importance particulière ces dernières semaines de septembre 2003 lorsque divers groupes sociaux en ont fait un mot d'ordre politique. Indubitablement, surtout au début, l'un des moteurs de la protestation a été le fait que la vente se fasse précisément en passant par le Chili, qui au début du siècle dernier a privé la Bolivie de son accès à la mer. Jusqu'à il y a peu encore, on enseignait à l'école la haine du Chili et le droit de la Bolivie à disposer d'une sortie maritime. Le choix d'un port chilien pour exporter le gaz vers les Etats-Unis a provoqué une réaction quasi épidermique, vraiment nationaliste où les arguments "pour" et "contre" n'avaient que peu de fondements. Mais petit à petit, les gens ont commencé à considérer que l'industrie du gaz pourrait constituer l'une des rares opportunités de sortie de la misère épouvantable que supporte la majeure partie de la population.

La politique a ses revers. Les structures, surtout celles qui visent à prendre le pouvoir, de droite ou de gauche, ont joué un rôle très clair dans le freinage de la révolte. Il est clair que les revendications et les gens sont utilisés par les dirigeants des divers secteurs de "l'opposition" en vue de grossir leurs rangs et de faire pression sur le gouvernement pour renforcer leur position par rapport au pouvoir. Et bien sûr, il n'y a qu'un pas de l'utilisation à la trahison.

SORATA ET WARISATA

Il faut souligner que les indigènes de l'Altiplano ont défié le pouvoir depuis la colonisation. De même, en 2000 et 2001, les Achacachi, les Huarinas, Warisatas et les autres communautés du nord de l'Altiplano et des vallées de Sorata avaient organisé d'importantes mobilisations avec les indigènes du Chapare, constituant selon certains l'un des premiers soulèvements indigènes du 21^e siècle, reposant sur un profond sentiment indigène et, de manière plus timide, sur une guerre civile larvée.

LE SEIGNEUR DE L'EXALTATION

(FÊTE RELIGIEUSE)

Il semble que le conflit ait commencé dans le cadre d'une mobilisation d'environ 3000 personnes de la province de Los Andes, département de La Paz, qui se sont rendus devant la prison de San Pedro pour exiger la libération de l'un de leurs dirigeants, accusé d'avoir participé à une célébration de "justice communautaire", qui s'est conclue par la mort de deux supposés voleurs de bétail. Dans le cadre de cette mobilisation et de grèves de la faim (méthode courante ici), on est passé à la

mobilisation pour refuser l'exportation de gaz vers les Etats-Unis. C'est ainsi que le gaz est devenu l'une des principales revendications indigènes lors des blocages qui ont débuté le 15 septembre sur les routes de l'Altiplano lacustre, La Paz, Copacabana, Achacachi et Sorata. C'est dans ce dernier village que des centaines de touristes accourus pour assister à la célébration d'une fête religieuse sont restés coincés.

LA CAMPAGNE DE "SAUVETAGE HUMANITAIRE"

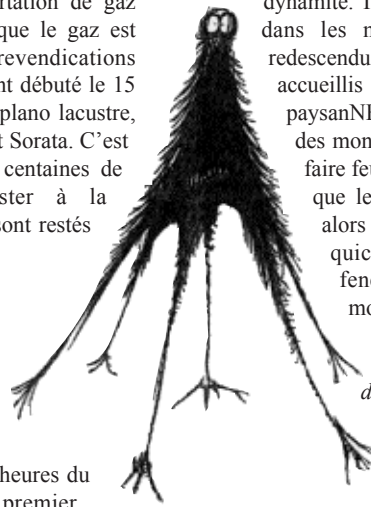
Le vendredi 19 septembre, le gouvernement a décidé d'envoyer des policiers et l'armée pour "libérer" ces cons de touristes. C'est le samedi, vers 5 heures du matin, que s'est produit le premier affrontement, à hauteur de Warisata. Les villageois assurent que les uniformes sont descendus au village en tirant. "Ils ont tiré en l'air, mais rien qu'en faisant ça, ils nous ont déjà provoqué". Le colonel en charge de l'opération a déclaré que tous ces effectifs étaient présents en réponse à l'attaque menée par les paysanNes à coups de pierres et de dynamite (normal, c'était un blocage de route). A la fin, ils ont arrêté un paysan de 62 ans.

Trois heures plus tard, aux portes de Sorata, les paysanNes ont jeté des pierres contre les camions militaires du haut de la montagne, ces derniers ont riposté en tirant des grenades lacrymogènes. A 9 heures du matin, Sorata se trouvait sous contrôle gouvernemental, avec la présence du ministre de la défense en personne, Sanchez Berzain, aux côtés de la police qui souligne que les touristes sont soulagés et qu'ils seront conduits à La Paz sous bonne escorte.

LE CALVAIRE

Cette petite caravane avance pourtant lentement, les uniformes doivent dégager des rochers et des arbres placés au travers de la route tandis que les paysanNes les assiègent du haut des montagnes. Les affrontements ont commencé dans ces parages. Les police affirme avoir dispersé à coups de gaz lacrymogène des paysanNes qui attaquaient le convoi avec des pierres. Une touriste "rescapée" a affirmé en arrivant à La Paz qu' "ils ne savaient pas comment nous attraper Nous étions cachés, tous à plat ventre car les balles volaient au-dessus de nos têtes", version qui a coïncidée avec celle de nombreux autres "rescapés". De son côté, la Fédération des paysans de la province LareCaja assure dans un communiqué que les troupes ont vidé des armes à feu sur les paysanNes qui défendaient "pacifiquement" le blocage, et raconte que l'affrontement a duré près de 15 heures. "Les policiers et les militaires attaquaient nos frères par voie terrestre et aérienne, avec des hélicoptères et des avions de guerre". Un paysan est mort par balles, il y a eu 4 blessés et 2 arrestations.

Mais l'affrontement le plus sérieux s'est produit à Warisata avec un groupe de renforts venu de La Paz pour "dégager la voie". Ils sont d'abord tombés sur un fossé creusé au milieu du chemin, puis sur un pont détruit. Lorsqu'ils se sont postés sur la place principale de Warisata, les policiers ont entendu les premiers tirs et décharges de



dynamite. Ils ont commencé à monter dans les montagnes, mais en sont redescendus aussi vite après avoir été accueillis par des fusils Mauser. Les paysanNes sont ensuite redescendus des montagnes pour les encercler et faire feu. Les villageoisES assurent que les forces de l'ordre tiraient alors sur tout ce qui bouge et sur quiconque se mettait à la fenêtre. C'est ainsi qu'est morte la petite Marlene Rojas.

Le Groupe d'intervention rapide de l'armée (*Grupo de Reaccion Inmediata del Ejercito*) arrive sur place vers 17 heures et la bataille se termine vers 19h30. L'affrontement se

solde par six morts, ou plutôt cinq personnes et un soldat.

Alors que la caravane arrive péniblement à La Paz le dimanche vers 1h30, la furie se déchaîne à Sorata et aucun édifice public n'en réchappe. Les positions se sont radicalisées à partir de ces événements, les paysanNes ont exclu toute possibilité de dialogue tandis que les blocages s'étendaient et se durcissaient.

Au cours de ces journées, les féministes anarchistes de *Mujeres Creando* parcouraient les rues de La Paz au cri de "le sang de Marlene n'est pas négociable" tout en déclarant à la presse leur opposition à une guerre civile car "on ne peut permettre que des femmes soient massacrées"...

Et pendant tout ce temps, Evo Morales, dirigeant du MAS et l'un de ceux qui avaient lancé le thème du gaz, se trouvait depuis le 20 septembre en Lybie où il tenait une conférence sur les peuples indigènes. A son retour, le 27 septembre, tout en démentant les accusations du gouvernement sur le financement d'activités illégales, il déclare à la presse que "...le MAS se prépare à être au gouvernement lors des prochaines élections nationales et à gouverner avec le soutien international... d'ailleurs la Lybie fait partie des Nations-Unies. Les Etats-Unis s'interrogent sur le terrorisme et considèrent que nous sommes tous en relation avec le terrorisme, mais la Lybie n'a jamais eu de rapports avec les terroristes". Finalement, il n'a pas pu faire autrement que de déclarer : "Nous apportons tout notre soutien à notre compagnon Felipe Quispe et à nos frères de l'Altiplano. Il est important d'unir nos forces pour défendre le gaz". Un traître qui cherche la présidence et aussi le Nobel de la Paix, d'après les ragots.

Avec les divers dirigeants, le spectacle a montré clairement ce qu'est la politique : une poignée de lâches spéculateurs. C'est lamentable. Il était clair qu'ils se trouvaient pris entre le marteau et l'enclume, ils essayaient de gagner du temps, ils savaient qu'en s'asseyant à la table de négociation et en prenant une décision ils seraient désavoués par leur base.

A part essayer de retarder le plus possible les "plans de lutte", les dirigeants de l'opposition "de gauche" n'avaient pas d'autre choix que d'assumer une situation avant qu'elle ne leur échappe complètement.

Au-delà des quelques manifestations pacifiques et de quelques déclarations de guerre civile, huit jours après les événements de Sorata et Warisata,

la COB a lancé le 28 septembre une grève générale illimitée, exigeant la démission du président, mais n'annonçait un blocage national que pour le 6 octobre. Ce qui, en pratique, était déjà en train de se faire.

EL ALTO

On dit que l'histoire d'El Alto [plateau situé sur les hauteurs de La Paz] commence lorsqu'elle a donné refuge aux hordes anticoloniales qui encerclaient et isolèrent La Paz en 1781. Vers 1938, plusieurs familles d'anciens combattants de la guerre du Chaco sont venues s'installer là. Et à partir de 1944, les premiers quartiers s'organisent sous forme d'assemblées de voisins. C'est également de là que les mineurs de Milluni sont descendus à l'assaut du pouvoir un certain 9 avril 1952. La réforme agraire a ensuite amorcé un important cycle migratoire au cours duquel des milliers de paysanNes sont venus s'installer dans les villes : El Alto deviendra l'antichambre de cet exode. Le Conseil central de voisins est créé en 1957, puis une sous-fédération d'assemblées de quartiers en 1966 au fil de la croissance urbaine et, finalement en 1979, leur est accordé le statut de Fédération. El Alto cesse d'être un quartier de La Paz en 1985 pour devenir la capitale de la 4e section de la Province de Murillo.

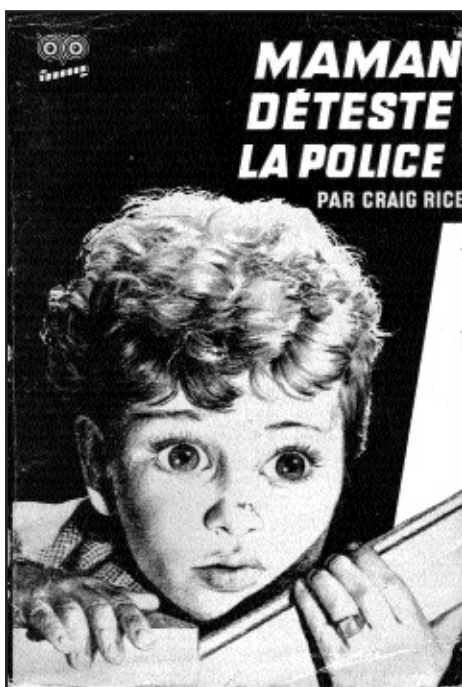
Des années plus tard, Mauricio Antezana, porte-parole de l'ancien président Sanchez de Lozada, écrira à propos d'El Alto dans un livre : *“les mauvaises conditions de vie en ville et le manque d'attention de la part du gouvernement et des autorités créent une situation d'urgence permanente et favorisent le développement d'un comportement autogestionnaire. Ce qui signifie une participation sociale active dans tous les endroits où la survie est compromise”*.

Et le fait est qu'El Alto, avec ses 700 000 habitants, affirme son identité aymara, urbaine et paupérisée et a été qualifiée pour cela il y a plus de 10 ans de “bombe à retardement”.

EL ALTO DEBOUT, JAMAIS À GENOUX

A 4100 mètres d'altitude et avec presque 75 % de sa population qui vit en-dessous du seuil de pauvreté, les assemblées de voisins d'El Alto déclarent une grève civique illimitée à partir du 8 octobre avec comme revendications l'industrialisation du gaz et la démission du président. Le 9, dans la zone de Ventilla, des mineurs de Huanuni s'affrontent avec la police : Ramiro Vargas Astilla (22 ans) est assassiné par un garde de la zone franche (bien que les voisins assurent qu'il a été abattu par balles, la version gouvernementale insiste sur le fait qu'il s'agissait d'une tentative de vol), José Atahuichi, mineur de 20 ans, est victime selon le gouvernement d'une mauvaise utilisation de dynamite bien que les gens qui se trouvaient à ses côtés parlent de blessures provoquées par des éclats de grenades lancées par hélicoptère. Il y a eu aussi 24 blessés, dont deux par balles (à la poitrine pour l'un, au cou pour l'autre).

La répression s'accroît et la résistance aussi. El Alto devient un territoire dangereux. A Milluni, on essaie de prendre d'assaut la centrale hydroélectrique, la situation est de plus en plus tendue. Le combustible devient rare à La Paz et la centrale est située à Senkata, c'est-à-dire à El Alto. Le lendemain 10 octobre, le gouvernement envoie un dispositif policier et militaire autour de



l'usine de Sensaka — appuyé par des chars, des canons à eau, des véhicules d'assaut et un hélicoptère — afin d'assurer l'approvisionnement de La Paz, mais la foule parvient à faire échouer l'opération militaire.

La nuit, les habitants commencent à organiser des tours de garde, allumant des brasiers dans les rues principales, creusant des tranchées pour empêcher le passage des camions citernes. Ils arrachent des lampadaires et déplacent les containers poubelle pour bloquer la rue ainsi que des fils de fer barbelés pour fabriquer des pièges. La présence policière est nulle. Seul le péage de l'autoroute et l'usine de Sensaka sont sous haute surveillance. La population s'est emparée des quartiers.

Vers 23 heures, un gazoduc explose sur l'autoroute La Paz-El Alto, ce qui provoque une grande fuite de gaz et une explosion. Selon certains, son origine est due à des fissures dans la station de pluies, mais il se dit aussi qu'il s'agit d'un attentat, des voisins ayant vu trois personnes à cet endroit prendre ensuite la fuite en deux véhicules.

L'ancien major de police David Vargas s'est contenté de déclarer à la radio *“être aux côtés du peuple”* avant de trouver refuge dans un bâtiment appartenant aux manufacturiers, alors même que les services de renseignement le suivaient. Pendant ce temps, le gouvernement emprisonne cinq policiers accusés d'incitation à une mutinerie qui n'a jamais eu lieu, les policiers étant trop occupés à massacrer “leur peuple”.

Felipe Quispe laisse “sa base” décider si elle accepte ou non le dialogue auquel appelle tout le secteur droit-de-l'homme, au moment où le gouvernement affirme ne pas trouver d'interlocuteurs valables. La Paz est assiégée en dix-huit endroits, les blocages se radicalisent à Oruro, 6000 paysanNes du nord de la Paz se rendent en petits groupes à El Alto pour se joindre au mouvement de protestation. Manifestement, le courage que les gens mettent à s'engager est directement proportionnel à leur niveau de pauvreté et à leur “marginalité”.

MASSACRE À EL ALTO

Le samedi 11 octobre, le gouvernement met en place le dispositif militaire destiné à reprendre le contrôle d'El Alto. Toute la ville se transforme en champ de bataille. Une violente répression s'abat au matin sur la zone de Bollivium. Les gaz et les armes à feu provoquent en plus des nombreux blessés, la mort de Walter Huanca (27 ans), abattu d'une balle en pleine tête. Vers 18 heures, les affrontements gagnent les zones de Santiago, Rosas Pampas et Senkata. La police envoie ses gaz jusqu'à l'intérieur des habitations.

La révolte sociale s'accroît encore lorsque l'armée, après avoir dégagé l'avenue du 6 mars, tente d'évacuer avec la police un convoi de camions citernes. Cette tentative se heurte à la résistance acharnée de milliers d'habitants qui essaient par tous les moyens de freiner l'avance du convoi aux cris de *“No Pasaran”*. Les militaires tirent des grenades lacrymogènes, des balles en caoutchouc puis des munitions de guerre. Un enfant de 5 ans, Alex Mollericon, est touché à la mâchoire et meurt dans la zone de Rosas Pampa. Rendus encore plus enragés, des voisins intensifient leur attaque en tirant des balles, des cocktails molotovs et des bâtons de dynamite, empêchant les militaires de progresser. Ceux-ci finissent par se replier dans la caserne du régiment d'Ingavi. La violence devient extrême, les gens tentent de prendre d'assaut la structure militaire.

Les heurts entre policiers et des milliers de manifestants s'étendent à plusieurs quartiers, redoublant la nuit et se prolongeant très tard. Certains quartiers sont dans le noir.

Cette même nuit, le gouvernement adresse un message au peuple, dans lequel il déclare qu'il s'agit de prétextes séditionnels et qu'il s'agit d'un plan de déstabilisation destiné à renverser l'ordre démocratique. Il dénonce l'action d'Evo Morales et d'autres opposants qui auraient lancé un coup d'Etat et déclare par conséquent la militarisation d'El Alto.

Evo Morales, très préoccupé par son éventuelle expulsion du Parlement, réagit en affirmant que le gouvernement est à la solde des yankees et que le peuple ne supportera aucune expulsion du Parlement national : *“Nous n'avons pas peur et offrirons une dure résistance”*.

Vers 23h, des centaines de manifestants occupent puis incendient l'usine d'Electropaz del Kenko et des bureaux de Aguas del Illamani. Des jeunes pillent une station service dans l'avenue Bolivia ainsi que d'autres magasins, tandis qu'un autre groupe tente de s'emparer du poste de police NR5. On menace de faire *“voler en éclats”* Radio Pachamama si elle n'arrête pas son émission. Cet émetteur diffusera ainsi tous les appels des habitants jusqu'au dimanche matin. Les détonations de dynamite tout comme les coups de feu des militaires ont été entendus jusqu'au matin.

Le dimanche 12 octobre, la répression redouble. El Alto est pratiquement isolée par les camions militaires qui barrent les accès et empêchent quiconque d'entrer en ville [de même, l'aéroport international d'El Alto est fermé]. La quasi-totalité des effectifs policiers et militaires est détachée là pour l'occasion.

L'affrontement a débuté sur le pont de Rio Seco, où l'armée se livre à un véritable massacre. Radio Integracion transmet les appels désespérés des

habitantEs qui voient passer des brouettes pleines de blesséEs et de mortEs. Au total, on dénombre 26 morts et 67 blesséEs, les corps portent tous des impacts de balles au niveau de l'abdomen. Un officier fusille un soldat pour "avoir refusé de presser sur la détente". Les chaînes de radio et de télévision appellent constamment les habitants à rester chez eux, à s'éloigner des portes et des fenêtres, mais ils et elles continuent à résister aux troupes dans la rue, et il est évident que la mobilisation échappe à tout contrôle. De nombreux "moyens de communication" font ensuite la sourde oreille lorsqu'une heure après les militaires tirent directement dans les maisons. La sortie du convoi par l'autoroute est couverte par des rafales de mitrailleuses. Combien faut-il de morts pour assurer l'approvisionnement en combustible de La Paz ? Ils n'y sont pas parvenus la veille, mais aujourd'hui ils descendent l'essence coûte que coûte. Les voisinEs ont raconté qu'ils avaient été massacrés par des rafales de mitraillettes et par un hélicoptère qui survolait la zone. Le nombre de mortEs augmentait au fur et à mesure que passaient les heures. Les hôpitaux et les postes médicaux étaient saturés, réclamaient des médicaments, du sérum et du sang pour les blesséEs qui ne cessaient d'arriver (trois nouveaux-nés sont également morts, faute d'oxygène, utilisé pour soigner les blesséEs).

La répression et les chars de guerre ne font pourtant qu'exalter les esprits. La nuit suivante, des gardes se réorganisent dans les quartiers, les rues sont bloquées et des brasiers s'allument pour faire face à l'armée.

Au total, le dimanche, la guerre du gaz aura fait 48 morts.

LA FOSSE S'UNIT À EL ALTO

Le lundi 13 octobre, la Paz se réveille sans une seule voiture ou bus en état de fonctionner. La grève des transports annoncée pour ce lundi est d'autant plus suivie qu'il y a pénurie d'essence. Goni [le président Sanchez de Lozada] essaie de calmer les esprits et annonce la publication d'un décret relatif à un référendum sur le gaz. Il annonce aussi à la télé que des raccordements gratuits au gaz naturel seront offerts aux habitants d'El Alto. Trop tard. La Paz réagit, bien que tardivement (une semaine et presque 50 morts après). Les assemblées de voisinEs de La Paz s'étaient mis d'accord la veille sur une grande marche de soutien avec El Alto et pour dénoncer le massacre qui a eu lieu. Sur le versant des montagnes, les drapeaux recouverts de crêpe noir flottent sur la plupart des maisons (les voisinEs sont sortis demander à tout le monde de les accrocher, au cri de "où est ton drapeau, serais-tu donc chilien ?"). La manifestation gonfle. Dans la matinée, à l'endroit où s'érigeait la cité indienne à l'époque des colonies, commencent les premiers affrontements. Les habitants d'El Alto descendent du plateau, des brassards noirs autour du bras, et attaquent au cri de "Oui à la guerre civile".

Sur la place San Francisco convergent les différents cortèges. La police et les francs-tireurs placés sur tous les toits les attendent. A midi, un homme d'une vingtaine d'années meurt d'une balle dans la tête près de la place, les blesséEs commencent à arriver dans les hôpitaux, la plupart du temps touchés par balle. A Rio Seco,



quartier d'El Alto, une citerne pleine d'essence explose dans une station service où des manifestants préparaient des bombes artisanales. L'accident fait un mort et plusieurs brûlés graves. On entend une autre explosion avenue Bolivia, également située à Rio Seco. Les affrontements avec les uniformes font aussi plusieurs blessés et un bébé y est asphyxié par gaz. Les ambulances ne circulent pas librement, elles sont souvent réquisitionnées pour transporter les munitions et les forces de l'ordre.

Venue de Chasquipampa, une foule arrive à Calacoto (dans la riche zone sud de La Paz). Elle submerge les uniformes et un camion militaire avant de parvenir à incendier la maison de Jaime Paz (un pont du MIR, le parti allié au MNR du président Lozada). Sur la place San Francisco, la police lance des gaz sur plus de 20 000 manifestants qui se dispersent mais se regroupent ensuite pour retourner sur la place, munis de centaines de pavés. La police tue un manifestant qui tombe à l'angle des rues Sagarnaga et Murillo [où se trouve le palais du gouvernement et le Congrès], la foule les accule alors dans une galerie [commerciale] puis détruit toutes les installations et malgré tout, les combats se poursuivent jusque tard dans ce coin. Les gens s'efforcent d'avancer par la rue Sagarnaga et, lorsqu'ils parviennent à la prendre, la police affectée à la circulation intervient en réprimant et en se moquant de la foule (les manifestants leur demandaient de s'unir à eux. Or, dans une telle situation, la police n'a que deux options : elle s'unit au peuple ou l'assassine. Il n'y a aucun doute sur le choix qu'elle a fait).

Pendant ce temps, à Cochabamba dans le Chapare, les manifestations bloquent le centre-ville, attaquent la préfecture et la police. A San Julian (région de Santa Cruz), des paysanNEs qui bloquaient les accès de la ville sont violemment chargés et Juan Carlos Barrientos meurt abattu par les militaires. Des paysanNEs d'Ovejuyo et Apaña sont également criblés de balles. Des voisinEs interviennent, et le tout se solde par la mort de quatre personnes et deux soldats. La ville de Potosi est aussi paralysée par une manifestation passive, tandis qu'à Sucre, les personnels des transports et de l'éducation rejoignent la grève et les protestations.

Ce lundi-là, entre La Paz, El Alto et Santa Cruz, 28 personnes sont tombées. Des commerçants, des enseignants et des transporteurs de La Paz se mettent en grève. Les banques ferment dans tout le pays.

Les Etats-Unis déclarent qu'ils "ne toléreront pas un gouvernement non-démocratique", les forces armées jurent fidélité au président, les chefs d'entreprise de la province de Santa Cruz réaffirment leur soutien à Goni.

Lui continue dans ses délires. Il dénonce sur CNN (il n'ose tout de même pas le faire sur une chaîne bolivienne) le fait que "la Bolivie est en danger, victime d'un grand projet subversif, organisé et financé de l'extérieur, visant à détruire la démocratie bolivienne". Nous connaissons bien cette petite rengaine sur la démocratie et ceux qui n'en font pas partie. Ce mouvement serait dirigé par Evo Morales et El Mallku [voir plus haut dans le texte], financé par la Lybie et les FARC colombiennes. La "gauche révolutionnaire" du MIR, faisant partie de la coalition gouvernementale, réitère son soutien au président. Cinq journalistes de la chaîne de télévision publique bolivienne démissionnent pour protester contre la politique de manipulation de l'information (au cas où quelqu'un se ferait du souci pour eux, précisons qu'ils ont finalement renégozié leur contrat et sont revenus sur la chaîne).

Le mardi 14 octobre, la Communauté Andine des Nations et l'Organisation des Etats Américains (OEA) rejoignent les Etats-Unis dans leur soutien à Goni, "contre la violence des délinquants, car utiliser des bâtons et des pierres n'est pas une façon de protester pacifique". Elles apportent "leur total soutien au président constitutionnel Sanchez de Lozada" tout en réclamant à cors et à cris le rétablissement du dialogue, montrant clairement leur vrai visage (au cas où des doutes subsisteraient quant au joug sous lequel elles se trouvent...).

VERS LA NORMALISATION ?

UN PLAN DE RECHANGE

Au cours de toutes ces journées, les possibilités de provoquer un changement radical paraissent évidentes. Les gens sont dans les rues et affrontent ouvertement les forces de l'Etat en se radicalisant chaque fois davantage. Les choix que font les "organisations représentatives du peuple", ou tout du moins leurs dirigeants, devient à son tour évident. Elles sont allées jusque là sous la pression des gens et tentent de se limiter à refuser le dialogue avec le gouvernement, jouant ainsi aux rebelles sans jamais croire à



l'affrontement direct. Politique, spéculation, trahison... Dans différents secteurs de la société, on commence à envisager une voie de sortie : gouvernement de transition et réaffirmation de la démocratie. Carlos Mesa, historien et journaliste de télévision reconverti en "vice-président indépendant" s'est dissocié du président en critiquant sa politique, mais n'a bien sûr pas démissionné [comme cinq ministres], ce qui fera de lui quelques jours plus tard le nouveau président.

Le jour suivant, mercredi 15 octobre, bien qu'un calme tendu règne dans les villes, 10 000 paysans de Sorata, cocaleros de Los Yningas, marchent sur la capitale. Les mineurs se moquent de l'armée et avancent, les armes à la main à partir de Oruro et Potosi. Ils s'approchent en petits groupes, presque silencieux, pour venir "mourir ici".

Les habitants d'El Alto bloquent l'autoroute qui mène à La Paz avec des wagons. A Cochabamba, qu'ils identifient un agent en civil qui pointe son arme en direction des manifestants ou qu'ils soient face à l'armée, ils continuent de dresser des barricades pour bloquer tous les accès de la place Murillo. La *Fiscalia* [police] prévient que toute personne exigeant la démission du président sera accusée de sédition et arrêtent quelques artistes indignés pour démontrer que c'est du sérieux.

A Patacamaya, les mineurs de la coopérative recommencent à affronter l'armée, qui tente de les empêcher de passer. Zenon Arias et Eloy Rico, de la mine *La Salvadora*, sont abattus.

Le gouvernement fait saisir le dernier numéro de *El Diario* et l'édition spéciale de *Pulso*, qui exigent la démission de Goni. Une antenne de la radio *Pio XII* [catholique] est dynamitée à Oruro tandis que les radios *Pachamama*, *Libertad* et *Integracion* reçoivent des menaces, au même titre que la chaîne de *Radio Télévision Populaire*, dont les émissions sont critiquées par les ministres. Des manifestants se pressent et déclarent être prêts à défendre les installations de cette dernière.

Goni, Reyes Villa (du NFR) et Paz Zamora (MIR) proposent qu'une consultation ait lieu dans chaque département sur le gaz, la révision de la loi sur les hydrocarbures et la participation des multinationales, et la création d'une assemblée constituante pour modifier la Constitution en 2007 [date de la fin du mandat de Goni]. Il s'agit d'une "farce" pour tout le monde.

La classe moyenne, les artistes, les intellectuels et les musiciens passent à l'action en se réfugiant dans les églises pour entamer une grève de la faim, réclamer la démission de Goni et que son successeur soit Carlos Mesa, pour "assurer la continuité démocratique". Les "anarchistes" *Mujeres Creando* font la même chose et s'autodissolvent dans un centre culturel à deux pas de la place Murillo, tandis qu'à la porte même de ce local, des manifestantEs s'opposent toute la journée à coups de pierres à la police et l'armée.

Jeudi 16 octobre, Goni insiste sur le fait qu'il ne s'agirait que de quelques personnes qui auraient intérêt à déstabiliser la démocratie par un "coup d'Etat" inspiré par des restes du Sentier Lumineux [péruvien], des narcoterroristes, des narco-guerrilleros, des anarchistes et des narco-syndicalistes. De proches partisans de Goni agitent la menace d'une dictature militaire si on destitue le président.

En bon gouvernement, il en appelle une fois de plus à son alliée de toujours, l'Eglise, mais celle-ci l'informe que la base a imposé qu'aucun de ses dirigeants ne négocie.

De toutes les provinces, mines, colonies et divers départements, une marche rassemblant un nombre énorme de personnes arrive dans la capitale, exigeant la démission du président. La protestation s'étend à l'ensemble du pays. A Villamontes, Villazan et El Chaco (sud du pays) ont aussi lieu d'autres manifestations tandis que les communautés se mobilisent à El Beni.

Le jeudi 16 octobre, la Paz est en état de siège total, le manque de carburant se fait de plus en plus sentir (les rares stations ouvertes sur les marchés en profitent pour faire leur beurre). Tout le pays est mobilisé, le centre-ville est rempli de manifestantEs [au moins 50 000] souvent armés et prêtEs à tout : on sent que la démission du président est proche, depuis le matin se multiplient meetings, assemblées et discours des dirigeants. Ce qui manque, ce sont les combats, la destruction d'édifices publics, ou même la prise de pouvoir dont on nous a tant rebattu les oreilles et que la gauche a l'habitude d'arborer et brandir en étendard. Les dirigeants mineurs de la COB appellent à un sit-in de veille autour de la place Murillo (où se trouve le siège du gouvernement). Il apparaît clairement que le Congrès pourra siéger aujourd'hui, les gens attendent la décision qui permettra aux "leaders" de bien tenir leur rôle face aux nouvelles autorités qui vont se dégager et face aux hommes et aux femmes qui ont pourtant donné leur vie pour beaucoup plus que cela. Ces dirigeants n'ont pas la moindre intention d'assumer l'insurrection qui les a dépassés et a mis en évidence ce qu'ils sont, une bande de lâches spéculateurs...

La foule commence à se disperser. Quelque unEs prennent l'initiative de s'affronter avec les forces de l'ordre, les combats durent plusieurs heures jusqu'à ce qu'on parvienne à les disperser.

A partir de midi, on assiste à une débandade des ministres. La coalition gouvernementale cède lorsque le NFR en sort, l'entourage le plus proche du président le pousse à démissionner. Le Congrès ne commencera à siéger que vers 20h15 passés, lorsqu'intervient la démission de Sanchez de Lozada. Il s'envole de l'aéroport de Santa Cruz vers Miami à 22h30 après avoir pris la fuite de façon apocalyptique en hélicoptère militaire. Dans sa lettre de démission, il prévient que "les dangers qui menacent la République demeurent".

Des embrassades, des baisers et des échanges de fleurs se succèdent alors entre les dirigeants [dont Evo Morales ou Felipe Quispe] qui "gardent une posture combative" tout en accordant au nouveau président Carlos Mesa une trêve de 90 jours. La démocratie fait le pari du dialogue et de la vie en commun... La faim, les morts, les riches, les pauvres, la misère, l'injustice, l'exploitation, les salaires, l'argent, les affaires, le pouvoir, le racisme, l'Etat, les prisons, les institutions, les policiers, les militaires, le contrôle social...

Pour notre part, nous qui sommes peu mais décidés, nous avons toujours essayé, avec tout ce dont nous disposons, de pousser le conflit le plus loin possible et de radicaliser les positions. Au-delà de tous les préjugés et des différences qui nous séparent, parfois de manière abyssale, de beaucoup de gens (surtout en ce qui concerne le nationalisme ou cette "sympathie et estime" à l'égard du policier et soldat boliviens), nous nous sommes retrouvés là en première ligne, affrontant l'autorité au coude à coude, tout en nous parlant, en partageant et en luttant, en nous reconnaissant avant tout comme égaux et libres.

Nous souhaitons conclure en disant que jamais nous n'avons vu autant de misère, de pauvreté et tant de courage et de détermination, tant de dignité.

Salut à elles et eux, à touTEs ceux et celles qui sont tombésEs, et à touTEs celles et ceux qui ont lutté et continuent à le faire dans chaque recoin de la planète.

Nous continuons notre chemin vers la liberté et l'anarchie.

J. & S.

La Paz, octobre 2003

1. La guerre du Chaco (1932-35) a opposé la Bolivie au Paraguay pour le contrôle de la zone pétrolière du Chaco, celle-ci est finalement restée aux mains du Paraguay.

Les trois intertitres sont de nous.

[Traduit de l'espagnol.
Article paru dans le journal
anarchiste bolivien *Combate*]

[Fin janvier 2004, après les trois mois de trêve, Carlos Mesa a proposé des mesures d'économie avec l'accord du FMI. Parmi elles, la fin de la subvention au gaz liquide domestique et la hausse des carburants. Tandis que le MAS soutient le gouvernement, la COB et les paysans de Quispe jouent l'opposition dure en organisant de nouveaux barrages, la confiscation de terrains de hauts fonctionnaires du précédent gouvernement et le refus du référendum sur l'exportation du gaz, prévu pour mars.]

CETTE SEMAINE
BP 275 - 54005 Nancy cedex - france
<http://cettesemaine.free.fr/>
cettesemaine@free.fr

Abonnement : 12.20 euros / an
(15.20 euros hors de france)

bien entendu, les personnes qui
souhaitent recevoir le journal n'ont
pas forcément à se poser la question
de l'abonnement, une demande suffit

Lettre posthume de “Paco” Ortiz Jimenez

Badajoz, 18 juillet 2003

Salut à ### et amour à tous les compagnons !

Cette lettre se veut brève et concise, mais surtout posthume.

Comme vous le savez, au moins une grande partie d’entre vous, j’ai payé vingt années entières de prison, dont près de dix-sept passées en régime d’isolement puis, à partir de 1991, en régime FIES 1 RE.

Actuellement, après une courte parenthèse de six mois en liberté, marié, enfant avorté et de ce fait divorcé, cela fait trois ans et treize jours que je suis incarcéré et ce, depuis le premier jour —sans raison—, en régime FIES : Malaga, Alicante, Picassent, Huelva, Jaen et maintenant Badajoz.

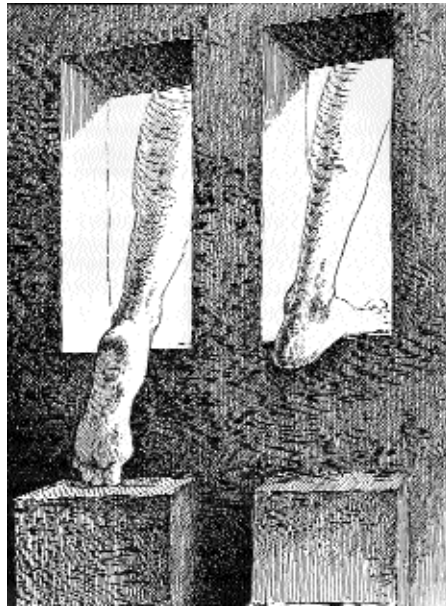
Je suis libertaire —dedans comme dehors— depuis que j’ai l’usage de la raison, et j’ai lutté pour cela aussi bien dans la rue qu’en tant que prisonnier ; pour mettre un grain de sable et de changement dans la situation existante de domination écrasante du capitalisme le plus fasciste et sauvage. Dans ces conditions, vingt-trois ans de geôles assassines, c’est dans les prisons que mon combat a été le plus fort (même si dehors nous fimes plus de deux belles “histoires” de sabotage contre l’ennemi, que je ne décris pas faute d’espace et pour ne créer d’ennui à personne).

En vingt années, il ne s’en est pas passé une seule sans que je n’intervienne directement dans des mutineries, sous tous leurs aspects : idéologiques, stratégiques et d’action directe. Comme vous le savez, nous mîmes en échec tout un gouvernement durant plus d’une décennie malgré la répression très dure.

Mais que ce passe-t-il à présent ? En trois années, il n’a manqué que le fait qu’ils nous baillonnent — littéralement— Claudio, Gilbert ¹ et moi.

J’ai profité de petits triomphes contre ces chiens : ainsi, moi, Francis Ortiz Jimenez, j’ai contribué très directement au licenciement de Directeurs généraux de centres de direction, de directeurs et matons d’un certain nombre de prisons ainsi que d’employés subalternes.

La situation est la suivante : l’opportunité d’action est nulle mais, quoi qu’il en soit, là où j’ai été il y a de



l’harmonie entre les détenus et, dans certains endroits, de belles histoires. Mais en général —et en résumé—, 99 % des prisonniers (et en Fies c’est plus ou moins la même chose) sont “endormis” par les cachets distribués en journée. Et contre cela, le travail quotidien pour les rendre conscients un par un afin qu’ils cessent d’accepter cette merde qui les rend passifs ne sert à rien.

Endormis ! Et on ne peut pas réussir parce que c’est comme dans “big brother” : s’ils se rendent compte que tu vas triompher, ils te transfèrent... et tu dois tout recommencer.

C’est une réflexion intime et personnelle qui m’a amené, ces dernières années (depuis pas mal de temps), à décider d’en finir avec cette existence et aucune opinion contraire ne m’importe (d’ailleurs je ne la demande pas).

J’ai tenté de me suicider plusieurs fois sans succès et j’ai laissé au cours de l’une d’elles (je suis tout à fait bien portant, fort et bien conservé, sans anticorps de rien, ni rien de rien, j’ai 43 ans mais j’ai l’air jeune) une ou deux lettres de revendication : liberté pour les prisonniers enfermés, abolition du FIES et fin de la dispersion, et j’accusais le service de contrôle direct et toute cette bande canailles en bleu ciel de nous pousser au suicide, comme le font aussi les juges de surveillance [juge d’application des peines] par action et par omission (puisque la thérapie en cas de tentative de suicide, c’est la sanction). De la prison de Madrid, ils m’ont envoyé à Huelva pour me faire examiner de façon approfondie par un psychologue extra-pénitentiaire

et à l’hôpital de Jaen par un psychiatre et une psychologue, des “experts”. Ca ne leur a pas réussi : si je dois mourir, c’est parce que je le déciderai moi, librement et consciemment. Et je le ferai justement avec une forte surdose de ces cachets qu’ils donnent aux gens, et non pas par hasard ; je sais que ça ne changera peut-être rien, mais j’aimerais qu’ils réfléchissent là-dessus, ne serait-ce que la moitié d’entre eux.

Quoi qu’il en soit, je ne meurs pas “seul” parce que je le “veux” (j’aime la vie et je désire vivre) mais parce que je ne peux plus vivre comme ça : comme une bête en cage dans des quartiers qui ressemblent à des secrets militaires, où il n’y a rien d’autre que des chiens de garde aux ordres de leurs chefs, pas plus que ne sont valables leurs propres lois, dictées par les vipères en uniforme qui gouvernent au nom des mêmes depuis toujours ; où la seule dignité qu’on te reconnaît est celle que tu fais valoir pour toi-même, individuellement ; où tu n’as d’autre “défense” que ta voix luciférienne pour justifier la bête que tu es (j’ajoute, petit exemple de défense solitaire de sa dignité, le fait d’assumer ce qui suit avec intégrité, l’intégrité, la valeur et ? qui ne m’ont JAMAIS fait défaut).

A la fin , je MEURS pour moi, pour tous les compagnons ; pour la dignité de tous les êtres humains et pour un monde libre, d’hommes et de femmes ÉVEILLÉS et sans prison.

Je vous aime, compagnons.

Insoumission ! Insurrection ! Anarchie, liberté et dignité !

PACO

Tu peux faire de cette lettre ce que bon te semble ; jette-la, diffuse-la... je t’y autorise par la présente, de ma main et signe Fco. Ortiz Jimenez, DNI 27375760.

1. Claudio Lavazza et Gilbert Ghislain sont deux prisonniers FIES incarcérés à Huelva, voir lettres d’hommage page suivante.

[Traduit de l’espagnol et à partir de la version parue dans *L’Envolée* n°10, décembre 2003, p.18]



Mort au module FIES

NOTRE CHER COMPAGNON Francisco Ortiz Jimenez (Paco) est mort samedi dernier 19 juillet dans le module FIES de la prison de Badajoz. Il a cherché la liberté par le suicide en ingurgitant une dose mortelle de pilules, une manière très dure pour échapper définitivement à la réalité de la prison et de l'isolement, qu'il ne supportait plus.

J'ai connu Paco il y a plus de deux années ici, dans le module FIES de Huelva, et je l'appréciais beaucoup ; tous ceux qui ont eu l'occasion de le connaître l'aimaient beaucoup. Il me disait qu'il "aimait la vie, la vraie vie en pleine liberté. Mais pas celle que nous vivons ici, dans une section d'isolement. Celle-ci n'est pas une vie qui vaille la peine d'être vécue". Depuis qu'il est entré en prison la dernière fois il y a trois ans, il a tenté sept fois de se tuer. Sa dernière tentative, ce fut le 22 mars 2003 à Jaen lorsqu'il s'est taillé les veines, mais il n'a pas réussi, la vie trop forte qui battait dans son cœur refusait encore une fois la mort. Je me souviens qu'il me disait dans une de ses lettres : "C'est incroyable, il semble que je sois immortel".

A Huelva, lorsqu'il était ici avec nous, il a fait deux tentatives, ils l'ont porté à l'hôpital et Paco est revenu quelques jours plus tard comme si de rien n'était. Un peu retourné, certes, mais tranquille avec sa détermination. "La vie est un bien qui appartient à chacun de nous et nous avons le droit indiscutable d'en faire le meilleur qu'il nous en semble", me disait-il.

Paco a passé presque toute sa vie en prison : vingt années en luttant contre toutes les injustices du système pénitentiaire, luttant pour la vie et la

Une lettre de Gilbert

IL N'Y A PAS SI LONGTEMPS, à Picassent, j'ai rédigé un texte à la mémoire d'un ami très cher : El Guiri.

Le 19 juillet, mon ami Francisco Ortiz Jimenez est mort dans le module FIES de Badajoz.

La mort rode de manière si palpable dans ces couloirs, que je me suis moi-même demandé plus d'une fois si le moment n'était pas venu de m'en aller. Je ne suis pas parvenu à comprendre pourquoi j'ai résisté, ces derniers temps j'ai même la sensation d'être déjà mort. Peut-être ai-je résisté grâce au même sentiment de Paix que poursuivait Paco.

Paco est mort et je suis là, vide, pourtant je dois vous parler de lui. Paco voulait que sa mort serve à quelque chose, qu'elle trouve une certaine résonance dans la rue pour que les uns et les autres sachent quelle réalité on nous oblige à vivre.

Paco était fort. Peut-être le plus fort de tous les compagnons que j'ai croisés dans ces modules. Il voulait que cela soit bien clair : LA PRISON NE L'AVAIT PAS VAINCU. Venant de lui, cette phrase n'était pas un dernier cri d'orgueil mais une vérité que seuls ceux qui le connaissaient bien pouvaient connaître.

Qu'il est difficile d'expliquer tout ceci...

Paco était un guerrier, c'est ainsi qu'il se définissait et se percevait. Il y a eu un moment où il a cessé de croire en la lutte. Il avait lutté durant vingt longues années. C'est sans doute le compagnon qui a donné le plus de fil à retordre à l'institution pénitentiaire, toujours dans l'ombre, toujours en se foutant de leur gueule. Un de ses amis, son ami d'âme Patxi Zamoro m'a dit il y a plus de 10 ans dans le module FIES de Jaen II que Paco était l'homme le plus redouté par l'administration. Quelques mois plus tard, j'ai eu l'occasion de le connaître à Valladolid. Nous nous sommes reconnus aux premiers regards et les mots sont devenus superflus.

Patxi est mort il y a quelques années après avoir dénoncé le régime FIES autant qu'il l'a pu. Il est mort Libre et en Paix, auprès de sa compagne aimée.

Ici à Huelva, un matin ils nous ont fait sortir dans la cour. Paco ne sortait pas, il ne répondait pas à l'appel des gardiens qui n'osaient pas entrer dans le couloir. J'ai aussitôt compris qu'il s'était tué. Je savais qu'il avait toujours plus d'une centaine de cachets sur lui et j'avais seulement réussi à ce qu'il me promette de me prévenir quand l'heure serait venue. La nuit précédente, il avait pris congé en faisant une allusion que j'aurais dû comprendre, mais je lui ai répondu machinalement sans lâcher ce que j'étais en train de faire.

J'ai demandé aux gardiens de me laisser entrer dans sa cellule, voisine de la mienne. Il était là, renversé sur le lit, habillé et propre. Soudain, je me suis rendu compte qu'il respirait encore. J'essayai de le réveiller, enfin il a ouvert les yeux.

Je n'ai pas appelé les gardiens tout de suite. Je savais que Paco avait décidé de mourir avec la même détermination que celle avec laquelle il avait lutté toute sa vie. La seule pensée qui m'occupait l'esprit était : et maintenant, qu'est-ce que je fais ? Comme lui-même nous avait répété tant de fois que sa vie lui appartenait et que s'il avait décidé froidement de se l'ôter, personne ne pouvait s'arroger le droit de l'en empêcher. Finalement, j'ai réussi à lui faire ouvrir les yeux, mais il n'a pas repris conscience et c'est là que j'ai décidé d'appeler les gardiens et de faire pression pour qu'ils fassent venir immédiatement un médecin dans le couloir, et ils l'ont emmené rapidement à l'hôpital.

Paco était mon ami, je l'aimais. Comment aurais-je pu garder mon sang-froid au lieu d'appeler les gardiens et me demander ce qu'il voulait que je fasse ?

Certains penseront que j'ai atteint un tel degré de déshumanisation que la mort d'un ami a cessé de m'impressionner. Et merde !!!... Pendant que je le secouais et le giflais pour le réveiller, des larmes me montaient aux yeux.

La mort est devenue si quotidienne entre nous, tant d'entre nous s'en sont allés, le processus de mort lente auquel ils nous soumettent est tellement long que la mort s'est transformée en une libération définitive pour celui qui la choisit.

Paco aspirait de toute son âme à une libération définitive, une Paix pour toujours.

... 20 années passées à lutter et quelques mois de liberté avant de revenir dans l'enfer des modules FIES, c'est ce qui l'a tué. Lorsqu'il a compris que jamais il n'obtiendrait cette Paix à laquelle nous aspirons tous, il a préféré mourir. Ce qui l'a tué, c'est de savoir que quoi qu'il se passe, jamais il ne pourrait profiter de la simplicité de la vie tant que ses amis resteraient prisonniers, et des amis ou tout au moins des compagnons, il en avait beaucoup, tous les hommes et les femmes capables de s'élever contre la prison à partir de leur individualité.

Quelques semaines avant sa mort, j'ai reçu une lettre de lui dans laquelle il me criait son envie de vivre alors même qu'il sortait de la déveine. En le lisant, j'ai pensé qu'il avait peut-être changé de décision et qu'il s'était mis à marcher vers la vie. Le transfert à Jaen lui a fait du bien. Ici, nous avons tous les trois arrêtés de lutter, acceptant jusqu'à l'inacceptable sans même nous en rendre compte et en intériorisant la répression.

Quand ceux d'en haut n'arrivent pas à nous anéantir par la force brute, ils emploient des méthodes plus subtiles de dépersonnalisation.

Dans un premier temps, il s'est effondré à Jaen, puis Dani est arrivé avec ses éternelles critiques du système. Et Paco a recommencé à se soulever. L'homme qui depuis des années ne s'énervait qu'en de rares occasions a commencé à dénoncer sa situation. Ce n'était qu'un palliatif à ce qu'il considérait comme la lutte véritable, mais cela lui a au moins permis de retrouver le goût de vivre. La lutte donnait un sens à sa vie. La lutte et la Paix sont deux concepts distincts et contradictoires qui naissent d'un même élan : le besoin existentiel de liberté, d'être libre [l'auteur emploie les deux verbes "être" en

espagnol : ser et estar]. Quand il a compris qu'il ne pouvait y parvenir, il a préféré mourir avec la dignité qu'il a toujours su garder. Pour moi, comme j'en suis sûr pour lui aussi, ce geste ne fut pas celui d'une déroute mais l'ultime cri de liberté qu'il lui restait.

Je ne crois pas que sa mort apporte quelque chose à la lutte anti-carcérale, une réflexion peut-être, c'est ce qu'il aurait aimé : que chacun profite des moments de Paix que lui offre la vie et que dans la lutte chacun choisisse le chemin qu'il pense le plus adéquat.

RÉVOLTE et LIBERTÉ

Gilbert



Nouvelles d'Espagne

◆ Le 8 novembre 2000 était arrêté Eduardo Garcia Macias, accusé de l'envoi de sept lettres piégées à des journalistes et des politiciens au début de cette même année et des attentats ou tentatives contre le tribunal de Valence et un commissariat à Burgos. Il était finalement sorti contre une lourde caution, après avoir effectué 11 mois et 6 jours de prison. Les accusations sont tombées au fur et à mesure, et Edu passait en jugement le 17 novembre 2003 pour deux tentatives de meurtre par lettres piégées qui n'avaient pas explosé (contre Raoul del Pozo et Alfredo Semprun de *La Razon* et *El Mundo*) et possession d'explosif. Le procureur avait demandé 22 années de prison. Le 19 janvier 2004, l'Audiencia Nacional de Madrid a rendu sa sentence : Edu est acquitté pour les deux lettres ("l'unique élément indicatif [sur une relation entre Edu et les lettres piégées] est la similarité entre les composants

génériques de la poudre de chlorate trouvée en possession de l'accusé et ceux utilisés dans les deux lettres piégées", "le tribunal ne retient pas cet élément comme suffisant pour se former une conviction qui dépasserait la présomption d'innocence"), mais il est condamné à quatre ans de prison pour possession d'explosifs (36 grammes de chlorate dans un sachet) qu'il a toujours nié avoir chez lui.. avant l'arrivée de la police.

◆ Le 1er novembre 2003, Claudio Lavazza, Gilbert Ghislain, Roberto Catrino et Daniel Ramirez ont entamé une grève de la faim intégrale dans le module FIES de Huelva. Ils revendiquaient l'amélioration des conditions de détention dans ce module, tenaient à rappeler la mort de Paco Ortiz et l'obtention des quatre revendications de la lutte collective entamée il y a plusieurs années : abolition du FIES, fin de la dispersion, libération des détenus malades

et de ceux qui ont accompli plus de 20 ans de prison. Après avoir été alimentés avec du glucose pendant quelques jours et obtenu quelques satisfactions partielles, ils ont arrêté le 23 novembre. Trois prisonniers de la section FIES de Jaen II les avaient rejoints dans la grève de la faim, et une section entière de la prison de Botafuefo avait suivi par une grève de promenade.

◆ Le 8 octobre 2003, Xosé Tarrío Gonzales a été arrêté à Coruna, accusé de cinq vols. Ce compagnon était sorti de prison en mai 2003, après 16 ans de prison (dont 11 en isolement). Il a notamment écrit *Huye hombre huye*, un témoignage sur les prisons espagnoles (dont le FIES) et les luttes auxquelles il a participé. Des extraits en ont été publiés dans la brochure n°2 de *Tout le monde dehors* (avril 2001), pp. 4-6.

liberté, la sienne et celle des autres. Et aujourd'hui, après tant d'années, les forces lui manquent pour recommencer. La dernière fois qu'il m'a parlé de lui, il me racontait sa situation au moment de son départ d'ici pour un transfert vers Jaen II. Un transfert annoncé précédemment par une note de la direction dans laquelle elle disait qu'un tel déplacement était effectué à fin de faciliter sa récupération : comme s'il était possible d'aider quelqu'un en l'enfermant à Jaen II (j'y ai été et je sais très bien combien ça y est dur). Ils ont transformé son baluchonage en une espèce de sanction, et qui plus est à peine sorti de l'hôpital. C'était un mensonge sans nom de défendre que placer là notre compagnon "pourrait favoriser son rétablissement", là où ils détruisent les prisonniers, où on cherche à les anéantir ; ceci a effacé le peu de joie qu'il lui restait encore.

Vous pouvez imaginer comment Paco s'est trouvé mal dans le module FIES nauséabond de Jaen II, en isolement, dans l'obscurité, seul et dans le silence : un lieu identique à une tombe. Ce n'est pas un hasard que là aussi il a cherché à se tuer.

Malgré sa situation et son état d'âme, il a participé, avec les autres prisonniers qui sont arrivés au fur et à mesure à une lutte pour bloquer le projet de convertir le FIES de Jaen II en une section à double usage, c'est-à-dire pour prisonniers FIES de premier et second degré, comme dans la prison de Picassent (Valence).

Les protestations de tous ordres furent efficaces et la direction n'a pas réussi à obtenir ce qu'elle voulait, et Paco fut transféré dans le module FIES de Badajoz, un module de second degré où il a trouvé la mort.

C'est ce qui arrive avec toutes leurs merdes, parce qu'il est très clair pour nous que chaque mort en prison est un crime d'Etat, et ce sont eux les responsables des raisons pour lesquelles ces morts arrivent.

Claudio Lavazza
Cp Huelva, Modulo 16 FIES
Carretera la Ribera s/n
21610 Huelva
Espagne

[Publié le 16 août 2003
en italien sur a-infos]

De l'autre côté

Salut

ici un communiqué de gabriel pombo da silva. il s'est évadé de prison il y a peu. Merci de l'envoyer partout aux compagnons de france et espagne.

[reçu par courrier le 24 janvier 2004]

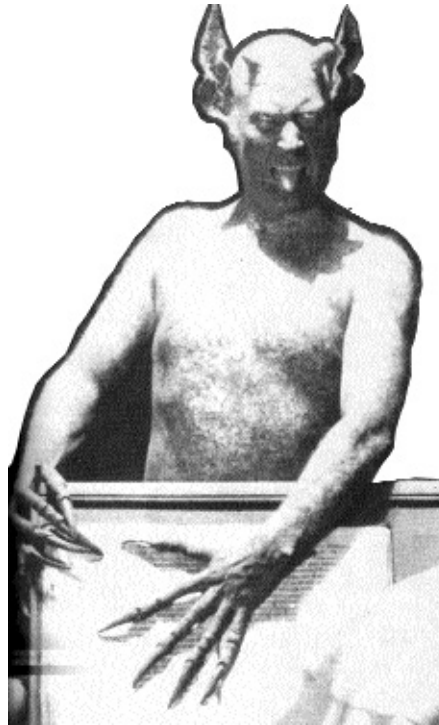
A mes compagnons et à ma famille : j'aurais voulu en finir une bonne fois pour toutes avec ces boulets si pesants que sont la prison, les persécutions, les évasions... je le dis la main sur le cœur ; je m'obstine, je crains d'être voué à vivre constamment avec un passé conditionnant le présent et le futur, ce qui me pousse toujours davantage vers une situation désespérée et surréaliste de tension et de confrontation avec "l'ensemble des choses" qui configurent, façonnent et englobent le monde, l'existence et la vie sous tous ses aspects.

Je ne peux pas, je ne veux pas et je ne dois pas accepter de me soumettre aux logiques dominantes de quelques uns qui, pendant toutes ces années, ont torturé mon/nos cœurs, mon/nos esprits, mon/nos existences et ont prétendu nous orienter/contrôler et nous diriger vers le chemin fallacieusement baptisé "socialisation-normalisation".

AUX AUTRES

Vous nous/m'avez torturé jusqu'à des limites insupportables ; vous avez failli à tous vos codes de valeurs soi-disant éthiques-morales-politiques par l'usage de vos lois / normes / institutions et représentations formelles... finalement... j'aurais voulu pouvoir faire les choses (toutes les choses) à partir d'une perspective/situation plus facile et plus libre... néanmoins, non contents d'avoir soustrait 20 ANS (peine maximale de privation de liberté sous l'ancien Code Pénal de l'état espagnol ; peine rallongée à 40 ans par le gouvernement Aznar avec un caractère rétroactif) de mon/nos existences, ils veulent aussi me/nous priver de la MÉMOIRE-PAROLE-LIBERTÉ-TOUT...

Ca suffit !!! Fini les commandements, la farce, le silence, les humiliations, les tortures... aujourd'hui je suis LIBRE (aussi libre que peut l'être un être humain exilé de sa terre et des siens) et je peux mettre en pratique la PAROLE-ACTION... Je peux dormir avec la conscience tranquille de pouvoir au moins aider et partager avec des personnes/collectifs qui comme moi ont souffert, souffrent et souffriront de la violence des ETATS-INSTITUTIONS-GOUVERNEMENTS-LOIS...



Lorsque les LOIS-NORMES se transforment en instrument de VENGEANCE entre les mains du pouvoir de fait, il ne nous reste plus qu'à les ignorer, dédaigner, dénoncer, attaquer, sous toutes leurs expressions/manifestations... Quand les Droits ne servent que les intérêts et les ambitions de quelques uns, il ne nous reste plus qu'à investir la marge.

Je ne vais pas énumérer ici, en de telles circonstances, tous les faits au travers desquels se révèlent TOUS les abus de pouvoir que les ETATS DE DROITS passés et à venir ont commis, commettent et commettront contre nous.

Dans l'Etat espagnol, mes camarades pourrissent dans des Unités Spéciales qui à leurs débuts furent illégales, puis semi-légales et plus tard légales... Un régime, le F.I.E.S. module 1, dans lequel 13 COMPAGNONS de lutte et de rébellion ont perdu la vie depuis son instauration (en 1991) ; le dernier fut mon frère et ami Paco Ortiz...

Pas de trêve !!! Jamais vous ne reposerez en paix tant que vous n'aurez pas mis fin à vos secrets militaires ! Nous ne cesserons pas de crier, d'exprimer notre horreur et notre rage envers votre fascisme démocratique afin que vous non plus ne parveniez à dormir tranquille !!!

Je sais que nous sommes presque seuls dans cette lutte contre vous et vos institutions/représentants ; que les temps ont tellement changé qu'il importe

peu que quelques compagnons criminalisés soient rendus fous et meurent dans l'indifférence générale ou quasi générale... Personnellement de suis si convaincu et épris de LIBERTÉ, de toutes les LIBERTÉS, que je lutterai avec toute mon énergie, mes sentiments et mes passions pour changer ce monde (ou au moins essayer de le changer) en le détruisant et en en créant un différent de celui que vous nous avez légué avec votre AUTORITÉ /AUTORITARISME.

AUX NÔTRES

Je fais un appel à toutes les personnes, collectifs, organisations et peuples qui aujourd'hui en plein 21e siècle luttent pour plus de Dignité, d'Autonomie et de Liberté... Je ne nourris aucun espoir de sortir de cette "aventure", pour cela, je voudrais que je/nous soyons un lien de continuité contre la tyrannie et les tyrans pour toutes les personnes, groupes, collectifs qui se disent amoureux de toutes les libertés...

Je fais un appel à ces journalistes (pas ceux qui sont porte-parole des états) pour qu'ils soient courageux, dignes, et responsables [sic] et qu'ils entrent dans ces unités spéciales d'Espagne, de France d'Allemagne, des U.S.A. etc. et qu'ils voient de leurs propres yeux ce à quoi je fais référence...

Evidemment, je ne nourris aucun espoir en ce que les états renoncent à ces instruments de domination et de torture ; ni non plus à ce qu'ils satisfassent les bonnes volontés de ces groupes/organisations/etc. qui dénoncent ces FAITS/SITUATIONS ainsi que d'autres... par exemple le F.I.E.S., le D.E.R.T.... et, plus loin géographiquement mais plus proche dans le temps, la situation des otages de guerre Talibans à Guantanamo (dont le cas juridico-légal est manifestement et absolument injustifiable), les assassinats légaux des Yankees, principalement contre les afro-américains et les latinos.

AUX MIEN-NE-S

Quant à vous, famille, amis et compagnons, je vous dis que vous vivrez dans mon cœur et que je regrette de vous priver de ma compagnie et de ma présence, il en va ainsi, ainsi me le dicte ma conscience, mon cœur...

Pour ceux qui m'ont laissé seul dans ce choix de lutte et de liberté ainsi que pour les traîtres et ennemis, un sourire empreint d'un mépris profond et éternel.

SALUT, ANARCHIE
ET REVOLUTION SOCIALE !!!

Gabriel Pombo Da Silva

LE 7 JUILLET 2003, deux compagnons anarchistes sont arrêtés à Valence. Amanda et Eduardo sont initialement accusés d'avoir envoyé un colis piégé qui a explosé le 24 mai dans une poste et de cinq sabotages urbains au cours de ces dernières années. Dans une lettre rendue publique le 20 juillet et que nous traduisons ci-dessous, Amanda revendique trois actions : l'incendie contre un distributeur de billets en solidarité avec les prisonnierEs et contre l'isolement, l'incendie d'une grue contre le projet urbanistique Cabanyal, la fabrication et l'envoi du colis piégé, qui était destiné au parti fasciste Espana 2000.

Le 13 novembre 2003, le juge de la cour n°5 de Valence a refusé leur remise en liberté. Le dossier des deux autres personnes mises en cause a par contre été classé. Rappelons aussi que l'Audiencia Nacional (cour d'assise antiterroriste située à Madrid) a invalidé les accusations de "terrorisme" et renvoyé l'affaire à Valence, où l'affaire a été divisée en plusieurs parties pour chacun des faits. Le juge a retenu l'accusation de sabotage d'un tractopelle pour Eduardo, celle de plusieurs autres sabotages ainsi que l'envoi de la lettre explosive pour Amanda.

Une lettre d'Amanda

(...) Je revendique trois actions, l'incendie d'un distributeur de billets en solidarité avec les prisonnierEs et contre l'isolement ; l'incendie d'une grue contre le projet urbanistique de Cabanyal ; la fabrication et l'envoi d'un colis piégé qui a explosé dans une poste et était destiné au parti fasciste Espana 2000. (...)

(...) Je ne voudrais pas qu'on parle de montage et de répression et encore moins qu'on utilise un ton victimiste, parce que je crois que vous pouvez toutes et tous avoir facilement l'intuition de ce qui se passe. Je souhaiterais que les faits soient recadrés globalement à travers la situation dans laquelle nous devons vivre, dans la lutte de classe qui a existé, existe et existera aussi longtemps qu'existeront l'Etat et le capitalisme.

(...) Personnellement, je me reconnais dans la version classique de l'anarchie, basée sur la pratique de l'assemblée, l'action directe, l'entraide, la contre-culture ; jusqu'à la réalisation d'une révolution sociale en mesure de détruire la société et qui permettra aux groupes humains de s'organiser comme ils pensent que c'est le mieux. C'est à chaque individu de choisir comment il souhaite vivre sa propre vie, mettant de côté pour toujours l'ordre, le pouvoir, l'inégalité et la souffrance causée par certains humains à d'autres, aux êtres sensibles [les animaux] et à la Terre... (...)

Cela semble assez évident et vous êtes probablement en train de vous demander pourquoi je vous parle de l'anarchisme. Je veux dire simplement que c'est ainsi que j'ai construit ma vie et que c'est l'anarchisme que je veux propager, transmettre et faire croître, même si je le fais en ce moment sur un mode très schématique. (...)

(...) Une autre idée que j'apprécie, à propos des actions que j'ai mentionnées plus haut, c'est qu'il s'agit d'actions que nous pouvons toutes et tous accomplir, c'est faire comprendre que chacun peut frapper ce qui l'opprime. Elles pourraient être un grain de sable contre l'apathie, l'indifférence, l'impuissance et le conformisme qui imprègnent les gens car je pense qu'elles peuvent leur transmettre la confiance et la force nécessaires pour tenter de faire de leur vie ce qu'ils désirent. Je ne sais pas, peut-être suis-je en train de chercher à clarifier qui je suis pour les personnes qui ne me connaissent pas. (...)

(...) Je voudrais que la lutte qui sera menée soit une révolte plus liée à la diffusion des motivations pour lesquelles j'ai été/nous avons été capturés plutôt qu'à ma

libération (je me foutais d'être en prison avant le 7 juillet. Les murs, les barbelés, les barreaux et les cellules n'étaient juste pas très visibles, ou bien étaient repeints avec de belles couleurs ; la seule chose qui ait changé est qu'avant ils me laissaient sortir dans un espace plus grand).

Je ne veux pas que la peur assombrisse quoi que ce soit, que certains se "modèrent", se "limitent", changent de "façon d'être", "utilisent d'autres langages", "changent de vie" ou d'autres merdes de ce genre. J'ai pleine confiance dans les instruments que l'anarchisme met en pratique depuis toujours. Si quelqu'un ne veut pas de problèmes, qu'il abandonne l'anarchisme et entre chez les boy-scouts. Etre anarchiste sera toujours un problème tant que l'injustice sera institutionnalisée, toujours. (...)

(...) Nous ne devons pas penser à eux pour agir, nos décisions ne peuvent être influencées par les réactions supposées de la police, des juges, de la presse, etc. Cela signifierait leur permettre de faire partie de notre mouvement. Et nous ne pouvons l'accepter. Nos objectifs ne peuvent être freinés que par ce qui vient de nous mêmes. (...)

(...) Comme le dit la chanson, ce qui me terrorise le plus c'est que rien ne change, et comme le dit une autre chanson : n'attend pas que les choses changent sans toi, sans toi elles ne changeront pas. (...)

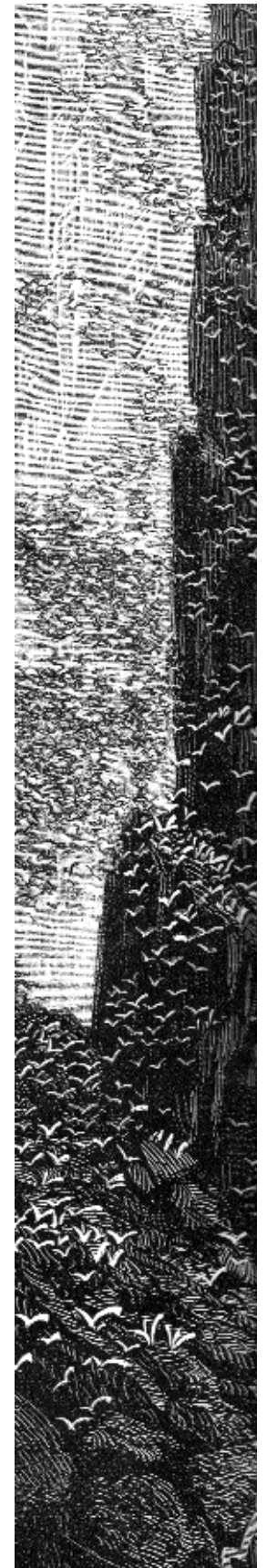
J'espère que ce que je suis en train de raconter sert à quelque chose. Votre aide me donne de la force. Je sais que je ne suis pas seule, ma cellule est vraiment trop petite pour contenir tous les gens qui sont à côté de moi. Comment dit-on déjà ? L'anarchie est inévitable...

Terroriste, ton père !

Extraits d'une lettre d'Amanda, depuis le camp d'extermination d'Alcala Meco, 20 juillet 2003

[Traduit de l'espagnol et à partir de la version parue dans le bulletin de l'ABC/CNA Dijon n°52, juillet/août 2003, p.3]

Pour lui écrire :
Amanda Cerezo Garcia
Modulo Mujeres
CP Alicante II
Ctra N-330 Km 66
CP - 03400 Villena
Espagne



Pour écrire à Eduardo :
Eduardo Alonso Sanchez
Modulo 2
CP Madrid II
Crta de Meco Km 5
CP - 28871 Alcala de Henares
(Madrid)
Espagne

Communiqué des cinq anarchistes de Barcelone

Prison de Soto del Real (Madrid),
22 septembre 2003

Compagnon-ne-s, nous voici maintenant ici avec un sourire aux lèvres et le poing plus tendu que jamais.

Nous n'avons abandonné aucune de nos idées, de nos passions, de nos rêves pour continuer le chemin.

Nous n'avons pas laissé la plus petite partie de notre être dans les cachots, malgré les cinq jours et cinq nuits d'incommunication [en isolement dans les locaux de l'anti-terrorisme]. Là où se meurent de dégoût ces vermines, avec leurs menaces et leurs raclées, avec leurs visages masqués et leur existences misérables.

Nous continuerons notre chemin sans qu'ils aient réussi à faire naître dans nos cœurs ni le doute ni la désespérance. Ils n'ont pas gagné, bien qu'ils nous aient enfermés-e-s. Alors, cela va de soi, nous continuerons la lutte d'ici. Et, cher-e-s ami-e-s, ne vous inquiétez pas du fait qu'ils continuent à remplir les prisons de "terroristes", nous finirons par prendre leurs prisons pour les convertir en lieux de résistance.

Compagnon-ne-s, courage à tou-te-s. Continuons sans reculer, avec toutes les précautions nécessaires, qui doivent être nombreuses.

Depuis Soto del Real, une accolade à tou-te-s.

NOUS SAVONS QUE NOUS NE SOMMES PAS SEUL-E-S !

LIBERTÉ POUR LES ANARCHISTES DE VALENCE, DE GRÈCE ET DE PARTOUT !

Toujours, pour l'anarchie.

P.S. : La solidarité révolutionnaire est toujours aussi nécessaire. Mais, compagnon-ne-s, ils en savent beaucoup trop sur nous. Ce n'est pas facile. Il est nécessaire d'être invisibles, intangibles et déterminés.

Etre prudent ne veut pas dire être passif : que chaque pas franchi soit sûr.

Bonne chance. Debout ceux et celles qui luttent.

[Depuis, seul Igor est resté à Soto del Real : Carolina est à Brieva (Avila), Rafael à Valdemorero, Joaquin à Navalcarnero.]

ON SE SOUVIENT QUE LE 21 FÉVRIER 2003, cinq compagnons étaient arrêtés, quatre à Barcelone et un à Almeria. Ils étaient accusés par le juge Garzon d'avoir constitué une "cellule terroriste anarchiste" et inculpés de terrorisme et collaboration ou participation à bande armée. Trois des catalans étaient sortis rapidement de prison sous caution (3000 et 12 000 euros), tandis que le quatrième, Fernando, sortait le 10 mars 2003 contre 12 000 euros de caution. Enfin, Emilio, d'Almeria, ne sortait que le 29 mars après avoir été baluchonné dans huit prisons en un mois.

DANS LA NUIT DU 15 AU 16 SEPTEMBRE 2003, six autres compagnons anarchistes de Barcelone sont arrêtés, quatre maisons et une voiture perquisitionnés. Ils sont accusés d'appartenir à une "organisation terroriste anarchiste" ayant commis "divers sabotages urbains" dans cette ville depuis mars et envoyé le colis piégé reçu par le consulat grec de Madrid le 8 septembre, en solidarité avec les prisonniers de Thessalonique, ce qui donne "tentative terroriste de meurtre". Enfin, ils sont aussi accusés d'avoir planifié deux assassinats (contre le conseiller catalan Jordi Alvinia et le journaliste Luis Del Olmo), de détention illégale d'armes et explosifs.

Le 20 septembre, Teodoro est relâché et placé sous contrôle judiciaire, tandis que les cinq autres sont incarcérés. D'après les informations, tous sont régime FIES 3, le régime d'isolement appliqué aux membres de groupes ou bandes armées. Enfin, un mandat d'arrêt international est lancé contre Iñigo, disparu dans la nature. Selon les infos de la CNA, Joaquin a confirmé devant le juge l'envoi et la fabrication du colis piégé, Rafa a simplement reconnu une attaque explosive contre une banque et les trois autres (Roger, Igor, Carol) n'ont rien déclaré.

Coupables de solidarité

LE 16 SEPTEMBRE DERNIER à l'aube, la Guardia Civil fait irruption dans différents domiciles de Barcelone. Au cours de cette opération menée sur ordre de l'Audiencia Nacional (cour antiterroriste située à Madrid), six anarchistes sont arrêtés puis transférés à Madrid où ils resteront en détention cinq jours en vertu de la loi anti-terroriste. Le hasard a voulu que ce soit la star des juges, Baltasar Garzon, qui soit de permanence ce jour-là, et c'est donc lui qui les a interrogés. Et sa main ne tremble jamais lorsqu'il doit signer quelque papier [ordonnance d'incarcération].

Les geôles de l'Etat espagnol vont donc accueillir en leur sein cinq révolutionnaires de plus, tandis qu'un autre anarchiste qu'ils n'ont pas réussi à capturer a désormais un mandat d'arrêt international au train.

Une simple formalité bureaucratique lancée par un inquisiteur expérimenté. En fin de compte, cet illustre juge a un public qu'il n'a pas le droit de décevoir, entre un autographe et un autre, il sourit avec la satisfaction du travail bien fait. Ces cinq têtes alignées sur un plateau s'ajoutent à son long curriculum de bourreau en toge. Comme d'habitude, les médias remplissent leur fonction en servant de caisse de résonance à la "version officielle" préfabriquée dans quelque bureau d'un commissariat. Une chaîne de télévision quelconque diffuse en direct des images des arrestations et les pages de presque tous les journaux nationaux reproduisent la nouvelle du démantèlement d' "une cellule anarchiste qui pratiquait le terrorisme urbain".

On retrouve une fois de plus le scénario prévu dans ce genre de cas : connexions italiennes, relations étroites avec des prisonniers FIES, objectifs sélectionnés pour commettre une vague imminente d'attentats..., avec cette fois une nouveauté dans l'habituelle scénographie répressive. Certains de ces anarchistes emprisonnés sont accusés du délit de "conspiration visant à l'assassinat", celui d'un bavard radiophonique connu.

L'introduction de ce nouvel élément met en évidence le fait que quiconque ose défier l'ordre établi peut être accusé d'une multitude de charges graves créés à l'avance pour s'adapter à son profil et sa situation personnelle. C'est-à-dire qu'une fois qu'ils t'ont mis aux oubliettes, ils ont carte blanche pour t'accuser des

délits qui leur conviennent le mieux, que tu sois concerné ou pas. Ils ont seulement besoin de noms sur lesquels placer l'étiquette "coupable". Toute personne qui ne garde pas un silence respectueux est susceptible de l'être. Ce silence respectueux, c'est celui qu'il faut garder face à l'autorité en place. Mais, quant à nous, nous préférons continuer de tout ignorer de ce silence-là.

Au-delà des notions juridiques de "coupable" ou "innocent", nous tenons à avoir clairement à l'esprit que si la mécanique inquisitoriale a enfermé ces anarchistes, et pas d'autres, c'est parce que leur théorie/pratique quotidiennes étaient trop dérangeantes et qu'elle pouvait de se généraliser. Elle dérange et elle gêne, non seulement à cause des sabotages présumés dont on les accuse, mais aussi parce que leur façon de penser/agir suppose la négation et la désacralisation de toutes les valeurs de l'ordre établi. De son côté, la social-démocratie rejoue le rôle de domestication des luttes que lui a assigné l'Etat/Capital. Elle désigne du doigt ceux avec lesquels il ne convient pas de se solidariser et crée les martyrs dont elle a besoin. Ce qui est triste est qu'elle le fasse sur la souffrance et l'incarcération de compagnons, qui le sont bien au-delà des sigles et des labels. La victimisation, c'est-à-dire la création de "victimes" ne profite qu'au pouvoir.

Ceux dont la façon de penser/agir suppose une agression évidente contre la domination, ne peuvent être que nos compagnons. Ceux qui défient la domination risquent leur propre peau et ne peuvent être que nos complices et bien sûr nos frères.

La solidarité se fera sous forme de prolongement de leur lutte. Le temps de la déroute n'est pas encore venu.

Liberté pour les anarchistes enfermés en Grèce, à Valence et à Barcelone !

Des anarchistes coupables de solidarité

[Tract traduit de l'espagnol, publié le 10 novembre 2003 sur <http://nodo50.org/desdedentro>]

Une lettre de Carolina



Brieva, 30 octobre 2003

Chers amiEs et compagnon-ne-s,

Nous voici encore ici, sur la barricade n°13 du front d'Avila.

Oui, vous voyez, mon baraquement, c'est le n°13. Je n'ai jamais été superstitieuse, mais là il me plaît de penser que ce détail me portera chance.

Malgré tous ces jours nuageux et de si basses températures, mon esprit continue à voler haut et librement. Et je veux que vous sachiez que vos lettres sont capables de franchir les murs et de traverser les grilles. Elles arrivent, je ne sais pas si elles le font toutes, mais elles arrivent. Les mots me font sourire, me donnent de la force et ces autres paroles, celles qui ne sont ni dites ni écrites, mais tellement ressenties me vont droit à l'âme.

Vous comme nous, savons que lutter vaut toujours le coup, et que résister a cessé d'être une option pour devenir à la fois une nécessité et un plaisir. Cette certitude nous lie tellement qu'aucun centre d'extermination, aucun régime d'isolement, aucune condamnation à des années d'emprisonnement sans pouvoir nous embrasser ou nous regarder dans les yeux ne pourront jamais nous séparer.

La cellule qu'ils m'ont assignée ne fait pas beaucoup de mètres, mais ici vous êtes tout de même avec moi. C'est la seule sorte de visites qu'ils ne pourront ni autoriser ni refuser, et dans laquelle ils ne pourront jamais s'immiscer. De même, j'espère que vous me sentez avec vous dehors, à chacun de vos pas, car c'est pas à pas (et en trébuchant aussi) que la magie de notre lutte fera de l'anarchie une réalité. Une réalité qui a commencé à prendre forme dans nos cœurs, nos relations, notre quotidien. Et ce n'est pas

une simple illusion, je l'ai vu dans les yeux de mes compagnons au moment d'entrer en prison, et, même si je ne vous vois pas, je continue à le deviner dans leurs et dans vos regards.

Notre décision a consisté à rompre les chaînes et à essayer de nous réapproprier nos vies, et malgré les conséquences d'une telle décision, aussi dures soient-elles, elle ne peut faire de nous des esclaves, au contraire, elle nous rend libres. Où que nous soyons, en prison ou en 4e degré [il y a trois degrés en FIES, le 4e est donc par dérision la "liberté" du dehors], nous portons la liberté en nous, bien que nous ne l'ayons pas encore découverte.

Je sais que nos compagnons emprisonnés à Thessalonique ont commencé une grève de la faim le 5 octobre dernier. Je tiens à leur transmettre tout mon soutien d'ici. Qu'ils sachent que la distance n'existe pas entre nous, qu'aucun mur n'est suffisant pour nous éloigner et qu'ils sont très présents à mon esprit.

Par ailleurs, j'ai pu lire comment la presse officielle utilise notre lutte de solidarité avec les prisonniers FIES pour nous présenter comme des éléments dangereux et "déstabilisants". Ainsi donc, selon Cette presse, nous aurions rendu visite à des prisonniers des GRAPO [groupe de lutte armée maoïste] et à Claudio [Lavazza, Ndlr], cet anarchiste "cerveau et responsable" de tout ce qui se passe. Peut-être ces professionnels du mensonge ont-ils consulté l'IIPP [le registre des parloirs] et savent-ils qu'il n'en est rien. En réalité, on nous a toujours refusé ces parloirs pour "raisons de sécurité". Mais à part ce détail, oui nous avons participé à la lutte pour l'abolition des FIES et pour les autres revendications. Et bien sûr nous continuons et continuerons à le faire.

Vous savez déjà qu'ils nous ont placé en FIES 3. C'est inscrit dans mon livret de prisonnière, mais cela ne m'a jamais été notifié en tant que tel. Ce qui veut dire que nos conditions de détention sont un peu spéciales, bien que nous soyons dans un module de second degré, comme ici.

C'est différent dans chaque prison, mais à Brieva ces conditions spéciales se traduisent par le fait que nous devons être seules en cellule et qu'ils ne peuvent nous mettre dans des cellules jouxtant une autre prisonnière FIES, nous ne pouvons participer aux activités comme l'atelier (pour "raisons de sécurité", bien sûr), ils peuvent fouiller à volonté nos cellules et interviennent dans toute communication (orales lors des visites, écrites et téléphoniques).

Les motifs donnés par le règlement pour une telle intervention sont : "la capacité criminelle et la dangerosité de la détenue, qui apparaît d'évidence dans le délit de terrorisme dont elle est accusée, et la

possibilité que soient transmis à travers les communications des données pouvant avoir des répercussions sur la sécurité du Centre pénitentiaire et ses travailleurs".

C'est pour cela que nous ne pouvons envoyer plus de deux lettres par semaine. Pour le reste, le régime et les horaires sont les mêmes que pour les autres prisonnières. La différence la plus notable est que les matons doivent nous observer, analyser nos réactions, notre état d'esprit et nos relations puis faire suivre tout cela. Nos fiches seront constituées à partir de ces informations. Et on a déjà fait observer à plus d'une compagne non cataloguée FIES 3 qu'elle fréquentait trop certaines "mauvaises camarades" (il s'agissait de moi).

Je voulais aussi vous dire que mes relations avec les autres prisonnières sont bonnes et que le soutien que nous nous apportons est vital.

Voilà, c'est ainsi que je vis dans Cette petite prison de Brieva. Je vous donnerai d'autres nouvelles de moi car je pense que je vais rester ici un bon moment.

Solidarité avec Fernando, Carlos ¹, Amanda, Eduardo ² et à tous les prisonnierEs anarchistes et révolutionnaires !

Un salut très spécial à mes compagnons dans cette affaire !

Salut, anarchie
et démolissons les prisons !

Carol

NOUS NE DEMANDONS PAS
LA PERMISSION D'ÊTRE LIBRES
NOUS NE DEMANDERONS PAS NON PLUS
PARDON DE L'ÊTRE

1. Fernando et Carlos sont deux espagnols incarcérés à ce moment-là en Grèce suite au sommet de Thessalonique et en grève de la faim (voir p. 45)

2. Amanda et Edu sont deux anarchistes incarcérés depuis juillet 2003 (voir p.39)

[Lettre traduite de l'espagnol,
publiée le 12 novembre 2003 sur
<http://nodo50.org/desdentorj>]

On peut lui écrire :
Carolina Forné Roig
CP de Avila
Ctra Vicolozano-Brieva s/n
05194 Brieva Avila
Espagne

Et aux autres :
Rafael Tomas y Gaspar
CP Madrid 3
Ctra Pinto a San Martin de la Vega
Km 52
8340 Valdemoro (Madrid)
Espagne

19-21 juin 2003

Un bilan du sommet de Thessalonique, par des compagnons grecs

**LA LUTTE CONTRE LA MONDIALISATION DE LA DOMINATION
SERA ANTI-AUTORITAIRE ET SUBVERSIVE,
OU ELLE NE SERA RIEN**

LE SOMMET DES 25 LEADERS européens en Chalcidique a constitué un pas supplémentaire vers la construction de l'Europe "unie" et "forte". Un pas supplémentaire pour que l'Europe valorise son rôle dans le cadre de la redistribution mondiale et du pillage de la planète, l'intensification de l'exploitation et le contrôle social. Un pas supplémentaire vers la création d'une Europe-prison pour les milliers d'exclus, les immigrés, les révoltés.

La présidence grecque avait préparé le sommet afin qu'il se déroule "normalement", sans perturbations sociales. Préparation qui comprenait la mise en avant de la répression comme épée de Damoclès suspendue au-dessus de la tête des manifestants, le blindage de la ville et de la région où le sommet aurait lieu, la création d'une "zone rouge" étendue, la mobilisation de grandes forces policières et militaires avec leur équipement en armes chimiques et balles en plastique. Parallèlement, cette préparation incluait un dispositif d'embellissement de cette réalité par une présidence grecque qui allait accueillir avec son masque démocratique, et même subventionner et promouvoir, toute mobilisation qui se limiterait au cadre de l'intégration et pourrait donner l'alibi d'un consensus à la fête provocatrice des 25 leaders. Le climat consensuel entre l'appareil étatique et les autorités policières d'une part, les représentants officiels de la "résistance" d'autre part, visait à décourager et à dénigrer d'avance toute dynamique subversive qui pouvait briser le mythe de la paix sociale, dénoncer les plans criminels des leaders de l'union européenne et se dresser face à eux. Plus précisément, cette opération passait par une volonté de dépolitisation et de la criminalisation des anarchistes et des anti-autoritaires, de la seule aire politico-sociale affrontant réellement la logique de la collaboration avec l'Etat et les patrons.

L'objectif d'une partie des anarchistes était la subversion de cette pseudo paix sociale, en démontrant la réalité de la guerre sociale et de classe, subversion qu'ils ont aussi essayé de promouvoir à Thessalonique. Comme au cours de rencontres antérieures, tracer une voie d'affrontement contre le terrorisme d'Etat et l'esclavage capitaliste ne pouvait que se trouver en rupture totale avec la logique d'intégration prêchée par les représentants de l'alter-mondialisation. Tracer cette voie ne pouvait que viser au bouleversement de leurs plans qui consistent à réduire les manifestations d'indignation diffuse en un spectacle mis en scène et à sa propre caricature, de telle sorte que ces manifestations servent à donner au régime un profil "démocratique" et deviennent une carte aux mains des réformistes dans leur négociation avec lui.

Dans le cadre de cette conception anarchiste, s'adresser à la société ne signifie pas s'adresser à l'idole "opinion publique" qui est une construction du pouvoir (1), mais il s'agit plutôt d'une invitation sociale et de classe pour que les opprimés se rencontrent et résistent dans les rues. De ce point de vue, pour une partie des compagnons qui sont intervenus à Thessalonique comme à d'autres moments, l'objectif n'était pas la "reconnaissance politique" de leurs propositions de lutte en tant que composante supplémentaire à côté de celles des organisations partidaires et hiérarchiques, mais la diffusion sociale d'une dynamique subversive [bis].

A Thessalonique, bien qu'il n'y ait pas eu de plan d'ensemble d'intervention politique des anarchistes et anti-autoritaires, des accords avaient été passés sur des points partiels et des initiatives qui ont contribué à la mise en œuvre effective d'une proposition multiforme et anti-autoritaire de lutte. Proposition de lutte qui, jusqu'à un certain degré (moins élevé que les attentes de nombreux compagnons), a pu être réalisée sous plusieurs aspects, tout en étant confrontée non seulement à la stratégie de criminalisation et de dépolitisation de la résistance par l'Etat, mais aussi, à l'intérieur du milieu anarchiste et anti-autoritaire, à des phénomènes dégénéralant en une sorte de repli sur soi et à la dissolution de toute forme d'espace collectif auto-organisé (2).

Aux antipodes de ce phénomène, il a eu pas mal d'initiatives comme les actions, les discussions, les assemblées, les concerts, les projections et les expositions de contre-information dans l'université [occupée]. Il y a eu également des initiatives importantes de contre-information dans la ville par des collages et des tracts, comme celles de l'*Assemblée ouverte d'anarchistes et anti-autoritaires contre le sommet*.

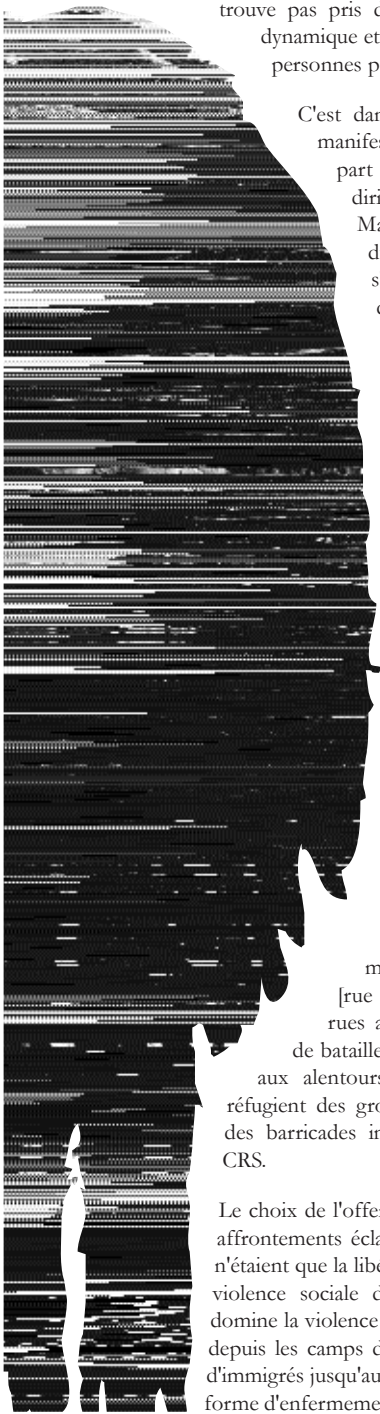
Le 19 juin, environ 3500 à 4000 compagnons et compagnonnes ont participé à la manifestation de solidarité avec les immigrés organisée par des groupes anti-autoritaires de Thessalonique, et qui malgré la pluie a traversé pleine d'enthousiasme les quartiers populaires mais aussi le centre-ville, effrayant même les stratèges de la répression.

Le 20 juin, alors que le sommet commençait, le bloc du mouvement anti-autoritaire *Salonika 2003* (AKS2003) et d'autres anti-autoritaires ont essayé d'atteindre la zone rouge de Neo Marmara et ont été attaqués par la police à coups de grenades lacrymogènes et de balles en plastique, blessant beaucoup de compagnons. Le même jour, environ 200 anarchistes et anti-autoritaires se sont rassemblés aux frontières entre la Grèce et la Macédoine, où sont bloqués les tziganes qui veulent rejoindre la Grèce.

Enfin, le 21 juin, un autre combat a été livré contre la domination par un black bloc qui a bougé complètement seul dans un cadre étouffant, en ayant à affronter toute la puissance de la répression face à lui et le résultat de la manipulation autour de lui. Ceci avec certaines caractéristiques supplémentaires qui concernent une conjoncture précise : d'une part la disparition de toute la rhétorique de blocage des sommets par l'internationale des réformistes, après la révolte de Gênes et la défaite claire qu'ils ont subie dans les rues, ce qui a eu comme conséquence la disparition de leurs appels ambitieux à la mobilisation, ainsi que la dissuasion préventive de toute velléité de confrontation, fut-elle symbolique. D'autre part, les caractéristiques particulières que revêt le jeu de coopération avec les autorités, quand il a lieu dans un espace où la dictature étatique prend la forme du centre-gauche en spéculant sur un mouvement multicolore [rouge, rose, vert : référence aussi au drapeau des manif contre la guerre].

Deux jours avant le début du sommet, les sociaux-patriotes du KKE [parti communiste grec] avaient déjà annoncé qu'ils défendraient avec leur armée de militants la partie de la ville qu'ils occuperaient le 21 juin, c'est-à-dire qu'ils assureraient la sécurité des cibles capitalistes qui se trouveraient dans "leur" propre partie ce jour-là en aidant les forces de l'ordre. Le même jour, le bloc du Forum social et autres plus petits groupes de gauche, suite à d'intenses négociations avec les représentants des forces de la répression, ont décidé de retarder le départ de leur manifestation pour attendre que le black bloc sorte de l'Université [occupée] et soit d'abord dispersé par la police, afin qu'il ne se





trouve pas pris dans des événements de résistance dynamique et ne prene pas le risque que d'autres personnes participent à ces événements.

C'est dans un tel contexte que s'élance la manifestation organisée par AKS2003 qui part des Universités (occupées) et se dirige en direction du ministère de Macédoine-Thrace [super-préfecture du nord de la Grèce], pour ensuite s'arrêter devant les puissantes forces de police. Entre 1000 et 1500 personnes y participent. Ensuite s'élance le Black Bloc, constitué d'au moins 2500 personnes, principalement anarchistes, anti-autoritaires ou autonomes, de toute la Grèce mais aussi de l'étranger, qui suit son propre parcours en direction du centre-ville. N'ayant rien à faire avec la logique des promenades pacifistes du bloc des réformistes, amorphe et inoffensif pour les patrons et faisant la démonstration de son "respect de la ville", c'est-à-dire le respect de l'occupation de la ville par la police, le black bloc se heurte violemment aux CRS qui se livrent à une guerre chimique, et il s'attaque à des cibles capitalistes, donc des cibles du Capital local et multinational (banques, Mc Donald's, compagnies de téléphones mobiles). Une partie de la rue Egnatia [rue principale de Thessalonique] et des rues adjacentes se transforme en champ de bataille, bataille qui par la suite se poursuit aux alentours de l'université. C'est là que se réfugient des groupes de manifestants qui dressent des barricades improvisées et s'affrontent avec les CRS.

Le choix de l'offensive de la part du Black bloc et les affrontements éclatés dans les rues de Thessalonique n'étaient que la libération d'une fraction minimale de la violence sociale des opprimés dans un monde où domine la violence du pouvoir sous toutes ses formes : depuis les camps de concentration et les déportations d'immigrés jusqu'aux cellules de torture blanche et toute forme d'enfermement social, depuis l'esclavage salarial et l'aliénation quotidienne jusqu'aux assassinats étatiques.

Les manifestants du Black Bloc, en méprisant le "réalisme" de la résignation par un combat inégal, se sont retrouvés dans les rues en ayant comme seule arme la solidarité et leur passion pour la liberté face aux assassins salariés de l'Etat bien organisés et bien équipés. C'est un combat qui n'a pas commencé et qui n'a pas fini à Thessalonique. C'est un appel à la rébellion pour les millions de damnés de la terre. Ce combat faisait partie des luttes quotidiennes contre la dictature mondiale de l'Etat et du Capital et était un pas supplémentaire dans la perspective de la rencontre de ces luttes ; une rencontre qui, ces dernières années à l'occasion des fêtes des patrons, depuis Seattle et Prague jusqu'à Gênes, Barcelone et Evian a revivifié la perspective de la révolte mondiale. C'était un acte minimal de vengeance des morts causés par les guerres des dominants et par leur paix qui, en Irak ou en Palestine, est une guerre, vengeance des prolétaires assassinés dans les "accidents" de travail ou de ceux dont la vie nommée "clandestine" se termine dans les champs de mine ou aux frontières maritimes de l'Europe-forteresse. C'était un acte minimal de vengeance pour ceux qui ont été assassinés en luttant contre cette réalité à Gênes ou en Argentine, pour nos compagnons otages dans les prisons du monde entier parce qu'ils ont résisté à la violence de l'Etat et du capitalisme.

Le jour suivant le sommet, la complicité et la couverture qu'ont offertes au régime les sympathisants d'une opposition de gauche respectueuse des lois était sans précédent, même selon leurs propres critères. Quant aux médias, qui parlaient de manifestations et d'affrontements lorsque de pareils événements concernaient des sommets à l'étranger, ils ont redécouvert la resucée des "voyous" et autres "vandales" à partir du moment où l'image de l'Etat grec a été atteinte. Délirant, ils ne projetaient que des images de vitrines cassées et hurlaient à propos des propriétés détruites dans la rue Egnatia, au moment même où 200 immigrés africains venant de Tunisie venaient d'être assassinés aux frontières maritimes du pays au cours de leur voyage vers l'Italie, en raison des politiques d'immigration de l'Union européenne qui ont été consacrées lors de ce sommet. Au moment où les cerveaux morbides du pouvoir élaborent les programmes de fichage biométrique (empreintes digitales et ADN) des populations à l'extérieur et à l'intérieur de l'Union européenne sur la base de l'extension du système d'information Schengen, au moment où la signature de l'accord d'extradition des "suspects" vers les Etats-Unis entrait dans sa phase finale, à ce moment "sacré" les personnes arrêtées au cours de la manifestation du 21 juin étaient torturées dans les commissariats et plusieurs d'entre elles ont été contraintes de signer des documents en blanc sur lesquels les flics ajoutaient ensuite des accusations contre eux.

Quant aux défenseurs professionnels des "droits démocratiques", leur silence face à l'explosion de la violence étatique a été inversement proportionnel à leurs bavardages et condamnations de l'action des révoltés. Leur absence a d'ailleurs été significative lorsque l'éventualité de lever l'asylum universitaire [interdiction pour les flics de pénétrer dans les facs] a été discutée, au moment même où les centaines de compagnons assiégés par la police dans les universités envoyaient des messages de solidarité avec les arrêtés. Comme d'ailleurs le jour suivant lorsque 200 anarchistes et anti-autoritaires se sont rassemblés devant le tribunal pour exprimer leur solidarité avec les personnes poursuivies par la justice et ont subi une attaque sauvage des CRS.

Par un délire répressif, les arrestations, les inculpations et finalement l'emprisonnement des sept manifestants, l'Etat vise à éliminer la dynamique subversive qui s'est exprimée dans ce moment de lutte, à saper la perspective plus générale de confrontation avec le pouvoir et à intimider toute la société.

La solidarité avec les personnes arrêtées et la lutte pour la libération immédiate des sept incarcérés fait partie intégrante de la résistance contre les plans cauchemardesques des dirigeants nationaux et supranationaux.

Tant que nous aurons la volonté de marcher côte à côte en unissant notre imagination, notre rage et notre pensée, la résistance sociale ne sera jamais vaincue. (Alors qu'à l'inverse, quand la solidarité et la fraternité font défaut, qu'il y a repli sur soi, nous devenons vulnérables à la consommation de l'image que l'Etat construit de nous, et inefficaces pour tracer une proposition anti-autoritaire, anti-capitaliste et radicale des luttes).

Tant que durera le voyage vers la révolution, naîtront sans cesse des interrogations nouvelles et persistantes à propos des moyens à trouver pour dépasser le caractère fragmentaire et les limites des poches de résistance qui doivent affronter un système de répression et d'intégration qui se modernise en permanence.

Nous continuerons à agir toujours plus pour que la voie de cette recherche reste ouverte, par la diffusion du discours anti-autoritaire et par l'auto-organisation des révoltés, pour intensifier et étendre la guerre sociale et de classe quotidiennes.

Black Bloc attack again !
Solidarité avec les inculpés
Liberté pour les sept camarades de Thessalonique

MKS

(1) Référence au mouvement "Anti-autoritaire Salonika 2003" qui regroupait des libertaires, ayant un pied dedans un pied dehors avec le Forum Social grec (composé de gauchistes et d'une vieille scission parlementaire du PC grec), en participant par exemple à la manifestation qui se dirigeait vers la zone rouge, excentrée de Thessalonique.

(2) Référence aux pratiques de pillages et saccages sauvages au début de l'occupation de l'Ecole de philosophie, avant l'arrivée du gros des occupants.

[Traduit du grec.

Anarchiko Deltio n°24, juillet 2003, pp.4-5]

Après le sommet de Thessalonique, du 19 au 21 juin 2003, 29 personnes sont passées en procès et huit ont été gardées en prison préventive. Accusées de "résistance à l'autorité", "désordre public" et "possession et usage d'armes et explosifs" pour certaines, elles risquent entre 5 et 20 ans de prison. L'une d'elle est relâchée après 22 jours de détention.

Le 21 septembre 2003, l'un des sept prisonniers restant, de nationalité syrienne, entame une grève de la faim, bientôt suivi en octobre par quatre autres (les deux derniers sont mineurs et enfermés à part). Ils réclament leur libération immédiate et la non-extradition du syrien, qui risque la mort en cas d'expulsion.

Le 26 novembre 2003, suite à de multiples actions et mobilisations de solidarité en Grèce, Espagne, France, Italie, Turquie, Belgique,... ils sont libérés avec des assignations à résidence, en attente d'une date de procès et avec l'obligation de pointer au commissariat pour les grecs.

Liberté pour les sept Guerre aux patrons

"... Nous ne voulons pas être présentés comme de bons gars parce que nous n'en sommes pas. Nous sommes des anarchistes, que cela plaise ou non à l'opinion publique, et nous voulons détruire le monde de la consommation, pauvreté, exploitation et soumission, pollution et mort..."

Fernando, prison de Diavata

LES ANARCHISTES espagnols Fernando Perez et Carlos Martinez, l'activiste anglais Simon Chapman, le réfugié syrien Suleiman Dakdouk — "Kastro" qui vit et lutte en Grèce depuis 14 années— et le manifestant Spiros Tsitsas sont détenus sans jugement dans la prison de Diavata depuis le 21 juin, tandis que le manifestant Dimitris Fliouras et le compagnon Michalis Traikapis sont gardés dans la prison pour mineurs d'Avlona. Ce sont 7 des 29 combattants arrêtés à Thessalonique au cours de la manifestation contre la conférence du Sommet Européen qui se tenait à Halkidiki (19-21 juin), parce qu'ils ont choisi la route de la résistance face aux formes de domination supranationales et aux projets de leurs représentants. Leur emprisonnement sans jugement, sans autre preuve que les déclarations des flics, les rendant otages pour tous ceux qui se sont mobilisés contre le sommet, est le prix à payer pour les attaques contre les symboles du capital et les affrontements avec la police. C'est aussi une tentative d'effrayer tous ceux qui sortiront en force dans les rues contre les structures de la mondialisation en vue des Jeux Olympiques de 2004.

Ce sont des otages pour tous ceux qui ne perçoivent pas la "mondialisation" seulement comme une nouvelle abstraction qui prendrait place quelque part au loin, affectant seulement la vie des autres, mais comme un projet violent qui modifie les conditions sociales à un niveau planétaire, et passe aussi par Thessalonique. Pour tous ceux qui ne font pas de différence entre les invasions militaires à la périphérie des centres du capital et la guerre qui s'installe à l'intérieur. Pour tous ceux qui se rendent compte que la "zone rouge" est un objectif qui ne s'arrête pas rue Marmara à Halkidiki mais se réalise au centre de la ville blindée — au moment où les politiciens en chef de l' "Europe forte et unie" se réunissaient à la fois pour organiser le pillage de leur dernière proie, l'Irak et ses riches ressources, mais aussi pour harmoniser l'accroissement du contrôle social, de la répression et de l'exploitation à

l'intérieur de l'Europe et le grand verrouillage de ses frontières contre les migrants. Tous ceux qui n'ont pas été attirés par la parade patriotique des gauchistes staliniens et ont mis activement en cause la logique d'un fade mouvement "anti-mondialisation" financé par des subventions d'Etat et coordonné avec les autorités. Tous ceux qui ont agi de manière à ce que la voie de la contestation et de la rébellion reste ouverte.

Nous qui avons été présents à Thessalonique avec de nombreuses activités et avons pris part au black bloc lors de la manifestation du 21 juin, nous savons que la bataille à laquelle nous avons participé n'est pas terminée. La version locale de la campagne "anti-terroriste" internationale inclut indubitablement l'intensification de l'attaque répressive contre tous ceux qui mènent une forte résistance dans les rues.

De la dispersion violente des rassemblements de protestation (comme celui des habitants du nord-est d'Attiki qui refusaient la création d'un dépôt d'ordures dans leur coin), aux attaques de flics contre les manifestations d'habitants qui réagissent contre la destruction de l'environnement (par exemple contre l'implantation d'une ligne à haute tension à Hemitos), à la pénalisation des grèves, les charges massives des manifestations contre la guerre et de la marche du 16 avril contre la Conférence européenne à Athènes, l'approbation des lois Euro-terroristes —qui comprennent de nouvelles méthodes de contrôle, des fichiers et des descentes policières—, les accords entre les pays pour extraditer les militants, le tribunal militaire spécial dans la prison de Koridallos pour le procès des membres présumés de l'organisation révolutionnaire 17 Novembre, et les "cellules blanches" de la démocratie... le masque du système tombe, révélant clairement la terreur d'Etat et du capitalisme sur l'ensemble de la société.

C'est dans ce contexte qu'il faut replacer le blindage de Thessalonique au mois de juin : la transformation du centre-ville en zone policière, le bombardement avec des gaz lacrymogènes du black bloc, les arrestations qui ont suivi, la torture dans les cellules, les interrogatoires violents et la fabrication de preuves contre les 29 accusés, la transformation de ces accusations en crimes graves et l'emprisonnement actuel sans jugement



des 7 (le 24 octobre, leur seconde demande de mise en liberté a été rejetée).

Face à cette situation, toute une série d'initiatives de solidarité et de contre-information se sont déroulées en Grèce et à l'étranger. Manifestations et marches dans différentes villes et au pied des prisons où sont enfermés les 7 militants, occupations de stations de radio, bureaux et sociétés, concerts pour récolter des fonds, contributions économiques, grèves de la faim symboliques, journées de solidarité internationale (le 10 juillet et le 21 septembre), occupation des consulats et ambassades grecs, attaques symboliques de l'Etat et de cibles capitalistes et des intérêts grecs à l'étranger (en Espagne, la forte campagne de solidarité pour les 7 fait face aux attaques de la répression, avec l'emprisonnement à Barcelone de 5 anarchistes sous le coup des lois "anti-terroristes").

Le mur du silence et de la désinformation qui a été érigé depuis le début de cette histoire complète la répression au niveau social.

5 des 7 compagnons emprisonnés sans jugement sont en grève de la faim depuis longtemps : Kastro depuis le 21 septembre, Fernando, Carlos et Simon depuis le 5 octobre, et Spiros depuis le 8 octobre.

Tant que l'Etat persistera à les garder en otages, la solidarité envers eux se diffusera comme un feu sauvage. Tant que durera la persécution de militants, la lutte que nous avons engagée à Thessalonique continuera et s'intensifiera.

Libération immédiate des 7 de Thessalonique
Solidarité avec les 5 grévistes de la faim
Solidarité avec tous ceux qui sont poursuivis pour des actes de résistance lors du sommet de l'union européenne et à tous les otages de l'Etat

Initiative Anarchiste

[traduit de l'anglais du site grec :
http://www.geocities.com/anar_gr]

Une lettre de Fernando

Prison de Diabaton-Thessalonique

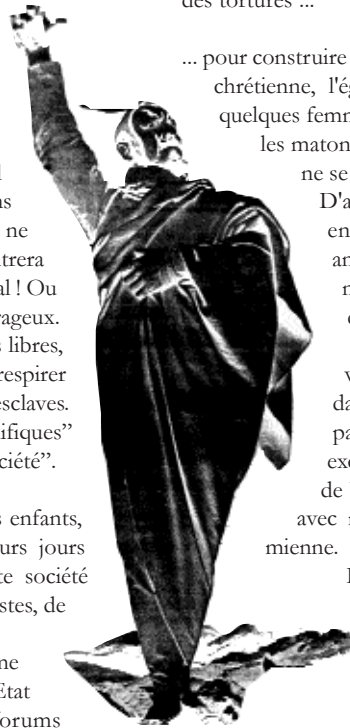
Appel à la lutte destiné aux amis et proches et solidarité avec les compagnes et compagnons de Valence emprisonnés.

Une fois encore, voilà que je m'obstine à diriger le regard des amiEs et proches sur la Guerre qui se livre jour après jour, à laquelle nous participons et dans laquelle nous devons choisir notre camp, même si certains s'obstinent à vouloir le nier (les lâches) ou à cacher et déformer cet état de fait (le pouvoir et les moyens dont il se dote pour créer des imbéciles).

Vous ne pourrez pas continuer à vous voiler la face et à nier l'évidence. L'un d'entre vous et beaucoup d'autres compagnonNEs ont été torturéEs et insultéEs. On leur a craché dessus et on les a humiliéEs dans les commissariats démocratiques. Et comme nous, toutes celles et ceux qui luttent et que l'Etat emprisonne se font torturer, insulter, cracher dessus et humilier dans tous les commissariats du monde, de même qu'ils sont aussi surveillés, réprimés et espionnés lorsqu'ils se trouvent en degré 4 (la rue). Vous pouvez continuer à nier l'évidence comme vous l'avez toujours fait, dire qu'il s'agissait d'une situation exceptionnelle, que nous savions qu'il pouvait y avoir des problèmes, que de tels agissements ne sont le fait que de quelques policiers et que la justice se montrera juste envers eux. Continuez à penser que c'est le moindre mal ! Ou vous pouvez au contraire défier le pouvoir et être courageux. Mais sachez que tant que nous ne serons pas tous et toutes libres, et que nous resterons des esclaves, nous ne laisserons pas respirer ceux qui nous empêchent d'être libres et font de nous des esclaves. C'est pourquoi l'Etat-Capital a construit ces lieux "magnifiques" que l'on nomme prisons, pour tous les "imparfaits de la société".

L'unique manière de pouvoir être libres et d'éviter que vos enfants, petits-enfants, cousins et amis ne passent le reste de leurs jours derrière les barreaux, c'est d'attaquer et de détruire cette société pourrie de misère, d'ennui, d'esclavage, de guerres impérialistes, de désastres écologiques, de prisons, de MORT.

Toutes les formes de lutte que vous avez tentées, même pleines de bonnes intentions, restent dans les limites que l'Etat assigne à la protestation (conférences de presse, forums



sociaux ...). Loin d'une lutte réelle, cela revient à poursuivre le jeu démocratique et nous savons tous et toutes qui a établi les règles de son jeu de dupes ["escatégoris" ?].

Je ne serai pas celui qui dit quelle forme doit prendre cette lutte. ChacunE saura ce que lui réclame son corps, que ce soient les occupations, les débats et les petits sabotages jusqu'aux actions des anarchistes russes de la fin du XIXe siècle. Toutes ces formes sont valables dès lors que nous ne perdons pas de vue qui est notre ennemi, sous les différents aspects qu'il peut revêtir pour semer la confusion : fascisme, démocratie, dictature militaire, capitalisme d'Etat

... autant de visages du même monstre : l'Etat-Capital.

Il n'est pas seulement juste mais nécessaire de détruire ce qui cimente ce vieux monde de la marchandise, de l'argent, de l'exploitation, de l'autorité, des tortures ...

... pour construire un monde dans lequel la solidarité ne soit pas de la charité chrétienne, l'égalité ne relève pas de la mauvaise interprétation de quelques femmes qui veulent être égales à l'homme dans la stupidité (cf.

les matonnes, les policières, les femmes militaires...), où le bonheur ne se résume pas à la retraite à 60 ans et la liberté au plein tarif.

D'autre part, nous ne pouvons entrer dans les distinctions entre "bons" et "mauvais" anarchistes. TouTEs les anarchistes sont mauvaisEs et horribles. La seule chose qui nous distingue, c'est à quel point nous en avons ras le cul de ce trou et les méthodes de lutte que nous choisissons à un moment donné de notre vie. Elles sont toutes valables, je l'ai déjà dit, dès lors qu'elles ne tombent pas dans la posture réformiste et ne peuvent pas être récupérées par le système. Je veux dire par là à ceux qui trouvent des excuses pour ne pas se solidariser avec les compagnonNEs de Valence et ne pas les soutenir, de cesser de se solidariser avec moi car la lutte des compagnonNes de Valence est la mienne.

DEBOUT CELLES ET CEUX QUI LUTTENT !
VIVE L'ANARCHIE !

Fernando

[Lettre traduite de l'espagnol, publiée le 29 juillet 2003 sur <http://nodo50.org/desdedentro>]

LA SOLIDARITÉ EST UN CRIME QUE NOUS NE NOUS LASSERONS PAS DE COMMETTRE

APPEL INTERNATIONAL DE SOLIDARITÉ AVEC LES ANARCHISTES PRISONNIERS EN GRÈCE ET À VALENCE

CONSCIENTS DE LA SITUATION répressive générale, du silence de plomb sous lequel l'Etat/Capital prétend enterrer les 7 compagnons prisonniers à Thessalonique, du lynchage médiatique habituel des deux autres compagnons détenus à Valence et de la dure situation à laquelle ils se trouvent confrontés, conscients de l'épée de Damoclès que l'Etat/Capital fait planer au-dessus de chaque individu qui, défiant la domination, ose manifester sa solidarité avec celles et ceux que l'on réprime. Connaissant par avance la volonté de l'Inquisition démocratique d'éradiquer toute trace de dissidence, à tout prix et avec les moyens propres aux inquisiteurs aidés dans leurs basses œuvres par les terroristes de l'Etat et les bourreaux...

...Eh bien, malgré tout ce que nous venons de décrire et qui devient quelque chose d'habituel, nous appelons les individus dotés de sensibilité à redoubler de solidarité, sachant que les compagnons prisonniers à Thessalonique affrontent mi-septembre un nouveau procès [demande de mise en liberté] qui

pourrait être déterminant pour leur situation et qu'ils ont en outre annoncé leur intention de se mettre en grève de la faim s'il se ne conclut pas favorablement pour eux. Une grève de la faim n'a pas beaucoup de sens comme moyen de pression si de l'autre côté des murs ne s'impose pas une situation de conflit et d'agitation permanente.

Nous ne proposons pas une journée internationale de solidarité à date fixe, car de notre point de vue elle pourrait être assez prévisible et donc facilement réprimable. Mais nous appelons à intensifier la solidarité au niveau international autour de la date du procès, avant ou après, chacun dans la réalité sociale où il pratique ses activités quotidiennes, chacun utilisant les modes et les formes qu'il pense adéquats, mais en évitant de tomber dans des dynamiques récupérables par l'Etat/Capital.

Bien sûr, nous n'oublions pas les compagnons de Valence (Edu et Amanda) et refusons à tout prix les fausses distinctions entre les "bons" et les "mauvais"

anarchistes, qui ne sont compréhensibles que dans la logique fanatiquement inquisitoriale qui enferme et torture nos compagnons.

De cet endroit de la planète, nous invitons à persévérer dans le grave crime qui consiste à se solidariser avec ceux que l'on réprime et à rendre la guerre sociale inévitable aussi longtemps qu'existeront les prisons et tant que nos compagnons séquestrés ne seront pas libérés.

Solidarité totale avec les anarchistes enfermés en Grèce et à Valence

Les terroristes sont ceux qui torturent et enferment, Le terroriste c'est l'Etat.

Des amis, compagnons et complices de Fernando

[Tract traduit de l'espagnol, publié en août 2003 sur <http://nodo50.org/desdedentro>]

Du 10 au 14 septembre 2003, avait lieu le sommet de l'OMC —organisation mondiale du commerce— à Cancun (Mexique). Auparavant, du 4 au 6 septembre, les ministres des affaires extérieures de l'union européenne se réunissaient à Riva del Garda, une petite ville de la région du Trentino (nord de l'Italie), afin d'adopter une position commune. Des anarchistes de Rovereto —la "grande ville" la plus proche de Riva, avec Trente— ont rédigé le texte ci-dessous à propos des sommets en général et de celui-ci en particulier.

Notes sur les sommets et les contre-sommets

L'ILLUSION D'UN CENTRE

Le capitalisme est un rapport social et pas une citadelle des puissants. C'est en partant de cette banalité qu'on peut affronter la question des sommets et des contre-sommets. Représenter la domination capitaliste et étatique comme une sorte de quartier général (s'agissant du G8, de l'OMC et de n'importe quel autre organisme similaire) est fonctionnel pour ceux qui voudraient opposer à un tel centre de décision un autre centre : les structures politiques du soi-disant mouvement ou, mieux, leurs porte-paroles. En somme, c'est fonctionnel pour ceux qui proposent simplement un changement de personnel dirigeant. Cette logique, en plus d'être réformiste dans son essence et dans ses fins, se révèle collaborationniste et autoritaire dans ses méthodes, puisqu'elle vise à centraliser la contestation. De là découle l'intérêt, pour ces opposants de gauche si impatients d'être entendus par les "maîtres de la terre", d'investir de l'argent et faire du battage politique autour des sommets dans lesquels les puissants se donnent de plus en plus souvent rendez-vous avec leurs comparses. Qu'au cours de ces sommets il s'agisse simplement de formaliser des décisions prises ailleurs ne perturbe certainement pas les différents représentants des "social forum" : du reste, même leur opposition est totalement formelle, consistant en des séminaires payants dans lesquels on démontre que le néolibéralisme a tort et que l'humanité a raison ou, pour les plus vifs, en quelque performance combative opportunément accordée par la police. D'ailleurs, comment une contestation subventionnée par les institutions, représentée par des conseillers municipaux et des parlementaires, et protégée par les fossoyeurs historiques du mouvement ouvrier (on fait référence ici au service d'ordre confié à la Cgil en collaboration avec les flics) pourrait-elle être réelle ? Le paradoxe est qu'on appelle les gens à descendre dans la rue au nom d'un autre monde possible, avec pourtant l'intention... qu'il ne s'y passe absolument rien.

Chaque fois qu'une foule plus ou moins océanique se déplace placidement, surveillée à vue, on crie que c'est une grande victoire pour le mouvement. Pourtant ces pacificateurs sociaux savent très bien que leur capacité à se poser comme des interlocuteurs des institutions ne dépend pas tant du nombre de personnes qu'ils rassemblent dans la rue (des millions de manifestants contre la dernière agression militaire contre l'Irak n'ont pas beaucoup préoccupé les gouvernements impliqués dans la guerre), mais plutôt de la force de médiation et de répression qu'ils réussissent à mettre en pratique - ou à justifier - contre toute rébellion sociale. En fait, si on parle tant des sommets et des contre-sommets, si les représentants des social forum sont accueillis aux tables des négociations et flattés par les médias, c'est uniquement parce qu'à Seattle pour la première fois puis à d'autres occasions, il s'est passé quelque chose : des milliers de compagnons et de jeunes pauvres ont attaqué les structures du capital et de l'Etat, ont renversé les plans policiers de l'urbanisme ouvrant des espaces de communication et se sont affrontés avec les serfs en uniforme. Sans cette menace subversive - signe, au même titre que les nombreuses explosions insurrectionnelles qui ont secoué les dernières années, de l'époque dans laquelle nous sommes entrés - les dirigeants ne sauraient que faire des différents Casarini et Agnoletto. Ne s'est-il pas passé quelque chose d'identique avec les syndicats ?



Écoutés et engraisés par le capital lors des périodes de grande conflictivité sociale dans le but de diviser, démoraliser et dénoncer les prolétaires rebelles, ils ont été rangés au grenier dans des temps plus récents ; c'est pour cela qu'ils sont maintenant contraints de gueuler à nouveau contre ces attaques patronales qu'ils ont eux-mêmes justifiées et ratifiées.

Les porte-paroles "désobéissants" doivent alors se distinguer des mauvais, des extrémistes, des violents (c'est-à-dire de ceux qui pratiquent l'action directe) et donner une visibilité politique aux autres. D'un côté, donc, les slogans des différents social forum conviennent parfaitement aux bourgeois éclairés : taxation du capital financier, règles démocratiques et transparentes sur le commerce global, plus d'Etat et moins de marché, consommation critique, banques éthiques, pacifisme, etc. D'un autre, ce qu'ils vendent avec leurs "mobilisations démocratiques" est une marchandise précieuse : l'illusion de faire quelque chose contre les injustices du monde. Les contre-sommets sont, en ce sens, un savoureux spectacle. Les quelques méchants réprimés et les gentils écoutés dans leurs justes revendications : fin du conte ?

La domination sait que ce n'est pas si simple. Les propositions si dégoûtantes de réalisme de l'opposition domestiquée ne disent absolument rien aux millions de pauvres parqués dans les réserves du paradis marchand et réprimés par la police. Une nouvelle preuve, petite, en a été donnée à Gênes : c'est uniquement aux cours des affrontements et des saccages de supermarchés que les jeunes des quartiers prolétaires se sont joints aux autres insurgés. Tandis que les Tute Bianche avec leurs kermesses apparaissaient à leurs yeux comme des martiens et des bouffons, ces exclus de tout racket politique ont tout de suite compris le langage de la révolte.

UN SOUFFLE D'IMPRÉVISIBILITÉ

Il n'y a pas de doute qu'à Seattle et à Gênes, comme à Salonique plus récemment, s'est manifestée une critique sans médiations de la domination et de tous ses faux ennemis. Malgré le fait que l'échéance ait été fixée par les dominants, la gestion de la rue par les réformistes a échoué. Nous disons ceci, tout en ayant été parmi les compagnons qui soutenaient que Gênes est partout : que si la domination et la dépossession sont dans chaque partie de la société et de la vie quotidienne, l'attaque n'a pas besoin de rendez-vous fixés par l'ennemi. Nous avons trouvé intéressante la pratique de ceux qui, désertant la mise en scène d'une "zone rouge" à violer et le piège de l'affrontement frontal avec les flics, se sont bougés en frappant et en disparaissant avec agilité (l'assaut contre la prison de Marassi à Gênes fut, en ce sens, remarquable). Ce puissant souffle d'imprévisibilité, ce "fédéralisme" subversif des actions et des groupes a marqué une rupture importante d'avec la logique de ceux qui centralisent l'ennemi pour centraliser (et rendre symbolique) la lutte.

Nous pensons toutefois qu'être présent là où l'ennemi ne t'attend pas, loin des échéances, reste une meilleure perspective. Les contre-sommets, même dans leurs aspects les plus intéressants, limitent cette perspective. En outre,

sans rien retirer, répétons-le, aux explosions de Seattle et Gênes, il semble que la poursuite de telles échéances soit devenue un cliché, qui plus est dévoreur d'énergie : un contre-sommet terminé, il s'en prépare un autre. Se sont toujours plus les médias qui fixent les échéances, au point que si de nombreux révolutionnaires ont par exemple manifesté contre la guerre en Irak, presque personne n'a réussi à exprimer une quelconque solidarité pratique avec les insurgés d'Argentine ou d'Algérie. On prête souvent plus d'importance aux affrontements qui impliquent quasi exclusivement des "militants" qu'aux authentiques émeutes sociales et de classe.

Nous connaissons très bien les raisons pour lesquelles de nombreux compagnons se rendent aux contre-sommet : l'action directe diffuse et l'affrontement généralisé avec les flics ne sont possibles qu'en situations de masse. Etant donné que la perspective d'attaquer ailleurs est extrêmement minoritaire, c'est uniquement en situations plus élargies qu'on peut expérimenter une certaine guérilla de rue. Les autres actions peuvent être réalisées à tout moment, sans incompatibilité avec certaines pratiques de rue au cours des contre-sommet. Pourtant, nous croyons qu'à la longue une telle pratique limite l'autonomie d'analyse et d'action (combien de conflits sociaux nous sommes-nous contentés de regarder passer ?), se transformant malgré soi en une sorte de version extrémiste à l'intérieur de la pétaudière des "Désobéissants". Sans compter que ce serait aussi l'occasion de se demander peut-être pourquoi le pouvoir publicise ainsi tant de sommets dans lesquels sont entérinées des décisions déjà prises. Tout ceci semble un grand terrain d'étude et d'expérimentation de techniques de contre-émeutes de la part des policiers. Une sorte de traitement homéopathique : la domination s'inocule le virus de la subversion à petite dose pour renforcer ses propres dispositifs immunitaires en vue d'une contagion sociale plus vaste. Ils doivent savoir comment se meuvent et s'organisent les mauvais, et avec quels bons il est possible de dialoguer afin que rien ne change réellement.

UNE EXPÉRIMENTATION À CIEL OUVERT

Mais les sommets constituent par-dessus tout un autre type d'expérimentation : voir quel est le degré de vexations que la population est disposée à endurer. Portant dans le "riche Occident" un bout de Palestine, avec ses check-point, ses zones rouges permanentes et ses blindés à chaque coin du rue, la domination passe en informant ses citoyens que, jusqu'à preuve du contraire, ce sont tous des délinquants ; que rien n'est assez sûr pour l'appareil policier et technologique ; que l'urbanisme est la continuation de la guerre sociale par d'autres moyens. Il y a plus de 70 ans, Walter Benjamin écrivait, dans ses Thèses sur le concept d'histoire, que "l'état d'exception" dans lequel nous vivons est devenu la règle ". Si ceci est vrai, nous devons comprendre ce qui relie un camp pour immigrés sans papiers aux stades dans lesquels sont entassés les réfugiés de guerre, certains quartiers populaires occupés par la police aux différents Guantanamo éparpillés à travers le monde, certaines opérations d'évacuation absolument disproportionnées par rapport aux objectifs déclarés (des quartiers entiers évacués pour désamorcer quelque engin de la première guerre mondiale) aux rationnements en électricité effectués sans préavis - comme sous le fascisme - par l'Enel [1]. Jusqu'ici il s'agit d'expériences réussies, qui confirment bien ce qu'écrivait un compagnon dans les années 70 : le peuple du capital est un peuple de stoïques. Ils bouleversent la circulation dans les villes, mettent des caméras de surveillance partout, installent des antennes nocives sur les toits des maisons, criminalisent toujours plus les comportements : personne ne bronche.

Les sommets sont la représentation concentrée de tout ceci, la suspension juridique de tout droit. " *Qu'est-ce qui arrive ?* ", se demande le citoyen moyen, contraint d'emprunter un trajet insolite pour aller faire ses courses. " *Rien, ce sont les No Global* ", lui répond la dame du supermarché. Pendant qu'ils privatisent même l'eau qu'il boit, et que la police est partout.

Mais c'est justement parce qu'il s'agit de la représentation concentrée d'une situation quotidienne, que la critique pratique du contrôle social doit être constante et diffuse, par exemple à travers la destruction des caméras et autres systèmes de surveillance électronique. Il est important de réaliser la carte de la localisation des appareils de contrôle, de diffuser leur connaissance et de soutenir théoriquement la nécessité de les attaquer.

LA NOUVELLE GUEULE DE LA DOMINATION

Le pouvoir est toujours plus impudent. D'un côté, les patrons savent que les conditions sociales actuelles, placées toujours plus sous le signe de la précarité et dépendantes des marchandises, ne peuvent être imposées qu'à travers la terreur : cette terreur se manifeste à l'extérieur sous forme de guerre, à l'intérieur sous forme de peur du futur (par exemple de rester sans travail) ou à travers la répression de couches sociales toujours plus vastes. D'un autre côté, des décennies de pacification sociale - dans lesquelles chaque ignominie est passée pour la simple raison qu'il ne s'est rien fait pour empêcher la précédente, en une accélération inouïe de l'abjection - ont donné aux dominants une arrogance sans précédent. Nous l'avons vue à l'oeuvre par exemple à Gênes dans les tabassages, les tortures, l'assassinat de Carlo Giuliani. Et ça continue. Le nouveau préfet de Trento est Colucci, préfet de Gênes au cours du G8, charogne patentée. Ce sera à lui de gérer le sommet des ministres des affaires extérieures de l'Union Européenne qui se tiendra à Riva del Garda, entre les 4 et 6 septembre prochains. Bien compris, le message ? Un comité du Trentino "pour la vérité et la justice" n'a rien trouvé de mieux à faire que de l'inviter à un débat public contradictoire.

PLUIES ACIDES ET FEUILLES DE FIGUE

Les ministres des affaires extérieures qui se rencontreront à Riva entre les 4 et 6 septembre devront parvenir à élaborer une sorte de plateforme commune à présenter au sommet de l'OMC de Cancun, au Mexique, du 10 au 14 septembre. Le thème est celui de l'Accord général sur le commerce et les services (GATS en anglais) qui prévoit, précisément, la libéralisation à un niveau mondial des principaux "services publics". Parmi les nombreuses décisions en cours, la plus scandaleuse est sûrement celle de la privatisation de l'eau, qui pourrait devenir une réalité pour les 144 pays membres de l'Organisation mondiale du commerce. Il s'agit d'un processus entamé depuis longtemps, étant donné que sept multinationales se disputent depuis des décennies la concession d'embouteiller l'eau minérale, et ces dernières années également celle de gérer les aqueducs. " *Il Tavolo trentino per un'Europa sociale* " (Table de la région du Trentino pour une Europe sociale) insiste elle aussi sur la privatisation de l'eau et sur sa pénurie due à la pollution, comme un emblème du néolibéralisme le plus effréné. A part les lamentations

habituelles sur l'aspect non démocratique de ces accords (comme si ceux qui passe chaque gouvernement de son côté étaient sujets, à l'inverse, à qui sait combien de débats publics... ; en outre, ce ne sont donc pas les institutions étatiques qui sont censées nous sauver du marché sauvage ?), ce qui est autant scandaleux dans les discours de ces réformistes est l'écart entre l'ampleur du désastre qu'ils dénoncent et les solutions qu'ils proposent.

D'un côté ils ébauchent comme cause l'industrialisation de l'agriculture, la concentration des populations dans des villes toujours plus gigantesques, la pollution rejetée par les usines, le gaspillage d'eau potable pour les machines industrielles ou pour les cultures destinées aux élevages intensifs d'animaux, en somme l'essence même du système techno-industriel ; de l'autre côté, ils proposent... de nouvelles lois, des règles transparentes, jusqu'à transformer les citoyens en actionnaires des sociétés qui privatisent l'eau. Il y a des pays entiers dans lesquels, grâce aux merveilles du progrès, un effondrement du système bancaire laisserait les campagnes sans eau, et ces citoyens fiers de l'être réclament d'autres lois. Un peu comme si, face à une averse de pluies acides, on suggérait de se couvrir la tête avec des feuilles de figue biologiques. Les propositions des différents social forum, raisonnables selon la rationalité



politique et marchande, sont simplement décervelées du point de vue concret et social. Il ne s'agit pas de dénoncer un monde en ruine, mais plutôt d'arracher l'espace pour résister et le temps pour attaquer. Ce n'est pas uniquement une question de combien on est radical dans la rue. Le point est quelle vie on désire, combien on est soumis matériellement et spirituellement à un ordre social toujours plus inhumain et artificiel ou, vice et versa, pour quels rapports on est prêts à se battre.

Nul besoin d'aller à Riva pour s'opposer au racket de l'eau. Les responsables directs de cette marchandisation absolue (par exemple les grosses firmes qui embouteillent l'eau minérale) sont à deux pas de nous, toujours. Si les civilisés ne sont même pas en mesure de défendre l'eau qu'ils boivent - ou au moins de comprendre que d'autres le fassent d'une façon claire et directe -, nous pouvons tous aller nous coucher. Encore une fois une longue chaîne de dépendances et de vexations nous présente aujourd'hui un compte exorbitant. C'est uniquement dans l'autonomie contre la société industrielle de masse et dans la révolte ouverte contre l'Etat qui la défend que pourra naître quelque chose de différent.

La même chose est valable, par exemple, avec la question des brevets, y compris ceux sur le code génétique. Face à l'entrée du capital dans le corps humain, il est tout simplement idiot de réclamer des lois de protection opportunes. Le délire techno-scientifique, qui consiste à vouloir transformer la nature et les hommes en une sorte de variable d'ordinateur, a dépassé depuis longtemps le seuil de non-retour : toute illusion de réformer une science entièrement au service de la domination n'est qu'une lugubre plaisanterie. Les actions survenues dans plusieurs pays contre les cultures transgéniques ou contre les laboratoires privés et étatiques qui mènent des expériences sur le génome humain ont bien démontré que la critique de la raison mercantile n'a pas besoin d'échéance spectaculaire.

Plus généralement, ce que l'on définit en un euphémisme comme mondialisation serait impensable sans la base matérielle fournie par l'appareil technologique. Pensons simplement à ce qui est présenté comme les facteurs principaux du développement et des guerres économiques et militaires : l'énergie et l'information. Ce qui peut sembler un Moloch inattaquable est en réalité un gigantesque réseau formé de câbles, d'antennes, de relais, de pylônes et de répéteurs facilement frappables.

RIVA EST PARTOUT

C'est la Cgil qui va s'occuper du service d'ordre au cours du contre-sommet de Riva. Le préfet sortant de Trento a précisé - justement - que plus les manifestants se feront policiers, moins il y aura besoin de ces derniers.

Après de longues négociations entre le social forum et la préfecture (gérée évidemment par les leaders nationaux), il semble que la mairie mettra à disposition des "Désobéissants" et compères un palais des sports en dehors de Riva, leur concédant le droit de manifester (toujours hors de la ville, dans des rues désertes) le dimanche. Riva sera fermée, ce qui signifie pour les flics bloquer trois routes d'accès. Le commissaire du gouvernement a ordonné d'interdire ou de suspendre toute manifestation dans plus de vingt communes du Trentino (y compris les manifestations culturelles et sportives). La police veut des routes libres, la population doit comprendre que le *Grande Fratello* [2] n'est pas seulement une série télévisée. Et nous ?

Reprenons un fil qui vient de loin. Günther Anders écrivit dans les années cinquante "*Hiroshima est partout*" et dans les années quatre-vingt "*Tchernobyl est partout*". Quelques rebelles au monde technologisé disaient dans les années quatre-vingt-dix "*Mururoa est partout*" (à l'époque où le gouvernement français soumettait cette île du Pacifique à des essais nucléaires assassins), d'autres compagnons répétaient il y a deux ans "*Gènes est partout*". Pour que la révolte explose sans limites et contre tout spectacle, pour que l'Appareil attende un ennemi qui n'est pas là et révèle encore plus son caractère totalitaire, nous disons Riva est partout. Nous ne serons pas dans la rue contre le sommet de l'Union européenne, parce qu'avec les luttes de ces dernières années et avec celles à venir, nous voulons emprunter d'autres routes. Parce que suivant la logique "cette fois c'est à côté de chez moi" on ne sort pas du cercle, du moment que les sommets se déroulent toujours près de chez quelqu'un. Parce que le conflit réel est ailleurs. Il y a

d'autres modes pour s'opposer au blindage de la ville et des vallées dans lesquelles on vit, modes à la portée de tous. Nous voulons nous libérer de la dictature du Nombre et de ses adorateurs. Nous savons que c'est une perspective qui donnera peut-être de faibles résultats dans l'immédiat, mais c'est en décidant comment, où et quand frapper, et en défendant avec fermeté les raisons, que nous ferons avancer l'insubordination individuelle et sociale.

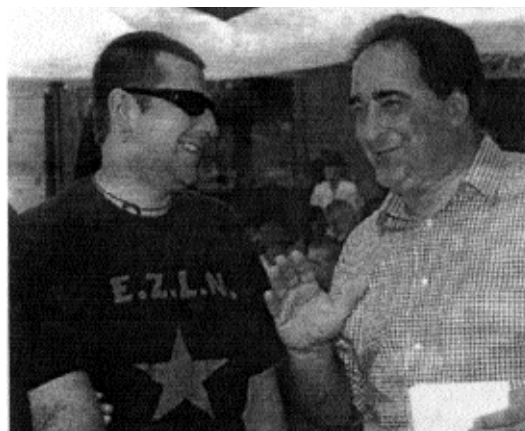
Quelques anarchistes de Rovereto

1. Avec le prétexte de la sécheresse cet été, l'Enel (EDF italienne) a pratiqué des coupures sauvages.
2. Nom italien de l'émission américaine Big Brother, qui a donné Loft Story en France.

[Traduit de l'italien.

Texte publié sur a-infos le 22 août 2003]

Le flic et le flic



(photo extraite de *l'Adige* du 21 juillet 2003)

Qui est le flic *de droite* ? C'est Giuseppe Grasso, chef de la Police d'Etat, déterminé à garantir l'ordre public à Riva del Garda, lors du sommet européen des ministres des affaires extérieures qui s'y tiendra le 1er septembre.

Qui est le flic *de gauche* ? C'est Luca Casarini, chef de la Police du Mouvement, déterminé à garantir l'ordre public à Riva del Garda, lors du sommet européen des ministres des affaires extérieures qui s'y tiendra le 1er septembre.

Ces deux flics se sont rencontrés et, entre un éclat de rire et une tape sur l'épaule, se sont mis d'accord pour qu'aucune voix dissonante ne trouble le travail des puissants : aucune vitrine en miettes, aucune banque en fumée, aucune rue agitée. Seul le spectacle consensuel de la "prise de décision institutionnelle" organisé par les partisans de l'Obéissance qui, pour apparaître plus légitimes aux yeux épuisés des sujets, a besoin du spectacle de la "contestation" organisé par les simulateurs de la Désobéissance. Les applaudissements du public, s'il n'y en a pas, seront ajoutés ensuite en régie par les experts en communication de masse.

Tout est sous contrôle alors ? Rien, en fait, parce que Riva n'est qu'un point sur la planète terre, parce qu'une fin de semaine n'est qu'un instant de la vie, et parce que ce ne seront certainement pas deux flics qui feront la différence. Parce que la révolte est partout et à chaque moment.

(Affiche qui a orné les murs de Rovereto avant le sommet)

Les premiers procès des inculpés suite aux émeutes de Gênes des 19-20-21 juillet 2001 commencent en Italie.

LE 4 DÉCEMBRE 2002, une série de perquisitions dans toute l'Italie a conduit à inculper une vingtaine de compagnons (9 en prison préventive, 4 aux arrestations domiciliaires, 4 avec obligation de pointage et 6 assignés à domicile). Certains ont passé plusieurs mois en prison avant d'être relâchés sous contrôle judiciaire.

LE 25 NOVEMBRE 2003 se tenaient les premières audiences, finalement reportées à décembre. Les casiers ont alors été examinés et les charges précises fixées.

LE 2 MARS 2004 commencent les audiences sur le fond de 23 compagnons à Gênes, pour différents délits qui vont de "résistance simple" et "blessure sur personne assermentée" à "association à finalité de dévastation et saccage", ce qui peut aller jusqu'à 15 ans de prison.

Quant aux autres inculpés, l'Etat a décidé de lancer une multitude de procès différents. Les poursuites contre les 93 personnes arrêtées le 21 juillet lors du massacre de l'école Diaz ont par exemple été abandonnées le 3 février 2004 : "la demande de classement est accordée non seulement à cause de l'impossibilité d'attribuer aux inculpés des comportements spécifiques, mais aussi faute de preuve par rapport aux délits attribués [association en vue d'un saccage ou une dévastation]", selon l'ordonnance de la juge.



St Denis, 13-18 novembre 2003 Un Forum social européen exemplaire

Aux insoumis

MARDI 25 NOVEMBRE s'ouvre à Gênes le procès des inculpés du G8.

Depuis le 4 décembre dernier [2002], Marina, Vincenzo, Alberto, Carlo et Francesco sont soumis à des mesures restrictives de leur liberté. Les arrestations et les mesures répressives du 4 décembre ont été instaurées dans un climat de criminalisation des inculpés et de leur processus de lutte.

Il est évident que depuis juillet 2001 et ensuite, ce climat répressif s'est consolidé dans son œuvre d'anéantissement de toute voix contraire à l'ordre existant.

De Cagliari à Rovereto, de Viterbo à Turin, toute initiative de solidarité et toute action de lutte quotidienne contre le pouvoir sont systématiquement réduites au silence par des charges, des plaintes, des arrestations et des enquêtes de toute nature.

Dans le climat de guerre permanente dans laquelle nous nous trouvons, ils tirent une ligne de partage toujours plus marquante. D'un côté l'indiscutable "bien" : la liberté et la démocratie représentée par l'Etat de droit, le libre marché, Fininvest¹, les carabinieri, etc. De l'autre côté, l'indiscutable "mal" : les gens qui refusent une société basée sur l'exploitation, le profit, le contrôle physique et psychologique. Le "mal" est ce qui ne rentre pas dans le modèle social et économique, celui qui n'a pas de papiers en règle, celui qui décide de se rebeller volontairement. En somme, celui qui est différent.

La condamnation de l'"ennemi" est décidée sur la base de la "dangerosité sociale" de l'individu et non sur la base des délits spécifiques de la personne qui passe en procès.

Dans ce lavage de cerveau collectif, les médias jouent, comme d'habitude, un rôle fondamental dans le travail de criminalisation et d'infamie contre ce qui est différent, créant par la spectacularisation un scénario sur lequel le conflit et la répression peuvent s'appuyer pour fabriquer un consensus dans l'opinion publique. Il n'est pas dans nos intentions d'en appeler à la Justice et la vérité, il est dans l'ordre des choses que le pouvoir ne s'auto-condamne pas et qu'il frappe ses propres ennemis.

Nous en appelons à tous les exploités, les rebelles, aux individus qui, conscients des conditions toujours pire dans lesquelles nous sommes contraints de survivre, ne hochent pas la tête passivement, à tous les insoumis qui connaissent encore le goût de l'action directe, le goût d'affronter les problèmes individuels et collectifs à la première personne, sans délégué et sans alibi.

Nous profitons de cette date pour relancer la solidarité avec tous les rebelles emprisonnés dans les geôles du pouvoir et pour continuer la lutte contre la domination sous toutes ses formes.

"Je hais tous les gens qui, cédant aux autres par peur ou par résignation une part de leur pouvoir d'hommes, ne s'écrasent pas seulement, mais m'écrasent moi-aussi, écrasent ce qu'ils aiment, avec le poids de leur épouvantable participation ou de leur inertie idiote."

Albert Libertad, "Je hais les résignés"

*Individualités anarchistes
et libertaires*

1. La holding de Silvio Berlusconi

[Traduit de l'italien.
Tract distribué à Milan le 21 novembre 2003]

AFORCE DE RAMER derrière un mouvement altermondialisation quelconque, on finit par se faire ramasser. Le dispositif était parfait et, décidément, c'est bien au quotidien ou à partir de nos propres bases qu'il s'agit de lutter, et non pas en courant à la recherche de "la masse" au cul des initiatives des para-institutionnels. Quant à la rencontre d'autres individus, c'est plus au sein de la conflictualité sociale qu'elle pourra se produire que lors de colloques subventionnés de spécialistes de l'enterrement des luttes.

Tout s'est donc passé sans anicroche. Les tchatteurs ont débattu dans des salles prêtées par les pouvoirs publics, ont visionné des films mettant les luttes en scène, la base a écouté les beaux discours (1), et tous ont manifesté ensemble avec les partis gouvernementaux de gauche pour clore ce week-end épuisant.

Quant aux libertaires et autres anarchistes organisés, ils offraient un forum libertaire parallèle au forum social, sur le modèle de la visibilité alternative déjà testée lors du sommet d'Evian en juin 2003, qui s'est surtout réduit à un salon où on pouvait consommer à loisir du livre labellisé "anarchiste" (du Lola Lafon de chez *Flammarion* aux bourdieusiens de chez *Agone*).

Au cours de la manifestation du samedi, le cortège libertaire bouclait la promenade juste derrière celui du Parti socialiste. Les perturbateurs qui se sont retrouvés coincés entre les deux pour harceler le PS avec des œufs et des canettes se sont fait à la fois matraquer par les vigiles socialistes et ceux des anarcho-syndicalistes de la CNT, ces derniers s'appropriant la "garde" de l'ensemble du cortège rouge et noir au nom d'un quelconque mandat interne à leur seule organisation. On connaissait déjà leurs vertus de garde-chiourmes, par exemple lors d'une action anti-FN commanditée par une mairie PC où ils sont venus faire les gros-bras ou à l'entrée de salles de concert où ils font d'excellents videurs, en passant par leur volonté d'empêcher de petits groupes de bomber les murs et de faire quelque dégât au cours de manif. Qu'ils fassent donc le SO du PS n'avait rien de bien étonnant.

Chacun a donc joué son rôle ...dans le meilleur des mondes libertaire.

1. On notera tout de même un débat avec un communiste autrichien perturbé par des squatteurs. Autre incident, l'électricité sabotée avant l'intervention de Negri et l'annulation d'un débat organisé par le PS à la Cité des Sciences suite à une frite à l'entrée.

L'imposture était magnifique !

Début août 2003, trois journées de débats et concerts étaient organisées sur le plateau du Larzac, avec José Bové sorti de prison en guest-star de cette kermesse altermondialiste et citoyenne. Après le précédent de Millau en août 2000 suite au fameux démontage du McDonald's puis le sommet d'Evian en juin 2003 et avant le Forum Social Européen de St-Denis en novembre 2003, il s'agissait d'une répétition générale des kermesses citoyennes.

Les 8, 9 et 10 août [2003], un compagnon traits-noiresque [de Traits Noirs, le zine avignonnais d'où est tiré l'article] est allé se perdre sur le Larzac. Le merdier citoyen fut à la hauteur de ce à quoi il s'attendait. Saint Bové lui est apparu, portant sa croix au milieu de ses fans hystériques. La déprime ou la colère, il a fallu choisir.

Plutôt que de s'empoigner une fois de plus avec les maillots jaunes du service d'ordre, plutôt que de manger encore des gros pains dans sa gueule à force de provoquer les rambos de la société de vigiles "Sécurité Prestige" (des intellos déjà chaleureusement croisés à Béziers en juillet à l'occasion d'une action avec les intermittents), notre ami préféra pogoter avec quelques punks venus d'Ardèche.

Une fois encore, la musique était son salut. Il nous est revenu un peu cabossé mais avec seulement quelques bleus. Nous avions craint le pire pour lui. Le climat ambiant était rude, notre tendre pirate a bien failli crever de soif, de chaleur et de désespoir. Du soleil et du citoyen, il fallait se méfier. L'agression était permanente. Le blabla fut consternant mais le compagnon est gaillard.

Ne fallait-il pas avoir les nerfs solides pour supporter le discours unique, la parole divine attacienne, des forums et débats médiocres, des slogans d'une bêtise affligeante: "Sots sots sots, solidarité avec les gens du monde entier !" La radicalité du propos pourra en effrayer plus d'un. "Festival des contestataires" tirait un grand journal du soir. Les invités d'honneur nous rappelaient en effet de grandes heures de la contestation ! Des rebelles ! Danielle Mitterrand, Guy Bedos, Jack Ralite, Jean Ferrat, Jacques Perreux, Anne Le Strat, Jacques Nikonoff, Corinne Lepage (voir note en fin de texte), on est sauvé ! La nouvelle gauche plurielle se met en ordre de bataille pour nous rejouer l'air du rassemblement. Un discours creux et encadré, mille fois rabâché. Rien à proposer au-delà des incantations et des promesses d'une rentrée chaude.

Mais ne dites pas "Capitalisme", prononcez "néo-libéralisme", et n'oubliez jamais que nous vivons dans une économie de marché. Ceux qui en doutaient encore n'avaient qu'à venir sur le Causse. Branlerotule ne s'en remettra pas : "Un autre monde est possible". Un monde où le kebab est à 6 euros, deux fois plus cher

ENTRETIEN AVEC RENÉ RIESEL

Condamné à 14 mois fermes de prison pour plusieurs sabotages (6 mois fermes pour l'attaque d'une serre de confinement de riz transgénique au CIRAD le 5 juin 1999 plus 8 mois avec sursis—révoqués— pour sabotage dans une usine Novartis en janvier 1998), René Riesel est incarcéré depuis le 1er décembre 2003 à la prison de Mende (48, Lozère) pour y effectuer les 6 mois qu'il doit en réalité effectuer, après diverses réductions de peines juridiques.

Nous reproduisons ci-dessous un entretien qui date de l'automne 2003 et diffusé par une section de la CNT-AIT.

Question : René Riesel, jugé avec d'autres militants-activistes dans une affaire de destruction de plants OGM. Parmi ces autres personnes se trouvait également le mondialement connu José Bové, dont on connaît les péripéties carcéraires de cet été 2003... mais quelle est votre situation concrète à vous ?

Réponse : On avait pris la même peine, quatorze mois de prison ferme... Bové a clamé toutes sortes de fanfaronnades comme quoi si on venait l'arrêter les forces de l'ordre seraient attendues par des militants en armes, quasi, qui s'opposeraient de façon non violente, évidemment, qu'il ne se rendrait pas à la convocation du juge d'application des peines, etc... ça a dû un petit peu énerver ces messieurs de la justice et le Ministre de l'Intérieur. Alors du coup, ils se sont payés pour pas cher une petite opération spectaculaire : hélicopter José Bové en prison début juillet, en suite de quoi l'intraitable syndicaliste a fait comme d'habitude le contraire de ce qu'il avait annoncé ; c'est-à-dire quatre semaines de prison après, il a demandé à rencontrer le juge d'application des peines et il a été mis en liberté. Ce qui a été fait sous condition qu'il soit embauché par une des nombreuses associations de ce milieu, laquelle l'a embauché pour organiser "Larzac 2003". Donc Bové a été sorti de prison pour organiser "Larzac 2003" et la vente de merguez. Cela a été une opération apparemment très profitable pour le mouvement alter mondialiste.

Quand à moi qui avais dit que j'accepterais de rencontrer le juge d'application des peines et que l'ayant rencontré j'accepterais ce qui me paraîtrait acceptable ; j'ai été convoqué par ledit juge de mon département le 9 août, donc en plein tam-tam larzacien, et j'ai décliné toutes les

propositions d'aménagement de peine, j'ai seulement demandé la date d'incarcération ; donc je rentre en prison le 1er décembre pour exécuter la peine qu'il me reste. C'est à dire six mois, dans la mesure où je n'étais pas incarcéré au moment de la remise de peine automatique du 14 juillet, précisons que ce n'est pas la grâce présidentielle que Bové avait demandée. J'ai eu deux mois de réduction forfaitaire pour chacune de mes deux peines (10 mois moins 4, donc il m'en reste 6 à faire). Vraisemblablement, je demanderai comme n'importe quel prisonnier de droit commun, qu'on me donne la liberté conditionnelle à mi-peine. Donc, rentrant en décembre je devrais sortir logiquement début mars.

Q : Le bruit qui courrait donc sur le fait que vous portiez un bracelet électronique était faux... ?

R : C'est une pure calomnie qui a été

lancée immédiatement à Paris par les maoïstes et les citoyens, j'imagine que ces gens-là ayant beaucoup d'esprit, comme je les avais sommés de cesser de me calomnier en disant que je demandais la grâce présidentielle comme leur leader, ce qui dans leur esprit ne devait pas être une calomnie, ils ont choisi ensuite de me calomnier pour de bon.

Q : La fin du moratoire sur les OGM était sans doute prévisible. Mais dans les faits, le commerce de produits transgéniques est maintenant analysé par l'Europe. Cela fait-il varier la lutte contre les OGM, et si oui, en quoi ?

R : De mon point de vue, ce qu'il y avait d'essentiel dans la lutte contre les OGM a été loupé dès le départ. Par manque de sens stratégique et de compréhension de l'enjeu de la plupart des prétendus opposants. De sorte que ce qu'il aurait fallu admettre depuis déjà maintenant trois ans pratiquement, c'est que le



moratoire sauterait.

Je parle toujours de deux campagnes anti-OGM. La première s'est terminée avec le sabotage du CIRAD, et une deuxième campagne totalement passée sous silence par les médias, parce qu'elle ne convenait pas, et qui a été menée par des groupes anti-progressistes ou anti-industriels, qui a consisté en des sabotages assez nombreux. Ceux-ci ont eu pour principal effet, qui n'est pas du tout négligeable et qui les inscrit effectivement dans la tradition du sabotage ouvrier du temps où il y avait un mouvement révolutionnaire dans la classe ouvrière, et qu'il y avait une classe ouvrière, de produire un véritable préjudice économique pour les firmes et pour les Etats, et de commencer à s'en prendre effectivement à la recherche dite publique. De ce fait, ce qui a été gagné là ne pouvait continuer à être considéré comme une victoire et à être fructueux qu'à condition d'aller toujours plus loin, non pas dans la répétition de sabotages identiques à eux-mêmes, mais en leur donnant chaque fois davantage de sens, comme cela avait été le cas entre le premier sabotage effectif à Nérac en 1998, puis le CIRAD en 1999, jusqu'au premier sabotage de plantes thérapeutiques avec, en 2001 il me semble, mais je n'en suis pas sûr, l'attaque de maïs à des fins thérapeutiques¹. A l'époque, celle-ci avait fait pousser des cris d'horreur à tous les chiens de garde du scientisme, à tout un patagas de ministres, de philosophes et de pense-petit. Un autre sabotage dans la même lignée s'est produit récemment, et on a eu droit à un bis. L'amnésie du monde contemporain est telle, qu'apparemment tout le monde a voulu considérer que c'était la première fois que l'on s'en prenait à des plantes thérapeutiques, ce qui est faux. Par contre, maintenant, la récréation est vraiment terminée, et des réunions interministérielles vont voir comment mettre un terme aux agissements des terroristes. Dans ce contexte, il faut voir que la prochaine abolition du moratoire qui se joue sur fond de l'adoption par le parlement européen d'une réglementation



traçabiliste établissant des quantifications, des dosages, des seuils d'acceptabilité est passée comme une lettre à la poste. Il faut voir aussi que ce beau texte a été élaboré par le Groupe Vert du Parlement Européen, notamment par le cabinet de Paul Lanois, un parlementaire européen belge qui se donne pour un des parents grands de la lutte anti-OGM, donc on voit bien ce qu'il en est de ces gens-là, de l'écologisme en général, de leurs alliés citoyennistes au sens le plus large ; c'est-à-dire que leur seul objet continue d'être d'aménager la catastrophe, et de glaner quelques réglementations, quelques étalonnages de l'horreur dans l'acceptation. Il était évident que le moratoire serait aboli. Je trouve encore plus drôle aujourd'hui quelques semaines après l'abolition du moratoire par l'Union Européenne de voir le parangon de toutes les vertus citoyennes, le modèle exotique absolu, le camarade Lula Da Silva, son Parti des Travailleurs, son Brésil altermondialiste et son Porto Alegre autoriser les cultures transgéniques au Brésil, brisant en plus, c'est un effet collatéral assez amusant, les quelques efforts qui avaient été tentés par quelques agrobiologistes de créer une filière non-OGM relevant du commerce dit "équitable".

Voilà, donc tout cela fait patatrac, dans une certaine mesure on peut constater qu'ils ne tiennent pas leurs troupes en ce moment puisque je pense que la vingtaine de sabotages clandestins qui ont eu lieu cet été

ne sont pas seulement imputables à des anti-progressistes ou à des anti-industriels. Je pense même qu'il doit y avoir là dedans quelques citoyennistes un peu énervés, voire même agacés par les dernières aventures de leur idole. Pour parler franc, je considérerais pour ma part que la lutte sur ce terrain précis était en échec depuis près de deux ans. A partir du moment où elle a cessé de produire du sens. Y compris, et là-dessus certains de mes amis, me trouvent un peu dur, y compris lorsque les sabotages clandestins ont commencé à devenir répétitifs et à ne plus avoir d'intérêt que comme sabotage, ce qui est une logique dans laquelle on risque de s'enfermer rapidement alors que l'enjeu est de produire du sens. Au risque évidemment, de se faire repérer encore plus vite. Donc pour l'instant je crois qu'il serait prudent de mettre la pédale douce, les uns et les autres, on nous attend sur ce terrain là. Mieux vaut surgir où on nous attend moins.

Q : *Peut-on penser, comme en son temps le débat sur la fécondation in-vitro, que celui sur les OGM n'est finalement que la pointe de l'iceberg ? Que dans les faits, les scientifiques s'attachent à des recherches bien plus dangereuses, même si les deux le sont, comme par exemple la nanotechnologie, la nanobiotechnologie, toutes sortes de recherches qui tendent à la disparition de la vie naturelle sur la face de la Terre ?*

R : Je répondrai sur deux points. D'une part, en ce qui concerne l'iceberg, c'est tout à fait vrai,

qu'ailleurs, le sandwich merguez à jamais moins de 3 euros, le sandwich au roquefort à 5 euros ! Le moindre menu de la Conf ou de la CGT, un tiers de baguette, un petit paquet de chips et une pauvre assiette de patates à l'ail, 8 euros ! Aussi cher que les escrocs habituels des baraques à frites et marchands de churros venus eux aussi racketter le public du concert de Manu Chao.

L'imposture était magnifique. De quoi se pendre immédiatement.

La foire aux "produits bios", le "marché paysan", de l'authenticité pour bobo-touriste-militant. Les stands du Midi Libre et de la Dépêche du Midi, un vrai bonheur ! Quelques débris du PCF, les Verts, le Parti Socialiste,... j'en passe et des moins pires dont on peut tout de même se demander ce qu'ils sont venus foutre là ! Ainsi, les poubelles de l'histoire sont pleines. Politique du désespoir, nous côtoyons nos ennemis et faisons des pipes aux médias ! Une fois n'est pas coutume, la plus grande confusion permettra d'étouffer dans l'œuf toute velléité de révolte.

Bienvenue à Disneyland ! Le gigantisme de la kermesse achèvera finalement ce rassemblement insensé. Tout est organisé pour que pas une tête ne dépasse. Les tours de parole des débats sont très rapidement clos. L'organisation est verticale, des espaces interdits d'accès, la moindre initiative soumise à une obscure bureaucratie. Ceux qui prétendent changer de monde n'ont décidément rien changé. Les méthodes sont toujours les mêmes : prises de décisions au sommet, consignes venues d'en haut, infantilisation et servilité volontaire du citoyen.

Ainsi, la gestion de l'eau fut exemplaire : gratuite pour les organisateurs, très chère pour les solvables (une bouteille d'eau minérale jusqu'à 3 à 5 fois son prix dans un hypermarché), gratuite mais dans les queues caniculaires des citernes pour les autres. Fallait-il se résoudre à se remettre à picoler, puisqu'il y a de l'eau dans la bière ! Mais les buvettes appliquaient également des prix prohibitifs.

L'apathie générale de la foule, la présence importante de stands uniquement commerciaux proposant des produits de multi-nationales contestées (Coca-cola, Lu, Danone) ; le fait de faire appel à la FNAC pour distribuer un CD de la Confédération Paysanne sur la jaquette duquel on remercie Sony et Universal Music, d'organiser le prochain FSE dans des locaux de Pathé-Gaumont, de demander des financements à n'importe qui ; la starification du messie Bové, "l'homme providentiel", tout ça ne semble pas déranger grand monde.

Trois jours sur le Larzac, largement suffisant pour être définitivement dégoûté de la politiciaillerie habituelle. Le citoyennisme est une formidable arnaque. 200.000 personnes se sont tournées autour en espérant des courants d'air comme ils espèrent des réformatrices. Les mêmes qui ce printemps et un peu cet été ont occupé la rue. Ils n'aiment pas Raffarin et peut-être encore cet automne ils redescendront dans la rue pour défiler bien gentiment. Simples questions : Combien d'entre eux ont voté Chirac l'an dernier ? Bové lui-même n'avait-il pas appelé à voter Chirac ? Et quand même ils

parviendraient à fatiguer Raffarin, n'iront-ils pas encore voter pour se choisir un nouveau chef qui appliquera le même programme ?

Trois jours sur le Larzac donc, pour prendre le soleil. Quelques îlots d'espoir au milieu du n'importe quoi, ce grand merdier commercial ? La cuisine libertaire Grand Sud, déjà présente à Annemasse, bouffe bio-végétarienne à prix libre, tentative d'autogestion avec toutes ses imperfections mais qui a le mérite d'exister. Un bus de faiseurs de crêpes immatriculé toulousain mais venant de la Vieille Valette, fonctionnant également à prix libre.

Quelques moments possibles : l'apéro de la CNT ; chanter Cayenne en chœur avec un Pustule ardéchois ; "de la militante sous la tente" ; l'initiative d'organiser un début de mutinerie derrière deux banderoles : "Le rassemblement du Larzac n'est pas un festival", "Non à la marchandisation de Larzac 2003", en scandant des slogans improvisés : "Manu Chao annulé" ; "Bientôt Johnny Halliday sur le Larzac", "Un million de personnes l'an prochain avec Madonna", "Contre la marchandisation, ici comme ailleurs", "Du caviar russe sur le Larzac", "Pas d'argent, pas de Larzac", "Non à la privatisation de l'eau sur le Larzac", "Où sont les pauvres ?", "Attention Politique", "La manif dans la manif", "Où sont les militants ?", "Y'a plus que des moutons sur le Larzac".

Trois jours à bouffer de la poussière, à fondre sous le cagnard et à courir après la flotte. Certes, belle démonstration que l'eau est un liquide précieux. Mais jusqu'où iront-ils ? L'analyse politique est parfois très profonde. Une idiote interviewée dans la télé viendra ainsi nous expliquer que "Larzac 2003" nous donne une bonne leçon et que désormais "Rien ne sera plus comme avant", il faudra "apprendre à faire des sacrifices, à se passer de la clim dans la voiture et du four à micro-onde". Nous pourrions aussi nous passer de tout, c'est entendu. On le sait, il y a quelque

mais pas seulement du point de vue des chercheurs, ou de la recherche en général. C'est aussi vrai du citoyenisme, puisque cela a été le banc d'essai d'une fausse opposition de plus, où naturellement on ne s'est attaché qu'à la critique économiciste de l'apparition des applications végétales de la biologie moléculaire. Donc l'écrasement, le dévoiement, la dénaturation des premières tentatives de dévoilement de ce qu'étaient les OGM a fait le lit du citoyenisme avec l'attravestissement en malbouffe, en alter mondialisme, bref tous les slogans creux qui sont agités par ces gens-là depuis quatre ans maintenant. Pour le reste, pour ce qui est du sens vrai de votre question, j'ai envie de dire que c'est vrai et faux à la fois. S'il y avait une chance que

les fantasmes de domination de la nature, humaine aussi, par la biologie moléculaire et par l'hyper fantasme que sont les nanotechnologies avaient une chance de se réaliser tous, il y aurait vraiment lieu d'être inquiet.

Or, de mon point de vue ; et je ne l'émet pas de façon isolée, un certain nombre de chercheurs, d'épistémologues, d'historiens des sciences, voire de biologistes moléculaires commencent à dire de façon assez ouverte qu'on est en plein bluff, que cette pseudo-science n'est vraiment même pas une vraie science, science qu'on peut avoir toute sorte de bonnes raisons de critiquer par ailleurs, mais on est très, très loin de la science expérimentale, etc...

C'est une activité, c'est un bricolage technologique sans théorie, sans vue d'ensemble,

dont les conceptions qui le justifient se sont ajustées à mesure que les technologies évoluaient et qui est en échec pratiquement sur tout ce qu'il commet, exception faite des manipulations les plus simples. Ça marche assez mal sur les applications végétales, sauf quand il s'agit d'introduire du BT, etc., ensuite on verra les aspects annexes. Je veux dire que techniquement l'élaboration même des chimères transgéniques fonctionne mal. En matière de thérapie génique, le seul succès qui ait jamais été annoncé dans ce domaine, au milieu de tous les bluffs du téléthon, des escroqueries en tout genre sur la mucoviscidose et le reste, le seul résultat a été de sortir trois ou quatre enfants-bulles sur sept qui étaient en traitement par une équipe de l'Hôpital Necker, et ce triomphe a été annoncé à grands tam-tam médiatiques, et malheureusement pour les pauvres gosses, un an et demi après on s'est aperçu qu'en balançant le transgène, fait nécessairement de façon approximative, il s'était logé à un endroit où il ne fallait pas... résultat des courses, les mômes sont leucémiques et désormais traités pour cela. J'imagine ce qu'on a dû en plus leur mettre dans leur bulle, quoi... Là-dessus, ça part de partout. Quant au fantasme des nanotechnologies,



NUCLÉAIRE : MAIN BASSE SUR LA VIE

MALGRÉ LES INCIDENTS À RÉPÉTITION, les catastrophes évitées de justesse et l'absence de solution au problème des poubelles nucléaires (si ce n'est les enfouir pour qu'on les oublie !), le gouvernement va bientôt statuer sur le renouvellement du parc électronucléaire en France. En dépit de la vétusté des installations, EDF a décidé, en septembre 2003, sans même attendre l'avis de l'Autorité de sûreté nucléaire, d'allonger la durée de vie des centrales de trente à quarante ans, et s'achemine vers l'adoption de l'EPR, prototype européen qui ne diffère guère des modèles précédents. L'État français apparaît encore comme le plus fidèle représentant du lobby nucléaire civil et militaire qui, désormais, dépasse les frontières de l'Hexagone pour agir à l'échelle européenne : en l'occurrence, le groupe franco-allemand Framatome-Siemens, qui vise le contrôle du marché mondial de l'énergie nucléaire.

SI LES ADMINISTRATEURS de l'électronucléaire ne voient pas d'autre issue que la fuite en avant, c'est parce que la société capitaliste a plus que jamais besoin de puissance motrice sous forme d'électricité pour faire tourner l'immense système de production et de consommation de masse. C'est pourquoi, dans le même temps où se décide l'adoption de l'EPR surgit l'ITER, projet mondial de centrale à fusion thermonucléaire, aboutissement de vingt ans d'expérimentations (Jet européen et autres machines du même genre). L'idée de pouvoir produire de l'électricité à partir de la fusion à très haute température (100 millions de degrés), avec des rendements près de 100 fois

plus importants que l'actuelle fission, fait saliver les gestionnaires de l'énergie. Ils ne manquent pas de prendre prétexte de l'abondance relative du deutérium et du caractère moins radioactif du tritium par rapport aux matières fissibles comme le plutonium pour ressortir leurs "arguments" sur la source d'énergie, enfin trouvée, inépuisable, stable et propre. Indépendamment du caractère très complexe et dangereux de la technologie mise en œuvre (par exemple, le lithium prévu dans l'ITER est aussi explosif que le sodium utilisé dans Superphénix), la nouveauté réside dans le caractère supranational du projet de réacteur à fusion. Les parcs de centrales à fission furent construits et gérés dans le cadre des principaux États nationaux. Si l'ITER marque le recul de leurs prérogatives en la matière, c'est au bénéfice d'institutions supranationales, comme l'Agence mondiale de l'énergie, de bailleurs de fonds venus des quatre coins de la planète, de chercheurs de toutes les nationalités, etc., œuvrant pour le même projet centralisé de création et de distribution de l'énergie au niveau mondial. Ce qui n'empêche pas les États impliqués (les États-Unis, l'Union européenne, la Russie, la Chine, le Japon et la Corée du Sud) de chercher à tirer la couverture à eux. Pour la France, dans le dessein d'accueillir le prototype à Cadarache.

AUJOURD'HUI, LES ÉTATS SORTIS VAINQUEURS de la Seconde Guerre mondiale monopolisent l'usage de la force nucléaire, ce qui leur confère le pouvoir lié à la possession d'armes de pression et de destruction sans comparaison dans l'histoire humaine. C'est pourquoi, États-Unis en tête, ils

à mon avis c'est d'ordre strictement fantasmagique pour l'instant, y compris les horreurs que cela promet, mais je veux dire : on n'est pas obligé de rester dans le domaine du strictement petit, ou du vivant, en ce qui concerne la revanche de la physique qui était passée un peu au second plan, depuis l'expansion du bluff biologique ; on voit bien ce qu'il en est du programme de fusion ITER qui est un programme international absolument monstrueux, donc un programme extrêmement lourd, qu'aucun pays au monde n'est capable d'exécuter seul et donc la remise sur rail du programme aujourd'hui réunit l'Union Européenne, les Etats-Unis, la Chine, la Russie, etc... dans la poursuite du Graal de l'énergie propre à l'hydrogène pour un capitalisme durable...donc on est en plein là-dedans, on est dans ces fantasmes-là. Ce qui me paraît moi en fait, la principale leçon à tirer des campagnes anti-OGM, c'est deux versants de la même chose. D'une part de voir ce que cela a pu révéler, en termes de résignation puisque ces campagnes ont été menées à tout casser par 300 ou 400 personnes sur tout le territoire français, pendant que 76 % de la population, officiellement si l'on en croit les sondages, était opposée aux OGM. Mais ces 76% sont toujours restés des spectateurs complètement passifs, comme ils sont passifs dans toutes les circonstances

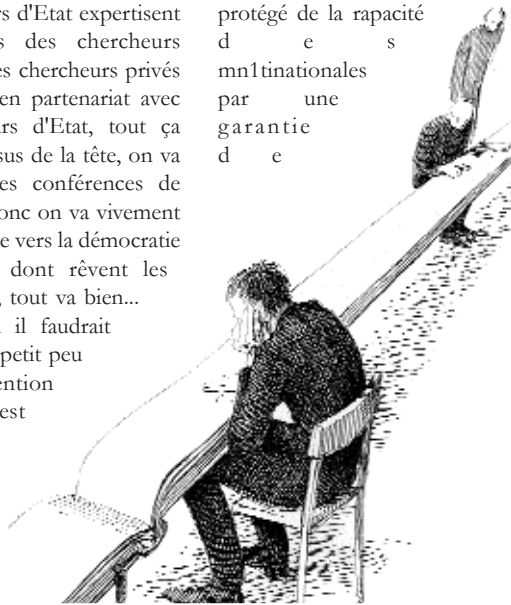
de leur vie, et même quand ils cessent d'être passifs, c'est seulement pour demander un peu plus de sécurité et un peu plus de contrôle.

Et du reste, qu'est-ce qui est mis en place et qui est applaudi par les Verts qui ont produit le texte, par la grande presse, et instantanément de ce fait par le citoyen lambda, par les citoyennistes, c'est le fait que la commercialisation et la généralisation des OGM agricoles, jusqu'à ce qu'il y ait un incident un petit peu gênant qui amènera à revenir là-dessus, est entourée d'un luxe de précautions, donc d'un luxe de contrôle, d'expertises, donc le serpent se mord la queue, l'expertise se nourrit elle-même, les scientifiques font leur boulot, les chercheurs d'Etat expertisent les produits des chercheurs privés, que les chercheurs privés ont élaboré en partenariat avec les chercheurs d'Etat, tout ça passe au dessus de la tête, on va généraliser les conférences de consensus, donc on va vivement et à vive allure vers la démocratie participative dont rêvent les citoyennistes, tout va bien...

Ce sur quoi il faudrait peut-être un petit peu attirer l'attention des gens c'est que pendant que l'on fait du

tam-tam sur le maïs BT, ce qui se développe c'est la recherche sur les plantes phytoémédiantes, parfaitement magiques et merveilleuses, puisque ces plantes permettront de dépolluer. On va utiliser des graminées pour nettoyer les sols des métaux lourds, on a trouvé des bactéries qui permettent d'accumuler les radioactivités, donc on va nettoyer les sols, dont Tchernobyl, on peut l'imaginer...

Tout ça c'est vachement bien puisque c'est écologique, c'est durable, puisque dans le cas des plantes on pourra les brûler après usage, récupérer les métaux lourds et les recycler dans l'industrie, qui sera elle-même durable, évidemment, pour peu que tout ça soit protégé de la rapacité des multinationales par une garantie d'exportation



chose de chrétien au royaume du militantisme. Et avec une mentalité pareille, nous ne pouvons que redouter leur "autre monde possible", craindre qu'ils organisent leur prochain pèlerinage dans le désert de Gobi ou au Groenland. L'hostilité de la nature grandira le moine-militant. Et ce militant sous sa tente qui dort sur ses cailloux sera probablement un martyr de la cause.

Quel "autre monde" avez-vous donc construit pendant ces trois jours ? Pensez-vous réellement que c'est en organisant ce genre de mascarade que vous allez mettre en danger l'OMC ? Croyez-vous que longtemps encore vous pourrez noyer nos colères dans vos multitudes à l'arrêt ? Quand cesserez-vous de nous prendre pour des cons ? Peu importe les fantasmes sur les éventuelles tentatives de récupération gauchistes, messieurs Nikonoff et consorts, vos verbiages de politiciens ne pèsent déjà pas lourds. Nos désespoirs ne seront jamais négociables !

Et toi, étrange militant qui achète un T-shirt pour dire qu'il faut consommer moins, petit agneau docile qui boit les paroles d'un prophète, tu es le spectateur de ta propre perte, misérable crétin qui demain encore ira voter pour tes nouveaux maîtres-bourreaux, ceux qui t'endorment aujourd'hui avec leurs beaux discours de réformistes à deux balles. Ne t'en déplaie, le monde n'est pas une maison bleue accrochée à la colline. Que les tirades les plus lyriques des experts-professeurs d'Attac finissent par t'étouffer de honte ! Fumeur de pétards, casse-couilles joueur de djembés, contestataire d'opérette, tu es démasqué. A ton tour de te réveiller et de démasquer les crapules qui ne rêvent que de te soumettre à leurs façons de gouverner.

Aujourd'hui, il est plus que temps de passer à l'action. Et heureusement, notre amant est habile, il nous est revenu plus riche. L'honneur est sauf, quelques citoyens garderont un mauvais souvenir de leur séjour là-haut. Plumer du touriste est un sport et les joyeux campeurs font de jolies victimes. Certains se sont fait dérober leurs tirelires et leurs carnets

ont encore moins l'intention d'abandonner le nucléaire militaire que le nucléaire civil, pour des raisons qui tiennent à la fois à la puissance et au prestige. Bien qu'ils ne visent plus à garantir le partage du monde, comme à l'époque de la Guerre froide, ils ont plus que jamais comme objectif de le contrôler et de le soumettre en bloc. Voilà pourquoi la doctrine militaire officielle n'est plus la "dissuasion" mais le "choquer pour se faire respecter", selon la formule du Pentagone, reprise par tous les états-majors. Derrière la fable des traités de réduction des arsenaux nucléaires, voire de leur élimination sous le contrôle de l'ONU, se profile donc bien autre chose que la fin de l'aventure nucléaire. Pour les États nucléaristes, il s'agit de mettre à la ferraille des mastodontes devenus obsolètes et de s'assurer le monopole de la recherche et de la création d'armes nucléaires, thermonucléaires, etc., de moindre puissance unitaire et moins radioactives, mais dont l'utilisation massive fera des ravages et sèmera la terreur. De tels arsenaux seront plus adaptés aux théâtres d'opérations diversifiés qui caractérisent les guerres "préventives" actuelles. L'Irak a pu en faire l'expérience dès 1991, avec l'emploi de l'uranium appauvri à titre de bouclier, de cône de choc et de bombe radiologique. De même, la plupart des États ont accepté le moratoire sur l'interdiction des essais nucléaires en grandeur nature, car il ne couvre que les bombes A et H qui font appel à la fission. En revanche, il laisse le champ libre aux expérimentations plus sophistiquées menées en laboratoire : du NIF de Livermore (aux États-Unis) au laser Mégajoule de Bordeaux, on met les bouchées doubles pour préparer, à l'abri des enceintes, des bombes H de

poche, utilisant le laser comme détonateur. Face à une telle frénésie nucléariste, il n'est pas étonnant que la France se soit empressée, à l'image des États-Unis d'ailleurs, de promulguer, en plein mois d'août 2003, un arrêté ministériel classant toutes les informations relatives aux matières nucléaires dans le champ "secret-défense"¹ : les peines encourues par les associations et les individus qui enfreindraient cet interdit vont jusqu'à sept ans de prison et 100 000 euros d'amende. Au nom de la sécurité de l'État, de celle des citoyens et de la lutte contre le danger terroriste ! L'argument sécuritaire sert encore à faire passer des lois d'exception. Les antinucléaires ayant le bec cloué, l'industrie peut ainsi tranquillement lancer ses machines de mort.

EN MISANT SUR LES ÉNERGIES "RENOUVELABLES", les Verts ont voulu jouer la carte de la contestation de l'électronucléaire au sein d'un gouvernement socialiste pronucléaire. Il suffisait selon eux d'accepter le prolongement de la durée de vie des centrales nucléaires de dix ans - donc aussi les risques d'explosion dus à leur délabrement - et de geler l'EPR le temps de roder les énergies "alternatives" qui prendraient ensuite le relais²... La question de l'arsenal nucléaire était, bien entendu, occultée. Au final, le parti écologiste, derrière des propositions fumeuses de "sortie négociée" de l'électronucléaire, a en réalité contribué à la perpétuation du nucléaire en général.

Évidemment, il ne s'agit pas de s'opposer aux palliatifs que des individus ou des groupes mettent en place, à échelle réduite, afin d'échapper quelque peu à leur dépendance énergétique pour leur usage domestique, mais de

de chèques. Des journalistes furent copieusement insultés, le stand du PS démonté.

Néanmoins, l'altermondialisme a de beaux jours devant lui. Bové, notre Lula local, superbe Walesa, jure qu'il ne se présentera pas aux élections. Quelques heures plus tard, il téléphone au préfet, manifeste avec des maires UMP, notamment la canaille de Millau, Jacques Godfrain, pour empêcher la tenue d'un Technival sur "son" Larzac. Décrétant ainsi qu'il y a une "bonne jeunesse" et une "mauvaise jeunesse". Les teuffeurs étant des porcs indésirables, nos citoyens tenaient ainsi leur rôle d'auxiliaires de police en appelant à la répression des brebis égarées au nom de la démocratie, de l'État de Droit et de la morale.

Enfin, il y aura cette photo où on verra José serrer la main à Sarkozy.

Que la vie vous soit douce.

Marie-Clotilde
la fiancée du pirate

NOTES :

Jacques Perreux : Vice-président du conseil général du Val de Marne, PC.

Anne Le Strat : élue parmi des Verts de Paris 18.

Jacques Nikonoff : stalinien chef d'Attac, chasseur de gauchistes, roi de la purge.

Danielle Mitterrand : sans la cagoule à Marcos.

Guy Bedos : chancre mou du Ps.

Jack Ralite: vestige de l'Union de la gauche et du programme commun, un espoir pour la nouvelle gauche plurielle.

Jean Ferrat : chanteur mort.

Corinne Lepage : ministre écolo sous Juppé, candidate à l'élection présidentielle de 2002, centriste spécialiste du naufrage et de la déroute électorale, bouffe à tous les rateliers.

[Publié dans Traits Noirs n°10, novembre 2003, pp.3-5]

Les Chemins non tracés, BP 259
84011 Avignon cedex 01
<http://traitsnoirs.lautre.net>

non-brevetabilité, on pourra être même sûr que les pauvres y auront accès, donc tout va bien, on est vraiment en route pour le meilleur des mondes... et en fait ce qui me paraît le plus significatif dans cette histoire des OGM, c'est qu'elle amène à ce genre de choses et de voir que la soi-disant réaction, la soi-disant opposition citoyenne aux plantes transgéniques a permis au moins de révéler cela. Bon, on me dira que je dis ça tout seul, ce n'est pas tout à fait exact, et puis de toute façon, le principal élément de la catastrophe, ce ne sont pas les OGM. C'est leur acceptation. C'est pas le système industriel, mais son acceptation, donc le développement de l'aliénation contemporaine tel qu'elle se produit aujourd'hui, et tous les éléments qui font qu'on se dresse nous-mêmes à marcher au milieu des ordures et à vivre dans les ordures. Ordures matérielles, ordures concrètes et ordures de pensée. Et du côté du citoyenisme, la poubelle déborde vraiment.

Q : Tandis que différents individus, groupes, et mouvements anti-système luttent contre ses piliers tels l'énergie, ou les communications (construction de TGV, autoroutes, Internet ...) un autre pilier, celui de la manipulation génétique et la transgénèse se trouve à peine au sein de ces luttes. Ne croyez-vous pas que l'on est à un moment crucial propice à agir face à des technologies qui n'ont pas encore d'emprise sur le mode de vie quotidien des gens, qu'ils ne considèrent pas

encore indispensables ?

R : Je serais tenté de dire que c'est malheureusement un point de vue optimiste. Parce que si les gens ne renonçaient à s'opposer qu'aux phénomènes dont ils s'estiment totalement liés et dépendants, on pourrait dire effectivement qu'il y a une marge de liberté, de manœuvre pour lutter contre divers néo-totalitarismes. Or on est bien obligés de constater que les populations ont plutôt tendance ces temps-ci à se vautrer dans la servitude et à réclamer de l'asservissement. Le crétinisme qui présente par exemple

l'internet comme un espace libertaire, alors qu'il est par définition l'espace du sur-travail, l'espace de la colonisation de ce qui reste de vie privée, le non-lieu même, étendu à l'univers de la dé-réalisation intégrale, de la part de tout sens du réel, le lieu où les rumeurs les plus folles, les plus mensongères, les plus invérifiables circulent, je veux dire, ça c'est une revendication même des libertaires radicaux et pas seulement aux USA. On a vu apparaître ça il y a cinq-six ans en Europe, et cela part comme une traînée de poudre. Les gens sont dans une telle fantasmagorie, qu'ils finissent par croire parce qu'ils l'ont vu sur l'Internet qu'ils sont un



comprendre que les propositions "alternatives" des Verts et du réseau Sortir du nucléaire sont à la fois conservatrices et irréalisables. Elles sont conservatrices car elles procèdent de la même démarche que celle qui conduisit au nucléaire, à savoir la nécessité d'alimenter en énergie la société capitaliste, ici en diversifiant les sources d'énergie : éoliennes, solaires, etc. Au problème social posé par le nucléaire, ils opposent, en gestionnaires du système, des solutions techniques qui, à leur façon, participent à la dégradation de la vie. Elles sont de plus irréalistes, car elles ne constitueront, pour longtemps sans doute, que des sources annexes d'énergie. L'idée de "service public de l'électricité sans nucléaire", préconisée par les écologistes, ne cache rien d'autre que l'illusion de pouvoir assurer, sous l'égide de l'État, le contrôle du marché de l'énergie qui lui échappe de plus en plus.

NOUS AFFIRMONS, NOUS, que la sortie du nucléaire n'est pas négociable, à moins d'accepter d'enchaîner l'humanité pour quelques décennies de plus (quelques dizaines de milliers d'années si l'on compte la durée de vie du plutonium) à des pollutions irréversibles, aux risques d'accidents et aux drames humains qui en découlent : la mise en état d'urgence de la société, c'est-à-dire la militarisation de la vie sociale, le confinement et la déportation des populations et l'élimination des récalcitrants, la mort lente enfin pour le plus grand nombre. Scénario déjà vu à Tchernobyl, à Tokai-Mura et à Long Island... Nous repoussons de même toutes les prétendues alternatives qui ne font que perpétuer et accroître la puissance du système social qui nous

dépossède de notre vie et qui saccage l'ensemble de la vie terrestre. Certes, à défaut de mouvements sociaux décidés à en finir avec l'exploitation et la domination sous toutes ses formes, "la lutte contre le nucléaire" restera sans doute le pré carré de lobbies citoyenistes, préoccupés d'aménager de façon plus ou moins réaliste et durable l'univers capitaliste planétaire, et d'accéder au pouvoir ou, à défaut, à son antichambre au titre de conseillers du prince. Et pourtant, seules de telles oppositions radicales au monde nucléarisé peuvent redonner son sens à la liberté humaine.

Des électrons libres antinucléaires
Itaque@club-internet.fr Paris

1 - Les matières nucléaires sont toutes les matières qui contiennent l'un des six éléments fissiles, fertiles ou fusibles retenus par la loi : uranium, plutonium, thorium, lithium 6, deutérium et tritium. Tous les types de combustibles nucléaires sont donc concernés, de leur fabrication jusqu'à leur transport, leur retraitement ou leur stockage.

2- Le député vert européen Yves Cochet déclarait encore récemment : "Le parc [de centrales actuelles] est suffisamment jeune pour qu'on prenne [la décision de construire l'EPR] au plus tôt en 2012-2015." *Le Monde*, 10/10/2003.

[Tract trouvé à la manifestation antinucléaire du 17 janvier 2004]

mouvement. Ce qui est assez intéressant c'est de voir qu'ensuite les médias, qui ne sont pas coupables de tous les maux dont on les accuse, c'est-à-dire qu'ils ne manipulent pas l'opinion, ils en sont juste le reflet. Donc quand ils ont vu sur l'inter, c'est vrai aussi, quoi. Et quand on leur dit qu'il y a un mouvement alter mondialiste, ils le croient, ils croient que c'est un mouvement d'opposition, et ils le disent, et les gens le croient en retour.. et tout le monde est bien content, donc... ça n'incite certainement pas à l'optimisme, mais en tout cas certainement pas à jouer dans cette cour-là. C'est ailleurs et autrement qu'il faut construire les réappropriations, et bêtement, d'abord en commençant par soi, à mes yeux. En essayant de continuer à dire, plutôt que d'élaborer des programmes, à continuer à dire la vérité immédiate des leurres et des fantasmes qu'on nous déroule, qu'ils soient ceux de la domination ouverte, s'il y en a encore une, ou qu'ils soient ceux des dominés volontaires qui sont les plus nombreux.

Q : " Réappropriation ?" Peut-on approfondir sur ce sujet, et plus concrètement par rapport à la



lutte contre les OGM ?

R : Le problème de la ré-appropriation n'est pas, contrairement à ce que certains pensent, une nouveauté : il fait partie du vieux programme ouvrier où il s'agissait justement de se réapproprier le monde, on pensait alors à l'époque et certains malheureusement paraissent encore le penser, qu'il suffisait d'exproprier les expropriateurs, donc de virer les patrons et les capitalistes pour être dans un monde enfin émancipé et s'affranchir du travail grâce à l'automation et aux machines. On voit assez largement ce qu'il en est, de cet affranchissement, de cet auto-esclavage généralisé par le biais des machines. Et donc la question c'est de savoir ce qu'il reste à s'approprier dans le monde matériel tel qu'il est, et c'est plutôt la voie vers la ré appropriation qu'il faut se réapproprier aujourd'hui, donc réinventer, plutôt que d'imaginer remettre le monde sur ses pieds en virant les maîtres du Monde, comme rêvent les altermondialistes, ou en signant quelque organisme de contrôle citoyen. Donc, le citoyen est l'esclave moderne, mais à la différence de l'esclave antique c'est que c'est un esclave volontaire. Tant qu'on ne sortira pas de cet enfermement mental, tant qu'on ne sortira pas, les uns et les autres, de la soumission volontaire au monde industriel, tant qu'on ne cessera pas de prétendre qu'on va aménager la catastrophe ou qu'il suffirait de s'élever avec indignation et moralisme contre certaines conséquences, tant qu'on continuera de protester contre la pollution en roulant en bagnole, ou en voulant un ordinateur à la maison, je crois qu'on est très, très mal barrés. Alors de tout ça évidemment, les gens se rendent

compte à plus ou moins grande échelle. Dans le milieu altermondialiste, voire chez les antidéveloppementistes, les post-développementistes, les décroisseurs à la touche... en en a plein la bouche du risque qu'il y aurait si un milliard de Chinois se mettent à rouler en bagnole. Mais, eux-mêmes ? Leur décroissance, apparemment s'avère assez lente, leur goût pour l'Etat de toute façon dit bien que non seulement ils sont un parti du passé, et qu'ils sont défaits avant même d'avoir existé comme soi-disant force, par contre comme poids-lourd, comme poids mort, comme immobilité soumise qui nous est promise pour quelques dizaines d'années, ce courant là, ce que j'appelle le citoyenisme, génétiquement modifié ou pas, il faut vraiment essayer de comprendre comment ça fonctionne parce que ça va vraiment nous peser sur les épaules pendant longtemps, et c'est aujourd'hui l'ennemi principal à mes yeux.

Q : Et pour finir, autre chose que vous voudriez rajouter ?

R : Non, que chacun essaie de se prendre en main et que chacun essaie de se remettre à penser.

Ndlr : 1. Il s'agit de la décontamination le 11 août 2001 de maïs de la société *Meristem Therapeutics* dans la Drôme.

[Entretien mis en la par la section éducation de la CNT-AIT du Gard le 2 février 2004
<http://cnteducation30.free.fr>]

Pour lui écrire :

René Riesel, écrou 4612
Maison d'arrêt
37, chemin Séjalan
48 000 Mende

POUR UN TRAITEMENT RÉVOLUTIONNAIRE DES ORDURES

LE 15 MARS 1999, dix-sept chômeurs du CLASH (Chômeurs libres, actifs, solidaires, heureux), un collectif formé de militants de différents AC! sabotent volontairement un incinérateur particulièrement polluant à Fumel en sectionnant les fils du système électrique et en retirant la porte d'un four. Dans un premier temps, ils l'avaient simplement occupé tandis que l'huissier venu sur place voyait les pneus de sa voiture se dégonfler mystérieusement. Ils envoient aussitôt un communiqué : "les autorités, bien que d'accord avec nous sur la dangerosité et l'illégalité du site ne semblent pas capables de prendre la décision qui s'impose. Le collectif CLASH l'a prise cette nuit et s'est donné les moyens de l'appliquer". 12 personnes sont arrêtées, cinq feront jusqu'à 32 jours de prison préventive et neuf seront sous strict contrôle judiciaire. Le collectif AC!47 d'Agen se dissocie aussitôt tout comme certains interpellés qui signent à la gendarmerie qu'ils étaient pour l'occupation mais contre l'arrêt de l'incinérateur...

Même si quelques solidarités autonomes existent ¹, l'officiel Comité de soutien aux inculpés choisit d'emblée la voie royale de la collaboration institutionnelle en rencontrant à partir d'avril 1999 tous les politicards de gauche (le député PS, Laguiller, Chevènement, Greenpace, la Confédération Paysanne) et l'un des inculpé portant plainte à son tour en décembre 1999 contre le gérant de l'incinérateur pour "déversement de substances dans les nappes phréatiques".

Le 17 septembre 2003, six d'entre eux passaient en procès à Agen pour "destruction de biens publics et sabotage". Un rassemblement de mille personnes se tient devant le tribunal, les inculpés font citer des experts et spécialistes pour démontrer la nocivité de l'incinérateur et revendiquer avoir agi en "état de nécessité". José Bové est présent mais se fait rétoquer par la juge comme témoin

et/ou expert. Finalement, le procureur dénoncera des "comportements anti-démocratiques qui peuvent nous mener à la catastrophe" et le fait que ces actions directes sont "beaucoup plus inquiétantes que la dioxine" avant de demander neuf mois dont huit avec sursis pour 4 prévenus (Gérard, Laurent, Christophe et Pierre), six mois pour Marie et trois pour Patrick.

Le 19 novembre 2003, Gérard, Pierre et Laurent prennent 6 mois avec sursis (malgré le fait que certains aient fait de la préventive), 4 mois avec sursis pour Christophe, une dispense de peine pour Marie et Patrick. On notera surtout cette obstination, comme souvent dans le "mouvement social" citoyen, à se présenter en contre-experts qui agissent en Etat parallèle pour le bien de tous au nom de la "démocratie" et —conséquence logique— à une soif de reconnaissance par l'Etat officiel, et ici son bras justicier : le Comité de soutien conclut son communiqué publié après le verdict par un appel "à rester mobilisé pour obtenir enfin la mise en examen des gérants de l'incinérateur" tandis que la Fédération Anarchiste demandait avant le procès "que les exploitants de l'incinérateur mis hors d'état de nuire soient traduits en justice pour répondre de leur avidité". Finalement, leur condamnation ferme la boucle et le mois gratis que certains ont passé à l'ombre n'est qu'un bonus pour les faire réfléchir au recours à la justice et au droit.

1. Voir par exemple l'affiche qui a circulé un peu partout, publiée dans *Cette Semaine* n°77, mai/juin 1999, p.2. Voir aussi *Cette Semaine* n°79, février 2000, p.32 pour une chronologie de cette lutte de mars à septembre 1999.

2. Publié sur a-infos le 14 septembre 2003

TEMPS DE GUERRE

APRÈS PLUSIEURS EXPULSIONS de squatters, notamment immigrés (roumains ou africains), au nom des intérêts spéculatifs qui veulent transformer Montreuil en une annexe de Paris pour bobos, citoyens, sièges sociaux d'entreprises et bureaux, un nouveau squat a été expulsé le 29 novembre 2003, rue Désiré Préaux.

L'intervention du proprio avec ses hommes de main, infructueuse, et la participation des voisins dans le rôle des balances n'ont pas suffi. Les flics ont arrêté les 15 personnes présentes, et un procureur ordinaire, dans sa fonction de contremaître de l'usine "justice", en a fait passer deux en comparution immédiate, ce qu'ils ont refusé. Ils sont donc actuellement derrière les barreaux, consacrant l'un des uniques choix que les dominants voudraient nous imposer : choisir la fréquence des séjours entre leurs différentes cages en béton (école, usine ou bureau, centre commercial, camp de rétention, parc de loisirs, prison, HLM, asiles).

NOS DEUX AMIS ont eu l'impudence de remettre en cause les lois du profit et de la propriété, dont le principe est de préférer conserver un espace vide plutôt que le voir être pris pour toit par des individus qui ne peuvent ou ne veulent en mendier un à l'administration ou subir le racket des loyers ; et préférer expulser, voire démolir ou brûler cette même maison dès lors qu'elle est squattée. Il nous faudrait ainsi céder au chantage de l'Etat et de sa politique immobilière d'attribution des cages à poules "sociales" ou à celui des possesseurs de plusieurs lieux en leur demandant l'autorisation de poser son cul, ses relations sociales et ses désirs dans l'un d'eux, sous forme de bail ou en tout cas d'accord quelconque (contrat précaire, convention d'occupation,...), comme le font si volontiers les "artistes" et autres gentils agents de la pacification sociale.

LE "PARADIS PAVILLONNAIRE" que les petits propriétaires et les crapules de locataires collabos du quartier ont défendu n'est pourtant pas plus attrayant que l'ennui dans lequel ils végètent. Car vivre en ville, c'est vivre dans des cubes de béton construits en fonction des seuls besoins du marché, c'est-à-dire du compte en banque des riches. Et cet art si particulier de l'entassement des êtres humains à des fins productives, que les architectes nomment leur *métier* (mais dirait-on qu'huissier, l'autre sale face du propriétaire, est un "métier" ?), consiste en fait à organiser la ville autour des activités supposées contenir notre vie entière : se rendre du domicile au travail en passant par le supermarché et, lorsque le patron veut bien nous accorder quelque pause, un petit tour par les loisirs organisés.

APRÈS L'INSURRECTION de 1848, Haussmann a entrepris d'inscrire sur une vaste échelle dans la structure des villes le second principe qui les régit : le contrôle social. Depuis ces créations de grands axes destinés à faciliter les mouvements de la troupe qui allaient de pair avec le refoulement des pauvres à la périphérie de Paris, la panoplie s'est élargie, associant l'Etat, les intérêts privés et la collaboration citoyenne. Nos deux complices ont ainsi dû affronter successivement la milice du proprio, la voisine balance et la police. Ils sont bien sûr tous dans leur fonction de conservation de l'ordre de la société techno-industrielle, et le véritable scandale ne réside pas dans leur intervention musclée ou délatrice, mais résiderait plutôt dans le fait de ne pas les traiter en conséquence.

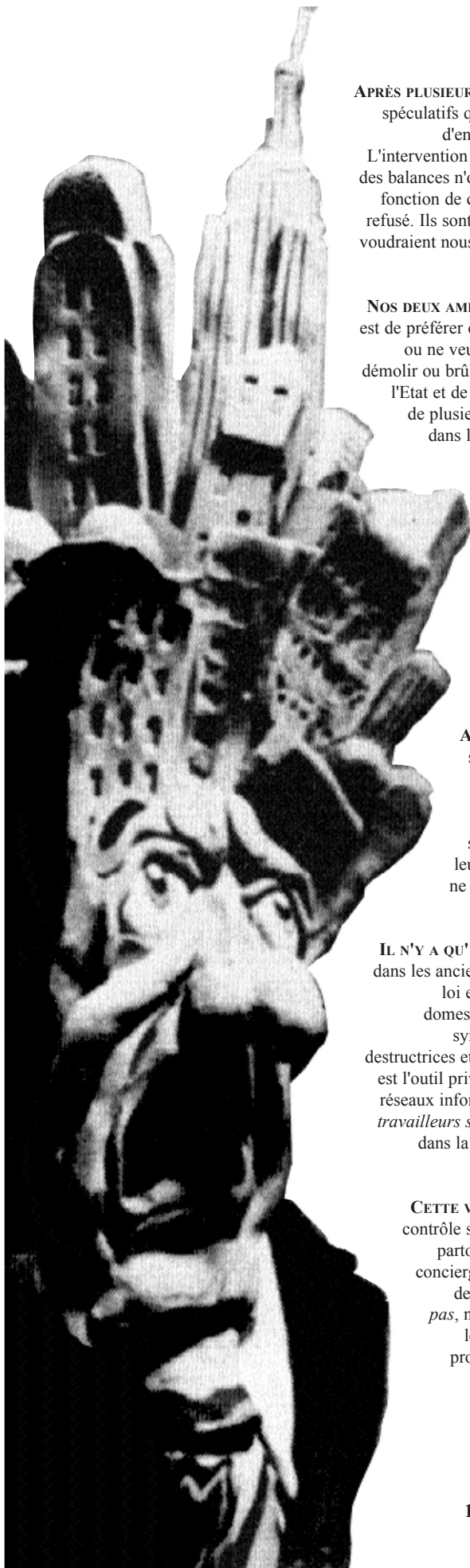
IL N'Y A QU'UN OUVRIER STALINIEN reconverti en altermondialiste ou un bobo-colon fraîchement débarqué dans les anciens quartiers prolétaires, pour croire encore qu'il existe une différence entre public et privé : la loi est l'instrument étatique des dominants qui organise et consacre l'écrasement des dominés et la domestication (au travail, dans la rue ou les rapports inter-individuels) ; la recherche publique est en symbiose avec la recherche privée pour développer des produits aux conséquences toujours plus destructrices et irréversibles (pollutions industrielles, manipulations génétiques, nucléaire et chimie) ; l'école est l'outil privilégié pour modeler de la chair à patrons ; les infrastructures (réseaux ferroviaires et routiers, réseaux informatiques) sont organisés par rapport à la circulation des armées et des marchandises —et les travailleurs sont des marchandises comme les autres— ; les assassins assermentés de l'Etat marchent main dans la main avec les vigiles privés et les citoyens —l'autre nom du flic— pour tenter de faire régner l'insécurité parmi les pauvres.

CETTE VILLE DE MONTREUIL n'échappe pas à une organisation basée sur ces impératifs de profit et de contrôle social qui ont conduit à l'incarcération de nos deux amis et complices. Les riches ont dégueulé partout leur mode de vivre en transformant d'un côté les logements en bunkers surprotégés (vigiles, concierges, "grands frères", citoyens-relais, caméras de vidéo-surveillance, digicodes) tout en laissant de l'autre des bâtiments vides qui narguent les sans-logements, mais les prolétaires, *squatters* ou pas, ne sont pas pour autant toutes et tous résignéEs. Dans l'état d'exception permanent instauré par les puissants —avec une "lutte contre le terrorisme" comme dernier prétexte pour faire encore progresser domestication et soumission—, la guerre sociale quotidienne que nous menons autant que nous subissons reste l'expression de notre volonté d'insurgés du désir de vivre.

Ni coupables, ni innocents, ni victimes : guerre aux dominants et à leurs esclaves !

LES DEUX SQUATTERS DE MONTREUIL PASSENT EN JUGEMENT
JEUDI 18 DÉCEMBRE 2003 À 13H30
17E CHAMBRE CORRECTIONNELLE DU TRIBUNAL DE BOBIGNY

[Affiche trouvée sur Montreuil (93), début décembre 2003.
 Le 18 décembre, l'un a été acquitté tandis que notre compagnon est parti pour cinq mois fermes]





[Manifestation du 1er mai 2003 à Nantes]

VIOLENCE DE CLASSE CONTRE VIOLENCE DE CLASSE

Pour l'instant, dans la violence, réelle ou promise, il ne s'agit que de chantage à la pollution ou au sabotage (ou à toute autre chose non dite ouvertement parce que trop dangereuse quant à la répression) pour obtenir plus d'argent (car jamais le capital n'est revenu sur ses décisions de fermeture ou de restructuration quand ses intérêts sont en cause). Mais l'apparition, dans ces "plans sociaux", de la violence ouvrière répondant à la violence du capital est la résurgence récente d'un phénomène fréquent autrefois mais qui avait presque disparu des pratiques de lutte collective depuis des décennies (bien que récurrent à l'échelle individuelle) : l'affrontement classe contre classe et la fin des réformismes. On peut dresser aujourd'hui la liste de telles actions de classe, tout au moins de celles que l'on connaît parce qu'elles ont franchi la barrière médiatique (il en est certainement d'autres dont personne ne se vante, et pour cause, ou que le capital n'a pas intérêt à ébruiter via les médias, et pour cause aussi).

LISTE NON EXHAUSTIVE

***12/2/2000** - 153 travailleurs de Cellatex (filature de textiles synthétiques) à Givet (Ardennes) menacent de faire sauter plus de 100 tonnes de produits dangereux et déversent 56.000 litres d'acide sulfurique dans un affluent de la Meuse. Le 21 juillet ils acceptent un plan social "amélioré" qui leur garantit une indemnisation bien supérieure à ce qu'on leur proposait.

***20/7 2000** - Une centaine de travailleurs de la brasserie Adelshoffen à Schiltigheim dans la banlieue de Strasbourg menacent de mettre le feu à deux citernes de gaz de l'usine ; ils déversent 680 hectolitres de bière dans les rues. Ils obtiennent une meilleure indemnisation et d'autres conditions de reclassement.

***20/7/2000** - 80 licenciés sur 146 travailleurs de l'usine de la Société Française Industrielle de Contrôle et d'Équipement à Meaux (Seine-et-Marne) réclament les mêmes garanties que les travailleurs de Cellatex et menacent de mettre le feu à l'usine ce qu'ils font d'abord symboliquement.

***26/7/2000** - 236 travailleurs de l'équipementier automobile Bertrand Faure à Nogent sur Seine (Aube) occupent l'usine et menacent d'incendier les machines et de faire sauter les bouteilles de gaz. Un plan social est finalement signé.

***28/7/2000** - 127 travailleurs de l'usine sidérurgique Forgeval à Valenciennes (Nord) menacent de faire exploser 35.000 litres d'huile de machine. Leurs revendications sont partiellement satisfaites.

***22/6/2001** - 123 travailleurs de la filature Mossley à Hellemes près de Lille (Nord) occupent l'usine. L'occupation va durer 71 jours ponctuée par des actions de commandos diverses toujours accompagnées de destruction de matériel, y compris l'incendie d'une partie du stock de fibres textiles et la menace d'en brûler encore plus si les machines tenues en otage sont évacuées par la force. Ils obtiennent des indemnités de licenciement plus substantielles, qui devront d'ailleurs être payées par le conseil général.

***Été 2001** - 831 travailleurs du trust Bata (chaussures) qui ferme son usine de Moussey (Moselle) saisissent un énorme stock de plusieurs dizaines de milliers de paires de chaussures qu'ils abandonnent par la suite pour des actions ponctuelles de séquestration de dirigeants, de destruction de matériel et de saccage de magasins du trust.

***12/11/2001** - Des travailleurs de l'une des usines Moulinex en liquidation à Cormelles-le-Royal (Calvados) menacent de faire tout sauter pour avoir des compensations financières qu'ils n'obtiennent pas, n'étant pas suivis par les travailleurs des autres usines.

***Janvier 2003**, des travailleurs de l'usine Daewoo-Orion (téléviseurs) de Mont-Saint-Martin (Meurthe-et-Moselle) cherchant des garanties contre la fermeture du site menacent de déverser des produits chimiques dans un affluent de la Meuse. Dans la nuit du 23 au 24 janvier, un incendie détruit la moitié de l'usine et le stock des téléviseurs ; quatre travailleurs sont poursuivis le 15 mars dont deux emprisonnés.

***Février 2003** ; Des travailleurs de l'usine ACT d'Angers (ex Bull) saisissent un stock de produits Bull et détruisent symboliquement par le feu quelques centaines de cartes électroniques ; d'un autre côté, pendant quelques jours, ils remettent en marche une ligne de production de ces cartes pour un client de la firme ACT.

***14/3/2003**, des travailleurs de Metaleurop Nord mis en liquidation judiciaire menacent de déverser de l'acide sulfurique dans le canal de la Deule. Ils y jettent des pains de sodium de du matériel de l'usine. Ils ont saisi le stock de lingots de zinc et de plomb qu'ils pensent écouler auprès des clients de la firme. Des pillages auraient eu lieu avant l'occupation.

[Extrait de *Dans le monde une classe en lutte*, avril 2003, p.1

Echanges et mouvement - BP 241 - 75866 Paris cedex 18]

EXPULSION EXPRESS ET MUSCLÉE DU PÉTRIN, TOUT NOUVEAU SQUAT...

INSTALLÉS DEPUIS PEU dans une ancienne pâtisserie abandonnée de Lille Moulins, nous avons passé 24h dans les cellules du central de Lille.

Ho, qu'elle était belle la maison. Certes sans réseau électrique convenable, avec des tapisseries et des posters des 70's, mais grande et avec un beau four à pain dans l'arrière boutique. Ha, on aurait pu profiter de cette demeure inutilisée pour y organiser pleins de trucs, une fois retapée et l'électricité et l'eau réinstallées... Mais non, il a fallu que la police intervienne, nous expulse et nous retienne 24 heures dans ses cellules.

Installés depuis peu, nous avons pu barricader la porte d'entrée pour éviter que la police nous empêche d'y établir notre domicile. Malheureusement il existait une autre issue : une porte, impossible à sceller rapidement qui donnait sur une cour commune avec les voisins. Ces derniers, pas encore avertis de notre nouvelle présence ne semblaient pas s'inquiéter, ni être dérangés. Mais le propriétaire (nous avons appris plus tard que la maison venait d'être rachetée il y a peu) avait semble t-il décidé de venir voir sa nouvelle acquisition hier, en passant par cette porte. Se rendant compte de la présence de parasites dans sa propriété privée, il n'a pas tardé à avertir les flics.

A peine le temps de réunir les affaires, pas le temps de barricader cette petite issue, impossible d'annoncer que nous avons décidé d'investir cette propriété inutilisée, que les flics débarquaient. Un camarade, qui se tenait devant la porte a été projeté par terre pendant que les flics montaient nous rejoindre aux étages, flingue au poing. Assis en cercle au 2e étage, nous les avons vu débarquer, fébriles, nous braquant en beuglant avec leurs armes. Le temps de descendre dans la cour sous les frasques habituelles de la police nationale ("*j'ai une gomme à effacer les sourires !*") pour qu'on prenne nos identités et les camions étaient là pour nous embarquer.

Il faut dire que la flicaille est habituée à patrouiller jour et nuit dans le coin... Entre les expulsions de squats et de sans-papier-e-s, le voisinage commence à en avoir marre de voir les rues de son quartier constamment bleues. Quelques voisins et amis étaient donc rassemblés devant la maison quand nous avons été embarqués...

La suite, tout interpellé-e la connaît : tous stockés dans des cellules miteuses, les filles transférées à Villeneuve, les pressions lors des "dépositions" pour nous faire porter le chapeau pour "*dégradation de biens privés en réunion*".

Au final, quelques 24h de garde à vue, pour avoir squatté et nettoyé une maison vide, ça tourne au délire. Nous sommes à 10 convoqués devant le tribunal le 5 mai 2004 à 8h30 au tribunal correctionnel de Lille (9e chambre). On nous reproche une vitre cassée, un compteur EDF démonté et 3 verroux changés.

La lutte contre la propriété privée continue, nous ne céderons pas face à la pression d'Aubry-Sarkozy !
1 expulsion -> 1000 ouvertures !

Des squatteuses
8 novembre 2003

Ndlr : On peut retrouver les squatteuses lillois tous les jeudis à 19h lors de projections au Brankard, 50 rue de Thumesnil à Lille-Moulins.

Quelques mots sur l'administration hospitalière... pas si hospitalière que ça !

En attendant...

Les longues turpitudes estudiantines de nos vénérés docteurs en médecine sont un piètre terreau pour favoriser l'écoute et les relations humaines. Sans doute existe-t-il de vastes cours dans ce domaine. Mais aucun docteur émérite ne connaît le poids des sentiments ; ce qui explique le manque d'attention du corps médical aux multiples visages qui se présentent dans les couloirs des hôpitaux publics. C'est bien de ces lieux de perdition que je veux parler. L'hôpital des siècles passés servait de centre d'hébergement et de mouiroirs pour les plus pauvres; on y trouvait une horde de docteurs en sciences et en médecine qui expérimentaient de nouveaux procédés plus ou moins sanguinolents comme la saignée, les électrochocs, la lobotomie, l'amputation...

Dans la plupart des cas (et surtout si le "patient" n'a pas de particules) le corps debout ou non qui entre dans l'administration hospitalière n'est plus qu'un organe au service de la science, une chair à trancher, à répertorier et éventuellement à soigner. Qu'en est-il aujourd'hui ? Ne voit-on pas ici ou là des individuEs entrer avec un mal bénin et ne jamais ressortir ? Ces fameuses maladies nosocomiales qui se répandent si vite ; à qui la tuberculose, à qui la méningite, ou la légionellose sans parler des opérés et des transfusés. Comme les centres de bonnes sœurs du XIXe siècle, l'hôpital est une voie de garage pour une large frange de la société. Les patients des urgences hospitalières sont la preuve que cette tradition perdure. Comme les salles d'attente de tout service administratif, les salles des urgences sont toujours pleines. On y vient sur rendez-vous ou après s'être fait tirer les oreilles, tel l'enfant à l'école, on nous donne une place dans les rangs.

Si vous avez de la fièvre, on évalue le degré de gravité avant de vous ausculter pour de bon ; ainsi une enfant de quelques mois est morte en attendant son tour, le médecin interne jugeant la patiente pas si atteinte ; ou encore si vous avez l'arcade sourcilière ouverte et que depuis deux heures le sang commence à sécher, alors tout n'est pas perdu vous attendrez encore un peu; alors si vous êtes de tendance inquiète...

Sur les visages se lisent tour à tour la hâte, la peur, l'anxiété, l'impatience et si vous êtes toujours en éveil, alors vient l'ultime résignation, ce sentiment qui éteint toute énergie, même cette lumière dans le regard. Il existe dans notre monde des hommes et des femmes qui refusent de s'assujettir, à tort et à travers, sous le joug de l'autorité quelle qu'elle soit, ceux et celles-là voient la force répressive se déployer devant leur refus de courber l'échine.

Il faut comprendre que les gens de pouvoirs ont toujours un ami médecin qui pour une urgence est prêt à prendre sur son temps de

travail pour garder ses contacts avec le monde.

Certes ils abattent du travail ces internes : au suivant, au suivant !! Ils remplissent bien leur tâche, ils dépassent ces quotas ou pourcentages des années passées pour augmenter le budget de l'entreprise hospitalière. Alors on n'a pas le temps de sourire, de consoler, d'expliquer, ni même de parler, suivez les instructions sur le papier ; c'est quoi ces traits madame l'infirmière ? Mais quel sang-froid ne faut-il pas pour recevoir ce torchon salvateur ; c'est bien ce qui manqua à la famille Yahiaoui qui attendait le 20 Décembre 2003 impatientement dans



les couloirs de l'hôpital lyonnais saint-joseph / saint-luc (7e arrdt) que la mater défaillante se fasse ausculter ; comme elle se plaignait de vertiges, ses trois grands fils l'emmenèrent aux urgences pleins d'anxiété à l'idée que la mère trépasse. Attendant leur tour (le temps normal d'attente étant en moyenne d'une heure) les gaillards s'échauffent la voix, tant ils ont de choses à faire ailleurs ; voilà un médecin de service qui ne comprenant pas qu'on ne suive pas docilement le régime habituel, s'enhardit du haut de sa blouse blanche.

La croisade du médecin pour son irrespectueuse organisation et son orgueil en péril met le vif dans les yeux des trois bons fils ; l'interne est mis à terre alors que

les renforts en chemise arrivent en toute hâte ; mais les costauds n'en demandent

pas mieux : depuis des heures de manque de personnel, voilà qu'ils sont servis de repréailles. J'en entends un qui dit : ils sont armés de barres, comme s'il était courant de frapper son médecin traitant ; en revanche il est de bon goût chez les infirmiers et internes de sortir la piqûre calmante devant les fortes têtes.

Les trois gars dont un lycéen sont interpellés de suite, la justice ayant un pied dans la médecine et vice versa. Ils furent relâchés après la garde à vue et l'affaire ayant fait couler beaucoup d'encre (et bien la plus vérolée), le politique entre en action : le procureur fait arrêter le plus jeune et le plus vieux des trois à leur domicile. Je ne crois pas qu'il y eut de résistance ni même que la mère va mieux depuis.

J'apprends par les torchons que l'interne qui s'est pris la raclée de sa vie (une claque) s'est monté avec d'autres victimes répressives en association pour dénoncer les violences dans les administrations hospitalières et surtout faciliter les procédures contre les insoumis des urgences. A quand cette fabuleuse association des victimes et des victimes potentielles de l'axe médico-policier ?

...le procès

Comme il est d'usage, le procès fut bâclé. Les témoignages en faveur des trois gars n'ont pas été retenus. Cependant, le médecin urgentiste Guillaume Magnien a le premier perdu son sang-froid pourtant si nécessaire dans une telle fonction ; il secoua la femme dont les jambes ne pouvaient plus la soutenir : "arrêtez de jouer la comédie, Madame, je ne vais pas soulever cent kilos". C'est aux appels de la mère que les fils se pressèrent dans la salle de consultation. Le matador aux gants de plastique repoussa violemment l'attaquant d'un coup à l'oreille. Sous de telles méthodes, même le plus doux des agneaux retrousserait les babines. La suite on la connaît. Il est dans l'ordre des choses d'enfermer ceux et celles qui osent encore s'étonner, s'insurger, ou soutenir d'autres "incontrôlables". Et puis on ne conteste pas cet ordre : "c'est l'autorité normale du médecin sur son malade" nous dit Didier Saint Avit, l'avocat du gang des blouses blanches. Combien de réclamations houleuses s'achèvent derrière les grilles des hôpitaux ou les barreaux. Mounir, Ichem, Fouad ont pris le 15 janvier 2004 un an de prison dont six mois ferme et plus de huit mille euros d'amende pour avoir soi-disant malmené, et ce sans le reconnaître, neuf personnes de l'administration hospitalière. De quoi compenser les stagnations de salaire. Entre baise-main et dessous de table, les ordures se saluent et s'entraident, la médecine ressemble comme deux gouttes d'eau à ses acolytes policier et judiciaire.



“ JE NE DISCUTE PAS AVEC LES DOMESTIQUES DE LA JUSTICE ”

LE 29 JUIN 1995, Karim Tahir et un ami sont pris en chasse par les flics à la sortie du braquage de la BNP de Limoges. Malgré une fusillade, ils sont pris à l'issue d'une course-poursuite. En mars 1997, il prend 15 ans de prison, son ami 12 ans.

LE 7 MAI 2000, il parvient à s'évader de la maison d'arrêt de Nantes en franchissant le mur d'enceinte avec une corde confectionnée à l'aide de draps. Il disparaît ensuite dans la nature après avoir pris un chirurgien-dentiste en otage avec sa famille, qui le conduisent jusqu'en Allier.

LE 9 JUIN 2000, il prend en otage le propriétaire et le pilote d'un hélicoptère à St Etienne. Le premier se débat et finit abandonné en rase campagne, blessé par balle. L'hélicoptère effectue ensuite un vol stationnaire au-dessus de la prison centrale de Moulins-Yzeure, permettant à Rachid Benchetouiâ, Christian Pyotte et Jean-Claude Mendes da Silva de s'évader à leur tour. Ils dérobent ensuite successivement deux voitures avant de disparaître. En juillet, ils sont tous arrêtés, sauf le dernier.

LE 19 JUIN 2003, le jury de la cour d'assises de la Loire condamne Karim Tahir (31 ans) à 26 années de prison pour “ *enlèvement, séquestration, vol à main armée et évasion en bande organisée* ” [ils ont rajouté en sus un braquage et une tentative à Nantes en avril 1995, qu'il nie], Rachid Benchetouiâ (38 ans) à 15 années pour “ *évasion, braquage et séquestration* ” et Christian Pyotte (54 ans) à 8 années pour le même crime. Le dernier des évadés, Jean-Charles Mendes da Silva (30 ans), toujours en cavale, sera jugé ultérieurement, souhaitons-le par contumace.

AU COURS DU PROCÈS, Christian Pyotte (déjà condamné deux fois à perpétuité) a déclaré dès la première audience qu'il “ *ne participera pas à [leur] mascarade* ” et précisé au président : “ *je ne discute pas avec les domestiques de la justice de Napoléon* ”. Il a refusé à son avocate, commise d'office, de plaider. Karim Tahir a pour sa part déclaré d'emblée à propos de l'évasion de Nantes “ *je recommencerais* ” et reconnu les cinq tentatives d'évasion entre 1995 et 1997 et les dix autres commises entre octobre 2000 et août 2001, avant de poser cette question : “ *Est-ce que la non-perspective de pouvoir sortir ne les explique pas ?* ”.

UN “ **JURY POPULAIRE** ”, cinq femmes et quatre hommes, chiens serviles de la morale et du droit, ont accepté de juger trois individus coupables d'aimer la liberté. Nous ne connaissons pas ces derniers et il nous intéresse peu de savoir pourquoi ils se sont retrouvés embastillés. Ce que nous savons par contre, c'est que dans ce monde de non-choix, des hommes et des femmes choisissent parfois, plutôt que de perdre leur vie à la gagner au turbin, de se saisir de l'argent là où il se trouve en abondance. C'est que profitant de l'illusoire liberté du “ *dehors* ” chèrement acquise, Karim a en plus usé de l'arme de la solidarité pour aller chercher trois copains dans une prison de haute-sécurité.

CE **SYSTÈME** prétend nous écraser entre la matraque du flic et l'enclume de la loi, entre l'exploitation salariée qui nous brise physiquement comme psychologiquement en peu de temps et l'Etat qui vise au contrôle absolu de chaque individu, entre la soumission et la résignation, entre isolement et massification ; un tel système est clairement à détruire.

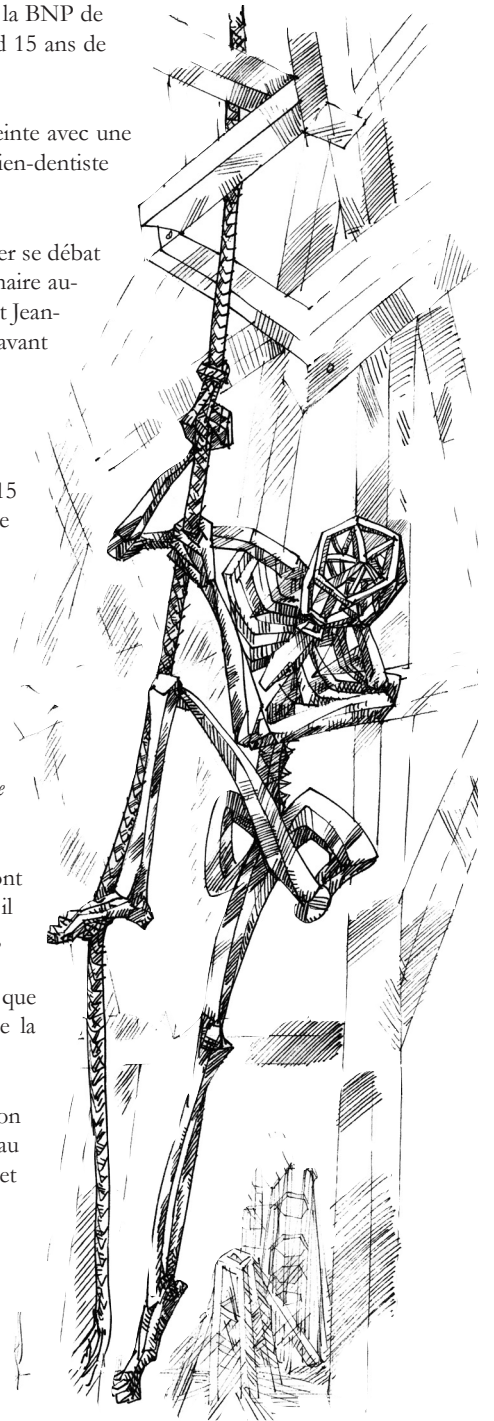
ET CE N'EST BIEN SÛR PAS le désir de liberté, l'évasion de ces machines à trier et à éliminer que sont les prisons qui est mortifère : c'est d'accepter tous les jours, toujours plus avant, la gueule du petit-chef, les avis de l'assistante sociale, le dressage du professeur, l'œil du voisin en mal de sécurité, les bons conseils du syndicaliste, la pression de l'huissier, la cravate du bourgeois ou la simple présence des flics. Il n'est pas plus incroyable d'attaquer une banque que de se lever chaque matin pour enrichir un patron et un banquier en échange de son corps, son esprit, son temps, son énergie, son savoir, tout en croyant vivre. Même si l'expropriation peut recouvrir les traits du travail et si la “ *violence* ” ou “ *l'illégalisme* ”, catégories juridiques, ne signifient rien en eux-mêmes, nous savons aussi que le carcan de l'Etat et de l'exploitation ne sauteront pas tout seuls. Et que c'est à chacune, chacun, de choisir les moyens adéquats pour affirmer sa propre rage de vivre.

ET **LORSQUE DES INDIVIDUS** quittent le chemin de la servitude volontaire pour se réapproprier en partie leur vie, lorsque des hommes empruntent les sentiers d'un peu plus de liberté, tout notre cœur et notre solidarité les rejoint. Le risque maximum de la révolte est de ne mourir ni exploités ni exploitateurs, ni dominés ni dominants, ivres du feu de la liberté et des passions humaines.

**LES SEULES PRISONS QUI NOUS CONVIENNENT SONT CELLES QUI BRÛLENT
LIBERTÉ POUR TOUTES ET TOUS
MUTINERIE GÉNÉRALE**

Quelques amants de la liberté

[Affiche trouvée sur Paris courant juin 2003]





Les incendiaires, par Eugène Vermersch (1871) 1

ITALIE

<i>Black-out</i>	Liberté pour Camenisch, liberté pour tous !	2
	Un black-out dans la cervelle	3
	Actions de solidarité	2
<i>Viterbo</i>	Arrestations suite au sommet de Rome	4
<i>Rovereto</i>	Qui sont les terroristes ?	6
	Procès de 9 compagnons à Rovereto	7
	A propos d'un photographe "anarchiste"	8
	Temps de guerre	9
	Les raisons d'une inimitié	9
<i>Tempi di guerra</i>	Appelons un lager un lager	10
	Un printemps à Turin	11
	La protection de la communauté	12
	Chronique d'actions et évasions des Cpt	12
	Accueil ?	13

	Quelques condamnations et enquêtes en cours	5
	Affronter la répression...	14
	Brèves du désordre	14

<i>Quale guerra</i>	Le bruit des pantoufles	17
	Il est facile d'abattre un oiseau au vol uniforme	18
	En retour de service	19

ARGENTINE

	Récit des émeutes de décembre 2001	20
	Chronique de milliers de personnes	20
	A propos des assemblées de quartier	23
	Pour un autre 20 décembre...	24

BOLIVIE

<i>Février</i>	La Bolivie en flammes ...	26
<i>Octobre</i>	...La Bolivie brûle encore	28

ESPAGNE

<i>FIES</i>	Lettre posthume de "Paco" Ortiz Jimenez	35
	Une lettre de Gilbert	36
	Un hommage de Claudio Lavazza	36
	Evasion de Gabriel Pombo Da Silva	38
<i>Valence</i>	Une lettre d'Amanda	39
<i>Barcelone</i>	Tract solidarité	40
	Une lettre de Carolina	41

SOMMETS BIDONS

<i>Thessalonique</i>	Un bilan du sommet	42
	Liberté pour les 7, guerre aux patrons	44
	Une lettre de Fernando	45
	Appel international à solidarité	45
<i>Riva del Garda</i>	Notes sur les sommets et les contre-sommets	47
	Le flic et le flic	48
<i>Gênes</i>	Aux insoumis	49
<i>St Denis</i>	Un forum exemplaire	49

NUISANCES TECHNO-INDUSTRIELLES

	Entretien avec R. Riesel	50
	Larzac 2003 : l'imposture était magnifique !	50
	Nucléaire : main basse sur la vie	52
	Fumel : pour un traitement révolutionnaire des ordures	55

GUERRE SOCIALE

	Temps de guerre, expulsion d'un squat à Montreuil	56
	Expulsion express à Lille	57
	Violence de classe	57
	L'administration hospitalière... pas si hospitalière que ça !	58
	"Je ne discute pas avec les domestiques de la justice"	59

